

Numéro 569

Novembre/75

LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

Numéro spécial
Préparation
du XX^e Congrès de l'O.C.I.

**RAPPORT SUR LA
SITUATION INTERNATIONALE
ET LES PERSPECTIVES
REVOLUTIONNAIRES**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

France : nouveaux développements

Le front unique ouvrier : question clef

par Marc LACAZE

L'aggravation de la crise politique

Curieusement le même jour, le 27 octobre, Michel Debré et J.-J. Servan Schreiber dévoilaient une partie de leurs réflexions sur la politique suivie depuis 18 mois par le gouvernement Giscard-Chirac, dans les hebdomadaires : « Le Point » et « L'Express ».

Michel Debré, ancien ministre dignitaire du parti UDR, déclarait à cette occasion :

« Que m'importe, à la limite, que ce soit les indépendants, les socialistes, ou l'UDR qui gouvernent, s'ils doivent tourner le dos aux vrais problèmes de la nation. Or ces problèmes, personne ne les regarde plus en face. Croyez-moi, il y a là l'amorce d'un drame dont l'Histoire mesurera un jour les conséquences... Il y a l'inflation qui va réapparaître dans les prochains mois. Il y a, face aux menaces de démembrement de la France, le problème de l'autorité de l'Etat. Il y a surtout l'attitude du pouvoir à l'égard de l'opinion publique aujourd'hui. Le peuple français est majeur. Il supporterait parfaite-

ment qu'on lui dise : les années qui viennent seront plus difficiles, il faudra que les rémunérations augmentent moins, que la solidarité sociale se manifeste davantage, il faudra dans la gestion plus de rigueur. Or qui tient ce langage en France ? Qui... ? Posons seulement la question : donnons-nous l'impression d'un pays sûr de lui, gouverné comme il doit l'être ? Je n'en suis pas sûr. »

J.-J. Servan-Schreiber, dirigeant du Parti radical, formation de la majorité présidentielle, analysant le budget 1976 écrivait :

« Dès le début de la discussion budgétaire, les députés avaient, fait sans précédent, déserté les bancs de l'Assemblée. Pourquoi ?

La crédibilité générale est atteinte. Ce qui a été annoncé il y a un an ne s'est, sur aucun point essentiel, réalisé. Et la reconversion intellectuelle que le bouleversement de la vie économique devrait entraîner dans la pensée gouvernementale n'apparaît pas. »

Cette simultanéité dans les déclara-

tions d'hommes politiques de la bourgeoisie occupant des positions dirigeantes dans des formations différentes, méritait à elle seule l'attention, mais elles interviennent quelques jours après que dans le quotidien « Les Echos » — sous un titre évocateur : « Dans le brouillard » — on eut pu lire un article de même tonalité résumant l'essentiel de l'analyse du budget faite dans ce journal et qui disait :

« Où va la France ? Où ses dirigeants veulent-ils aller ?... Tout se passe aujourd'hui comme si son échec Taisait le pouvoir désorienté, hésitant, paralysé. Du coup, on vit dans le court terme. Et faute qu'il y ait une direction, on y tourne en rond — le président avec aisance, le Premier ministre avec énergie.

En politique économique : l'inflation, mal soignée, repart aux premiers frémissements de reprise, en même temps que réapparaît le déficit extérieur.

En politique sociale : on surcharge les entreprises qu'il faudrait alléger. Quand elles coulent, cela fait encore d'autres noyés à sauver...

Quand on aborde de moyen terme, c'est au petit bonheur. Ou au petit malheur, car, curieusement, tous les sujets abordés sont de faux sujets : retraite à 60 ans, alors que la société ne sait pas comment faire bien vivre ses vieux. Taxation des plus-values, alors qu'il faudrait drainer l'épargne vers l'investissement boursier. Réforme du pouvoir dans l'entreprise, alors que l'entreprise est de plus en plus ligotée — vidée de pouvoir... En fait de troisième voie, est-ce qu'aujourd'hui on aurait trouvé celle qui consiste à ne jamais choisir ? Qui sait ? Même cela n'est pas net. »

Il faut mesurer l'importance de telles déclarations. Elles sont la partie visible d'une discussion que dans les sommets de la bourgeoisie, personne ne peut empêcher ; que la gravité de la crise fait resurgir à chaque moment, et qui à chaque moment peut se transformer en lutte ouverte. Lutte qui, en déchirant la majorité, ferait sauter le gouvernement.

La bourgeoisie tout entière connaît la gravité de la menace que fait peser sur son régime l'accroissement de la tension de ces contradictions. A tout moment peut s'ouvrir la brèche dans laquelle les

masses exploitées, fortes des défaites infligées à de Gaulle et Pompidou, confrontées à la faillite du régime, peuvent s'engouffrer...

Pour cette raison, elle tente par tous les moyens dont elle dispose, d'éviter que se manifestent les forces centrifuges que l'impuissance de ce gouvernement nourrit en permanence.

Lorsqu'aujourd'hui un Debré, un Servan Schreiber, le journal « Les Echos »... à l'occasion de la présentation du budget 1976 par le ministre Fourcade, deux mois après l'adoption du plan de relance, choisissent de parler ce langage, c'est que pour des centaines d'autres : banquiers, représentants du capital financier..., la politique du gouvernement, dont ils ont soutenu la formation comme la seule solution possible lors des élections présidentielles, a franchi un nouveau pas vers le seuil de l'insoutenable.

Les exigences du capital

Dans une période de crise, alors que l'activité industrielle se réduit : — 14,7 % en un an selon l'INSEE, alors que les prix des matières premières continuent d'augmenter, que la lutte devient acharnée sur le marché, que l'inflation se déchaîne, il n'existe qu'une solution pour le capital. Cette solution n'a pas le mérite de la nouveauté : il faut casser les salaires, prendre des mesures énergiques contre les conditions d'existence des masses, il faut se servir de la concurrence des chômeurs pour parvenir à cet objectif, il faut alléger les charges sociales de la comptabilité des entreprises, il faut faire disparaître la « mauvaise graisse », tendre toutes les forces pour tenir sa place sur un marché qui se restreint, et qui menace de se disloquer. En un mot : « Il faut frapper ».

En 1935, alors que la crise qui avait éclaté en 29-30 touchait de plein fouet l'économie française, alors qu'on approchait des 2 millions de chômeurs, que le chômage partiel (non rémunéré) se développait (40 % des ouvriers du textile travaillaient moins de 40 heures), les salaires horaires ouvriers étaient diminués de 5 à 10 %, dans le même temps, les chiffres officiels indiquaient une hausse des prix de 9 à 10 %. Une simple opération permet de mesurer la vigueur de l'attaque portée.

Et cela n'était pas suffisant. En juillet 1935, le gouvernement, promulguant les décrets-lois Laval, réduisait tous les salaires de la Fonction publique de 10 % et engageait tous les responsables de l'administration à licencier les fonctionnaires en surnombre...

Voilà ce qu'étaient, voilà ce que sont encore les exigences du capital en période de crise.

« Le tribut apporté à la paix sociale »

Mais en lieu et place d'une telle politique, devant le développement du chômage, pour tenter d'éviter les « surtensions », le gouvernement décide l'indemnisation à 90 %, pendant un an, des salariés licenciés pour « raisons économiques ». Quel que soit, par ailleurs, le nombre exact des bénéficiaires, la mesure est en elle-même révélatrice d'une situation dans laquelle le ministre Durafour estime officiellement les dépenses globales qu'il devra engager pour l'aide au chômage, à 8 milliards de francs pour l'année 76.

Ce n'est pas fini, l'exemple de l'accord intervenu récemment entre le gouvernement et le patronat de la sidérurgie est hautement significatif. J. Ferry, président de la Chambre syndicale patronale de la sidérurgie, mesurant les dangereuses conséquences politiques que d'importants licenciements dans sa branche pouvaient entraîner, sollicitait et obtenait, le 22 septembre, une entrevue avec le premier ministre. A l'issue de cette entrevue, les 30.000 licenciements prévus étaient démentis, du moins jusqu'à la fin de l'année. Le journal « Les Echos » rendait compte, le lendemain, de « l'accord » intervenu entre Ferry et Chirac de la manière suivante :

« Les représentants de la sidérurgie ont assuré M. Chirac de leur souci d'éviter tout licenciement pour autant que puisse être passée avec le gouvernement une convention, d'ailleurs prévue par les dispositions légales, qui permettrait de faire bénéficier la sidérurgie de la prise en charge par l'Etat de 90 % des frais résultant des réductions d'horaires importantes.

« Ainsi, au lieu de procéder à des licenciements, étant donné les effec-

tifs considérables en surnombre, M. Ferry pense, en tout cas jusqu'à la fin de l'année, s'en tenir uniquement à des réductions d'horaires ; elles seraient les suivantes dans certaines entreprises : 35 heures pour les ouvriers appartenant aux services non continus et 32 heures pour ceux appartenant aux services continus. Ainsi, M. Ferry dément qu'on doive s'attendre à 30.000 licenciements, comme l'avait laissé entendre hier la CGT

« Le Premier ministre a donné à ses interlocuteurs l'assurance que la convention pourrait être signée dans les tout prochains jours. »

L'établissement de telles conventions « prévues par les dispositions légales » laisse entrevoir ce que, pour des raisons « hautement politiques », le gouvernement consent à payer aux diverses branches de l'industrie, pour éviter qu'elles jettent brutalement des dizaines de milliers de travailleurs à la rue. Citons pour mémoire qu'il y a plus d'un an, par exemple, la direction de la SNIA annonçait qu'au vu des carnets de commandes dont elle disposait, elle devrait procéder au licenciement de 6.000 ouvriers. A notre connaissance, les perspectives d'avenir de la SNIA ne se sont pas améliorées et les licenciements n'ont pas eu lieu...

Cette injection permanente et à grande échelle de crédits dispensés par l'Etat pour soutenir artificiellement les principales branches d'industrie du pays, pour freiner le développement du chômage, constitue une source permanente et extraordinaire du développement de l'inflation, que stigmatisent, par ailleurs, quotidiennement les responsables de l'économie comme un danger redoutable pour tout l'équilibre économique et social. Tous le savent. Comment ne pas comprendre alors l'inquiétude, voire la panique, qui saisit dans ces circonstances les industriels, leurs représentants politiques, dont les conclusions sont unanimes et pressantes : « il faudrait frapper », « assainir les trésoreries », mais dont l'impuissance à s'engager dans cette voie est tout aussi incontestable.

Sur le plan des salaires, la situation n'est guère différente. Toujours de même source, le quotidien patronal « Les Echos » rend compte de l'évolution des salaires au second trimestre, de la manière suivante :

« + 4,9 % contre 3,7 % au premier trimestre alors que dans le même intervalle la hausse des prix passait de 3,1 % à 2,3 % (...) Les entreprises qui ont refusé de relever les salaires de leur personnel se trouvent peu à peu contraintes de s'aligner sur les firmes leaders de la branche. Ce phénomène d'osmose constitue en quelque sorte le tribut qu'elles apportent à la paix sociale. Que conclure de ces observations ? Si l'on fait la part des défaillances statistiques et d'une politique délibérée de revalorisation du SMIC, c'est la peur des conflits, donc le pouvoir syndical qui constitue l'explication la plus plausible de la hausse salariale. Avec une hausse de 5,4 % pour les six premiers mois, les salaires ouvriers ont connu une augmentation de 8,6 %... Aux pouvoirs publics, ces chiffres donnent la mesure des difficultés à venir. On voit mal en effet comment ils pourront enrayer cette inflation par les coûts lorsque la reprise tant attendue débridera davantage les revendications. »

Faisons, dans cet article, la part des choses ; Si les chiffres sont forcés pour les besoins de la démonstration à laquelle se livre le rédacteur, il est une évidence non moins grande : alors que les périodes de « ralentissement économique », les périodes de crise sont traditionnellement utilisées par les capitalistes pour exercer les plus formidables pressions sur les salaires, la bourgeoisie se montre aujourd'hui incapable de porter un coup décisif dans ce sens.

« La peur des conflits », plus exactement la peur de provoquer dans la classe ouvrière une situation qui concoure à précipiter son regroupement sur son propre plan et mettre ainsi en danger l'existence même du gouvernement, des institutions de la V^e République, impuissante la bourgeoisie dans son ensemble. A cela s'ajoute, lié au développement à l'échelle mondiale de la crise, aggravé par l'incohérence pour la bourgeoisie, des mesures que nous venons d'énumérer, l'assombrissement continu des perspectives les plus immédiates :

— Après sept mois consécutifs de rapports triomphants du ministre Fourcade sur l'excédent de la balance commerciale, essentiellement dû d'ailleurs au fait que le ralentissement de la production indus-

trielle se soit d'abord manifesté dans la réduction des importations, c'est à nouveau en septembre le retour au déficit. Le point le plus bas des exportations depuis douze mois est atteint.

— A peine le « plan de relance » est-il adopté que la décision prise d'augmenter de 10 % les prix des produits pétroliers dissipe les dernières illusions et inspire aux milieux d'affaires l'amère réflexion reprise complaisamment par leurs journaux :

« La facture supplémentaire pour la France fera au moins 10 % du plan de relance. »

— Enfin, lorsque le ministre Fourcade présentant son budget 1976, résume ses principales options, c'est sur le développement prévisible de la tension inflationniste qu'il met l'accent, en même temps que sur l'impuissance totale du gouvernement face à cette menace.

Sur le fil du rasoir

La coupe est pleine, les réserves apportées au plan de relance sont du passé, le budget 76 déclenche la « polémique » que déplorera Giscard d'Estaing. Le ton des « Echos » rend superficiellement compte de l'état d'esprit qui se développe dans les sommets.

Le 22 octobre, il écrit :

« En présentant hier à l'Assemblée nationale le projet de loi de finances pour 1976, M. Jean-Pierre Fourcade s'est livré à une véritable radioscopie de notre économie pour évaluer ensuite ses perspectives en 1976. Le diagnostic est pessimiste. Sans doute sommes-nous engagés sur la voie d'une reprise modérée. Sans doute l'environnement international se présente-t-il sous de meilleurs auspices. Mais les tendances inflationnistes que le gouvernement pensait avoir en partie jugulées, ont toutes les chances de se ranimer avec le retour à une croissance plus soutenue. Après l'accalmie de l'été, septembre sera très probablement un mauvais mois, confirmant ainsi le dérapage inquiétant des prix de gros et de détail. Pris entre la nécessité de soutenir les premières réactions positives des chefs d'entreprise et des particuliers, et celle de contrecarrer fermement tout regain de l'inflation, le gouverne-

ment risque donc de se trouver une nouvelle fois sur le fil du rasoir. »

Et il insiste :

« Par-delà cette volonté d'agir plus vite et plus fort sur les soubresauts ou les contretemps qui pourraient compromettre le retour à une croissance équilibrée, que propose le gouvernement ?

« D'abord — la médication est classique — de poursuivre une politique monétaire « vigilante ». A cet égard, le financement du déficit de l'année 1975 — près de 40 milliards — par l'émission de bons du Trésor en compte courant, réescomptables auprès de la Banque de France, n'est pas de très bon augure...

« Il est vrai que les pouvoirs publics comptent surtout sur un renforcement du contrôle des prix. Pour éviter que la reprise de la consommation ne soit l'occasion d'un gonflement abusif des marges, il a donc été décidé de renforcer le blocage des marges en valeur relative... Outre les réactions des commerçants, une des composantes de la majorité actuelle, on peut cependant formuler quelque scepticisme vis-à-vis d'une méthode qui laisse inchangé notre système de distribution.

« Reste l'appel aux salariés pour qu'ils comprennent qu'une hausse excessive des salaires constitue à la fois un facteur d'inflation et une menace pour l'emploi. Si l'on se souvient que la hausse du taux de salaire moyen horaire, lors du second trimestre, a atteint 4,9 %, on mesure la difficulté de mettre en œuvre une politique des revenus en période de crise. »

C'est une certitude, ce que « Les Echos » appellent pudiquement « la difficulté à mettre en œuvre une politique des revenus » et qui constitue le fondement de la crise politique de la bourgeoisie, a inspiré à Fourcade, présentant son plan, des mesures qui, pour contourner cet obstacle, s'en sont pris, par exemple, aux commerçants, dont le journal juge bon de souligner qu'ils constituent « une des composantes de la majorité actuelle ».

Les représentants les plus autorisés de la bourgeoisie d'affaire seraient-ils devenus sensibles aux arguments des responsables de ces professions ? Eux qui, en d'autres temps, n'hésitèrent pas à frapper ces mêmes commerçants, lors-

qu'il s'agissait de la défense des intérêts supérieurs de l'ordre bourgeois. Bien évidemment non, mais une question se pose à eux, ces mesures devant entraîner un surcroît de tension politique sont-elles justifiées par une cohérence d'ensemble et la précision d'un objectif en valant la peine ?

A l'évidence, ils doivent le reconnaître, la réponse est encore une fois : NON !

La « fureur réformatrice » du gouvernement en question

Mieux encore, la rentrée parlementaire s'est faite sous le signe d'une « fureur réformatrice » qui fut loin de réaliser l'unanimité de la majorité. Jugeons-en, il fallut à J. Chirac mener une action énergique pour permettre de faire adopter « l'amendement Borniol », pour reprendre les termes imagés employés par Vivien pour qualifier le report de l'amendement Fanton, et la création d'une commission d'étude pour enterrer la question.

L'amendement Fanton, projetant de créer un impôt foncier, divisait aussitôt aussi bien les UDR, les républicains indépendants que les centristes. Chirac, combattant pour la procédure de report qui seule pouvait éviter que se manifeste un déchirement sur cette question, disait devant le groupe des réformateurs :

« Je ne parle pas en technicien mais en politique. Il y a un an, nous avons gagné l'élection d'un cheveu. Si la majorité se divise comme elle le fait, où ira-t-on dans deux ans ? L'opposition rigole. La majorité a fait une bêtise. Il faut qu'elle serre les rangs. »

De quelle mesure révolutionnaire était-il en réalité question dans cet amendement qui provoqua une telle levée de boucliers ? Laissons la parole à un opposant à l'amendement Fanton, qui écrit dans « Les Echos » :

« L'impôt sur le capital... C'est une logique qui se défend. C'est celle d'un capitalisme conséquent, sans complexes. Appliqué depuis longtemps à la France, peut-être en aurait-elle bouleversé bien des données. La France des bas de laine, des terres affermees à bas prix, des loyers réglementés, des résidences secondaires, des « placements sûrs », la France thésaurisatrice... Economique-

ment, il vaudrait mieux un impôt sur le capital, qui oblige à encaisser des revenus, qu'un impôt sur les revenus qui encourage à laisser dormir le capital...

« Ceci pour dire qu'on pourrait discuter calmement d'un impôt sur le capital. Mais aborder le problème par le biais de l'impôt foncier relève de la provocation. Car, de toutes les sécurités que les Français recherchent dans un univers qu'ils ne trouvent déjà que trop mobile, celles de la terre leur sont les plus précieuses. Il n'est pas surprenant que les promoteurs trouvent quelque vertu à cette idée d'impôt. Pour eux, un terrain est un élément banal d'une économie de marché. Mais, pour des millions de propriétaires, la terre, la maison, même l'immeuble, ne font pas partie de l'économie de marché. Les taxer comme si c'était le cas, ce serait se tromper lourdement sur la mentalité française et commettre une sorte d'injustice morale. Qu'il faille faire évoluer cette mentalité, soit. Mais la provocation et l'injustice ne sont pas pour cela les moyens les plus efficaces. »

Comme on le voit, il n'y a rien là-dedans des atteintes à la propriété privée dont on a entendu parler lorsque le ton s'est enflé entre les différents protagonistes.

Il y a, en période de crise, l'aiguïssement des contradictions au sein de la bourgeoisie, par exemple, entre ceux qui construisent et dont les profits sont issus du développement de la construction, qui doivent disposer de terrains, et ceux qui, possédant les terrains, cherchent à tirer le plus grand profit de ceux-ci.

Et cela a suffi à ébranler et fissurer jusqu'au sommet l'édifice de la majorité.

S'il fallait compléter le tableau, ajoutons que, dans le même temps où se déroulait ce débat à l'Assemblée, une commission transmettait au Conseil économique un rapport projetant la taxation des plus-values... Les commentaires de la presse spécialisée sont déjà significatifs, la soif de ressources du gouvernement ne contribuera pas, pour les prochains mois, à la création de ce climat d'accalmie, que Giscard d'Estaing a appelé de tous ses vœux, lors du déjeuner offert le 29 octobre aux douze jeunes dé-

putés de la majorité.

La querelle UDR-républicains indépendants

Les développements de la crise politique secouent les sommets du régime.

Les déclarations faites respectivement par M. Poniatowski, le 9 octobre, et J. Chirac, le 13, à propos des futures élections, révèlent le caractère insoluble de cette crise.

Pour les Républicains indépendants :

Les arbitrages électoraux seront le fait du président de la République lui-même, a précisé le ministre d'Etat :

« La majorité est celle du président. Le premier ministre est le chef de la majorité parlementaire, mais le chef de la majorité politique, c'est le président de la République sans intermédiaires... Les républicains indépendants ne sont pas seulement le parti pour le président, mais le parti du président. Des sondages récents révèlent que dans l'opinion, il est le premier parti de la majorité présidentielle. Cela devra se traduire par un rééquilibrage au sein de la majorité, rééquilibrage d'ailleurs nécessaire pour gagner les élections. »

Pour l'UDR :

Aux républicains indépendants qui ne cessent de parler d'un « nécessaire rééquilibrage de la majorité, le secrétaire général de l'UDR a répondu que ce rééquilibrage devait se faire :

« en prenant des sièges à l'opposition (...). Les gaullistes, a-t-il dit, dont la loyauté est la règle, n'admettraient pas que l'on présente des candidats contre leurs sortants aux prochaines échéances électorales, sous quelque prétexte que ce soit. C'est clair. »

Tout est là ! Pour les gouvernements qui, après de Gaulle, héritent et continuent la V^e République, il faut se dégager de l'emprise de l'UDR, parti par excellence d'un bonapartisme condamné, qui risque d'entraîner à la catastrophe.

En même temps, il faut mettre à l'abri l'Assemblée nationale de toute déchirure et pour cela resserrer les liens autour de l'UDR et ses ambitions...

Sanguinetti n'en profitait-il pas récemment pour rappeler aux tenants de la « société » libérale et avancée que :

« Jamais, l'exercice du pouvoir n'avait été aussi solitaire, et jamais la tendance au présidentielisme aussi accentuée. Nous soutenons Valéry Giscard d'Estaing, mais ne devons d'inconditionnalité à personne ! »

L'aggravation de la situation économique, les développements de la crise à l'échelle mondiale, les premières conséquences de l'incohérence des mesures prises par le gouvernement, ne manqueront pas d'alimenter de nouveaux développements à cette querelle.

Encore une fois : accentuer la division du mouvement ouvrier

Giscard d'Estaing, soucieux de prolonger la collaboration établie avec les dirigeants du mouvement ouvrier, vitale pour son gouvernement et le régime, reprend, le 29 octobre, le thème du discours qu'il prononça le 30 juin dernier :

« Il n'y a pas, et il n'y aura pas d'élections politiques en 1975 et 1976, puisque les prochaines élections générales sont les élections municipales de 1977. »

N'ayant, encore une fois, reçu aucun démenti de la part des dirigeants du PS et du PCF, il peut fournir de nouveaux matériaux pour nouer, au plus près et au plus loin, cette collaboration indispensable :

« Il importe que le comportement de la majorité soit tel qu'il apparaisse bien que ce qui subsiste de crispation n'est pas de son fait. Il importe également qu'un terme soit mis aux attaques contre le parti communiste », déclare-t-il.

La presse, aussitôt, tend la perche. Barillon écrit :

« Voilà donc clairement désavoué M. Poniatowski, champion de l'anticommunisme permanent et sommaire, les plus fiévreux et les plus volubiles de ses collègues du gouvernement, et peut-être même M. Chirac, encore que le président de la République ait tenu à rendre hommage à « la grande loyauté » et à la « grande compétence » d'un premier ministre qui, a-t-il dit, « a toute ma confiance. »

Et la « campagne pour les libertés » de nouveau alimentée, peut battre son plein :

« Quant à son souhait que l'action gouvernementale se développe dans le calme et à l'écart des polémiques inutiles, il faut bien remarquer que, s'il ne relève pas d'un agréable bavardage mondain, il manque en tout cas d'efficacité.

« N'est-ce pas M. Poniatowski, bras droit du président, qui, au cours du dernier week-end, prononçait au congrès des « jeunes giscardiens » un discours de clôture où l'injure tenait lieu d'argument et qui constituait une véritable invitation à la délation et à la croisade anticommuniste ?

« Si M. Giscard d'Estaing est aussi désireux qu'il le dit de voir cesser la polémique inutile, qu'il commence par convaincre ses propres amis. »

René Andrieu,
« L'Humanité », le 30 octobre.

Voilà le ministre de l'Intérieur dans le colimateur (il faut avouer qu'il a du talent pour ce rôle) ; pour « l'abattre », il faudra ménager le président et voilà Giscard sommé de commencer par convaincre ses amis.

Comme tout cela est bien fait !

Mais c'est encore insuffisant. A nouveau et inlassablement, il faut piétiner les aspirations à l'unité, il faut installer à tous les niveaux la division. La situation politique l'exige, d'autant plus impérativement que s'approfondit au sommet la crise politique de la bourgeoisie.

Ces derniers mois, la campagne de division, sous les auspices de l'approfondissement de la « qualité de l'Union », fournissait chaque jour son lot de déclarations, de condamnations de la politique du PS par les dirigeants du PCF. Tout était bon : l'affaire « Republica », la politique de la social-démocratie allemande, la politique de Wilson, etc.

Lorsque Fabre, dans le droit fil de la politique du Programme commun de respect et de soutien aux institutions de la V^e République, décide de demander une entrevue au Président de la République, un nouveau pas est franchi. Fabre explique que l'isolement du gouvernement devient un phénomène dangereux, et puisque les législatives auront lieu en 1978, il ne voit pas de raison de refuser d'instaurer un dialogue et le retour à des « relations normales » entre gouvernement et opposition. En cela, il inscrit sa démarche dans le cadre défini par le Programme commun.

L'« Union de la gauche » a été un obstacle dressé contre la réalisation du Front unique ouvrier des organisations et partis ouvriers. Il s'agissait d'engluer dans « l'Union de la gauche » l'aspiration à l'unité des masses.

L'unité avec le parti radical de gauche, c'était le pont vers toutes les organisations et partis bourgeois, le pont vers un front national, ainsi que Marchais le proposait au lendemain des élections présidentielles. Fabre occupe donc dans l'Union de la gauche une place précisément destinée à pouvoir opérer ce type de démarche.

Les protestations de Marchais, qui n'excluait pas, quelques mois auparavant, la possibilité de demander pour lui une telle audience, ont eu d'ailleurs un ton tout à fait mesuré.

Mitterrand, qui choisit ce moment-là, pour donner publiquement un caractère chaleureux à ses relations avec Fabre, fournit volontairement au PCF l'occasion de redoubler de virulence dans sa campagne, de franchir un nouveau pas : c'est la « crise » de « l'Union de la gauche ».

Du fait que le PS et le PCF participent ensemble à « l'Union de la gauche », qu'ils se réclament en commun d'un « programme de gouvernement », les masses ouvrières et paysannes sont poussées à en déduire qu'ils peuvent bien s'unir pour combattre victorieusement le gouvernement Giscard-Chirac et en finir avec lui. Ce qui est le contraire de la politique « d'Union de la gauche ». Depuis des mois, le PCF a fait face à ce « danger ». Gardant en réserve le Programme commun, en vue de maintenir les bases de l'« Union de la gauche » sans rivage à droite, en cas d'offensive des masses qu'il serait impossible de contenir sans la participation du PS et du PCF à un gouvernement aux côtés des partis bourgeois, la direction du PCF a développé la logique politique de l'« Union de la gauche » en tentant de faire apparaître impossible le Front unique entre le PS et le PCF, de saccager toutes possibilités allant dans ce sens.

Les dernières élections législatives partielles, dévoilant à nouveau l'extraordinaire faiblesse de la « majorité », les résultats malgré tout encore limités de la campagne de division dans les rangs ouvriers, nécessitaient d'employer les grands moyens.

C'est ce que firent allègrement Leroy et Marchais qui menaçaient pour les élec-

tions à venir que les candidats du PCF ne se désistent plus pour ceux du PS et dévoilaient que, dans certaines circonscriptions de Châtelleraut, des électeurs communistes n'avaient pas reporté leur vote sur la candidate du PS. C'est la division à sa limite, tout en se gardant pourtant de jeter par-dessus bord le programme commun, bien au contraire. Rappelons ce que disait à ce propos le rapport du XIX^e congrès de l'OCI :

« La perspective, en France, c'est, répétons-le, la transformation de la crise du régime, de la crise politique de tous les rapports bourgeois, en crise révolutionnaire, mais à partir des rapports politiques historiques propres à la France. La bourgeoisie, les appareils, le PCF, déploient toutes leurs ressources pour éviter cette issue. C'est dans ce sens qu'ils sont contre l'avènement d'un gouvernement de Front populaire, parce que celui-ci résulterait de la nécessité de faire obstacle à la crise révolutionnaire qu'ils veulent éviter. Mais la perspective la plus probable est néanmoins que la bourgeoisie devra avoir recours à un tel gouvernement à plus ou moins long terme. »

Cela, les dirigeants du PS et du PCF ne l'oublient pas...

Cette campagne forcenée doit être étendue aux organisations syndicales. Les récentes divergences apparues comme par enchantement sur la question du Programme commun entre les dirigeants CGT et CFDT en témoignent. Mais elles ne les empêchent pas cependant de se retrouver unis dans la relance des journées d'action et des grèves tournantes. Il est significatif de voir que les directions CGT et CFDT jugent aujourd'hui nécessaire de reprendre l'offensive.

Après que la division eut réussi à interdire aux postiers, aux travailleurs de chez Renault de se dresser dans l'unité pour balayer le gouvernement ; après que la campagne des « luttes », des « actions originales », dont le point d'orgue fut la manifestation du 10 juillet, eut réussi à bloquer, au départ, toute tentative de la classe ouvrière faite pour s'engager dans cette voie des affrontements mettant en cause le gouvernement, il leur faut reprendre la bataille pour « affoler », « déboussoler » politiquement, et ainsi tenter de gagner un nouveau sursis pour le gouvernement.

La tension de la situation

● Le gouvernement demeure, mais l'aggravation de la crise politique se poursuit.

● Le gouvernement demeure, mais, chaque jour de son existence exige, de la part des appareils, dans des conditions qui deviennent intolérables, un engagement plus complet, pour la préservation de celui-ci.

● Le gouvernement demeure, dans l'imédiat il n'y a pas de grandes batailles, de grandes grèves, manifestations... aucun mouvement ne menace aujourd'hui en apparence son existence. La bataille des appareils a, d'une certaine façon fait son œuvre. Mais, toute revendication importante pose aux travailleurs, directement, les questions politiques les plus élevées et la question du Front unique ouvrier constitue de ce fait le pivot, la clef de tous les autres problèmes.

Le « calme » de la situation est fait de toute la tension qui précède les grands affrontements.

Bien que de façon inégale, des centaines de milliers de travailleurs des villes et des campagnes ressentent déjà très durement les conséquences de la marche à la crise, en particulier dans les secteurs déjà les plus défavorisés. La marche à la crise, son accélération et la crise elle-même, quelles que soient les anxiétés que cela soulève au sein du gouvernement et de la bourgeoisie, frappera des millions et des millions de travailleurs.

Les masses ressentent profondément la catastrophe qui approche. C'est un élément de la tension politique qui existe avant que n'éclate dans toute sa puissance la crise économique.

La bataille pour le Front unique ouvrier, pour dégager les obstacles à sa réalisation, constitue le seul axe de préparation d'une période où toutes les forces accumulées vont être brutalement libérées, pour l'affrontement avec le gouvernement.

Mais la bourgeoisie n'est pas prostrée

Est-ce à dire que devant cette situation sans issue, la bourgeoisie soit en train de se prosterner, purement et simplement, impuissante à affronter la classe ouvrière, donc à surmonter sa crise politique ? Tirer une telle conclusion serait faire preuve de myopie.

Dans une situation où toute attaque frontale contre un des secteurs décisifs de la classe ouvrière, risquerait d'aggraver les difficultés politiques qu'ont les appareils à interdire à cette classe de se dresser pour vaincre le gouvernement, dans une situation où toute attaque frontale pourrait circonscrire dans un domaine déterminé la concentration des problèmes politiques, et fournir le terrain particulier où sur la ligne du Front unique ouvrier une brèche dans la politique des appareils pourrait être ouverte, dans une telle situation, la manœuvre est de mise...

« Réformer » l'Education nationale

La main-d'œuvre, de l'avis unanime de tous les spécialistes, coûte trop cher dans ce pays, à plus forte raison aujourd'hui. Si la « politique des revenus » est difficile à « mettre en œuvre », la poursuite de la réforme de l'Education nationale, reprise inlassablement sous chaque gouvernement de la V^e République, pourrait, à son terme, permettre de livrer, dès le plus jeune âge des travailleurs à l'exploitation du capital.

Elle permettrait, en habituant les jeunes à sortir d'une école « élémentaire », sans aucun « droit » lié à une qualification quelconque, la « mobilité professionnelle » qui est le maître-mot depuis des années.

Elle constituerait pour le gouvernement et le capital, une économie appréciable dans la mesure où toute une « formation » se faisant sur le tas, l'élève commencerait à produire et donc à « rembourser les dépenses sociales engagées pour lui ». Elle serait un premier pas, pour peu qu'elle puisse être totalement appliquée, dans le « changement de mentalité de la classe ouvrière » dont rêvent les capitalistes.

La réforme Haby, adoptée par le Parlement en juin dernier, fournit le cadre institutionnel qui doit ordonner les attaques contre l'édifice que représente l'Education nationale.

Le gouvernement, la bourgeoisie, sont impatients de porter plus loin leur offensive, ils brûlent de commencer l'application effective de la réforme. Les décrets d'application doivent voir le jour incessamment. L'anarchie qui s'est développée dans l'Education nationale — produit des réformes, contre-réformes, création de fi-

lières, nouveaux diplômés, etc — a atteint un stade explosif. Toutes ces réformes étaient orientées vers l'adaptation de l'enseignement aux besoins de la vie active, elles avaient pour but de développer cette anarchie de façon à ce que « l'Éducation nationale » apparaisse comme l'obstacle bureaucratique désuet à un véritable « enseignement rationnel ».

Voilà exposé le premier thème du combat pour la réforme fondamentale du système d'éducation : « abandonner le passé poussiéreux et chercher à l'entreprise les valeurs neuves d'une société dynamique ».

Le deuxième thème choisi tient beaucoup plus à l'actualité récente et à la nécessité pour avoir quelque chance de succès d'engager à ses côtés, les responsables des syndicats ouvriers et enseignants :

« Contre le chômage de la jeunesse, il faut refondre le système éducatif. »

Il serait impossible, tant elles sont nombreuses, de faire un récapitulatif des prises de positions solennelles et « désintéressées » qui se sont multipliées ces deux derniers mois.

C'est le 4 octobre, à l'occasion de l'organisation par la CGT et la CFDT d'une manifestation de la jeunesse pour « le droit au travail et le droit au métier », que commence, à proprement parler, l'orchestration de la campagne publique. « Le Figaro », commentant la manifestation, s'interrogeait « honnêtement » et « tout haut » sur les solutions aux problèmes réels que soulevaient, lors de cette journée, les syndicats :

« Amorcée dès 1970, la montée du chômage des jeunes est due également à deux autres phénomènes. Le premier est l'évolution démographique. Le second phénomène est l'évolution des hommes et des choses qui, on va le voir, se traduit par une double inadaptation des jeunes au travail. Elevés jusqu'à présent au sein d'une société d'abondance, ceux-ci ont souvent pu bénéficier d'un niveau d'études que n'avaient pas connu leurs aînés. De ce fait, un plus grand nombre sont enclins à refuser les tâches ingrates et à chercher un emploi en rapport avec leurs connaissances générales. Or, dans le même temps, le travail devient, sous l'effet du progrès technique, de plus en plus répétitif et inintéressant. Les tâches

se parcellisent, la petite entreprise à dimensions humaines s'efface devant la grande entreprise impersonnelle. Beaucoup de jeunes ressentent alors une frustration devant le décalage qui existe entre leur formation et les emplois auxquels ils peuvent accéder.

« Refondre notre système éducatif. C'est pourquoi le gouvernement voudrait aujourd'hui revaloriser le travail manuel, même si les syndicats contestent que les jeunes s'en désintéressent.

« Mais cela non plus ne saurait suffire. Par-dessus tout, un immense effort de formation est nécessaire pour vaincre l'inadaptation. Le premier ministre l'envisage comme un objectif prioritaire : « En présentant les orientations du VII^e Plan, Jacques Chirac « souhaitait une refonte complète de « notre système éducatif. Il prévoyait « notamment un enseignement alternatif, « terné, faisant coexister la formation professionnelle et une première insertion dans la vie active ».

« Cette solution n'est pourtant pas du goût de la CGT et de la CFDT qui y voient « un moyen de fournir « gratuitement au patronat une main-d'œuvre juvénile et malléable dont « le seul avenir est celui d'O.S. ». Ce que demandent les deux centrales syndicales, c'est un renforcement de l'appareil éducatif, des actions de préformation, de manière à assurer aux jeunes non seulement le droit au travail, mais encore un véritable droit au métier. »

L'attitude de la direction de la FEN

Voilà, les problèmes étaient posés sur la place publique, il revenait à chacun maintenant d'apporter une réponse tout aussi publique. Il fallait s'engager !

C'est incontestablement A. Henry qui, le 13 octobre, lors des journées d'études organisées par la FEN, répondra — dans un langage, et en faisant référence à des notions qui, jusqu'alors, avaient été le patrimoine exclusif de la CFDT — le plus clairement qui soit, aux propositions faites.

« Il est vrai que le système scolaire est relativement inadapté aux jeunes d'aujourd'hui. Un grand nombre d'entre

eux ne le supportent plus et s'en vont...

« Il faut penser une éducation ouverte pour tous sur la vie économique et sociale, avec des stages en situation, et un contact réel avec la production... »

Ajoutons, pour donner toute sa brutalité à cette prise de position de la direction de la FEN, l'écho fait aux « propositions » de J. Chirac en matière d'enseignement alterné, dans la déclaration de Guillot, responsable pédagogique de la FEN :

« Nous proposons l'alternance ou une éducation alternée, un va-et-vient permanent entre l'école et l'entreprise. »

Avec la déclaration de J. Fournier (secrétaire général du SNETAA syndicat FEN des enseignants de CET) :

« Le chômage trouve en partie ses sources dans une formation initiale qui ne répond ni aux besoins des jeunes ni aux besoins de la société. »

Il n'y a plus aucun doute possible.

La direction de la FEN décidait, le 13 octobre d'apporter ainsi solennellement pour la première fois un appui sans réserves aux plans du ministère. Cet appui, les gouvernements de la V^e République avaient combattu des années, sans succès, pour l'obtenir. « Le Figaro », précédemment cité, semblait curieusement s'inquiéter de l'attitude de la CGT et de la CFDT à l'égard de cette « refonte du système éducatif ». Examinons la question. Curieusement est bien le mot, car, en effet, lorsqu'en 1970 le patronat et le gouvernement proposaient aux centrales syndicales la signature des accords sur la formation professionnelle préparant l'élaboration des lois du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle et permanente, CGT et CFDT signaient, la FEN condamnait la signature de ces accords.

Lorsque les lois du 16 juillet étaient soumises à l'Assemblée et que PCF et PS s'abstenaient dans le vote, seule la FEN dénonçait ces lois, et son syndicat de l'enseignement technique, le SNETAA, condamnait sans ambiguïté l'attaque portée par cette entremise contre l'enseignement technique public.

Au moment où les dirigeants de la FEN décident d'emboîter le pas au gouvernement, les dirigeants CGT et CFDT auraient-ils modifié leur position ?

Il suffit de lire le communiqué commun

publié à propos de la formation permanente par le SNES et la CGT le 9 octobre dernier, pour apprécier la position réelle de cette dernière :

« La formation continue a été détournée de ses véritables objectifs, elle est devenue le « prétexte à ne donner qu'un minimum de connaissances étroitement adaptées aux besoins des entreprises. Pour que la formation continue devienne effectivement un droit « ouvert à tous les « travailleurs », et permette la promotion professionnelle ou le recyclage des catégories les plus défavorisées, notamment les femmes, les immigrés, les jeunes et les chômeurs, la CGT et le SNES proposent une série de mesures qui en assureraient l'application et élargiraient son champ d'action. »

La CGT engage le combat pour assouplir l'application et élargir le champ d'action de la formation continue, après bien sûr avoir protesté contre le détournement par le gouvernement des véritables objectifs de celle-ci. Soyons sérieux et revenons au préambule des accords contractuels du 9 juillet 1970 qui expose les véritables objectifs :

« Dans le double objectif de répondre aux besoins des entreprises et permettre aux individus de trouver la satisfaction de leurs aspirations... »

Il ne semble pas que le gouvernement ait sensiblement détourné de ses objectifs la formation continue. Par contre, la CGT réaffirme, en soulignant la nécessité d'élargir le champ d'action de la formation continue, la position exposée par Moynot dans l'« Ecole et la nation » en avril 72 :

« Si on veut un enseignement réellement adapté à la vie et aux problèmes qui se posent aujourd'hui, on n'échappera pas à des centres de formation liés à l'activité des entreprises et, dans la mesure où ces entreprises sont entre les mains d'intérêts privés des monopoles capitalistes, on n'échappera pas au fait qu'un grand nombre de centres de formation seront directement sous leur emprise. D'autre part, aussi longtemps que le régime actuel est en place, on ne pourra modifier fondamentalement l'orientation de sa politique dans ce domaine. »

A notre connaissance, la CGT n'a pas protesté contre le silence gardé par les directions du PS et du PCF après les déclarations de Giscard d'Estaing sur la date des élections à venir. A notre connaissance, la CGT ne se fixe donc pas comme objectif de s'associer, dans un avenir proche, au combat pour que disparaisse le gouvernement Giscard-Chirac, gouvernement du capital.

Le communiqué commun SNES-CGT ne peut donc avoir qu'une seule signification : la reconnaissance publique d'un accord avec la proposition gouvernementale de réforme de l'enseignement.

Les dirigeants de la FEN n'ont fait que rejoindre ceux de la CGT qui n'ont pas changé de position sur cette question. Pourquoi « Le Figaro » s'inquiétait-il et distinguait-il alors le comportement qu'auraient pu avoir, selon lui, la CGT et la CFDT face à la réforme ? Pour une seule raison, le refus opposé par la CGT à la participation de la FEN à la manifestation CGT-CFDT du 4 octobre devait être utilisé par la bourgeoisie pour mettre en valeur la division existant entre les organisations. Cette division systématique, renaissant à tout propos entre les organisations syndicales, dirigée contre les aspirations des masses à l'unité n'a qu'un sens : permettre l'accomplissement de la réforme Haby.

Le choix de sortir, sur cette question, un communiqué commun SNES-CGT le 9 octobre, s'inscrit dans le droit fil de cette politique, un tel communiqué émanant d'un syndicat de la FEN et de la Confédération CGT est un acte politique dirigé contre l'unité de la FEN. C'est le développement de l'orientation scissionniste développée par Séguin dans « L'Humanité » du 18 juin 1975, qui appelait les travailleurs à agir à la base contre la FEN « pour l'unité » :

« La participation à l'unité d'action de FO et de la FEN dépend en dernière analyse de la volonté unitaire des travailleurs. »

Et qui prend aujourd'hui la forme d'une déclaration « unitaire » d'un syndicat de la FEN avec la CGT sur la formation continue.

L'unité de la FEN

L'unité de la Fédération de l'éducation nationale revêt, dans une telle situation,

une importance politique considérable. L'unité de la FEN, qui permet de regrouper, au sein d'une seule fédération de l'enseignement toutes les tendances du mouvement ouvrier, constitue une position fondamentale pour combattre afin que se réalise le Front unique ouvrier et, au-delà, pour la reconstruction d'une CGT unique et démocratique. L'existence de l'unité de la FEN à elle seule, est un vivant démenti opposé à tous ceux qui se sont ingéniés à expliquer que la division était inévitable dans les rangs ouvriers.

Pour ces raisons, elle a été, elle demeure l'objet d'attaques incessantes venues de tous côtés. Parce qu'elle se dresse contre la politique de démantèlement de l'Education nationale, parce qu'elle fait obstacle à la volonté de détériorer et de saccager les conditions d'enseignement dont la responsabilité incombe totalement à la V^e République, ses gouvernements successifs, ses multiples ministres, ses réformes portant le nom de ces ministres (Fouchet, Faure, Guichard, Royer, Fontanet et Haby) que l'Assemblée nationale entérine.

Les attaques pour disloquer la FEN, pour la détruire vont être déchainées par les artisans habituels d'une telle politique. Ajoutons à cela que le tournant amorcé par la direction de la FEN va maintenant concourir directement à cette œuvre de destruction.

Ainsi, les meilleures conditions imaginables aujourd'hui sont rassemblées pour permettre au gouvernement de promulguer et de tenter de mettre en œuvre les décrets d'application de la loi Haby.

En même temps, comme tous les autres secteurs de la lutte de classe, celui de l'Education nationale est soumis aux données générales de la situation politique. Le gouvernement Giscard-Chirac, impuisant à aggraver les secteurs décisifs de la classe ouvrière, oriente ses coups de façon à éviter le choc frontal, et cherche à manœuvrer contre les acquis, les conquêtes, les positions d'une classe qu'il ne peut affronter. Il bénéficie dans sa tentative, de la collaboration totale des appareils contre-révolutionnaires, nous venons de le voir.

Et pourtant, rien n'est joué. La manœuvre, quels que soient les appuis dont elle bénéficie, ne peut redonner la santé à un gouvernement miné par les dissensions, naviguant à vue, ou pire « dans le brouillard », pour reprendre la formule

citée au début de cet article.

Dans la classe ouvrière, rien n'a pu véritablement, malgré le déploiement durant des mois, de prodiges de division, effacer ce sentiment de confiance, cette idée née au lendemain des élections présidentielles et dont chaque législative partielle ravive le souvenir que le gouvernement Giscard-Chirac pouvait être balayé et qu'un gouvernement des partis ouvriers, le PCF et le PS, pourrait lui être substitué.

L'étalage quotidien de la division incarne chaque jour plus l'obstacle unique dressé pour interdire aux masses de s'engager, dans l'unité, sur la voie des victoires, sur la voie de la victoire contre le gouvernement. La division, à laquelle doivent être imputés les échecs subis çà et là par la classe ouvrière, prend chaque jour un caractère plus insupportable. L'équilibre instable au sommet duquel trône ce gouvernement, maintenu à bout de bras, au prix d'un engagement total de la part des appareils, peut à tout moment être rompu. Tous les problèmes, toutes les questions qui surgissent dans la lutte des classes, quelle que soit leur ampleur, sont, de ce fait, marqués par cet enjeu. C'est précisément à cette situation que l'on doit l'impression d'extrême tension qui marque cette période, où rien en apparence ne se dégage clairement.

Mais voilà, lorsque pour s'attaquer à l'édifice de l'Education nationale, le gouvernement doit obtenir des directions syndicales, et en premier lieu de la direction de la FEN elle-même, qu'elles s'engagent à fond dans la destruction de l'unité de la FEN, il procède involontairement à la concentration des problèmes, il concourt à mettre, pour des centaines de milliers d'enseignants, à l'échelle nationale, de façon unifiée, la question de la défense de l'enseignement public, des revendications des enseignants, le plus directement qui soit, en relation avec la question politique décisive dans ce secteur : l'unité de la FEN.

Rien n'est donc joué. Tout cet échafaudage politique dirigé contre l'Education nationale peut, en s'effondrant, ouvrir une brèche aux masses, se dressant dans l'unité pour affronter le gouvernement.

La bataille politique engagée par l'OCI pour regrouper, organiser, dans le combat pour la défense de l'unité de la FEN, c'est aujourd'hui au plus haut point, la préparation d'une telle situation.

La bataille pour la défense de l'unité de la FEN incarne, dans ce secteur particulier, la politique du Front unique ouvrier. Elle relie toutes les questions qui se posent dans l'Education nationale à la clef de la situation politique : la réalisation du Front unique ouvrier, permettant d'en finir avec la V^e République, ses réformes, ses institutions anti-démocratiques, son Assemblée nationale. Voilà la véritable dimension du combat que l'OCI, avec les militants du courant lutte de classe de la FEN (EE-FUO), a décidé, dans cette période de préparation de son XX^e congrès, de mener à bien. C'est une bataille dont on peut dire qu'elle comptera à coup sûr dans le développement de la lutte des classes dans ce pays.

La politique de l'OCI

La crise de la bourgeoisie française dont nous venons d'évoquer les derniers développements, participe de la crise d'ensemble de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, qui met en cause tous les rapports économiques, sociaux et politiques bourgeois.

Cette crise de la bourgeoisie française se nourrit des développements de la crise d'ensemble du mode de production capitaliste. L'onde de choc qui a secoué tous les pays après la défaite de l'impérialisme US au Vietnam, marquant un tournant dans la situation politique à l'échelle internationale, a constitué un nouveau pas vers l'aggravation de la crise politique dans chacun de ces pays. Toutes les forces de la bourgeoisie et des bureaucraties parasitaires se tendent pour tenter de reculer le moment où se disloqueront les rapports économiques sur le marché mondial. Pourtant, les nuages continuent de s'accumuler à l'horizon.

« La perspective en France, c'est, ré-pétons-le, la transformation de la crise du régime, de la crise politique, de tous les rapports bourgeois, en crise révolutionnaire », disions-nous dans le rapport au XIX^e congrès de l'OCI.

Il est toujours difficile de rendre compte avec exactitude du moment où les changements quantitatifs vont aboutir à la transformation qualitative dans le développement d'un processus vivant.

Pourtant, il faut le dire, cette perspective, tracée il y a un an, de transformation de la crise du régime en crise révolutionnaire, s'est considérablement rappro-

chée, l'ouverture de la crise révolutionnaire menace en permanence. Cette proximité n'est pas étrangère au rebondissement actuel de la crise politique au sommet du gouvernement, ainsi d'ailleurs qu'à cette apparence de calme, faite d'extraordinaire tension, dans la lutte de classe dont nous parlions précédemment.

La liquidation, à l'ordre du jour, de la V^e République, c'est immanquablement l'ouverture de la crise révolutionnaire.

L'OCI combat pour la victoire de la révolution prolétarienne, qui permettra seule, en détruisant les rapports sociaux bourgeois, de mettre les masses à l'abri de la catastrophe à laquelle entraîne le système capitaliste, et dont les principaux traits apparaissent à nouveau aujourd'hui au grand jour.

La stratégie du front unique ouvrier

Le premier pas pour ouvrir la voie à la révolution prolétarienne en France, c'est d'en finir avec ce gouvernement, la V^e République, ses institutions, c'est d'en finir avec les gouvernements constitués de partis et d'organisations bourgeois qui, défendant leur politique, mènent à la catastrophe. Pour en finir avec ce gouvernement, les masses, sur lesquelles repose cette tâche, ont besoin de leur unité de Front, de l'unité de leurs organisations. Et, inéluctablement, c'est une leçon inscrite dans toute l'histoire de la lutte des classes, elles se tourneront vers les directions du PCF et du PS, vers les directions des organisations syndicales, pour exiger qu'elles les rassemblent pour vaincre ce gouvernement. Ce mouvement, pour prendre forme pleinement, appelle impérativement que soit ouverte une perspective concrétisant la politique du Front unique ouvrier. Le développement de ce mouvement exige que soit ouverte la perspective du gouvernement du PCF et du PS sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois, le gouvernement des partis dont l'unité aura rassemblé les masses pour balayer le gouvernement Giscard-Chirac.

Plus précisément encore, parce qu'elle combat pour franchir le premier pas vers la révolution prolétarienne, l'OCI s'acharne à fournir un objectif qui concrétise de manière plus immédiate encore la politique du Front unique ouvrier et permette

ainsi l'intensification du combat politique sur cette orientation, en disant :

« C'est un fait, le PS et le PCF ont maintes fois affirmé leur respect de la démocratie parlementaire. C'est un autre fait, l'Assemblée nationale actuelle est en contradiction avec ce point de vue, la V^e République et ses institutions sont la négation de la démocratie parlementaire, bien que celle-ci soit une démocratie bourgeoise. Du point de vue qu'affirment défendre le PS et le PCF, il devrait donc être nécessaire d'imposer la dissolution de cette Assemblée nationale, des institutions de la V^e République : c'est un objectif immédiat pour lequel l'unité des organisations et partis ouvriers doit se réaliser. »

C'est cette orientation que l'OCI oppose à la division, au soutien à peine masqué apporté au gouvernement Giscard-Chirac, quelles que soient les formes de ce soutien. Qu'elles se présentent sous le visage du « raffermissement » de « l'Union de la gauche » ou de sa « dislocation » qui, de toute façon, s'inscrit dans le développement du contenu de celle-ci : celui d'un pacte de collaboration de classe, de subordination à la bourgeoisie. C'est cette orientation de combat pour le Front unique ouvrier que l'OCI oppose à « l'Union de la gauche », au Front populaire, pour dégager les obstacles dressés par les appareils sur la voie de la révolution prolétarienne.

Sa méthode

L'OCI se prononce inconditionnellement pour un gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes. Cela veut dire, sans poser d'à priori de questions de programme, parce qu'à l'étape actuelle, c'est sous cette forme concrète que les masses peuvent saisir la rupture avec la bourgeoisie, les institutions, l'Etat, que les appareils imposent aux masses et qui leur fait affirmer au travers de « l'Union de la gauche » :

— Il ne faut pas rompre avec la bourgeoisie ;

— Il ne faut pas mettre en cause les institutions de l'Etat bourgeois ;

— Il ne faut pas même mettre en cause la V^e République.

L'OCI oppose à cela la lutte pour un gouvernement PCF-PS sans ministres ca-

pitalistes, sans poser, à priori, de questions de programme, elle oppose, à la soumission à la V^e République, la lutte contre le gouvernement Giscard et pour en finir avec la V^e République et ses institutions. Pas plus que pendant les élections présidentielles, l'OCI n'a distillé d'illusions sur la candidature Mitterrand, elle ne distille d'illusions sur ce que serait un gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes. Mais la venue au pouvoir d'un tel gouvernement signifierait en soi une victoire politique considérable du prolétariat, tout comme l'élection de Mitterrand aurait été une victoire politique malgré son programme. Pour lutter tout à la fois contre le gouvernement Giscard-Chirac et contre la perspective ultérieure d'un gouvernement de « l'Union de la gauche », il faut opposer une perspective appréhendable par les masses, et **seule la lutte politique pour un gouvernement du PCF et du PS sans organisations ni partis bourgeois le permet**. Le fait que l'OCI ne pose pas de conditions programmatiques ne signifie pas, pas plus que lorsque nous appelons à voter sans condition pour Mitterrand, qu'elle ne développe pas son programme : le programme du gouvernement ouvrier et paysan. Bien au contraire ! L'OCI explique ce que la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse attendent d'un gouvernement PCF-PS sans ministres des organisations et partis bourgeois, sans garantie qu'un tel gouvernement applique ce programme ; en effet, aussi loin que ces partis iront, ils resteront dans le cadre de la société bourgeoise et de la défense de l'Etat bourgeois.

Aujourd'hui, dans une situation où l'apparence de calme dans la lutte des classes est faite de cette tension contenue, bridée, le combat politique mené au niveau le plus élevé, exposant clairement la situation, la perspective inéluctable de l'aggravation de la crise, l'enjeu réel de la bataille qui se mène entre la bourgeoisie et le prolétariat, ainsi qu'au sein du mouvement ouvrier autour de la question décisive du Front unique ouvrier, constitue une tâche indispensable et décisive.

Cette bataille politique dessine les axes des prochains combats des masses. En s'attaquant aux obstacles que dresse la politique des appareils, elle concourt, par l'intervention consciente, à concentrer les problèmes politiques. La vie de la lutte

des classes se chargera d'opérer, dans les conditions de préparation qu'aura opérées l'avant-garde, au déblocage de la situation...

Aborder au niveau le plus élevé ce combat ne signifie pas que celui-ci prenne un caractère intemporel. L'actualité fournit aux nécessités du combat politique les matériaux permettant de dégager des points d'appui, des mots d'ordre, qui incarnent une ligne, une orientation fermes.

La portée de la bataille pour le Front unique ouvrier pour le boycott

L'agonie du régime franquiste, les derniers raidissements du régime contre le jugement de l'histoire, la condamnation à mort, puis l'assassinat de cinq jeunes anti-franquistes, ont provoqué dans la classe ouvrière internationale, particulièrement en France, une immense émotion.

Il s'agissait, bien sûr, d'une émotion liée à ce que représente pour la mémoire de la classe ouvrière le franquisme, ainsi que ce qui lui est associé : la victoire des régimes de Hitler, Mussolini, avant la terrible saignée pour les masses qu'a constituée la guerre mondiale.

Plus encore, et c'est essentiel, si l'aspiration de millions de travailleurs et de jeunes à une initiative immédiate et unitaire des dirigeants pour le boycott total du régime franquiste s'est manifestée avec autant de force, dès lors que l'OCI, le 27 septembre, donnait par le mot d'ordre : « **UNITE DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET POLITIQUES DU MOUVEMENT OUVRIER POUR LE BOYCOTT !** » une expression consciente à cette volonté, **c'est qu'elle concentrait, qu'elle épousait toutes les leçons que ces millions de travailleurs et de jeunes étaient en train de tirer de leur propre expérience dans la lutte de classe quotidienne.**

Si le combat politique pour le Front unique ouvrier, pour le boycott total du régime franquiste a rencontré un tel écho, c'est qu'il donnait forme et expression à cette volonté de tous de voir l'unité enfin réalisée.

Le combat pour le Front unique ouvrier pour le boycott du régime franquiste constituait et constitue encore un élément de centralisation de la lutte de la classe ouvrière française. Il était le point où se nouait de façon unifiée la question

décisive, centrale, du Front unique ouvrier. Ce pôle n'a pas disparu, loin de là.

Les dirigeants du mouvement ouvrier le savent, eux qui, durant des semaines, se sont acharnés à faire face tant bien que mal, pour s'y opposer, à cette volonté des masses, eux qui ont dépensé des prodiges de manœuvres pour éviter à tout prix, avant l'assassinat, d'avoir à convoquer une manifestation unitaire devant l'ambassade d'Espagne, eux qui, au lendemain de l'assassinat, appelaient à une manifestation par radio et, au dernier moment, la faisait reporter, toujours par radio, -au surlendemain.

Ce n'est pas un hasard que par trois fois, les directions appelèrent à manifester devant l'ambassade : la première fois, une heure avant sa tenue, la manifestation fut dirigée vers la République. La deuxième fois, la manifestation ne fut appelée que par le seul PCF par radio, et au moment même où elle se tenait, aux alentours de 22 heures. La troisième fois la manifestation était purement et simplement reportée.

Mais, par trois fois, pour réussir à disloquer ce qui se nouait dans la classe ouvrière, il leur a fallu **appeler à l'ambassade**, il leur a fallu compter avec ce qui, à ce moment-là, exprimait la volonté des masses de se dresser dans le Front unique ouvrier.

C'est la raison qui fit appeler parallèlement la FSM et la CISL à une journée internationale d'action, le 2 octobre, comprenant : cinq minutes de grève, actions de boycottage, manifestations diverses...

Pour disloquer le mouvement réel des masses qui, en se nouant, mettait en danger le gouvernement, il leur fallait employer, pour les trahir, les mots qu'attendaient les travailleurs.

« L'Humanité » du 2 octobre titrait : « PAS UN AVION, PAS UN BATEAU, PAS UN CAMION POUR L'ESPAGNE FRANQUISTE ! ».

Bien évidemment, le soir du 2 octobre, il n'était plus question de boycott de l'Espagne franquiste.

La politique des appareils devait compter, pour interdire la réalisation du Front

unique ouvrier, avec l'impact des mots d'ordre exprimant cette orientation et la volonté des masses. Elle reprenait pour les trahir les mêmes mots, mais elle permettait aux militants révolutionnaires de s'appuyer sur ces déclarations pour poursuivre et approfondir le combat politique.

Vous, dirigeants du PCF, vous avez écrit : « PAS UN AVION, PAS UN BATEAU, PAS UN CAMION POUR L'ESPAGNE FRANQUISTE ! ». Qu'en est-il aujourd'hui, comment réaliser le boycott effectif ?

Pourquoi ne pas prendre clairement position pour l'unité des organisations sur cet objectif que vous avez défini le 2 octobre ?

La bataille pour le Front unique ouvrier n'est pas une bataille de propagande qui viserait à convaincre les directions de la justesse de nos mots d'ordre, ni à convaincre les masses de l'incapacité des directions à avancer dans le sens de leurs aspirations.

C'est un combat de mobilisation des masses autour des axes politiques consciemment exprimés qui mettent en mouvement ces masses et avec lesquels les appareils doivent compter, pour tenter de les trahir.

C'est un combat où les révolutionnaires doivent compter avec ces réponses traîtresses des appareils, pour, s'appuyant sur ce à quoi elles répondent de fondamentalement sain, approfondir l'offensive contre cette politique.

Voilà comment l'OCI combat dans le cadre de la stratégie du Front unique ouvrier.

Voilà comment, dans cette situation, elle se saisit de la question de l'Espagne, à partir de ce qui fait son importance, pour dégager et mobiliser consciemment autour des axes politiques qui constituent la clé de la situation.

Voilà comment elle se prépare à la révolution, en approfondissant collectivement, dans l'action politique, sa maîtrise de la bataille pour le Front unique ouvrier.

M. LACAZE,

le 6 novembre 1975.

Préparation du XX^e Congrès de l'O.C.I.

RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES

Première partie :

TOURNANT DANS LA SITUATION MONDIALE

Introduction

Une nouvelle analyse de la situation internationale, des nouveaux développements de la lutte des classes mondiale, des perspectives révolutionnaires que la situation ouvre, s'avère indispensable. Le XX^e Congrès de l'OCI doit nécessairement y consacrer une grande partie de ses travaux. L'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) fonde son combat politique sur le Programme de Transition, base sur laquelle la IV^e Internationale fut constituée en 1938. Ce programme s'intitule « l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale ».

« L'agonie du capitalisme » ! En dépit de

tous les efforts pour repeindre, au moins « théoriquement », la façade du mode de production capitaliste, d'y plaquer une enseigne flamboyante, où est écrit « néo-capitalisme », son agonie se prolonge depuis des dizaines d'années. Elle est entrée dans une nouvelle période historique, une nouvelle période de la révolution prolétarienne, en 1968, au moment où la grève générale en France et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie dressaient simultanément deux des plus importants prolétariats d'Europe contre la bourgeoisie et la bureaucratie tchécoslovaque satellite de celle du Kremlin. Cette période, l'OCI l'a caractérisée ainsi : « période de l'immence de la révolution ».

« Les tâches de la IV^e Internationale » ! Pour ceux qui restent fidèles au Pro-

gramme de fondation de la IV^e Internationale, que tout le cours des événements rend plus que jamais actuel, il s'agit, au cours de cette nouvelle période révolutionnaire, de le mettre en œuvre. Expression consciente du processus inconscient, le programme, et l'action politique à partir du programme, sont indispensables pour donner à cette période son plein développement, c'est-à-dire aboutir à la victoire de la révolution mondiale. La tâche centrale reste la solution du problème de la direction révolutionnaire, en d'autres termes celle de la construction de la IV^e Internationale. Mais on ne peut balayer d'un geste l'histoire de la IV^e Internationale : la crise des années 1950-1953, dont les racines sont profondes et doivent être extirpées, l'a disloquée, il faut la reconstruire.

Analyser les développements de la lutte des classes mondiale, dégager les perspectives qu'elle ouvre, est une obligation constante du combat pour la IV^e Internationale et la Révolution prolétarienne. A plus forte raison est-il indispensable que l'OCI analyse celle-ci et en tire les conséquences politiques, alors qu'un tournant dans la situation mondiale vient de se produire et que s'ouvrent ou s'affirment de nouvelles perspectives révolutionnaires.

Accentuation de la crise de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, révolution montante

Depuis la fin de 1973, au cours des années 1974 et 1975, les événements les plus importants se sont succédé qui constituent la matière de ce tournant de la situation mondiale : crise politique de la bourgeoisie américaine que la chute de Nixon a mise en évidence ; crises politiques qui déchirent plus ou moins profondément les vieilles puissances impérialistes européennes, qui s'approfondissent et s'amplifient ; développement de la crise politique qui tarade la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, qui atteint la bureaucratie chinoise. En bref, à l'échelle mondiale les classes dirigeantes, les bureaucraties parasitaires, sont politiquement déchirées et, on le sait, la crise des sommets dirigeants est une des conditions qui permet de caractériser une situation comme révolutionnaire.

Contrairement à ce que les révisionnistes du trotskysme ont expliqué, si la lutte des classes a connu, comme toujours, des mo-

ments, des étapes, un développement inégal, l'ordre mondial et européen, que l'action combinée de l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin sont parvenues à établir aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, a toujours été précaire et instable. Constamment remis en cause, il est profondément entamé : révolution chinoise, nombreux mouvements révolutionnaires en Asie, en Amérique latine, en Afrique, combinés à de puissantes luttes de classes prenant souvent le caractère de crises révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés d'Europe, à la montée et à l'éclatement de la révolution politique en Europe de l'Est, ont manifesté l'instabilité de cet édifice et sa fragilité. Ils l'ont ébranlé et fissuré en Europe et fait effondrer en certaines parties du monde.

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin remonte aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Au cours des années 1953-1956 elle a une première fois explosé au grand jour. Pour la première fois, révolution sociale contre la bourgeoisie et révolution politique contre les bureaucraties parasitaires se rejoignent, et cela au moment où l'impérialisme, en l'espèce l'impérialisme français, subissait une retentissante défaite en Asie, au Viet-Nam. En fin de compte, les crises politiques des bourgeoisies occidentales et des bureaucraties parasitaires, la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, résultent de leur incapacité à régler leurs rapports mutuels et leurs contradictions internes, mais sur le fond d'une lutte de classe mondiale du prolétariat et des masses exploitées qu'ils n'ont pu maîtriser, qui n'a cessé de les mettre en cause, notamment en Europe, berceau de l'impérialisme mondial, du mouvement ouvrier et de la révolution prolétarienne.

Pourtant, au cours de la fin de l'année 1973, de l'année 1974 et du début 1975, la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin a atteint une dimension nouvelle qui justifie la caractérisation de tournant dans la situation mondiale. Les contradictions à l'intérieur du système impérialiste ont pris une acuité que la crise du pétrole, au lendemain de la guerre entre l'Égypte, la Syrie d'un côté, Israël de l'autre, a mise en évidence. Sous la couverture des cheiks du pétrole, l'impérialisme américain a brusquement asséné un coup écrasant aux impérialismes européens et à l'impérialisme japonais. Il a contraint la bureaucratie du Kremlin à servir, sans compensation, sa politique au Moyen-

Orient. Sa pression n'a cessé de s'accroître afin d'obtenir la libre pénétration de ses capitaux, de ses marchandises en Europe de l'Est et en URSS, d'obtenir que, sous couvert d'accords portant sur les armes stratégiques, ses contrôleurs circulent en URSS. Cette politique renforçait les crises politiques qui déchirent les bourgeoisies d'Europe et la bourgeoisie japonaise, ainsi que celles de la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. La propre crise de l'impérialisme américain n'en était pas pour autant résolue, ses racines mondiales et américaines sont beaucoup trop profondes et étendues. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, un président des USA a dû démissionner, se démettre, et cela un an et demi après avoir été réélu triomphalement, au lendemain de spectaculaires succès diplomatiques : conclusion des accords de Paris en janvier en 1972, affirmation de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient, redressement de la situation relative de la position économique et financière des USA.

Les succès diplomatiques de Nixon-Kissinger étaient incapables de colmater les développements de la lutte des classes. En Europe : le 25 avril 1974 la révolution portugaise éclatait ; la dictature des colonels grecs s'effondrait ; la chute de Franco n'était qu'une question de temps et de circonstances ; la V^e République en France flageolait ainsi que la République italienne ; le gouvernement conservateur de Grande-Bretagne et la bourgeoisie anglaise subissaient une dure défaite que leur infligeaient les mineurs, traduisant les rapports de force véritables entre les classes, que le retour au pouvoir du Labour Party confirmait, et qui annonce de nouveaux développements de la lutte des classes ; les tensions sociales et politiques s'accroissent en Europe de l'Est.

Mais ce n'était pas qu'en Europe que le prolétariat et les masses exploitées partaient ou repartaient à l'assaut : quatre ans après le coup d'Etat de Banzer en Bolivie, deux ans après celui de Pinochet au Chili, une situation révolutionnaire se créait en Argentine ; au Pérou, où le régime était dans l'impasse, le général Velasco devait céder la place, crise qui ouvre d'énormes possibilités aux masses péruviennes. C'est comme élément de ce processus mondial que le régime de Thieu s'est effondré et qu'ont été déchirés les accords de Paris.

Ancienne et nouvelle Saintes-Alliances contre-révolutionnaires

Une nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'est constituée pour faire face à la nouvelle période révolutionnaire, entre le Kremlin et Washington, Pékin et Washington. L'impérialisme américain a pris l'initiative de sa constitution. Il en est le pivot et la force motrice. C'est elle qui fut l'instrument des succès diplomatiques de Nixon et Kissinger.

Elle rappelle la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire que conclurent à la fin de la Seconde Guerre mondiale les impérialismes victorieux, et d'abord l'impérialisme américain, et la bureaucratie du Kremlin.

Déjà à cette époque cette Sainte-Alliance n'était pas toute-puissante, bien qu'elle ait été d'une efficacité certaine. Elle ne put empêcher que la vague révolutionnaire partie d'Europe s'étende à la Chine, à l'Asie, et dans une certaine mesure à l'Afrique et l'Amérique Latine : expropriation du capital en Europe de l'Est, révolution chinoise, mais aussi renforcement politique considérable des prolétariats des pays capitalistes avancés ; dislocation des vieux empires coloniaux et crises révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés. L'incapacité, notamment, malgré leur accord, de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, d'empêcher que la révolution chinoise déferle, montrait les limites de cette première Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. A l'échelle mondiale, la vague révolutionnaire née de la guerre était contenue, elle n'était pas, tant s'en faut, nulle et non avenue.

A la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire participe la bureaucratie chinoise, alors que le PCC, en 1945-1949, ne soumettait pas son action à la première Sainte-Alliance, mais au contraire s'engageait sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, l'impérialisme, et la bureaucratie du Kremlin, en développant la guerre révolutionnaire contre Tchang Kai Chek. En Amérique Latine, Castro se rapproche de plus en plus de l'impérialisme US et prend ouvertement place au sein de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Le soutien inconditionnel qu'il a porté au Front Populaire chilien, au régime que le général Velasco a institué au Pérou, et le foquisme, ont contribué à la défense de la bourgeoisie de ces pays et des positions en Amérique Latine de l'impé-

rialisme US. Sa critique récente de sa position au moment de la crise des fusées, l'affirmation selon laquelle la position de Krouchtchev était correcte et réaliste, signifie que la politique de « coexistence pacifique » du Kremlin est juste. Cette politique est celle dite de la « détente », celle qui fonde la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Castro y adhère. Il reste dans le droit fil de son soutien à de Gaulle et à la bureaucratie du Kremlin en 1968 contre la grève générale française et le mouvement révolutionnaire en Tchécoslovaquie. Pourtant, la nouvelle Sainte-Alliance n'a pas les mêmes ressources que la première.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la puissance économique, les réserves de l'impérialisme américain atteignaient leur maximum et, conjointement, la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international était à son sommet. L'impérialisme américain était en mesure de mobiliser des ressources immenses. Elles lui ont permis de relever les vieilles puissances impérialistes européennes effondrées, épuisées. Des multiples crédits au plan Marshall aux gigantesques dépenses d'armement, les USA ont nourri le marché mondial, impulsé la constitution d'une nouvelle division internationale du travail, la restructuration de l'économie capitaliste à l'échelle internationale et donné d'importants moyens aux Etats bourgeois disloqués ou décadents qui ont contribué à leur restructuration. La lutte héroïque, les sacrifices inouïs des masses ouvrières et paysannes pendant la guerre contre l'impérialisme allemand, ont donné à l'URSS un prestige considérable, dont a bénéficié d'autant plus la bureaucratie du Kremlin et son appareil international que le prolétariat épuisé ne pouvait balayer l'usurpatrice. Tout en mettant la main sur l'Europe de l'Est, la bureaucratie du Kremlin, aidée de son appareil international, endiguait les prolétariats des principaux pays capitalistes. Elle apportait un soutien politique décisif à la reconstruction des Etats bourgeois, taillait directement dans la chair du prolétariat allemand et européen en les coupant en deux. Néanmoins, malgré sa puissance politique, elle se heurtait à de grandes difficultés et essayait des échecs (Yougoslavie, Chine). La première Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'appuyait sur ces deux puissants piliers.

La nouvelle Sainte-Alliance est devenue

un impératif catégorique de la politique de l'impérialisme américain, des bureaucraties d'URSS, de Chine, de Castro, car l'impérialisme américain est désormais lui-même profondément gangrené. Au cours de ces trente années il a concentré toutes les contradictions du mode de production capitaliste pourrissant. Il ne peut plus vivre comme avant et cela sur tous les plans, économique, politique. Il ne peut jouer son rôle contre-révolutionnaire mondial dans les mêmes conditions que pendant les décennies qui ont suivi la guerre. Il lui faut bouleverser aux USA les rapports entre les classes, les rapports politiques, les institutions que l'histoire lui a légués et qui sont désormais inadaptés, à ses besoins objectifs, à son rôle mondial. Pendant des décennies, l'impérialisme américain a eu les moyens de prendre en charge l'ensemble du capitalisme mondial, une économie d'armement, l'exportation massive de capitaux en Amérique Latine, au Canada, en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, sans modifier les rapports internes aux USA, les institutions, les traditions américaines. Cette époque est terminée. Il lui faut passer à un autre stade. Edifier un Etat fort devient de plus en plus nécessaire. Mais ce sont là de gigantesques bouleversements, qui ne peuvent découler d'un plan. Ils ne peuvent résulter que de luttes politiques, de luttes de classes, qui concernent et mettent en mouvement toutes les classes de la société, qui atteindront les sommets de la classe dominante et la déchireront et qui devraient broyer le prolétariat américain.

C'est la signification du Watergate, de la chute de Nixon. Quant à la bureaucratie du Kremlin, elle est aux prises avec des problèmes insolubles qui résultent du caractère de la caste bureaucratique, mais qui viennent à maturité. Elle est prise entre l'impérialisme et le prolétariat. Sa puissance politique est minée et fortement entamée. La révolution politique qui a surgi en Allemagne de l'Est en 1953, en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, à nouveau en Pologne en 1970-1971, est plus que jamais à l'ordre du jour en Europe de l'Est et directement en URSS. Facteur majeur de la crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, de l'appareil stalinien international, elle peut surgir à l'improviste en Europe de l'Est et en URSS, ouvrant sa voie au travers des cassures que les problèmes insolubles provoquent au sein des bureaucraties parasitaires.

Mais, de plus, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, l'appareil international du Kremlin sont directement confrontés aux problèmes de la lutte des classes en Europe Occidentale, à la montée de la révolution sociale. Les rapports politiques entre les masses, le Kremlin, son appareil international, ne sont plus les mêmes que ceux qui existaient immédiatement après la guerre : aussi bien en URSS, en Europe de l'Est, qu'en Europe de l'Ouest. A cela s'ajoute la rupture entre la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie chinoise, l'autonomie des bureaucraties et des PC Yougoslave, Vietnamien, Nord-Coréen. A l'évidence, les rapports politiques à l'intérieur de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire traduisent l'affaiblissement politique considérable de la bureaucratie du Kremlin. Les rapports étaient très différents en 1943-1947 ; la bureaucratie du Kremlin faisait front commun avec l'impérialisme US, mais défendait et faisait prévaloir ses intérêts spécifiques (Europe de l'Est). Aujourd'hui, c'est l'impérialisme US qui impose l'alignement sur ses intérêts propres.

Il reste que des crises profondes ébranlent et fissurent les deux piliers de la nouvelle Sainte-Alliance et que toute l'alliance est minée. Sans pour autant négliger les problèmes mondiaux auxquels il est confronté, l'impérialisme américain a à résoudre « at home » des questions fondamentales, qu'il ne pourrait résoudre qu'au cours de longues et violentes luttes politiques. La bureaucratie du Kremlin et ses satellites sont incapables de résoudre les contradictions de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est, leurs propres contradictions. La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire leur est d'autant plus nécessaire, mais c'est aussi la raison de sa faiblesse congénitale.

Outre qu'ils approfondissaient les crises des bourgeoisies européennes et japonaise, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, les succès diplomatiques de Nixon-Kissinger ne résolvait pas celles « at home » de l'impérialisme US. Ils devaient se révéler finalement, pour cette raison, d'une extrême fragilité, et se transformer en leur contraire. Le fonds de l'affaire ce sont les rapports entre les classes, le prolétariat mondial.

Celui des pays économiquement développés s'est puissamment renforcé depuis la guerre ; sa densité sociale et politique s'est accrue et en 1968, il a repris l'initia-

tive à une telle échelle que révolution sociale et révolution politique sont désormais conjointement à l'ordre du jour, qu'elles tendent à fusionner en Europe tandis que la puissance de la classe ouvrière américaine est intacte. Là est la raison profonde de la nouvelle Sainte-Alliance mais aussi, répétons-le, la cause de sa faiblesse congénitale.

Après 1968 : objectifs de l'impérialisme américain au Viet-Nam et en Indochine

En 1968 l'impérialisme américain était amené, en raison de ses propres contradictions et de l'émergence de cette nouvelle période révolutionnaire en Europe, à modifier sa politique d'ensemble. Il abandonnait une partie de ses objectifs au Viet-Nam qui étaient d'accroître sa pression sur la Chine jusqu'à éventuellement une guerre contre elle, cela avec la complicité et l'appui de la bureaucratie du Kremlin. Nixon s'évertuait à mettre debout la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Ses objectifs directs au Viet-Nam, au Laos et au Cambodge n'en apparaissaient que plus clairement : maintenir la division du Viet-Nam en deux, garder sous son contrôle le Cambodge, le Laos et le Sud-Viet-Nam, continuer sa pression sur le Nord et ouvrir des brèches à sa pénétration. Cela n'était pas réglé. Acquis au maintien de la division du Viet-Nam, de la propriété privée des moyens de production au Sud (le programme du FNL en témoigne), la couche dirigeante du Nord-Viet-Nam et le PCV entendaient obtenir un minimum contre l'impérialisme US, que consignait le programme du FNL : liquidation de Thieu, gouvernement à trois composantes. La bureaucratie du Nord-Viet-Nam a joué des contradictions entre Pékin et Moscou, au sein des bureaucraties chinoise et d'URSS, qui ne pouvaient ouvertement la désavouer sans crise profonde, pour obtenir un minimum de moyens militaires et économiques lui permettant de tenir, appuyé sur la farouche volonté du peuple vietnamien de résister. L'impérialisme américain continuait à appuyer de manière décisive l'armée sud-vietnamienne, il suscitait le coup d'Etat qui renversait Sihanouk au Cambodge, montait une opération conjointe armée US-armée sud-vietnamienne en vue de couper les arrières du FNL en 1970 ; de même il lançait des « troupes d'élite » de Saïgon au Laos pour

tenter de couper la piste Ho Chi Minh en 1971. Au printemps 1972, l'intervention massive de l'aviation américaine brisait l'offensive de l'armée du Nord-Viet-Nam et des troupes du FNL qui avaient mis en déroute l'armée de Thieu qui s'enfuyait en direction de Hué. On sait comment l'impérialisme US n'hésita pas à reprendre, en décembre 1972, les bombardements sur le Nord, Hanoï et Haï Phong, en utilisant les B 52, pour briser les dernières résistances du gouvernement de Hanoï à signer les « accords de Paris ».

Pour faire avaler l'amère pilule, les staliniens, ainsi qu'ils l'avaient fait pour les accords de Genève en 1954, et avec eux la majorité du SU, ont célébré ainsi qu'une grande victoire du peuple vietnamien les accords de Paris, c'est pourquoi il est indispensable de rappeler le contenu de ces accords.

Débarrassés de considérations destinées à enrober l'essentiel, les accords de Paris se résument à quelques données simples : le gouvernement et l'administration de Thieu, son armée, ses polices restaient en place ; des milliers de « conseillers » américains encadraient cette armée ; l'armée et la police étaient dotées d'un armement fantastique ; toutes les villes demeuraient sous le contrôle de Thieu ; des dizaines de milliers de Vietnamiens restaient en prison ou dans les camps, des dizaines de milliers d'autres allaient les rejoindre ; Thieu poursuivait la guerre et tentait de liquider le FNL et le GRP, ce qui allait coûter plusieurs centaines de milliers de morts supplémentaires au peuple vietnamien, sans compter les blessés, les mutilés, d'énormes dévastations supplémentaires. L'effondrement final de l'Etat et du gouvernement compradores de Saïgon ne change rien au caractère et au contenu des accords de Paris.

Effondrement du gouvernement et de l'Etat de Thieu

Le gouvernement et l'Etat compradores du Sud-Viet-Nam, ainsi que ceux du Cambodge et bientôt du Laos, se sont décomposés d'une façon qui rappelle, en pire, l'effondrement et la décomposition du régime de Tchang Kaï Chek. Ils se sont effondrés ainsi qu'une vieille bâtisse à la charpente pourrie. L'armée de Thieu, si formidablement armée, s'est décomposée, désintégrée. Il n'y a eu ni mouvement de masses culminant en une insurrection armée, ni offensive militaire du Nord-Viet-

Nam s'appuyant sur les groupes armés du FNL et du GRP. Les opérations au Cambodge en 1970, la tentative de couper la piste Ho Chi Minh au Laos en 1971, l'offensive des troupes du Nord-Viet-Nam au printemps 1972, avaient amplement démontré le peu de valeur des troupes que Thieu organisait, même armées jusqu'aux dents par les Américains.

Bénéficiant d'une puissance de feu et d'effectifs d'une supériorité écrasante comparés à ceux dont disposait le GRP, elles ont été incapables de réduire les zones rurales que celui-ci contrôlait. Le soutien militaire relativement limité que le gouvernement du Nord-Viet-Nam a apporté au GRP lui a permis de tenir. Signataire des accords de Paris, le gouvernement de la RDVN acceptait le maintien de la division du Viet-Nam en deux, le maintien du gouvernement Thieu, mais il ne pouvait, sans déclencher une crise à Hanoï, abandonner purement et simplement le FNL et laisser liquider le GRP.

Sans relâche il a cherché une solution impossible à ce problème dans le cadre des accords de Paris, en mettant en avant la formule vide d'un gouvernement à trois composantes : Thieu - une autre tendance neutre - le FNL. Mais l'impuissance, l'incapacité du gouvernement, de l'administration de Thieu, n'a fait que s'accroître sur tous les plans : militaire, économique, politique. L'incompétence, la corruption, l'irresponsabilité, le laisser-aller, gagnaient sans cesse. Même le matériel militaire n'était pas entretenu, des centaines d'avions étaient incapables de voler, l'essence, le ravitaillement, étaient sources de trafic. Généraux, officiers, hommes de troupe, chacun à leur niveau, commerçaient. Obtenir l'appui de l'artillerie et de l'aviation dans les engagements contre les troupes du FNL se négociait. Evidemment l'administration civile n'était pas en reste. Parallèlement la haine des masses contre le régime Thieu ne cessait de grandir.

On sait comment l'effondrement du régime Thieu, la décomposition de l'armée et de l'administration se sont déclenchés. 1.500 maquisards mal armés ont attaqué la ville de Ban-Me-Thuot sur les hauts-plateaux, 15 000 soldats de l'armée de Thieu, supérieurement armés, ont fui en abandonnant armes et bagages, aviation, artillerie. Sans doute en vue d'obtenir une nouvelle intervention US. Thieu a alors décidé l'évacuation des hauts-plateaux ; ce furent la panique, la déroute irréversible.

Les moins surpris ne furent sans doute pas les dirigeants du GRP et de la RDVN, ni les moins embarrassés. Ils devaient, sans l'avoir prévu, occuper le terrain abandonné par les troupes et l'administration de Thieu, éviter au maximum le vide et le chaos politique. Jusqu'à l'extrême limite, à quelques dizaines de kilomètres de Saigon, ils ont maintenu leur proposition de constituer un gouvernement à trois composantes. Mais devant eux il n'y avait plus rien.

Pourtant, pas plus que l'effondrement de l'Etat de Tchang Kaï Chek, celui du régime de Thieu n'est explicable en termes purement vietnamiens. L'approfondissement de la crise du système impérialiste mondial, la montée de la Révolution en Europe, la situation politique aux USA ont interdit à l'impérialisme américain d'intervenir militairement à nouveau alors que Thieu le sollicitait. Ne pas voir, ou ne pas vouloir voir que l'effondrement du gouvernement, de l'armée, de l'administration de Thieu, est en relation directe avec l'incapacité de l'impérialisme américain, c'est limiter la signification et la portée politique de cet effondrement, c'est ne pas mettre en évidence qu'il s'agit d'une défaite de l'impérialisme US, d'un échec de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, d'une victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Victoire de la révolution mondiale directement en relation avec la crise politique interne de l'impérialisme américain, la montée de la révolution en Europe, la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, qui, du même coup, s'approfondissent.

Les conséquences de cette défaite de l'impérialisme américain sont évidentes. Commençons par le Viet-Nam, le Laos, le Cambodge.

Vers l'unité du Viet-Nam et de l'Indochine

Les intentions et les objectifs des dirigeants du Viet-Nam, du Cambodge, et du Laos, ont été maintes fois réaffirmés et ne sont pas douteux : se tenir dans les limites de la coexistence pacifique. Pour nous, il ne s'agit pas de prendre des positions gauchistes et ultimatisées et de Paris, Londres, Francfort, ou New York « d'exiger » sans transition l'unification du Viet-Nam, la constitution d'une fédération socialiste indochinoise, l'expropriation totale et immédiate du capital. Ce sont là des problèmes qui doivent être réglés concrè-

tement. De plus la division du Viet-Nam, la dislocation de l'Indochine, la guerre ont créé des situations très différentes.

Au Nord-Viet-Nam l'ensemble des moyens de production appartient à l'Etat, l'économie est dirigée par un plan. Au Sud-Viet-Nam, bien sûr, c'est la propriété privée des moyens de production, la propriété privée impérialiste qui demeure, mais les campagnes ont été systématiquement dépeuplées, d'énormes zones sont ravagées, et surtout toute l'économie était devenue parasitaire, dépendant des crédits américains, de la guerre. La même chose est vraie au Laos, au Cambodge. La reconversion de l'économie n'est pas une entreprise simple et commode. L'important est d'abord et avant tout la nature du pouvoir politique, la forme de l'Etat.

Sur ce point, déterminant, la politique constamment réaffirmée du FNL, en vérité du PC vietnamien et du gouvernement de la RDVN, est claire : gouvernement à trois composantes, c'est-à-dire tentative de constituer à tout prix un gouvernement bourgeois, appliquant un programme de nature bourgeoise, perpétuant la division du Viet-Nam. Le FUNK et le gouvernement Royal d'unité nationale du Cambodge sont en eux-mêmes une politique et un programme.

Les limites que les programmes du FNL et du FUNK, du Pathet-Laos se sont fixées sont d'ores et déjà dépassées. L'existence du Nord-Vietnam en tant qu'Etat ouvrier bureaucratique s'est conjuguée à la décomposition et l'effondrement de la bourgeoisie et des structures étatiques bourgeoises qui ne pouvaient se maintenir que directement appuyées sur l'impérialisme.

Eclairés par l'expérience de la Chine, du Viet-Nam du Nord, notamment, nous pouvons affirmer que, malgré le programme bourgeois du FNL, du FUNK, du Pathet-Laos, la décomposition sociale et politique de la bourgeoisie compradore, l'effondrement des appareils d'Etat et gouvernements bourgeois artificiels constitués et maintenus de l'extérieur, les relations sociales et politiques, après ces dizaines d'années de guerre révolutionnaires, ne laissent d'autre issue que celle que le **Programme de Transition** envisage comme conséquence possible « d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Au Viet-Nam du Sud, au Cambodge et au Laos, les gouvernements auront un caractère de gouvernement ouvrier et paysan, au sens que définit cette citation du **Programme de Transition**, d'autant, il ne faut surtout pas l'oublier — au moins en ce qui concerne le FNL et le GRP — que le PCV est la véritable force qui les dirige et les contrôle, que ce sont des projections du gouvernement de l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord Viet-Nam.

Le problème auquel sont immédiatement confrontés ces gouvernements est d'imposer un appareil constitué par en haut, d'éviter toute organisation et centralisation autonome des masses. Par quels détours, à quel rythme, une fois constitué cet appareil, et assuré son monopole politique, se réalisera l'unité du Viet-Nam, éventuellement la constitution d'une fédération indochinoise, ceci n'est pas écrit d'avance. Mais une chose est certaine : les masses veulent en finir avec la bourgeoisie compradore, les grands propriétaires fonciers, elles aspirent à l'unité du Viet-Nam, à l'Union indochinoise, et ces aspirations trouveront leur expression au sommet du GRP, du GRUNK, du gouvernement d'Hanoï, du PCV. Enfin, l'histoire l'a démontré, les Etats ouvriers mêmes bureaucratiques ne peuvent assumer leur contrôle sur d'autres territoires ou pays, sans que la nature du pouvoir d'Etat, et les rapports sociaux de production de ces territoires et pays soient alignés sur les premiers (cf. Europe de l'Est). En conséquence, on peut prévoir que le Sud-Vietnam sera intégré à l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord (ce qui soulèvera de difficiles problèmes) et qu'au Cambodge et au Laos se constitueront des Etats ouvriers bureaucratiques.

Défaite de l'impérialisme américain : ses répercussions en Asie, en Afrique, en Amérique latine

Cependant, en dépit de la volonté des dirigeants du PCV, du Cambodge, du Laos, tout autant que ceux de Pékin, de rester dans le cadre de la coexistence pacifique et de ne pas étendre la révolution en Asie — ce qui est un facteur politique qu'il faut prendre en compte —, le processus de la décomposition du système impérialiste se poursuit en Asie, que ce soit en Thaïlande, aux Philippines, en Malaisie, en Indonésie, aux Indes, etc., il est irréversible. L'Etat du Bangla Desh, constitué à la suite

de la guerre entre l'Inde et le Pakistan, en fournit un terrible, encore que négatif, exemple. Indépendamment de la volonté des dirigeants de Pékin, et de la forme que la révolution chinoise a prise, elle constitue un redoutable exemple pour les peuples d'Asie. Elle a redonné un puissant élan aux masses vietnamiennes en 1949-1954, outre l'appui militaire et politique que le Viet-Minh a reçu de Pékin par suite de différentes considérations : desserrer l'étreinte de l'impérialisme U.S., rapports antagonistes avec la bureaucratie du Kremlin, sur lesquels les dirigeants vietnamiens ont joué. La victoire de Dien Bien Phu et la défaite de l'impérialisme français ont rendu impossible l'édification d'un Etat compradore au Sud. Elles ont nourri la volonté de se libérer du joug de l'exploitation de l'impérialisme. Elles ont affermi l'aspiration à l'unité des masses vietnamiennes du Nord et du Sud, sans parler du Cambodge et du Laos. Après la très dure défaite de l'impérialisme américain au Viet-Nam et en Indochine, la question se pose : et maintenant ?

L'impérialisme U.S. s'est cramponné au Viet-Nam car il mesurait les conséquences possibles d'une nouvelle défaite en Asie, après la Chine, après Dien Bien Phu, alors même qu'il renonçait à préparer une guerre à court terme contre la Chine. C'est dans toute l'Asie que les processus de décomposition sociale et politique des classes dominantes liées à l'impérialisme risquent d'être accélérés. C'est dans toute l'Asie que l'effet politique de cette nouvelle défaite de l'impérialisme va se faire sentir. Encore et toujours il s'agit de distinguer, et on ne peut appliquer mécaniquement ce qui s'est produit en Chine et au Viet-Nam à l'ensemble de l'Asie. D'énormes différences existent entre les pays d'Asie du point de vue des classes en présence, des Etats, des gouvernements, des rapports politiques, du mouvement ouvrier, de son histoire, de ses traditions.

Mais c'est une possibilité tout à fait réelle que dans tel ou tel pays de l'Asie de nouveaux secteurs du système impérialiste, pourris jusqu'au cœur, s'effondrent et que, la nature ayant horreur du vide, des gouvernements nés de circonstances que le **Programme de Transition** considérait comme exceptionnelles, prennent le pouvoir et aillent plus loin qu'ils ne l'auraient voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

L'histoire du Japon, ses relations sociales et politiques, ses relations avec les autres

pays d'Asie d'une part et l'impérialisme mondial d'autre part, ne sont pas comparables à celles des autres pays d'Asie. En dépit de l'absence d'un mouvement révolutionnaire bourgeois, de la façon très particulière dont s'est développé le capitalisme au Japon, des formes politiques et économiques de ce développement et de celles que prit par la suite l'impérialisme japonais, malgré la défaite de 1945 et bien qu'il reste sous la tutelle de l'impérialisme américain, le Japon est une grande puissance impérialiste mondiale, la deuxième par sa production actuelle et sa population. La puissance du prolétariat y est énorme et ce prolétariat jouera, dans tout affrontement entre les classes, le rôle principal, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de problèmes démocratiques bourgeois, mais dès le départ en termes de classe, l'antagonisme prolétariat-bourgeoisie domine.

Au Japon, les racines du mode de production capitaliste, de l'Etat, sont profondes. Le mouvement ouvrier a une histoire qu'il faudrait analyser, mais il est puissant. L'expropriation du capital ne se conçoit au Japon que comme action du prolétariat s'érigeant en classe dominante et constituant son Etat, c'est-à-dire exerçant sa dictature. Mais c'est le sort de la révolution en Asie et, par voie de conséquence, dans le monde qui se déciderait au Japon en cas de prise du pouvoir par le prolétariat. Bien entendu, cela ne veut pas dire que la poursuite de l'effondrement de l'impérialisme en Asie ne jouera pas un rôle de moteur de la lutte des classes au Japon. La vie du capital japonais est liée indissolublement au maintien du régime capitaliste en Asie.

La chute de nouveaux secteurs de l'impérialisme dans cette région du monde entraînerait automatiquement une profonde crise politique, économique et sociale, de la bourgeoisie japonaise, qui sera, qui est déjà, en tout état de cause, impulsée par la crise générale économique et politique du système impérialiste mondial. On ne peut concevoir l'effondrement total de l'impérialisme en Asie, quelles que soient les violentes convulsions sociales et politiques inévitables au Japon, sans que le prolétariat japonais prenne le pouvoir.

L'effet de cette défaite de l'impérialisme ne s'arrête pas à l'Asie. Il ne peut y avoir identification, mais la décomposition du système impérialiste atteint un point de concentration élevé dans tous les pays économiquement arriérés, où les rapports de production bourgeois ont été importés et

imposés, détruisant ou remettant en cause la société traditionnelle sans établir des rapports sociaux et politiques profondément enracinés, stables et solides. C'est le cas général pour le Moyen-Orient et l'Afrique.

Il est pourtant impossible d'établir une équation sociale et politique commune aux pays d'Afrique Noire, à l'Afrique du Nord, à l'Egypte, à l'Arabie Saoudite, etc., sans parler de l'Afrique du Sud, bien que tous ces pays aient d'étroites connexions sociales, politiques et dans la lutte des classes. Dans certains de ces pays le prolétariat est seulement embryonnaire et n'a pas d'histoire. En d'autres pays il existe un puissant prolétariat mais divisé par la ségrégation : Afrique du Sud. D'autres encore viennent de conquérir l'indépendance politique et l'indépendance du mouvement ouvrier n'existe pas. Beaucoup de ces pays sont des créations consécutives à la colonisation et n'ont pas d'histoire, tandis que certains ont une vieille histoire (Afrique du Nord, Egypte).

Pourtant, au moins dans quelques-uns de ces pays, notamment la Rhodésie et l'Afrique du Sud, qui sont frontaliers du Mozambique, ainsi que d'autres pays d'Afrique et au Moyen-Orient, on ne peut exclure que s'effondrent des pans entiers du système impérialiste et que se nouent des « situations exceptionnelles ».

On peut en dire autant à propos de l'Amérique Latine, bien que l'histoire et les relations sociales et politiques de l'Amérique latine prises comme un tout ne soient pas identifiables à celles de l'Asie et de l'Afrique, et que, là aussi, chaque pays ait des particularités.

Caractérisation en six points

L'OCI a été amenée à caractériser en plusieurs points la signification de l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradors de Thieu, de ceux du Cambodge et du Laos.

a) Défaite de l'impérialisme américain

Ce qui est dit plus haut suffit à illustrer ce point. Il faut cependant ajouter que cette défaite a déclenché une onde de choc qui ne peut qu'aggraver la crise politique de la bourgeoisie américaine. Toute crise politique résulte de l'inaptitude du système politique en place à répondre aux problèmes auxquels sont confrontées la société dans son ensemble et la classe dominante en particulier et à les résoudre. L'incapacité de mettre en œuvre les moyens d'ap-

plication des accords de Paris, éventuellement à intervenir à nouveau pour sauver le régime Thieu de l'effondrement, ne peut qu'aviver les conflits au sein de la bourgeoisie américaine. Toutes les bourgeoisies européennes et la bourgeoisie japonaise subissent également le choc politique que leur inflige une si retentissante défaite du chef de file, de la force motrice du système impérialiste. Par contre, la lutte de classes des prolétariats et des masses exploitées de ces pays en seront renforcées et impulsées.

b) Echec de la bureaucratie du Kremlin

L'onde de choc de cette défaite atteindra la bureaucratie du Kremlin et son appareil international. Toute la politique internationale de la bureaucratie est fondée sur la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, et les accords de Paris la concentreraient. C'est la démonstration des limites de l'efficacité de sa politique contre-révolutionnaire. Dans ses rapports avec l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes, sa principale monnaie d'échange, l'efficacité de son action contre-révolutionnaire, est dévalorisée, alors que le besoin d'obtenir marchandises, brevets, emprunts, accords économiques de mise en valeur des richesses naturelles de l'URSS, de construction d'unité de production se fait de plus en plus pressant. La capacité contre-révolutionnaire du Kremlin, comparée à celle des années 1930-1940, s'est affaiblie. Mais ce n'est pas seulement dans les rapports avec l'impérialisme que cela constitue un échec pour le Kremlin. La pression de l'impérialisme sur le Kremlin, du même coup, s'accroîtra, tandis qu'en URSS l'échec renforcera au sommet de la bureaucratie la résistance à cette politique et renforcera les forces centrifuges, ainsi qu'à l'intérieur de l'appareil international du Kremlin. Enfin le renforcement de la crise de l'impérialisme et de chaque bourgeoisie en particulier est fatalement un sujet de mortelle inquiétude pour le Kremlin car elle ouvre la voie à l'irruption des masses, et le Kremlin redoute tout autant la révolution sociale en Europe de l'Ouest que la révolution politique à l'Est. Il sait les deux indissociables.

c) Echec de la bureaucratie chinoise

Pas plus que le Kremlin, elle n'a pu protéger l'impérialisme U.S. de cette défaite. Sa position par rapport à l'impérialisme U.S. est du même coup également affaiblie. A l'intérieur de la bureaucratie chinoise aussi cette défaite alimente l'action

de forces centrifuges et les contradictions. Les conséquences dans le monde, mais directement en Asie, sont menaçantes pour elle. La bureaucratie chinoise redoute autant l'extension de la révolution en Asie que la redoutent le Kremlin et l'impérialisme.

d) Ce n'est pas une victoire du PC vietnamien

Ainsi qu'il a été écrit plus haut, il suffit de reprendre le programme du FNL, du FUNK et du Pathet Lao pour constater que les objectifs de ces programmes n'étaient ni l'unité du Viet-Nam et de l'Indochine, ni l'expropriation de l'impérialisme et des bourgeoisies compradore, ni l'extension de l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord au Sud-Vietnam, ni la constitution de tels Etats au Cambodge et au Laos. L'objectif du PCV était strictement défini bien qu'irréaliste : un gouvernement à trois composantes, édification d'un Etat bourgeois au Sud, pont entre Hanoï et l'impérialisme. Le PCV et la bureaucratie du Nord-Vietnam tentent de desserrer l'étreinte de l'impérialisme U.S. Par contre, l'unité du Viet-Nam, éventuellement de l'Indochine, l'extension de l'Etat du Nord au Sud, leur posent de très difficiles problèmes. Et tout comme la bureaucratie chinoise ils redoutent l'extension de la Révolution en Asie du Sud-Est, aux Indes, etc.

e) Une victoire de la révolution mondiale

Ce qui vient d'être dit suffit à le démontrer.

f) Ce n'est pas la victoire de la révolution prolétarienne au Vietnam.

La révolution prolétarienne n'a pas vaincu au Vietnam ni au Cambodge et au Laos. La victoire de la révolution prolétarienne n'est évidemment décisive dans aucun pays isolé. Le prolétariat ne peut vaincre définitivement que si la révolution triomphe dans les pays économiquement développés. Ce ne fut pas le cas même en URSS où, après avoir pris le pouvoir, la formation et la victoire de la bureaucratie du Kremlin l'en a chassé. Ce ne fut pas le cas en Chine où, dès l'origine, une bureaucratie a monopolisé le pouvoir politique. En tout état de cause, ce ne peut être le cas au Vietnam où, à l'arriération du pays s'ajoutent les énormes destructions consécutives à l'intervention militaire de l'impérialisme U.S. Cependant, c'est au sens suivant que nous disons que la révolution prolétarienne n'a pas vaincu au Viet-

nam et en Indochine : pas plus qu'en Chine, le prolétariat n'a pas pris le pouvoir.

La guerre révolutionnaire a été menée à partir de la volonté des masses de libérer le pays du joug de l'impérialisme, de leur aspiration à l'indépendance du Vietnam, à son unité, de l'indépendance du Cambodge et du Laos, à l'union des peuples d'Indochine, à la liquidation de la propriété impérialiste, de la bourgeoisie compradore et des grands propriétaires fonciers, et ce mouvement profond est à l'origine de l'effondrement des gouvernements et Etats compradores de Thieu et Lon Nol. La cause immédiate et directe n'est ni une insurrection révolutionnaire des masses, ni une offensive du FNL et des troupes de la RDVN. Un vide politique s'est créé que le surgissement d'organismes émanant du prolétariat et des masses n'a pas rempli. Prenant appui sur l'Etat bureaucratique du Nord-Vietnam, le GRP, le FNL et en vérité le PCV ont pris garde d'éviter ce surgissement.

Dans un premier temps, la continuité, au moins symbolique, du pouvoir politique a été affirmée. Le général Minh a, avec l'accord évident du GRP, du gouvernement d'Hanoi et des Américains, assuré de Thieu au GRP la transmission du pouvoir à Saïgon. Ainsi que dans toutes les villes, le GRP a institué un Comité militaire exerçant le pouvoir à Saïgon qui, lui-même, a constitué par en haut des « Comités populaires ». Le Monde du 16 mai rapporte :

« Où se situe le pouvoir ? Il existe, pour reprendre les termes de Radio-Saïgon, « un pouvoir révolutionnaire au niveau de la base » avec « les comités populaires révolutionnaires » qui se créent dans chaque arrondissement. On y trouve, flanqués de quelques conseillers nord-vietnamiens, des membres du FNL, des personnes qui se sont ralliées à la révolution lors de l'effondrement du précédent régime. Selon la formule en usage, ces comités « se présentent » à la population de chaque arrondissement au cours de meetings qui regroupent quelques milliers de personnes. L'armée prête son concours, fournissant des véhicules, par exemple, mais — dit innocemment Le Monde — n'intervient pas directement dans ces affaires. »

Au Cambodge, la méthode, pour éviter que surgissent à Phnom-Penh des organismes représentant les masses, a été plus

radicale : l'évacuation de la ville a été ordonnée.

Cette question : soviets, pouvoir des soviets, ou organismes bureaucratiques de pouvoir d'une bureaucratie, est d'une importance capitale. C'est le sort, l'avenir de la révolution, les rapports dans le pays et à l'échelle mondiale entre le prolétariat et l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, celles du Kremlin en particulier, qui est en cause, c'est la place occupée par rapport à la révolution prolétarienne mondiale qui est en cause et, en dernier ressort, le sort de la révolution dans le pays. La bureaucratie nord-vietnamienne et ses prolongements au Sud-Vietnam, les dirigeants des Khmers rouges liés à la bureaucratie chinoise, demeurent sur le terrain de la coexistence pacifique, c'est-à-dire du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale, farouchement opposés à la réalisation de la dictature du prolétariat dans leur pays.

**

Ainsi il faut donner toute son immense portée à la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam et en Indochine, à cette victoire de la révolution mondiale. Mais ce n'est possible justement que si l'effondrement du régime compradore de Thieu est compris comme une composante de la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Produit de cette crise, il l'accentue, lui donne une puissante impulsion. C'est cela qui en fait un des principaux éléments du tournant de la situation mondiale, dont d'autres éléments sont : la révolution portugaise, la lutte de classe en Europe, l'actualité brûlante de la révolution sociale et politique, de leur fusion en Europe, le renouveau révolutionnaire en Amérique latine, la puissance du prolétariat des USA et sur cette base les crises des régimes politiques bourgeois et des sommets dirigeants des bureaucraties parasitaires.

Vers la dislocation du marché mondial

L'appréciation du tournant dans la situation mondiale serait incomplète et insuffisante s'il n'était fait référence, en tant qu'élément déterminant de ce tournant, à la marche à la crise de l'économie capitaliste et comment elle se noue aux contradictions économiques qui opèrent en Europe de l'Est et en URSS. C'en est bien fini des affirmations selon lesquelles le

capitalisme, ou plutôt le « néo-capitalisme », ne connaîtrait plus de crises comparables à celle qui a commencé en 1929 et n'a été définitivement résolue que par l'économie de guerre.

D'ores et déjà c'est par millions que se comptent les chômeurs en Europe, aux USA, au Japon, pour ne rien dire des pays économiquement arriérés. Au contraire de ce que les tenants du néo-capitalisme ont affirmé, le mode de production capitaliste n'a résolu aucune de ses contradictions qui se ramènent à une : les rapports de production capitalistes, l'étrécissement des frontières nationales, entrent violemment en contradiction avec le développement des forces productives au stade suprême du capitalisme, le stade impérialiste, le stade du capitalisme pourrissant.

Sans aucun doute après la Deuxième Guerre mondiale, ce qui ne s'était pas produit à cette échelle entre les deux guerres mondiales, le marché mondial, la division internationale du travail, ont été restructurés sous l'impulsion de l'impérialisme américain, la production a connu une période d'essor, des techniques nouvelles ont été utilisées et développées qui ont multiplié la productivité et la production, les échanges mondiaux se sont également multipliés, une considérable accumulation de capital a eu lieu. De cela, se refusant à voir les ressorts et les aboutissants de cette période de « prospérité », les révisionnistes, les économistes bourgeois et petits-bourgeois, ont conclu à une nouvelle période d'essor du capitalisme, à un gigantesque développement des forces productives.

Ils se refusaient à considérer que toute cette construction économique dépendait de l'impulsion que lui donnaient les USA, que son volant d'entraînement était un fantastique parasitisme, qui ne se réduit pas à l'économie d'armement, mais où l'économie d'armement occupe une place centrale et décisive. L'inflation sous toutes ses formes, de crédits et classiques (planche à billet), est l'expression phénoménale de ce gigantesque parasitisme.

A la suite de l'Etat et du gouvernement des Etats-Unis, tous les Etats bourgeois ont pratiqué des politiques économiques qui utilisaient les mêmes ressorts et qui avaient les mêmes aboutissants. Il suffit de rappeler que dès 1947-1948, c'est-à-dire trois ans à peine après la fin de la guerre, une crise économique menaçait déjà : le réarmement américain, la guerre de Corée, l'ensemble de leurs retombées, ont écarté

cette menace. C'est cette « relance » qui a permis la fin de la reconstruction en Europe, le redémarrage des économies de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon. A chaque fois que la tendance à une crise majeure se précisait, la « relance » s'est faite en utilisant les mêmes moyens, un nouveau développement du parasitisme, la poursuite, voire l'accentuation de l'économie d'armements.

La crise des moyens de paiements, la crise du dollar, et finalement de toutes les monnaies traduisit, au cours des années 60, le gigantisme du parasitisme nécessaire pour entretenir le fonctionnement du mode de production capitaliste. A côté d'une sur-accumulation de capital réel sous la forme de capital moyen de production, capital marchandise, la forme capital-argent était altérée par l'inflation, et s'accumulait une masse fantastique et toujours croissante de capitaux fictifs. La machine infernale devait constamment accélérer son mouvement. Au bout d'une banqueroute mondiale, la dislocation du marché mondial, de la division internationale du travail.

Le discours de Nixon du 15 août 1971 qui décrétait l'inconvertibilité du dollar, avait à peu près ce contenu : s'adressant aux gouvernements et aux capitalistes européens et japonais, il leur dit : « Vous devez accepter que les USA développent sans limites l'inflation et emmagasiner des milliards de dollars qui se dévalorisent ; vous devez considérer que les intérêts du capitalisme américain doivent partout prévaloir pour le plus grand bien du système dans son ensemble. »

Ce discours signifiait : l'impérialisme US ne peut plus vivre comme avant. Malgré ses efforts, la marche à la crise s'est précisée en 1973-74-75.

Un phénomène particulier est apparu : une accélération de la hausse des prix alors que la tendance était au ralentissement de l'activité économique, des échanges internationaux. En Europe, aux USA, au Japon, de grandes entreprises ont dû déposer leurs bilans ou ont été renflouées par l'aide des Etats et des banques : d'importantes banques ont été renflouées ou leur passif couvert par l'intervention des Etats et des banques centrales. Ces pratiques, finalement catastrophiques, découlent de la peur que se déclenche une réaction en chaîne, et ont comme but de gagner du temps. La pourriture du système est particulièrement bien illustrée par la situation financière des grandes villes américaines dont celle de New York. C'est

toute la société américaine, toute l'économie américaine, et celle des puissances capitalistes d'Europe qui est ainsi minée. Du même coup, la spéculation sur les monnaies, sur les valeurs, devient un des moyens les plus importants de faire « fructifier » le « capital ».

Alors que les chômeurs se comptent en millions, tant en Europe qu'au Japon, qu'aux USA l'inflation se poursuit. Jamais, depuis la fin de la guerre, les chômeurs n'avaient été aussi nombreux, la production et les échanges régressé autant. La crise n'est plus seulement une perspective. Ce n'est pas encore la crise dans toute son ampleur et sa violence destructive. Mais c'est une question de temps. La dislocation du marché mondial, de la division internationale du travail, des dizaines de millions de chômeurs dont peut-être cent millions dans les seuls pays capitalistes avancés, la misère, la faim, résulteront obligatoirement des contradictions qui sont accumulées à tous les niveaux du système jusqu'en ses fondements.

La marche à la crise : facteur politique agissant

La marche à la crise, son inéluctabilité, sont d'ores et déjà des facteurs politiques agissants. Elles exacerbent les tensions politiques au sein du système impérialiste, et les crises politiques qui déchirent plus ou moins profondément les bourgeoisies européennes, japonaises, américaines. Elles sont des forces motrices de la lutte des classes mondiale. Les ressorts et les aboutissants de la « prospérité » des dernières décennies, un parasitisme sans précédent, la perspective d'une inévitable catastrophe, ont été des facteurs de la crise sociale, politique, culturelle, morale de la société bourgeoise.

Tandis que le développement des forces productives, à la période progressiste du capitalisme, affermissait la société bourgeoise, la « prospérité » à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, pourrit la société bourgeoise, impulse le développement de la lutte des classes et met constamment à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Les mouvements des étudiants au cours du début des années 60 reliés aux luttes de classe du prolétariat, dont fondamentalement elles dépendaient, même si elles jouaient un rôle important dans le développement de ces luttes, étaient particulièrement significatifs de cette crise, de ce processus de décomposi-

tion de la société bourgeoise. D'autres phénomènes le traduisaient également.

La marche à la crise et ultérieurement l'explosion de la crise n'ont pas d'effets mécaniques sur le cours de la lutte des classes. Les effets politiques de la marche à la crise, et de la crise, dépendent des rapports politiques qui n'en découlent pas étroitement. La crise de 1929 et des années 30 a eu des effets politiques contradictoires.

A la période actuelle, nouvelle période de la révolution mondiale, « période de la révolution imminente », la seule marche à la crise précipite la formation et la cristallisation des conditions du passage d'une situation révolutionnaire en général, à des crises révolutionnaires ouvertes, à des révolutions qui, en Europe au moins, tendent à s'étendre au Continent entier.

Bien entendu les tensions et les fractures au sein du système impérialiste s'accroissent ; le ralentissement de l'activité économique touche immédiatement d'importants secteurs de la bourgeoisie, la simple menace de l'effondrement économique sans aucune perspective, qu'il soit surmonté à bref délai, multiplie les antagonismes au sein de la classe possédante qui, de plus, est démunie de perspectives politiques ; le prolétariat et les masses exploitées, la jeunesse, en pleine fermentation politique, sont amenées à mettre en cause le système politique en place, à soulever la question du gouvernement et de l'Etat, du système social pour éviter la catastrophe imminente. Cette ébullition sociale et politique à son tour, tant qu'elle ne débouche pas, précipite la crise économique.

Il est évident que la marche à la crise est devenue un facteur politique composant du tournant dans la situation mondiale qui s'imbrique à tous les autres, de la révolution portugaise à l'effondrement du régime comprador de Thieu, aux développements de la lutte des classes en Europe, en Amérique Latine et ailleurs.

La marche à la crise et les bureaucraties parasitaires

Les rapports économiques entre l'impérialisme, l'URSS, l'Europe de l'Est, exigent une analyse particulière. A ce point il faut noter que le développement des forces productives en URSS et en Europe de l'Est (ainsi qu'en Chine), loin de rendre l'économie de ces pays indépendants du marché mondial et de la division interna-

tionale du travail, rend de plus en plus pressante la nécessité qu'elles participent et s'intègrent à la division internationale du travail. Trotsky soulignait cette nécessité dès 1925 lorsqu'il écrivait sa brochure « **Entre le capitalisme et le socialisme** ».

En tout état de cause cela serait vrai, y compris si le prolétariat était au pouvoir et gérait au moyen d'authentiques gouvernements soviétiques les rapports de production d'URSS et de l'Europe de l'Est (et de Chine). La question se pose en termes mortels à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites, dont la gestion est antagonique aux rapports de production, antagonique à la classe ouvrière et aux producteurs en général, est fondée sur l'oppression nationale et sociale, et est marquée par sa hantise de la révolution prolétarienne à l'Ouest et à l'Est. La gestion de l'ensemble des rapports sociaux par les bureaucraties parasitaires distord ces rapports de production nés de la révolution d'octobre. La position sociale de la bureaucratie du Kremlin en fait la courroie de transmission de la pression économique, sociale, militaire, politique de l'impérialisme sur l'URSS et l'Europe de l'Est.

A la pression militaire elle est incapable de répondre autrement que par la course aux armements et des concessions sur ce terrain. A la pression économique elle ne peut répondre que par l'autarcie ou des concessions, la porte entrouverte, puis ouverte à la pénétration capitaliste. A la pression sociale et politique elle répond en la reportant sur les masses de l'URSS et de l'Europe de l'Est. Son incapacité à intégrer les économies de l'URSS et de l'Europe de l'Est harmonieusement entre elles, à les intégrer à la division internationale du travail, est de même nature que son incapacité à mettre en place une planification qui respecte la proportionnalité des différentes branches de la production, qui satisfasse aux besoins croissants des masses, qui réponde aux exigences de qualité, de moindre prix de revient, qui élimine le gaspillage et le pillage, etc. Non seulement elle ne peut en appeler à la participation des masses, mais elle doit garder d'autant plus jalousement le monopole du pouvoir politique et combattre les masses, leurs initiatives, que sourd la révolution politique.

La ligne de la politique économique est parfaitement définie ; c'est celle des réformes de la planification, du recours aux lois du marché, à la rentabilité, comme

régulateurs de l'économie ; c'est celle de faire de plus en plus massivement appel aux marchandises et aux capitaux, aux techniques et aux prêts des grandes puissances impérialistes. Ce qui ne signifie pas qu'elle puisse aller jusqu'au bout sur cette voie. Tout au contraire la résistance des masses, même passive, la peur de les affronter, l'oblige constamment à reculer.

La marche à la crise se combine d'ores et déjà aux contradictions spécifiques de l'économie planifiée que provoque sa gestion par la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Les distorsions s'amplifient, les impasses se multiplient, le pillage des pays de l'Est atteint à nouveau un degré considérable, les prix augmentent ; les pénuries croissent ou apparaissent, les marchés extérieurs se raréfient, les moyens de paiement manquent. Désespérément la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites en appellent à l'aide économique, financière, technique de l'impérialisme. La crise économique serait une catastrophe pour la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites contraintes au retour à l'autarcie, ou à solliciter d'énormes crédits de l'impérialisme. Du même coup la marche à la crise est un facteur de crise politique des bureaucraties parasitaires et de crise sociale en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est. Et il faut insister : la montée de la révolution en Europe, que la marche à la crise stimule, que l'éclatement de la crise précipiterait et ferait déferler en Europe, hante les jours et les nuits de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites.

Une situation révolutionnaire d'une dimension sans précédent

Synthétiquement, en quoi consiste le tournant dans la situation mondiale ? Sur le fond des positions reconquises, renforcées, des positions nouvelles conquises par le prolétariat mondial, de son renforcement politique, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et des décennies suivantes, de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin qui va vers le point de dislocation de l'ordre européen et mondial que l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin ont institué en 1943-1947, la révolution a commencé en Europe au Portugal, elle affleure dans quelques pays décisifs d'Europe, elle prend un nouvel essor en Amérique Latine, des secteurs

entiers du système impérialiste mondial peuvent à nouveau s'effondrer.

L'importance des nouveaux développements de la lutte des classes en Amérique Latine n'est pas à démontrer. Deux ans après l'écrasement du prolétariat chilien, une situation révolutionnaire se crée en Argentine, un des pays les plus développés d'Amérique Latine, qui compte un prolétariat nombreux et puissant ayant une longue tradition, ce qui peut être le point de départ d'une vague révolutionnaire qui s'étend à de multiples pays d'Amérique Latine, et peut-être à l'ensemble. La révolution prolétarienne s'étendrait sur le continent de l'impérialisme, clé de voûte du système impérialiste, et viendrait border ses frontières, impérialisme en pleine crise politique et menacé d'une crise économique sans exemple.

Ce n'est pas tout. Les liens internes de la révolution en Europe se sont resserrés et sont devenus beaucoup plus directs. Le prouve : l'étroite imbrication de la crise sociale, économique et politique des couches dirigeantes des pays d'Europe ; l'unité de problèmes des prolétariats de nombreux pays européens, question du Front Unique, du gouvernement, de l'Etat (Portugal, Espagne, France, Italie, Grèce). La sensibilité des prolétariats d'Europe aux développements de la lutte des classes en d'autres pays est significative. La révolution portugaise et ses problèmes sont au centre des préoccupations de tous les militants ouvriers en Europe. Son cours, son avenir, sont ressentis, ainsi que des problèmes correspondant à ceux qui se posent en de nombreux pays d'Europe. Les plus larges masses se sentent concernées.

Le lien apparaît sans doute plus étroit encore à propos de l'Espagne. Les récentes exécutions de militants anti-franquistes à Burgos, Madrid, Barcelone, ont soulevé en Europe Occidentale, du plus profond des masses, une farouche volonté d'en finir avec le régime franquiste. Les classes ouvrières d'Europe ont une sensibilité particulière pour tout ce qui concerne l'Espagne, la lutte contre le franquisme. Il y a à cela des raisons qui procèdent des rapports entre les prolétariats pendant ces quarante dernières années. Le franquisme, l'écrasement du prolétariat espagnol, est une blessure au flanc du prolétariat européen, qui reste ouverte. L'écrasement du prolétariat espagnol est la dernière défaite d'une suite de défaites épouvantables que les classes ouvrières d'Europe ont subies entre 1918 et 1938, dont

les moindres ne sont pas la venue au pouvoir de Mussolini et d'Hitler. Immédiatement après le désastre que les masses exploitées espagnoles ont subi, c'était la Deuxième Guerre mondiale, l'occupation hitlérienne arrêtée seulement à Stalingrad, écrasant les peuples d'Europe.

A la fin de la guerre, les prolétariats d'Europe reconquerraient, renforçaient la plupart de leurs anciennes positions, en conquerraient de nouvelles. Mais le franquisme, avec l'aide des USA et de la bureaucratie stalinienne, restait debout. La chute du franquisme, c'est une des dernières pages des terribles défaites que les prolétariats d'Europe ont subies avant la guerre, qui serait déchirée ; le stalinisme en est une autre, mais il est ressenti de façon différente. C'est une des raisons de la sensibilité des prolétariats d'Europe vis-à-vis de l'Espagne, de la lutte contre le franquisme.

Il en existe d'autres qui sont reliées à ce fond historique, mais qui relèvent de la période actuelle. La chute du franquisme est à l'ordre du jour, parce qu'en Espagne la révolution est à nouveau à l'ordre du jour. Ce serait l'ouverture d'une nouvelle révolution en Espagne beaucoup plus puissante que celle des années 30. Les prolétariats d'Europe, surtout ceux de l'Europe latine, perçoivent parfaitement la connexion de l'ouverture de la révolution en Espagne et dans leur pays. C'est d'eux dont il s'agit lorsqu'ils se tournent vers l'Espagne, vers le prolétariat espagnol. Sur un autre plan, mais toujours en fonction des mêmes données, le prolétariat français — dont la question politique principale à résoudre actuellement est d'imposer le Front Unique des organisations et partis ouvriers, de l'imposer à l'échelle nationale, de l'imposer pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, la V^e République, ses institutions, et porter au pouvoir un gouvernement de ses partis — le prolétariat français sent que les dirigeants de ces partis peuvent difficilement se refuser à réaliser le F.U.O. contre Franco, par exemple pour le boycott de l'Espagne franquiste. L'écho de ce mot d'ordre correspond en partie à ce besoin de réaliser à l'échelle nationale le Front Unique, aujourd'hui pour le boycott de l'Espagne franquiste, demain contre Giscard, pour un gouvernement des partis ouvriers sans membres représentants des organisations et partis bourgeois. C'est la même ligne, c'est le même combat. Et ce que ressent, ce à quoi aspire le prolétariat français, les

autres prolétariats d'Europe, en fonction de leur situation politique, sous des formes propres à chacun d'eux, le ressentent, y aspirent également.

La révolution portugaise a ouvert la révolution en Europe. La chute du franquisme, l'éclatement de la révolution espagnole, annoncerait son déferlement en France, en Italie, et son extension à l'Europe tout entière à l'Ouest et à l'Est. A moins que

dans un pays de l'Europe de l'Est, voire en URSS, ne s'ouvre une nouvelle phase de la révolution politique avant que la révolution sociale contre le capital prenne sa dimension européenne. Les combinaisons concrètes peuvent être très variables, la révolution en Europe est tout prêt de devenir la révolution européenne.

Tel est le contenu du tournant de la situation mondiale.

Deuxième partie :

LA NOUVELLE PERIODE DE LA REVOLUTION, "L'IMMINENCE DE LA REVOLUTION"

ET

LE TOURNANT DANS LA SITUATION MONDIALE

Les thèses du XVII^e Congrès de l'OCI

Donc au cours des années 1973-1974-1975 un tournant s'est produit dans la situation mondiale : un tournant, mais qui n'ouvre pas une nouvelle période historique. Ce tournant concrétise la période historique qui s'est ouverte en 1968. Dès son XVI^e Congrès, l'OCI caractérisait ainsi cette nouvelle période : « période de l'imminence de la révolution ».

Les thèses du XVII^e Congrès devaient préciser ce que l'OCI entendait par là, le contenu qu'elle donnait à cette formule. Sur la base des rapports entre les classes qui se sont établis et développés depuis 1943, une nouvelle explosion révolutionnaire s'est produite en 1953-1956 en Europe. Avec l'avènement de la révolution politique contre les bureaucraties parasitaires dont la clé de voûte est la bureaucratie du Kremlin, se dégagent les véritables rapports entre les classes qui étaient inclus dans la vague révolutionnaire de la fin de la guerre et de l'immédiat après-guerre. Depuis, la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin s'est développée et amplifiée. En 1968, un saut qualitatif se produisait : la crise conjointe de l'impé-

rialisme et de la bureaucratie du Kremlin, dont les origines dépendent des rapports entre les classes, débouchait sur une nouvelle période. Les thèses du XVII^e Congrès précisaient :

« La période de l'imminence de la révolution est une étape de l'ère des guerres et des révolutions. Elle ne constitue en aucune façon, ni d'aucune manière, une période qualitativement nouvelle de l'ère des guerres et des révolutions. Il ne s'agit en aucun cas d'un dépassement de l'impérialisme dans on ne sait quel néo-capitalisme ou capitalisme monopoliste d'Etat — qualifications données par les petits-bourgeois révisionnistes de tout poil (pablistes ou sociaux-démocrates ou stalinien) capitulant devant les tâches révolutionnaires de notre époque. La période de l'imminence de la révolution concentre le plein développement de toutes les contradictions et de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

« Il est également indispensable de saisir comment cette nouvelle période de l'ère des guerres et des révolutions rassemble dans son sein toutes les conditions et contradictions antérieures

— mais sur une autre dimension. En effet, à l'intérieur de la période de l'imminence de la révolution qui s'amorce, toutes les contradictions de la situation passée (qui tendent à se dépasser), mais qui n'ont pu trouver leur solution historique, continuent à s'exprimer, donnant ainsi son contenu vivant à la nouvelle situation politique.» (Cf. « La Vérité » n° 561, juillet 1973, pages 11 et 12.)

La caractérisation suivante dégage la signification des thèses :

« 1. La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer dans chaque pays, y compris aux USA, en une crise de la domination de classe de chaque bourgeoisie. Mais la crise de domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes posés par cette crise dans les principaux pays de l'Occident, et en particulier en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de la période de l'imminence de la révolution.

« 2. La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne a atteint le seuil où, après s'être exprimé dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la révolution politique menace de déferler en Union soviétique même.

« 3. L'impérialisme mondial, et particulièrement son chef de file, l'impérialisme US, et la bureaucratie du Kremlin, parfaitement conscients de l'enjeu immédiat de la lutte des classes internationale, tendent à unifier leur force et leur politique contre la révolution. Mais, à la différence des accords de Yalta en 1944, la bureaucratie de Moscou n'est plus dans la situation où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec l'impérialisme, par l'utilisation de la pression révolutionnaire des masses, elle pouvait conserver une pleine autonomie. La révolution politique qui s'annonce en Union soviétique, la ferme volonté de l'impérialisme de ne pas céder à l'utilisation de la pression de la lutte des classes internationale, conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme US.

« 4. Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs

dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le pouvoir.» (Idem, pages 10 et 11.)

Le paragraphe suivant condensait et dégageait le sens général du développement de la révolution :

« La période de l'imminence de la révolution doit donc être saisie comme la période où se concentrent dans le secteur décisif de l'évolution historique — où le capitalisme a atteint son stade le plus élevé de son développement, d'abord en Europe et ensuite aux USA — toutes les contradictions du système de la propriété privée dans l'impasse. C'est la période où le processus révolutionnaire mondial tend de nouveau à s'unifier, mais sur une base historique plus élevée.» (Idem, page 18.)

Et précisément du fait de la crise de domination de classe de la bourgeoisie, y compris aux USA, de la concentration de ces problèmes dans les principaux pays d'Occident, et en particulier en Europe, de l'unité de développement de la révolution sociale et de la révolution politique, les thèses estimaient :

« Il serait évidemment erroné d'exclure, pour l'avenir, un effondrement des systèmes politiques bourgeois dans les secteurs coloniaux et semi-coloniaux du monde du même type que celui qui a entraîné le Parti Communiste Chinois ou, sur une autre dimension et avec un autre contenu, le mouvement petit-bourgeois de Castro à prendre le pouvoir.» (Idem, page 16.)

L'impérialisme et les bureaucraties se battent

Les lignes de développement que le tournant de la situation mondiale allait concrétiser étaient parfaitement définies. Il est d'autant plus indispensable d'apprécier le point actuel de ce tournant : le plein développement de la période de la révolution n'est pas encore atteint. La perspective qui est devant nous est évidente : c'est celle de la dislocation du système impérialiste, de l'explosion des contradictions qui assaillent la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satel-

lites, toutes les bureaucraties parasitaires, bureaucratie chinoise comprise ; c'est celle des déchirements internes à l'intérieur de chaque bourgeoisie, de la chute de leurs systèmes actuels de domination politique tous inadaptés à la période qui commence ; c'est celle d'une période sans précédent de lutte de classes, de révolutions mais aussi de violentes réactions bourgeoises. Tout au cours de cette période, période longue, y compris lorsque la révolution s'étendra à un continent entier comme l'Europe, la lutte de classe sera non seulement combinée, mais saccadée et inégale.

La bourgeoisie, les bureaucraties parasitaires, leurs gouvernements sont en crise, mais ils se battent et ils se battent aujourd'hui pour éviter la dislocation du système impérialiste mondial, éviter l'effondrement de ce qu'il reste de l'ordre mondial que l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin ont institué à la fin de la guerre. En même temps, les lignes de développement de la période de « l'imminence de la révolution » s'imposent néanmoins à eux.

Dès 1968, l'impérialisme américain a réorienté sa politique mondiale. Il a mis debout la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire dont il est le pivot et la force motrice. Après les brillants succès diplomatiques initiaux se sont succédé l'éclatement de la révolution portugaise, la chute des colonels grecs, les échecs au Moyen-Orient de Kissinger. Après le sanglant coup d'Etat de Pinochet, une nouvelle situation révolutionnaire mûrit en Argentine, se prépare au Pérou. Et enfin est venue, après la conclusion des accords de Paris de janvier 1972, leur liquidation, la très dure défaite du Vietnam et d'Indochine.

L'impérialisme américain, les impérialismes européens et japonais, la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, la bureaucratie chinoise ne baissent pas les bras. La séance solennelle de clôture et la Conférence sur la Sécurité, et la Coopération en Europe s'est tenue les 30, 31 juillet et 1^{er} août 1975 à Helsinki.

Ce fut la réplique de la contre-révolution à la liquidation des accords de Paris, sur le terrain que les uns et les autres savent être le plus brûlant au cours des mois et des années à venir : l'Europe où d'ores et déjà la révolution a commencé. Conférence sur l'Europe à laquelle ont participé le Canada et les USA, où le rôle dominant revenait aux USA. La Sécurité c'est évidemment le maintien de l'« ordre » européen que la coopération contre-révolutionnaire

entre l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin a établi à la fin de la guerre. La coopération c'est évidemment la coopération contre la révolution montante. Tous sont absolument d'accord sur ces axes.

Helsinki et ses suites

Pourtant il ne s'agit pas exactement du « statu quo » que voudrait la bureaucratie du Kremlin. Les contradictions et les rapports réels au sein de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire sont apparus nettement pendant la Conférence et après. Depuis 1945 la bureaucratie du Kremlin tente de faire reconnaître « de jure » par l'impérialisme sa mainmise sur l'Europe de l'Est, la division en deux de l'Allemagne et de l'Europe. En mettant en avant la préparation de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, le Kremlin poursuivait ce but. Ce n'est pas exactement ce qui s'est passé. Les puissances impérialistes d'Europe et les USA lui ont confié la tâche de maintenir « l'ordre » en Europe de l'Est et, dans cette mesure, ont reconnu son contrôle sur l'Est de l'Europe et de l'Allemagne. Pour le reste, ni Ford, ni Helmut Schmidt, ni aucun représentant des Etats bourgeois n'ont laissé planer d'équivoques. Au cours de leurs déclarations et discours, avant, pendant, après la conférence, ils ont mis l'accent sur la question de la pénétration du capital en Europe de l'Est et en URSS, cela s'appelle dans leur langage : « la libre circulation des idées, des hommes et des marchandises » ; ils ont maintenu leur but : rétablir à plus ou moins long terme leur contrôle politique sur l'Europe de l'Est.

A la Conférence, cette ligne des puissances impérialistes s'est affirmée. Helmut Schmidt a été une des vedettes de cette conférence. Brejnev, Gierek, Honnecker, se sont longuement entretenus avec lui. La matière des discussions ? Quelle aide économique, financière, technique, pouvait fournir à l'Europe de l'Est, à l'URSS, l'Allemagne de l'Ouest et à quelles conditions économiques et politiques.

Les dirigeants des bureaucraties parasitaires, ceux du Kremlin les premiers, se situaient sur la ligne des accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie. En d'autres termes, il s'agissait de la pénétration du capital allemand en Europe de l'Est et en URSS. Un des résultats de ces discussions ne s'est pas fait attendre : en échange d'un crédit d'un milliard de marks au taux préférentiel de 2,5 %, le gouvernement po-

lonais accorde la possibilité à 125.000 Polonais d'origine allemande de Silésie d'émigrer en RFA. Il y a à peine deux ans le gouvernement Gierek exigeait 3 milliards de marks pour ce marchandage.

Il faut se souvenir pour comprendre ce que cela signifie que le mur de Berlin a été dressé afin d'arrêter l'hémorragie d'intellectuels, de travailleurs hautement qualifiés de l'Allemagne de l'Est vers l'Ouest. Le fait qu'il s'agisse ici de la Pologne ne change rien à la nature de ce marché et à ses conséquences. Les textes signés à Helsinki stipulent que désormais la bureaucratie du Kremlin devra avertir d'éventuelles manœuvres militaires en Europe de l'Est qui se dérouleraient à une distance qui ne serait pas supérieure à 250 km des « frontières » Est-Ouest. La réciproque est vraie, mais les implications ne sont pas les mêmes. Cette stipulation rejoint l'orientation que les USA impriment aux discussions sur les armements stratégiques lorsqu'ils exigent que des contrôleurs à leur dévotion vérifient l'application d'accords — qui déjà leur sont extrêmement favorables quant au nombre et à la qualité des armes que chaque puissance signataire est en « droit » de posséder — et pour cela pénètrent dans les arsenaux et les usines d'armement de l'URSS.

Le récent voyage en URSS de Giscard d'Estaing s'est inscrit dans le prolongement de la Conférence d'Helsinki. Il préparait une autre étape : le voyage de Brejnev aux USA, bien que Giscard défendit plus particulièrement les intérêts du capitalisme français. Le toast que Giscard d'Estaing a prononcé, qui préconisait d'en finir avec les « conflits idéologiques », n'a évidemment rien à voir avec « l'idéologie ». Il traduisait l'exigence que la bureaucratie du Kremlin s'aligne plus étroitement encore sur la politique des puissances impérialistes en Europe et dans le monde. La crise manifeste qui s'est déroulée au Kremlin pendant le séjour de Giscard en URSS — « maladie » de Brejnev, annulation de discussions — démontre les conflits que cette politique déchaîne jusqu'au sommet de la bureaucratie du Kremlin.

La bureaucratie du Kremlin est allée plus loin qu'elle n'a jamais été non seulement dans la lutte contre la révolution prolétarienne, mais au service étroit des intérêts de l'impérialisme US dans le monde. De tous ses moyens elle a concouru à la conclusion des accords de Paris en 1972 (il n'a pas dépendu d'elle qu'ils fassent faillite). Son rôle au Moyen-

Orient au cours de la guerre d'octobre 73 et ensuite, a été totalement au service de l'impérialisme US. Aux Indes, la politique du Kremlin contre la révolution soutient cyniquement le régime en place. La crise sociale et politique aux Indes ne cesse de se développer. Il s'agit d'un de ces pays où la société est en décomposition. La défaite de l'impérialisme US au Vietnam et en Indochine donne une puissante impulsion à la crise sociale et politique. Indira Gandhi a dû procéder à un véritable coup d'Etat pour y faire face : suppression des droits constitutionnels, pouvoirs spéciaux, interdiction de 25 partis, emprisonnements, répression. Indira Gandhi bénéficie du soutien inconditionnel du Kremlin.

Le seul parti qui n'est pas interdit est le PC des Indes subordonné au Kremlin. « La Pravda » a publié un article qui explique que les mesures qu'Indira Gandhi a prises sont un grand pas en avant : elles substituent « les libertés concrètes aux libertés formelles ». La centrale syndicale que dirige le PC des Indes a conclu un accord avec le gouvernement qui renonce aux grèves pendant le temps d'application des accords.

Les thèses du XVII^e Congrès et la bureaucratie du Kremlin

La période révolutionnaire actuelle met en pleine lumière les véritables rapports entre l'impérialisme, et particulièrement l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin, ainsi qu'avec les bureaucraties parasitaires et notamment celles satellites du Kremlin. La bureaucratie du Kremlin est une excroissance parasitaire au sein de l'Etat ouvrier. Du fait de cette excroissance l'Etat ouvrier devient un Etat ouvrier dégénéré. Mais quelle est la nature de cette bureaucratie ? Les révisionnistes du trotskysme estiment que cette nature est contradictoire.

Non : la bureaucratie du Kremlin plonge ses racines à l'intérieur des rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre, mais sa nature sociale est parfaitement définie, c'est une excroissance sociale petite-bourgeoise, née au sein de l'Etat ouvrier (Etat bourgeois sans bourgeoisie) en des circonstances historiques bien déterminées. Elle est l'expression de la réaction bourgeoise en URSS, partie de la réaction

bourgeoise mondiale contre la révolution prolétarienne.

En ce sens elle est l'instrument de la bourgeoisie mondiale au sein de l'Etat ouvrier dégénéré. Ainsi que l'a établi Trotsky, ce que toute l'expérience historique a confirmé, la bureaucratie du Kremlin a trahi la révolution, cela ne suffit pas, il lui faut la renverser, c'est-à-dire détruire les rapports de production et rétablir des rapports de production bourgeois. Mais les rapports de production nés de la révolution d'Octobre ont une force de résistance extraordinaire car ils vivent dans la conscience des masses ; en effet, ils conditionnent au sens le plus étroit la vie de dizaines de millions d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels. Faute de pouvoir les renverser, la bureaucratie du Kremlin est contrainte de les gérer à sa manière car ce sont les sources de ses privilèges.

La venue à pleine maturité des données de la révolution prolétarienne portent à leur point de rupture les contradictions d'une bureaucratie par ailleurs hétérogène. D'autant plus que le prolétariat soviétique s'est extraordinairement renforcé, en conséquence des rapports de production, au cours de ces trente dernières années : actuellement 98 millions d'ouvriers (3 millions en 1917).

Les thèses du XVII^e Congrès portaient l'appréciation suivante :

« 1. Un manque de stabilité de la bureaucratie dans ses relations internationales, non seulement avec l'impérialisme, mais également avec les pays de l'Est, la Chine, instabilité renforcée par la succession rapide des crises révolutionnaires à l'échelle de tous les pays (Proche-Orient, Indochine, Vietnam, France, etc.).

« 2. Des oscillations brusques et irrégulières de l'économie soviétique sur tous les terrains, dans toutes les branches, et, avant tout, dans les relations entre la ville et la campagne.

« 3. Les reflets brusques de ces oscillations économiques sur la politique.

« 4. Enfin, une volonté renforcée des masses, en Union soviétique et dans les pays de l'Est, ayant le sentiment qu'avec les méthodes de la bureaucratie, il n'y a pas d'issue.

« Ces quatre éléments caractérisent une situation pré-révolutionnaire qui se dirige vers la révolution politique. » (Cf. « La Vérité », n° 561, page 21.)

Ainsi Khrouchtchev n'hésita pas à engager la discussion sur un compromis pla-

nétaire avec l'impérialisme américain en laissant les mains libres à l'impérialisme US contre la Chine et plus encore en engageant une furieuse campagne politique en vue de l'isoler politiquement. Mais il ne put aller jusqu'au bout, il ne put obtenir des USA les immenses crédits dont la bureaucratie du Kremlin a besoin, il ne put développer les réformes des économies de l'Europe de l'Est et de l'URSS jusqu'à leur fin logique (le retour à l'économie de marché), il ne put ouvrir l'Europe de l'Est, l'URSS, à la libre pénétration des marchandises et des capitaux et donner les garanties politiques correspondantes, il ne put abandonner les méthodes de Staline ni y revenir pleinement. Khrouchtchev a été renversé et son successeur se retrouvera dans la même situation.

Brejnev, finalement, ira sur certains points plus loin dans ses rapports avec l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes d'Europe.

Impasse économique du Kremlin et de ses satellites

Les accords conclus entre la Maison Blanche et le Kremlin en ce qui concerne leurs rapports économiques et financiers sont particulièrement démonstratifs. A la suite du dernier voyage de Nixon à Moscou, d'importants contrats devaient être conclus. La relation de dépendance du Kremlin vis-à-vis de l'impérialisme US s'établissait en ce que le « commerce » à sens quasi unique devait être financé par la banque « export-import ».

Le Congrès américain a refusé à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée. Il a réduit à une somme ridicule les crédits que l'Export-Import Bank était autorisée à ouvrir à l'URSS. Le Kremlin dut renoncer à ces accords vidés de tout contenu. Or un an plus tard la bureaucratie de l'URSS est contrainte de négocier un nouvel accord partant cette fois sur la livraison pendant cinq ans de 8 millions de tonnes de céréales par an.

Ces accords sont encore plus révélateurs et significatifs que ceux conclus jusqu'à présent par l'URSS. Le déficit de la récolte de blé en URSS serait de 30 millions de tonnes. D'une façon générale le Kremlin et les bureaucraties satellites tentent d'obtenir des crédits pour pallier les déséquilibres et les ruptures entre les différentes branches de l'industrie, constituer des unités entières de production, exploiter

les sources de matières premières de Sibérie.

Ce n'est, certes, pas la première fois, mais 58 ans après la révolution d'Octobre, 45 ans après la collectivisation forcée, 20 ans après « la mise en valeur des terres vierges », le pain quotidien en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est n'est pas assuré. Cette question a été réglée depuis plus d'un siècle dans les pays capitalistes avancés. La bureaucratie du Kremlin est contrainte pour obtenir les céréales de garantir un marché régulier pendant 5 ans au capital US. Payées au prix fort, les céréales seront transportées par les bateaux américains et le transport sera également payé au prix fort. Les Américains s'engagent en contrepartie à acheter du pétrole aux prix mondiaux. Quelles sont de plus les contreparties politiques ? L'avenir le dira. Par contre entre 1973 et 1975 le nombre d'automobiles en URSS a doublé (5 millions en 1975). Qui acquiert ces voitures, dont le prix moyen est de 5.500 roubles, alors que le salaire de base est de 60 roubles et le salaire moyen de 120 roubles par an, sinon une couche importante de bureaucrates aux appétits sans cesse croissants ? Satisfaire ces appétits a de graves répercussions économiques. C'est ainsi que satisfaire les exigences de la bureaucratie en fait d'automobiles a exigé l'importation à grand renfort de devises d'usines « clés en mains », la conclusion de marchés qui obèrent l'économie de l'URSS.

C'est là un exemple mais qui vaut pour l'ensemble des besoins de la bureaucratie. Hier la bureaucratie consacrait des milliards de roubles pour tenter de « rattraper et dépasser dans les plus brefs délais les pays capitalistes avancés ». Une des conséquences en était un effroyable gaspillage. Au moins cela contribuait-il à un développement des forces productives. Aujourd'hui elle écrème le surproduit social de façon fantastique pour satisfaire ses besoins parasitaires croissants.

De leur côté les masses opposent une résistance sourde à la bureaucratie. Leur productivité est de plus en plus basse et elles refusent de sacrifier (comme elles l'acceptaient en partie pendant les premiers plans quinquennaux) le présent à « un avenir radieux ». Le désordre de la vie économique de l'URSS s'accroît.

Cette situation est encore plus marquée en Europe de l'Est. Désormais les bureaucraties polonaise, hongroise, tchécoslovaque ne cachent plus les hausses impor-

tantes des prix qui se sont produites dans ces pays. Plus que jamais c'est la course aux devises des grandes puissances capitalistes. L'accord entre la bureaucratie polonaise et la RFA ne permet pas de couvrir le déficit de la balance des paiements polonaise vis-à-vis des pays capitalistes. Désormais les gouvernements des pays de l'Est s'efforcent d'emprunter directement sur le marché financier international.

Ainsi la banque nationale de Hongrie vient de lancer deux emprunts : un par l'intermédiaire de la West Deutsche Landes Bank Gironzentrale de Düsseldorf, sous la forme d'obligations pour une valeur de 100 millions de marks à amortir en 6 ans à un taux d'intérêt de 8,25 % ; l'autre conclu avec la « Koweit Investment Company » de 60 millions de dollars sous forme d'obligations au taux de 9,25 % remboursables en 8 ans. Ces taux d'intérêts sont ceux versés au public. Avec les « frais », le pourcentage des banques, les véritables taux doivent se situer entre 12 % et 15 %. Les sommes empruntées ne sont pas énormes. Mais ces emprunts indiquent un mouvement dont le sens est sans équivoque.

A cela il convient d'ajouter que la bureaucratie du Kremlin qui fournit une partie importante des matières premières aux pays de l'Europe de l'Est, dont la plupart de leur pétrole, a porté ses prix de vente au niveau de ceux du marché mondial, les multipliant par deux et plus. Enfin le Kremlin a une tendance, confronté à ses contradictions économiques insolubles, à retourner à la politique de spoliation brutale de ces pays que Staline pratiquait.

Le caractère dramatique de la situation de l'URSS peut être mis en évidence par quelques chiffres : les experts estimaient que la balance des paiements de l'URSS par rapport aux pays capitalistes serait bénéficiaire d'un milliard de dollars en 1974, grâce au prix du pétrole. Elle ne l'a été que de 100 millions. En 1975, le déficit prévu serait de 4 milliards de dollars. Le service de la dette extérieure de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est pèse toujours plus lourd. Ces pays sont confrontés à une véritable crise des moyens de paiements.

Contradictions économiques en URSS et crise économique capitaliste

Ces données, très limitées et partielles,

suffisent à illustrer l'impasse économique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties parasitaires, et les énormes moyens de pression sur elles dont disposent les grandes puissances capitalistes et d'abord l'Allemagne de l'Ouest et les USA. Le blocus économique de l'URSS n'est pas fatal mais c'est une redoutable menace contre le Kremlin. En outre tous les accords sur les armements stratégiques n'empêchent pas la course aux armements de se poursuivre et d'écraser l'économie de l'URSS.

La bureaucratie du Kremlin et ses agents clament qu'il n'est pas vrai que la marche à la crise économique concerne l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est. Le président du Gosplan (Plan d'Etat) a déclaré que ce siècle n'était plus celui de l'autarcie, que, cependant, l'URSS pouvait poursuivre seule son développement économique, et il a donné en exemple la construction de la nouvelle branche du transsibérien qui s'étend sur 3.800 km, un genre de tâche que les capitalistes étaient capables de réaliser il y a déjà 100 ans. Il est vrai que la nature des contradictions économiques dans les pays capitalistes, surtout au stade de l'impérialisme, et en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est n'est pas la même. Dans les pays capitalistes, les contradictions surgissent des rapports de production, les forces productives étouffent dans le cadre de la propriété privée des moyens de production. En URSS et en Europe de l'Est les contradictions économiques résultent de leur gestion par les bureaucraties parasitaires. Mais en URSS, en Europe de l'Est, comme dans les pays capitalistes, les cadres nationaux sont devenus antagoniques au développement des forces productives.

Le point commun est que ces contradictions ne peuvent être résolues que par un nouveau bond en avant de la révolution prolétarienne mondiale, bien que les contradictions économiques de ces pays et les modes de production soient fondamentalement différents. Révolution sociale expropriant le capital, révolution politique balayant les bureaucraties parasitaires, instaurant ou restaurant la dictature du prolétariat, fusion de la révolution sociale et de la révolution politique, sont les conditions nécessaires pour briser l'étroitesse des frontières nationales, réunifier l'Allemagne et l'Europe et, en Europe, réaliser l'harmonisation du développement économique dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le maintien de la gestion de l'économie planifiée par la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites impliquent que les contradictions économiques en URSS se nouent à la crise économique capitaliste; déjà l'URSS et l'Europe de l'Est subissent durement les conséquences de la marche à la crise.

L'impérialisme US réagit

Plus la crise économique s'approche, plus se fait pressant le besoin de la pénétration capitaliste en URSS, en Europe de l'Est (en Chine) et cela plus particulièrement pour les capitalismes les plus puissants, à commencer par l'impérialisme américain. Mais les rapports des pays capitalistes entre eux doivent aussi être rajustés. Ainsi que Trotsky l'avait prévu :

« En période de crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement, que durant la période de croissance. Les Etats-Unis liquideront et surmonteront leurs difficultés et leurs troubles avant tout au détriment de l'Europe. » (L'Internationale Communiste après Lénine.)

Toute la démarche de l'impérialisme US va dans ce sens depuis la fameuse déclaration de Nixon du 15 août 1971. La pression des USA, comme celle des autres puissances impérialistes, s'accroît sur l'URSS et les pays de l'Est, et la pression des USA s'accroît également sur ses partenaires du système impérialiste. Qui ne voit pas cette pente irréversible est incapable de saisir vers quelles explosions s'avance le monde.

Et pourtant il faut distinguer. L'ensemble des données du tournant dans la situation mondiale, et le point actuel dans ce tournant impliquent des relations complexes. Dans l'immédiat la défaite de l'impérialisme US au Vietnam et en Indochine, la montée de la révolution en Europe, en Amérique Latine, l'ont amené à resserrer, à rendre plus étroite, la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, à l'accentuer. Elles l'ont poussé à réaffirmer sa volonté de défendre ses positions mondiales. L'affaire du « Mayaguez » l'a signifiée au monde : l'impérialisme US n'est pas en déroute, réduit à l'impuissance. C'est cela que le gouvernement américain, soutenu par l'ensemble des composantes de la bourgeoisie américaine et des dirigeants de l'AFL-CIO a affirmé en utilisant

l'arrondissement de ce bateau, que sans doute la CIA a provoqué, par les Cambodgiens au lendemain de la chute de Phnom Penh et de Saigon, pour écraser sous les bombes le port de Sihanouk et récupérer le navire.

Au même moment, Kissinger et Ford avertissaient : nous ne laisserons pas se produire en Corée ce qui s'est produit au Vietnam. Corrélativement, le ministre de la Défense Schlesinger préparait les conditions politiques d'une relance de l'économie d'armement. La raison de cette relance de l'économie d'armement est évidente, les USA constituent un arsenal fantastique (officiellement 85 milliards de dollars ont été encore en 1974 consacrés aux dépenses militaires) le but est la relance de l'économie ; en outre un nouvel effort d'armement contraint la bureaucratie du Kremlin à poursuivre la course aux armements et exerce une énorme pression sur l'économie de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est. Aux discussions sur la limitation des SALT et autres fusées à têtes multiples nucléaires, les USA ont raidi leur position sur le contrôle terrestre, c'est-à-dire sur le principe du contrôle américain des usines de guerre les plus importantes de l'URSS ouvertes à la pénétration.

De façon en apparence contradictoire, Kissinger, Ford, les dirigeants US, ont tour à tour critiqué les bureaucraties du Kremlin et de la Chine pour avoir livré des armes au Nord-Vietnam et au GRP et se sont félicités du respect des accords conclus par elles. La contradiction n'est qu'apparente : ils estiment que la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire est nécessaire et respectée, mais qu'elle n'est pas assez efficace, il faut la renforcer et surtout que les intérêts US soient encore plus strictement respectés. La nouvelle politique américaine n'est pas encore définie précisément, mais elle ne peut que s'ordonner sur des axes qui sont déjà discutés depuis des années aux USA et notamment en mettant en cause, non seulement la politique de Johnson, mais celle de Nixon : Amérique d'abord. Ce n'est pas un retour à l'isolationnisme, tout au contraire. Cela signifie faire prévaloir plus directement et brutalement ses intérêts. Mais l'impérialisme américain se heurte aux conquêtes de la classe ouvrière en URSS, en Chine, en Europe de l'Est. Il lui faut les détruire.

Ce n'est pas seulement l'aspect économique et social de ces conquêtes, les

rapports de production qui se dressent devant lui, dirigeant de l'impérialisme mondial, c'est le rayonnement politique de la révolution d'Octobre, l'unité de la révolution mondiale qu'il doit anéantir.

Et pourtant, la marche de l'impérialisme américain reste zigzagante.

L'ancien et le nouveau : zigzags et compromis

Les thèses du XVII^e Congrès de l'OCI soulignaient :

« Nous voyons les nouveaux facteurs se développer à partir de l'ancien contexte (statu quo), lequel continue à constituer la trame de la situation caractérisée comme celle de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie. La période de l'imminence de la révolution intègre tous les facteurs anciens (statu quo) et nouveaux qui ont pris naissance dans la situation de la crise conjointe. Répétons-le, les nouvelles tendances prennent naissance dans l'ancien contexte lequel fournit le cadre à leur développement. C'est dans l'enchevêtrement des nouvelles tendances de l'ancien contexte, que se matérialise la vivante lutte des classes. Mais les axes sur lesquels tendent à se résoudre les contradictions se modifient. Ce n'est plus dans le cadre du statu quo qu'elles cherchent à se résoudre, bien que ce cadre continue à subsister comme forme vivante, donc recélant les tendances présentes du passé qui se perpétue. » (Idem, page 13.)

L'ancien contexte c'est la nécessité dans laquelle s'est trouvé l'impérialisme US de remettre debout les anciennes puissances impérialistes d'Europe et le Japon. Abstraitement parlant il était en mesure au lendemain de la Seconde Guerre mondiale de réduire les bourgeoisies d'Europe, celle du Japon, à des bourgeoisies compradores. Mais le prolétariat européen surmontant ses défaites, partait à l'offensive, reconquérait la plupart de ses positions, les renforçait, les approfondissait.

Eviter la révolution exigeait de remettre sur pied les vieilles puissances impérialistes. L'ancien contexte ce sont aussi les rapports de production de l'URSS. Les attaquer au lendemain de la guerre était politiquement impossible à l'impérialisme US, les rapports entre les classes à l'échelle mondiale ne le permettaient pas. Bien plus il dut accepter l'extension de ces rapports de production à l'Europe de

l'Est ; il dut, ainsi que la bureaucratie du Kremlin, subir la révolution chinoise. D'autre part les rapports politiques, les rapports entre les classes, les institutions aux USA, limitaient sa capacité d'imposer par tous les moyens la « paix américaine » sur le monde.

L'impérialisme américain est devenu de façon écrasante la puissance dominante du système capitaliste mondial entre les deux guerres mondiales et à la fin de la deuxième. L'impérialisme anglais a dominé le système capitaliste, a été la plus grande puissance mondiale, au moment de la période de plein développement du capital. Il était à la tête de son expansion. Il accumulait, même s'il devait être dépassé et supplanté, puissance et réserves.

L'impérialisme US est devenu pivot, force motrice, tuteur du système impérialiste à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, stade du capitalisme pourrissant. Il l'a pu en raison de sa puissance, et de réserves inouïes. Mais son leadership l'obligeait à prendre en charge et à intégrer en lui-même toutes les contradictions de la période de l'impérialisme. Aussi faut-il comprendre que la pente de son orientation est inévitablement vers une situation où l'impérialisme US réduira l'Europe à la portion congrue et tentera d'en finir avec les barrages à sa pénétration en URSS, en Europe de l'Est, en Chine.

La suprématie de l'impérialisme américain sur ses rivaux européens et du Japon est telle que les gouvernements bourgeois scrutent la conjoncture économique aux USA : l'effondrement de l'économie américaine signifierait l'effondrement de l'économie en Europe, de la CEE, au Japon, et l'explosion des crises politiques de chaque bourgeoisie. Cependant la réciproque est vraie, l'effondrement de l'économie capitaliste en Europe signifierait l'effondrement aux USA.

Ainsi sur le fond d'antagonismes s'exacerbant, de la primauté des intérêts spécifiques de l'impérialisme US, celui-ci est obligé de consentir des compromis périodiques, les impérialismes européens et japonais doivent, de leur côté, consentir des compromis à l'impérialisme US, et en réaliser entre eux.

Les bourgeoisies d'Europe ont accepté le cours forcé du dollar. De son côté l'impérialisme US a dû consentir à ce que dans un premier temps les pays européens dont la balance des comptes était déficitaire utilisent leurs réserves d'or

pour garantir des emprunts, ces réserves étant estimées au cours de l'or sur le marché libre ; dans un second temps que les banques centrales puissent s'acquitter entre elles en utilisant leurs réserves d'or estimées au prix du marché libre. Le cours forcé du dollar, à 42 dollars l'once d'or, permet à l'impérialisme US de lutter contre la crise en accroissant l'inflation sous toutes ses formes. D'un autre côté, l'utilisation des réserves d'or pour combler les déficits des balances, au prix du marché était indispensable au maintien des échanges économiques en Europe et entre l'Europe et les autres parties du monde.

Actuellement, alors que déjà les chômeurs en Europe, au Japon, aux USA se comptent en millions, les puissances impérialistes font des efforts désespérés pour reporter l'explosion du marché mondial, tant pour des raisons économiques que politiques. On ne peut exclure qu'ils parviennent encore à gagner du temps. Mais en utilisant quels moyens ?

Deux exemples suffisent à illustrer ce qui se passe : le déficit du budget US en 1974 atteint 90 milliards de dollars, celui de la RFA dépasse les 40 milliards de marks. Le maintien à un niveau, qui reste relativement bas, de la conjoncture économique exige d'aller au-delà des méthodes de financement utilisées depuis des années : de recourir à d'énormes déficits budgétaires, à la planche à billet de la façon la plus directe, à un parasitisme que l'Etat alimente ouvertement et crûment.

Les remèdes accentuent finalement le mal, les tendances fondamentales sont à l'œuvre qui mènent à la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail. Plus dure sera la chute. D'un certain point de vue, l'impérialisme américain doit également ménager la bureaucratie du Kremlin par peur que des pressions trop violentes ne la disloquent et que les masses de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est ne s'ouvrent une voie révolutionnaire. Mais là aussi la tendance fondamentale est celle d'une pression accentuée.

Prendre en considération la capacité de l'impérialisme US à réagir face à une très dure défaite, à resserrer la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, constater les efforts que les grandes puissances impérialistes déploient pour maintenir les anciens rapports et différer l'explosion de la crise économique, souligne la profonde

conscience que les gouvernements bourgeois ont de l'ampleur et de la profondeur de la crise révolutionnaire qui s'avance, conscience que partagent au plus haut point les bureaucraties parasitaires.

Trotsky et les conditions de la révolution prolétarienne

Les thèses du XVII^e Congrès insistent sur la concentration des tendances et des contradictions qui sont celles de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, donc de la révolution prolétarienne, comme constituants de la nouvelle période révolutionnaire qu'elles caractérisent comme « période de l'imminence de la révolution ».

Pour bloquer la marche à la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde, l'impérialisme américain, les puissances impérialistes d'Europe, les bureaucraties parasitaires devraient réaliser des conditions qu'il est exclu qu'elles réalisent à court terme. D'abord, et avant tout, l'impérialisme américain devrait être à même de stabiliser ses rapports politiques, de régler sa question historique, c'est-à-dire de mettre debout un Etat fort et centralisé, de briser la résistance politique de toutes les classes sociales, du prolétariat d'abord, de nombreuses couches de la bourgeoisie également, pour remplir pleinement son rôle contre-révolutionnaire mondial. Il faudrait qu'il puisse imposer ses exigences pleinement et entièrement aux bourgeoisies européennes et à la bourgeoisie japonaise.

Il faudrait qu'aux USA, en Europe, au Japon, l'impérialisme américain, ayant réduit les bourgeoisies d'Europe et du Japon à des bourgeoisies de type colonial, des bourgeoisies compradore, soit en même temps capable de broyer politiquement les prolétariats de ces pays, et leur fasse supporter tout le poids de la crise économique, sociale et politique de la décadence de l'impérialisme.

Finalement, il faudrait qu'il soit en mesure de se soumettre et de détruire les rapports de production de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de la Chine.

Ces conditions sont irréalisables à court terme. Cela ne pourrait être que le résultat d'une lutte de classe implacable qui, justement, constitue le contenu de la période de la révolution imminente et où se joue le dilemme historique socialisme ou barbarie.

En 1938, Trotsky écrivait, dans le « Programme de transition - L'agonie du capi-

talisme et les tâches de la IV^e Internationale »: « Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. »

Les prémisses objectives, ce sont le développement des forces productives. En effet, la révolution prolétarienne procède du développement des forces productives. Elle intervient à un stade déterminé de l'histoire de l'humanité: au moment où la croissance des forces productives entre en contradiction avec la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales, formes organiques de l'institution de la division internationale du travail, dans les limites des rapports de production bourgeois. La révolution prolétarienne permet le saut dialectique d'un mode de production à un autre qui contient les acquis antérieurs de l'humanité pour atteindre un stade supérieur fondamentalement différent: le socialisme. De là d'ailleurs cette unité que Marx formule ainsi: la révolution est « nationale dans sa forme et internationale dans son contenu ».

Le point le plus élevé du développement possible des forces productives dans le cadre du mode de production capitaliste et le moment où elles commencent à étouffer dans le cadre des rapports de production bourgeois, est le moment dialectique idéal de la révolution prolétarienne mondiale. Mais il est idéal. Il fait abstraction d'un ensemble de rapports sociaux, politiques, qui n'obéissent pas à un tel automatisme, par conséquent il n'existe pas. Bien plus, les forces productives doivent avoir commencé à décroître pour que les conditions sociales et politiques de la révolution prolétarienne se réunissent.

Après Lénine, Trotsky expliquait, en 1931, dans un article: « Qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire? »:

« 1. Pour faire l'analyse d'une situation d'un point de vue révolutionnaire, il est nécessaire de distinguer entre les pré-conditions économiques et sociales d'une situation révolutionnaire et la situation révolutionnaire elle-même.

« 2. Les préconditions économiques et sociales d'une situation révolutionnaire existent, en général, quand les forces productives du pays sont en déclin; quand le poids spécifique d'un pays capitaliste sur le marché mondial diminue systématiquement et que

les revenus des classes sont ainsi réduits systématiquement ; quand le chômage est, non seulement le résultat d'une fluctuation conjoncturelle, mais une plaie sociale qui tend à s'aggraver... Mais nous ne devons pas oublier que nous définissons une situation révolutionnaire, non seulement sociologiquement, mais politiquement, ce qui inclut le facteur subjectif. Et le facteur subjectif, ce n'est pas seulement la question du parti du prolétariat. C'est la question de la conscience de toutes les classes, et principalement, bien sûr, de celle du prolétariat et de son parti.

« 3. Une situation révolutionnaire, cependant, commence seulement quand les pré-conditions économiques et sociales produisent d'abrupts changements dans la conscience de la société de ses différentes classes. »

« Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne » ont donc déjà obligatoirement commencé à pourrir pour que la révolution prolétarienne éclate. Mais ce que Trotsky évoque dans le « Programme de transition », est déjà autre chose : après la Première Guerre mondiale, la crise économique, ouverte en 1929, la Deuxième Guerre mondiale est sur le point de s'ouvrir. Les moyens de production deviennent forces destructives. « Les nouvelles inventions et les nouveaux procédés techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle ».

Au bout... la barbarie. Ou plutôt, la barbarie a déjà commencé, la culture, la civilisation bourgeoise décline partout, le fascisme est, de ce point de vue, significatif du devenir de la société bourgeoise dans son ensemble si elle se perpétue. Enfin, la classe ouvrière, en tant que classe pour soi, est en régression considérable, et en tant que classe en soi, elle subit un commencement de désagrégation.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce cours est devenu contradictoire. D'un côté, les forces motrices du mode de production capitaliste sont, plus que jamais, le parasitisme, l'économie d'armement. La seule perspective que le régime capitaliste ouvre est, à plus ou moins longue échéance, la crise, la dislocation du marché mondial, des millions et des millions d'hommes et de femmes rejetés du cycle de la production. Des régions entières du monde se décompo-

sent économiquement et socialement. C'est cet avenir qui est promis à l'ensemble de l'humanité, l'autre branche de l'alternative restant une guerre mondiale. La culture, la civilisation, se dégradent constamment. Assurément, la mobilisation des ressources phénoménales de l'impérialisme américain a masqué ces phénomènes. La défaite de l'Italie, de l'Allemagne, du Japon a entraîné la disparition, dans les pays capitalistes avancés, des formes les plus saillantes de la marche à la barbarie. Nombre de dictatures terriblement sanglantes n'en subsistent pas moins. D'autres sont apparues. Les guerres de Corée, du Viet-Nam, les guerres « locales » et autres entreprises militaires, sont d'une sauvagerie qui égale celle de la Deuxième Guerre mondiale. Encore une fois, l'avenir ne réserve que catastrophes.

Puissance du prolétariat mondial

Par contre, à tous égards, la puissance du prolétariat s'est, elle, considérablement accrue. En juger exige une vue historique et mondiale. Le prolétariat s'affaiblissait aussi bien en tant que classe pour soi, qu'en tant que classe en soi avant la guerre, et le prolétariat est la prémisses évidemment la plus importante de la révolution prolétarienne.

Les défaites, en certains pays l'écrasement du prolétariat étaient l'aspect le plus important, qui rendait si écrasant le commencement de décomposition sociale résultant de la crise objective du système impérialiste. A partir de 1943, de la dislocation du système impérialiste, des victoires de l'armée de l'URSS, le prolétariat reprend l'initiative politique.

Durement éprouvé en tant que classe en soi pendant la guerre (des millions de travailleurs de l'URSS, de l'Allemagne, d'autres pays, sont mobilisés, meurent à la guerre, d'autres millions sont déracinés — sans parler du Japon ou de pays comme la Chine), le prolétariat se renforce cependant politiquement au cours des dernières années de guerre. Il se réorganise et reconquiert, en les améliorant, les positions perdues avant guerre dans les pays capitalistes avancés d'Europe. L'impérialisme américain est contraint de prendre en charge et d'impulser le redémarrage et la reconstruction de l'économie des pays capitalistes européens afin de contribuer à endiguer la vague révolutionnaire née de la guerre. Il s'ensuit un renforcement objectif du prolé-

triat. Bientôt se reconstitue la puissance du prolétariat allemand.

En Europe de l'Est, rapidement le prolétariat et les masses exploitées sont subordonnés à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites.

Mais l'expropriation de la bourgeoisie, les rapports sociaux de production nouveaux, amènent un renforcement considérable et rapide du prolétariat. En URSS, terriblement éprouvées par la guerre, les masses ouvrières et paysannes retrouvent bientôt et dépassent leur densité d'avant-guerre. La montée et l'émergence de la révolution politique traduiront la puissance croissante du prolétariat. L'effondrement du régime Tchang Kai Chek, l'avènement de nouveaux rapports sociaux de production vont objectivement développer et renforcer de façon inappréciable les masses ouvrières et paysannes chinoises. La même chose peut être dite des masses ouvrières et paysannes du Nord-Vietnam et de la Corée du Nord.

L'accumulation de capital qui a eu lieu depuis 1945, la croissance impressionnante des moyens de production, ne peuvent être considérés comme une nouvelle croissance des forces productives, car elles sont impulsées et aboutissent à une croissance démesurée du parasitisme et préparent une catastrophe sans précédent pour l'humanité. Il reste que dans les pays capitalistes dominants, et même en de nombreux pays subordonnés à l'impérialisme, le prolétariat s'est considérablement renforcé, sa densité sociale s'est accrue.

Cela résulte d'une combinaison de facteurs, dont le premier, qui conditionne les autres, ce sont les positions conquises par le prolétariat et qui l'organisent en tant que classe, depuis la fin de la guerre et l'imédiat après-guerre, le retournement de la tendance historique en 1943 dans les rapports mondiaux prolétariat - bourgeoisie. La bourgeoisie dut faire d'importantes concessions au prolétariat. De nombreuses couches ont été prolétarisées qui ont renforcé le prolétariat.

Le renforcement du prolétariat cohabite avec son contraire, un processus de décomposition sociale de secteurs entiers du système impérialiste mondial. La structure du prolétariat dans les pays capitalistes avancés se modifie. Les couches produisant réellement de la plus-value ont tendance à diminuer. Les prolétaires, au sens de vendeurs de leur force de travail, ne sont pas tous producteurs de plus-value. La prolifération des « services », la

croissance gigantesque du parasitisme, font que de nombreux prolétaires ne produisent pas de plus-value.

Mais, au total, aussi bien du point de vue des positions conquises, que des rapports politiques, que de sa densité sociale à l'échelle mondiale, le prolétariat s'est renforcé de façon impressionnante. Il a acquis une puissance plus grande qu'à aucun moment de son histoire, que d'énormes appareils bureaucratiques (lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise) entravent : appareils syndicaux, partis sociaux-démocrates, et, le plus gigantesque d'entre eux, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international.

Ainsi la crise qui s'avance rend de la plus extrême urgence la pénétration du capital en URSS, en Europe de l'Est, en Chine. Les réformes de l'économie que les bureaucraties de l'URSS et de l'Europe de l'Est ont projetées ouvraient la porte à la pénétration du capital. Mais leur développement plein et entier signifiait une attaque forcenée contre les prolétariats de ces pays. Les bureaucraties parasitaires sont incapables de les appliquer pleinement. Elles ne s'appliquent que très partiellement. Le capital ne parvient pas à pénétrer de façon décisive. La raison en est la puissance du prolétariat soviétique et des prolétariats de l'Europe de l'Est.

Ainsi, l'impérialisme américain ne peut-il faire prévaloir brutalement ses intérêts sur ceux des pays capitalistes européens. Il est contraint, tant qu'il le peut, à des compromis.

Les bourgeoisies européennes ont besoin d'arracher leurs conquêtes aux prolétariats d'Europe, de leur faire payer le prix de leur crise, de leur décomposition. Elles n'y parviennent que très partiellement. La raison en est la puissance des prolétariats d'Europe.

Ainsi l'impérialisme américain en est arrivé au point où assurer son rôle de gendarme contre-révolutionnaire mondial, faire prévaloir à l'échelle de la planète ses intérêts particuliers, surmonter la crise en passant de l'économie d'armements à l'économie de guerre, exige de liquider l'héritage politique des USA, ses traditions, ses institutions, de mettre sur pied l'Etat fort, de discipliner les couches de la société, de faire supporter au prolétariat la charge écrasante de cette politique. L'obstacle majeur c'est le prolétariat américain, son énorme puissance, bien

qu'il soit privé d'expression politique propre.

Dans certains pays subordonnés à l'impérialisme, l'émergence et le renforcement d'un prolétariat, dont l'existence dépend des intérêts impérialistes (usines de montage et autres), renforce la lutte contre l'impérialisme, les bourgeoisies compradores.

Cette puissance de la classe ouvrière, ses acquis, ont contraint la bourgeoisie à des concessions, qui lui sont aujourd'hui insupportables, et qui deviennent des facteurs de crise politique et économique,

mais qu'elle est incapable de liquider autrement qu'au terme d'une longue et chaotique lutte de classe qui mettra en cause toutes les structures économiques, sociales et politiques de la société bourgeoise.

Cette puissance, cette densité sociale et politique de la classe ouvrière, alors que la crise de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires va déboucher sur la dislocation du système impérialiste et par conséquent sur celui de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin, c'est la certitude d'une période révolutionnaire sans précédent.

CIRCONSTANCES EXTRAORDINAIRES DU COURS DE LA RÉVOLUTION MONDIALE

DEPUIS 1943

Le mouvement révolutionnaire mondial a pris un tournant décisif à la fin de la guerre mondiale. L'impérialisme américain, qui avait été le principal bénéficiaire de la victoire, se trouve aujourd'hui en crise profonde. La lutte de classes s'est intensifiée dans tous les pays, et la révolution est devenue une réalité tangible. Les masses populaires ont pris conscience de leur force et de leur rôle dans la construction d'un monde nouveau. Les conditions matérielles de la révolution sont désormais réunies, et il ne reste plus qu'à passer à l'action. Le prolétariat mondial doit se préparer à une lutte acharnée pour la conquête du pouvoir et la mise en œuvre de la révolution sociale.

La révolution mondiale est devenue une réalité tangible. Les masses populaires ont pris conscience de leur force et de leur rôle dans la construction d'un monde nouveau. Les conditions matérielles de la révolution sont désormais réunies, et il ne reste plus qu'à passer à l'action. Le prolétariat mondial doit se préparer à une lutte acharnée pour la conquête du pouvoir et la mise en œuvre de la révolution sociale. La lutte de classes s'est intensifiée dans tous les pays, et la révolution est devenue une réalité tangible. Les masses populaires ont pris conscience de leur force et de leur rôle dans la construction d'un monde nouveau. Les conditions matérielles de la révolution sont désormais réunies, et il ne reste plus qu'à passer à l'action. Le prolétariat mondial doit se préparer à une lutte acharnée pour la conquête du pouvoir et la mise en œuvre de la révolution sociale.

Troisième partie :

CIRCONSTANCES EXTRAORDINAIRES DU COURS DE LA REVOLUTION MONDIALE DEPUIS 1943

Obstacles à la révolution prolétarienne

L'extension et la concentration de la révolution en Europe forment l'une des caractéristiques de la nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968 et que concrétise le tournant de ces dernières années de la situation mondiale. Les événements de ces prochaines années bouleverseront non seulement l'Europe de l'Ouest mais l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est.

Les USA ne resteront pas, ne peuvent pas rester, au dehors des gigantesques convulsions des classes sociales qui vont se produire. Ils seront le terrain de grandes batailles politiques, d'affrontements entre les classes à la mesure des USA, que la lutte des classes en Europe impulsera et fécondera, et qui à son tour influencera la lutte des classes en Europe.

L'URSS et les pays d'Europe de l'Est sont toujours tributaires de l'économie capitaliste. Les objectifs que Staline fixait en 1930 « rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés dans les plus brefs délais » n'ont toujours pas été atteints. Bien plus, sur le plan de la production, de la productivité, de la quantité et de la qualité des marchandises, l'écart aurai-

tendance à s'accroître. Le moment n'est pas encore venu où l'URSS inondera de ses marchandises le marché mondial, ainsi que le prédisait vers la fin des années 50 certains révisionnistes du trotskysme (dans les dix ans à venir précisaient-ils). Cependant l'URSS, et même certains pays de l'Europe de l'Est, ont connu un grand essor économique, social, culturel, qui les classe parmi les pays les plus développés du monde. La période dite de « l'imminence de la révolution » est celle où la révolution prolétarienne embrase les parties les plus développées socialement, économiquement, culturellement du monde. C'est pourquoi cette période de la révolution et son issue sont décisives. Son développement sera évidemment très étroitement combiné, mais aussi, inégal et particularisé. Mais la révolution prolétarienne retrouvera sa pureté première, les lignes de force de la lutte des classes, leur netteté du temps de la révolution russe.

Il y aura bientôt 60 ans que la révolution russe ouvrait l'ère de la révolution prolétarienne mondiale. Lénine prévoyait que la révolution prolétarienne mondiale s'étendrait sur des dizaines d'années. Il ne pouvait, même en 1922-23, à la veille de sa mort, prévoir quels obstacles se

dresseraient sur la voie de la révolution : l'émergence de la bureaucratie du Kremlin, sa victoire, la transformation de l'IC en instrument de la bureaucratie du Kremlin, leur rôle politique. Il est revenu à Trotsky de combattre la bureaucratie naissante, se renforçant, puis victorieuse, de lutter contre la dégénérescence de la III^e Internationale, sa subordination au Kremlin. Estimant en 1933 que la bureaucratie du Kremlin, la III^e Internationale, son instrument international, étaient définitivement passées du côté du maintien de l'ordre bourgeois, à l'échelle internationale, Trotsky a combattu pour la construction de la IV^e Internationale. L'appréciation de Trotsky était sans équivoque :

« Des millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais chaque jour elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs. »

C'est-à-dire aux partis social-démocrates, à la bureaucratie du Kremlin et à son appareil international. Il soulignait :

« Le passage définitif de l'Internationale Communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux Etats-Unis, ont créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial. Sous le signe de la révolution d'Octobre la politique conciliatrice des « Fronts Populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. »

Les faits n'ont que trop confirmé cette appréciation. Les traits contre-révolutionnaires hideux du stalinisme n'ont fait que s'accroître : de l'assassinat de centaines de milliers de bolchéviks entre 1934 et 1939, au Pacte Staline-Hitler en 1939, à la politique des Fronts nationaux après 1941, à la dissolution de l'IC en 1943, à la participation aux gouvernements qui en Europe ont reconstruit ou consolidé les Etats bourgeois à la fin de la guerre, aux accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam qui partageaient l'Europe et le monde en deux, etc., jusqu'à la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire.

Une hypothèse théorique

Pourtant la révolution prolétarienne a repris sa marche en avant depuis 1943. Mais de façon très particulière, une révolution prolétarienne a, sous la direction

du PCY, détruit l'Etat bourgeois, un Etat ouvrier bureaucratique s'est construit, le capital et les propriétaires fonciers ont été expropriés en Yougoslavie. En Europe de l'Est le capital a été exproprié, des Etats ouvriers bureaucratiques subordonnés au Kremlin ont été constitués sous le contrôle et, dans une certaine mesure, à partir de l'action de la bureaucratie du Kremlin. Au nord de la Corée, sous le contrôle du Kremlin, s'est également constitué un Etat ouvrier bureaucratique. Le Parti Communiste a pris le pouvoir en Chine, il a exproprié la bourgeoisie, les propriétaires fonciers, détruit leurs structures politiques, constitué un Etat ouvrier bureaucratique dès l'origine. A Cuba un parti petit-bourgeois, au sens strict du terme, s'appuyant sur les masses, a exproprié l'impérialisme US, et la bourgeoisie autochtone soudée à celui-ci. Et voilà qu'au Vietnam, après la constitution au Nord d'un Etat ouvrier également bureaucratique, il s'étend au Sud. Le même phénomène est en passe de se produire au Cambodge et au Laos.

Bien plus, on ne peut exclure qu'en différentes parties du monde de nouveaux pans du système impérialiste s'effondrent et que des Etats ouvriers bureaucratiques se constituent. Comment cela se fait-il ? N'allons-nous pas, d'effondrement en effondrement de pans de l'impérialisme, de constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques en constitution d'autres Etats ouvriers bureaucratiques, vers une société mondiale bureaucratique ? Ces questions se posent et on ne saurait les éviter. Il faut y répondre.

Dans le Programme de Transition, déjà cité plus haut, Trotsky qui caractérisait ainsi qu'on l'a vu l'IC et les PC comme passés du côté de l'ordre bourgeois n'en mettait pas moins en avant la proposition suivante :

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps nous déployons une agitation inlassable autour de revendications transitoires qui devraient à notre avis constituer le programme de « gouvernement ouvrier et paysan. »

Ensuite venait l'hypothèse théorique déjà citée :

« La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières était-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout état de cause, une chose est hors de doute ; si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan » dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

Il était question d'une « variante peu vraisemblable » et d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances ; en conséquence de quoi : « des partis petits-bourgeois y compris les staliniens (peuvent) aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie ». Force est de constater que ce qui était « peu vraisemblable » et en tout cas « exceptionnel » s'est renouvelé à de multiples exemplaires. Et quels exemplaires !

Sans embrasser les dimensions historiques et mondiales de la révolution prolétarienne, son unité dans le temps et l'espace, sans la considérer dans sa totalité et dans ses parties, ce qui est la matière même de la théorie de la révolution permanente, qui inclut non seulement les relations entre les classes, mais celles à l'intérieur des classes, ou, en d'autres termes, l'histoire propre du mouvement ouvrier, la lutte pour l'Internationale et les partis de la révolution prolétarienne, ce que l'on pourrait appeler sa troisième dimension, on ne peut répondre aux problèmes posés.

1917 : premier acte de la révolution prolétarienne mondiale

La victoire de la révolution d'Octobre a été le premier acte de la révolution prolé-

tarienne mondiale. Elle a éclaté dans un pays où se mêlaient les traits d'un pays impérialiste, et d'un pays arriéré économiquement et politiquement, et dépendant dans une certaine mesure d'autres puissances impérialistes, d'un pays où le prolétariat était hautement concentré et où la grande majorité restait non seulement paysanne, mais encore où la réforme agraire était un grand problème national à résoudre, les tâches de la révolution démocratique bourgeoise restaient entièrement à accomplir.

Mais si la conjonction de ces données explique que la Russie ait été le chaînon le plus faible de la chaîne impérialiste, et que ce maillon de la chaîne soumis à une énorme pression se soit rompu le premier, l'image a ses limites. La première guerre mondiale impérialiste a mis aux prises les grandes puissances européennes et a eu pour théâtre l'Europe. C'était le premier et gigantesque krach du système impérialiste qui éclatait. Il mettait le feu au continent où le capitalisme et l'impérialisme sont nés. Non seulement les forces productives étaient trop à l'étroit dans les limites de la propriété privée des moyens de production, mais les limites des frontières nationales devenaient insupportables d'abord et avant tout pour l'impérialisme le plus tard venu et le plus dynamique : l'impérialisme allemand. Il lui fallait dominer l'Europe pour dominer le monde. Il fallait aux impérialismes anglais et français sous une autre forme dominer l'Europe pour conserver et renforcer leurs positions mondiales.

De l'autre côté de l'Atlantique les USA devaient éviter que l'impérialisme allemand domine l'Europe et s'oppose à son expansion mondiale, encore à son début, ou que la victoire de l'Angleterre et de la France les renforce. De la terrible destruction des forces économiques, sociales, des terribles souffrances et ravages, de la tuerie, a jailli la révolution.

Elle a éclaté d'abord en Russie, mais c'est un mouvement qui s'étendait dès l'année 1917 à tous les pays en guerre de l'Europe (comme en Espagne qui n'était pas en guerre) avec plus ou moins d'acuité, et qui après la victoire de la révolution russe a embrasé tous les pays vaincus d'abord (Autriche-Hongrie, Allemagne) et ensuite déclenché d'importantes luttes de classe en France et en Angleterre. La révolution russe a vaincu sous la direction du parti bolchévique. Mais ce parti a été le produit le plus élaboré du mouvement

ouvrier mondial, et surtout européen, il a concentré tout l'acquis de la II^e Internationale, c'est ce qui lui a permis de ne pas sombrer, et, seul en tant que parti, de proclamer « la II^e Internationale est morte, vive la III^e Internationale » dès septembre 1914.

La continuité du combat pour l'Internationale et les partis révolutionnaires était assurée. Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal posaient les premiers jalons de la III^e Internationale. La victoire de la révolution russe, la prise du pouvoir par le parti bolchévique, conjointement à la situation révolutionnaire européenne qui se nouait en 1917, aux révolutions qui allaient déferler en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Italie, aux luttes de classe dans les autres pays, donnaient un puissant élan à la naissance et à la croissance de la III^e Internationale et de ses partis qui provenaient de minorités ou même de majorités issues des partis de la II^e Internationale, ou de formations anarcho-sindicalistes, en tout cas du mouvement ouvrier.

Depuis les tâches démocratiques bourgeoises et les tâches purement prolétariennes que la révolution a à réaliser, jusqu'à la forme d'organisation et de centralisation du prolétariat et des masses exploitées (les soviets) à celle de la dictature du prolétariat, jusqu'aux particularités de chaque révolution et à son unité avec la révolution mondiale, jusqu'au rôle et à la forme du parti et de l'Internationale, à leurs relations avec les masses ; toutes ces questions ont été posées clairement par la révolution russe, parce qu'elle ouvrait le processus de la révolution mondiale, parce qu'elle a été la manifestation la plus achevée de la première situation révolutionnaire à l'échelle de l'Europe qui s'est produite depuis 1848, mais qui résultait non de l'essor du mode de production capitaliste, mais de sa décadence, de son premier gigantesque krach. A son tour, elle a impulsé cette situation révolutionnaire en Europe et contribué à sa transformation en crise révolutionnaire ouverte et en révolution dans certains pays dont l'Allemagne.

La courbe de la révolution 1917-1943

On peut considérer ainsi qu'une seule période historique les années qui vont de l'éclatement de la première guerre impérialiste mondiale, de la révolution russe,

à l'écrasement de la révolution espagnole, jusqu'au commencement de la deuxième guerre mondiale et même jusqu'à la fin de l'année 1942. Nous avons une courbe complète en partant du plus bas, la défaite que constituera l'éclatement de la première guerre et la capitulation de la II^e Internationale. Elle s'élève jusqu'à son sommet, au moment de la révolution russe, de la révolution allemande de 1918-1919, atteint une nouvelle pointe en 1923, mais commence à redescendre en dents de scie, dont les pointes sont la crise anglaise, la révolution chinoise. Elle hésite ensuite, pour se creuser brutalement avec l'écrasement du prolétariat allemand en 1933.

Elle a de nouvelles pointes, mais à un niveau beaucoup plus bas au moment de la crise révolutionnaire en France et de la révolution espagnole en 1936, pour descendre à zéro en 1938 au moment de l'écrasement du prolétariat espagnol et de la défaite du prolétariat français, et finalement descendre en dessous de zéro alors que l'impérialisme allemand occupe l'Europe, attaque l'URSS, et qu'il atteint la Volga et le Caucase. Cette courbe c'est celle de la révolution prolétarienne mondiale. Elle n'intègre pas seulement l'Europe, mais la lutte des classes en Europe est déterminante quant à son profil, aussi bien dans ses sommets, que dans ses points les plus bas, y compris alors que se développe la deuxième révolution chinoise la composante européenne de la courbe reste d'une importance majeure.

Il faut revenir aux éléments vivants qui sous-tendent cette courbe. Encore qu'elle n'en était qu'à son commencement la crise de l'impérialisme qui éclatait dans la guerre de 1914 était déjà suffisamment profonde en Europe pour qu'elle donne naissance à une situation révolutionnaire à l'échelle de l'Europe, à la première période de la révolution prolétarienne mondiale. En réplique à la capitulation de la II^e Internationale, Lénine définit en 1915 dans « la faillite de la II^e Internationale » ce qui caractérise une situation révolutionnaire.

L'ère de la révolution mondiale s'ouvre. La victoire dépend déjà de la question de la direction révolutionnaire du prolétariat. Le mouvement ouvrier se développe contradictoirement. Son existence en tant que telle est contradictoire aux besoins et exigences du système impérialiste. Les conquêtes, les positions, les organisations, « les éléments de démocratie prolétarienne » que la classe ouvrière, au cours de ses com-

bats et de son action politique, a constitués au sein même de la société bourgeoise (Trotsky) deviennent de plus en plus difficiles à supporter pour la société bourgeoise en crise. Le fascisme, sous les différentes formes qu'il prend, les dictatures militaires et policières, en seront la preuve sanglante.

Mais la crise de la société bourgeoise déchire le mouvement ouvrier. La vieille social-démocratie, les organisations syndicales, construites à la période d'essor de l'impérialisme donnent naissance à différents courants. Les uns s'adaptent à la société bourgeoise, la défendent, et combattent la révolution prolétarienne qui déferle : vote des crédits militaires, social-patriotisme, participation à des gouvernements d'Union sacrée ; ultérieurement en Allemagne par exemple, l'appareil social-démocrate assume la direction de gouvernements dont la tâche est de dévoyer et finalement de briser la révolution prolétarienne. Ils s'efforcent de reconstituer et de perpétuer les conditions sociales et politiques qui ont permis l'essor du mouvement ouvrier à l'époque du capitalisme triomphant, mais cela à l'époque de l'impérialisme pourrissant. Les autres, le parti bolchévique, les minorités social-démocrates, certaines tendances anarcho-syndicalistes, ont maintenu, plus ou moins clairement, ont résisté plus ou moins efficacement à cette politique. Ils ont ouvert la voie à la révolution prolétarienne, ou épousé son mouvement. Autour du parti bolchévique et à son appel ils constituent le noyau de départ de la III^e Internationale et de ses organisations, des noyaux d'organisations nationales, sinon des partis nationaux.

Il est impossible de faire le rigoureux décompte de ce qui revient aux conditions « objectives » et aux conditions « subjectives ». Le subjectif procède de l'objectif, comme l'organique procède de l'inorganique, le conscient de l'inconscient. Le conscient lui-même exigeant l'organique donc l'organisation. Mais l'action subjective engendre de nouvelles conditions objectives. Il faut néanmoins distinguer : les catégories ne sont pas figées ; il n'y a pas de catégories sans leurs relations, sans passage d'une catégorie à l'autre, sans mouvements, mais il n'y a pas de mouvement sans catégories. Ce sont les hommes vivants et agissants qui font leur propre histoire. Au-delà de ces généralités l'action consciente est plus ou moins déterminante selon que la société

est en crise, l'histoire à un tournant ou non, plus précisément que les conditions matérielles permettent ou non aux travailleurs de se hisser au niveau de la compréhension du processus historique et de faire ou non consciemment leur propre histoire. Plus précisément, l'expression organisée de la conscience des exigences du développement historique, est pour le prolétariat, et par suite pour l'humanité, déterminant dans l'accomplissement des tâches historiques. Produit fondamentalement des conditions objectives, la conscience organisée n'en procède pas directement. Elle a ses lois propres, et son propre développement, bien entendu en relation avec la lutte des classes, les rapports de classe, les rapports internes au sein du prolétariat, qu'elle modifie, mais qui la modifie. Si l'être détermine la conscience, dans la lutte de classe du prolétariat à des moments donnés, c'est la conscience qui détermine l'être.

Les exemples de l'URSS et de l'Allemagne sont probants : la crise révolutionnaire a été aussi profonde dans les deux pays, la révolution a vaincu en Russie parce qu'il y avait le parti bolchévique, elle n'a pu vaincre en Allemagne en 1918-1919, en 1923, et ultérieurement en 1930-1933, parce qu'il n'y avait jamais eu dans ce pays de parti communiste au sens rigoureux du terme.

La profondeur de la situation révolutionnaire qui s'est nouée en Europe au cours de la première guerre mondiale a été montrée au cours des années 1917-1920, elle a donné naissance ultérieurement à de multiples situations et crises révolutionnaires, elle a rebondi avec la crise économique de 1929, et après l'écrasement du prolétariat allemand en 1933, elle eut ses derniers échos en France et surtout en Espagne en 1936. Le fond de la question est bien : l'internationale, les partis révolutionnaires, la direction révolutionnaire. Nulle part ne s'est constitué sauf en Russie, de parti communiste authentique. La III^e Internationale était une véritable internationale. Encore convient-il de préciser : la force dirigeante et motrice se concentrait dans la direction du parti bolchévique, aucun de ses partis n'a été capable en Europe de mettre fin à l'influence des partis social-démocrates sur la classe ouvrière et les masses exploitées, et de devenir la direction du prolétariat.

Est-ce le produit de circonstances objectives ? A cela il n'est qu'une réponse. C'est

le produit contradictoire antérieur à cette période du développement du capitalisme en Europe et du mouvement ouvrier dont les contradictions n'ont pu être surmontées au cours des années décisives, 1917-1923, par le parti bolchévique et les partis de la III^e Internationale. L'essentiel c'est le mouvement ouvrier, ses rapports internes. Sans aucun doute la formation du parti bolchévique, le rôle qu'il a été amené à jouer, sont des produits des conditions générales de sa formation, de son développement et non seulement du génie de Lénine, plus tard de Trotsky. Cependant, insistons là-dessus, les conditions de la formation de sa direction sont déterminantes pour le parti bolchévique qui, compte tenu des données historiques, a été constitué par en haut.

La force de la social-démocratie, des organisations traditionnelles, syndicales et autres, leur résistance en 1917-1923, ne leur venait pas de leurs activités réformistes au cours de ces années, mais de leur action réformiste d'avant la guerre.

Trotsky écrit à ce sujet des pages lumineuses dans « l'IC après Lénine », lorsqu'il parle du « patriotisme des ouvriers social-démocrates » et autres. C'était là un facteur nullement passif, mais agissant, subjectif, qui devenait une donnée objective de la société bourgeoise et participait de son existence, à sa défense. En dernière analyse, la décomposition de la société bourgeoise mine la base objective de ce « patriotisme ». Mais où se trouve la solution ? Sinon dans le combat pour l'internationale et ses partis ?

Ces rapports ont été à l'origine de nouvelles données qui sont devenues objectives : la défaite des révolutions, autres que la révolution russe, en Europe ; l'isolement de la révolution russe, sa dégénérescence, l'émergence de la bureaucratie de l'URSS, la dégénérescence du parti bolchévique et de la III^e Internationale ; finalement cette couche sociale, dont Trotsky dit qu'elle n'est pas une classe mais qu'elle est quelque chose de plus qu'une bureaucratie, une caste (la Révolution trahie) ; la transformation de l'Internationale communiste et de ses partis en instruments de la bureaucratie stalinienne, nouvel élément objectif, en même temps qu'agissant, donc subjectif, de la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale.

Née de l'Etat ouvrier, mais de sa déformation, de l'action de la contre-révolution bourgeoise, produisant une excroissance petite bourgeoise, combattant le proléta-

riat, le rejetant du pouvoir politique et monopolisant ce pouvoir, la bureaucratie du Kremlin était la pointe de la contre-révolution bourgeoise. Elle réalisait le thermidor soviétique, au sein de l'Etat ouvrier, qui selon Lénine est un Etat bourgeois sans bourgeoisie. Mais, à l'échelle internationale, la bureaucratie, agence bourgeoise au sein de l'Etat bourgeois sans bourgeoisie, et son appareil international, apparaissaient ainsi comme le prolongement de la révolution d'Octobre. Ils jouaient d'autant plus efficacement leur rôle contre-révolutionnaire de défenseurs de l'ordre bourgeois, en Angleterre, Chine, Allemagne, France, Espagne, etc.

La Première Guerre mondiale avait tout laissé en suspens, n'avait rien tranché vraiment dans les rapports entre les classes en Europe, mais aussi dans les rapports inter-impérialistes en Europe et à l'échelle mondiale. L'impérialisme allemand vaincu, grâce à l'intervention des USA, prise à la gorge par la révolution prolétarienne, n'était pas écrasé. La coalition impérialiste victorieuse était elle-même déchirée. L'impérialisme allemand en tirait avantage. L'appui de l'Angleterre et des USA contre la France, la peur de la révolution prolétarienne menaçante en Allemagne, la nécessité d'endiguer la révolution russe, ses propres ressources, lui évitaient d'être démantelé. La social-démocratie et ensuite la bureaucratie stalinienne, dictant sa politique au PCA, conduisaient le prolétariat allemand à l'écrasement. Le nazisme exprimait la virulence sans précédent de l'impérialisme allemand, qui jouait des contradictions anglo-françaises en Europe, des contradictions entre les « démocraties impérialistes » anglaise, française, américaine, et l'URSS, pour reconquérir ses positions perdues, sa place en Europe ; conquérir la première et finalement exclusive place en Europe. N'étaient pas non plus définitivement tranchées les relations Europe/USA.

Cette période que la Première Guerre impérialiste mondiale ouvre, où la révolution prolétarienne commence, se conclut par les plus durs défaites, écrasements, que le prolétariat ait subis : fascisme, émergence et victoire de la bureaucratie du Kremlin en URSS, après la II^e Internationale la III^e Internationale dégénère, devient un instrument du Kremlin et passe du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, finalement destruction pure et simple de ses organisa-

tions. Un commencement de désagrégation sociale du prolétariat se produit au cours de la crise économique mondiale qui éclate en 1929, et qui ne fut réellement résorbée qu'au moment de la préparation à la guerre. En tant que classe en soi le prolétariat mondial s'affaiblissait.

Ce processus n'était cependant pas unilatéral. En URSS, malgré la bureaucratie du Kremlin, le développement des forces productives, et les rapports sociaux de production renforçaient objectivement le prolétariat. La bourgeoisie était politiquement renforcée contre le prolétariat, surtout en Europe, elle n'en était pas moins en pleine décomposition, les acquis de l'humanité étaient remis en cause, le nazisme en était la plus évidente manifestation. Trotsky écrivait :

« Les prémisses objectives de la révolution ne sont pas seulement "mûres", elles ont même commencé à pourrir. »

La Deuxième Guerre mondiale, l'écrasement de l'Europe sous la botte hitlérienne, l'avance jusqu'à Stalingrad et au Caucase des troupes hitlériennes, complétaient l'écrasement du prolétariat européen, mais elle exprimait aussi l'impasse et la décomposition du mode de production capitaliste qui amenait au triomphe de la barbarie mécanisée.

1943 : vague révolutionnaire mondiale

1943 marque un tournant radical de la situation mondiale et des rapports entre les classes en Europe et mondialement. Nous n'en reprendrons pas l'analyse détaillée ici et renverrons aux « notes pour des thèses sur la révolution européenne », nous insisterons seulement sur quelques points. Le retournement de la situation mondiale est dû à l'héroïque résistance des prolétaires et des masses de l'URSS, à l'entrée en guerre des USA.

L'héroïque résistance des masses russes concrétisait la puissance des conquêtes de la révolution d'Octobre, donc des conquêtes du prolétariat mondial réduit à son ultime bastion. C'était encore, malgré la bureaucratie du Kremlin et son action profondément destructrice dans la guerre comme dans la paix, la vitalité de la révolution prolétarienne qui se manifestait.

L'entrée en guerre des USA traduisait la violence des contradictions inter-impérialistes, la violence de la lutte pour la supré-

matie mondiale, l'antagonisme impérialisme US-impérialisme japonais, mais aussi l'antagonisme Europe-USA. L'impérialisme US ne pouvait laisser l'impérialisme allemand écraser l'URSS, contrôler l'Europe, et préparer à une autre étape l'affrontement pour la suprématie mondiale, d'autant que la crise de 1929, la rechute de 1938, au-delà du besoin pressant de s'engager pour la résoudre dans l'économie d'armement, l'économie de guerre, la guerre, dictaient impérieusement une politique expansionniste mondiale, d'exportation massive de capitaux et de marchandises.

La doctrine de Monroe, et ses derniers sursauts pendant l'entre-deux guerres, qui n'était pas le repli sur les USA, mais, l'Amérique aux Américains, c'est-à-dire les deux Amériques sous le contrôle des USA, ne suffisait définitivement plus.

La conjonction de la lutte héroïque des masses ouvrières et paysannes de l'URSS, la mobilisation des ressources de l'économie planifiée a permis l'entrée en guerre des USA, ont vaincu l'impérialisme allemand, et l'impérialisme japonais. Mais en occupant l'Europe, l'impérialisme allemand avait porté des coups dévastateurs aux vieilles structures sociales et politiques de ces pays, allant parfois jusqu'à l'expropriation de couches décisives des bourgeoisies autochtones, à la destruction totale des appareils d'Etat, auxquels il substituait purement et simplement son administration. Dans tous les cas les classes bourgeoises étaient éprouvées et affaiblies et les appareils d'Etat fissurés, disloqués. L'effondrement de l'impérialisme allemand entraînait automatiquement une dislocation sociale et politique de l'Europe bourgeoise, parfois un vide politique total, et laissait des classes dominantes tellement éprouvées qu'elles n'avaient plus de consistance dans certains pays.

Autre facteur mais non le moindre : c'est sous les coups directs de l'armée de l'URSS, à Stalingrad, que la machine militaire allemande commençait à craquer. Bien que les Américains et les Anglais aient débarqué en Afrique du Nord, et ensuite en Italie, aux yeux des masses, l'armée de l'URSS était l'artisan principal qui, au prix d'immenses sacrifices, les délivrait du fascisme, du nazisme. Nazisme, fascisme se confondaient plus ou moins avec capital ; l'armée russe c'était l'armée rouge, la révolution d'Octobre.

Ainsi, bien que de façon inégale de pays à pays, se créait une situation de dislocation du régime capitaliste, de vides politiques béants, la classe ouvrière et derrière elle les masses exploitées non seulement reconquerraient les bastions perdus, mais mettaient en cause la bourgeoisie, ses Etats ou ce qu'il en restait. La montée révolutionnaire s'est d'abord, dès 1943, concrétisée en Italie, en Yougoslavie, mais elle s'est étendue à tous les pays d'Europe que la guerre avait bouleversés. En Europe de l'Est notamment, là où l'armée de l'URSS pénétrait, des pans entiers du système capitaliste s'effondraient, se décomposaient.

L'Europe partagée en deux zones d'occupation, l'Allemagne également partagée en zones d'occupation, la substitution le plus rapidement possible de l'administration militaire des Américains, des Anglais, de la bureaucratie du Kremlin à celle de l'armée allemande, du nazisme, ont été les mesures les plus directes et rapides pour éviter le déferlement de la révolution prolétarienne en Europe, et cela dans les pays capitalistes les plus évolués, l'Allemagne en particulier. L'action politique des partis social-démocrates, mais principalement des PC agents de la bureaucratie du Kremlin, se conjugait à l'action directe de l'impérialisme US, secondé par l'impérialisme anglais et de la bureaucratie du Kremlin dans les principaux pays d'Europe.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ensemble des relations entre les classes, des relations politiques, n'apparaissent pas avec la pureté quasi classique que les relations sociales et politiques avaient prises à la fin et au lendemain de la Première Guerre mondiale, alors que la situation révolutionnaire en Europe donnait naissance à la révolution russe, aux révolutions allemande, hongroise, etc., aux crises révolutionnaires en Italie, et en d'autres pays, au-delà, à la révolution chinoise, etc., enfin au cours général de la lutte des classes, alors que le parti bolchévique existait.

Des circonstances exceptionnelles

Revenons à la fameuse phrase du Programme de Transition. En 1938 on n'en voit pas l'application. Trotsky, pas plus que quiconque, ne voit d'application pratique à cette phrase en 1938. Le Programme dit « combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances » ... « variante peu vraisemblable », mais c'est « une possibilité

théorique ». Pourquoi ? Incontestablement, pour Trotsky, la seconde guerre impérialiste est inévitable en 1938 au moment où le programme de transition est élaboré. Non moins incontestablement la perspective de Trotsky est que la guerre donnera naissance à une situation révolutionnaire sans précédent, à une nouvelle poussée de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde. Le programme de transition, tirant les enseignements de la première période des guerres et des révolutions analysée scientifiquement en utilisant la méthode de Marx et les acquis du marxisme, donne l'expression consciente du mouvement de la révolution prolétarienne, sous la forme d'un instrument de combat pour la construction de la IV^e Internationale. Il ne peut, et n'a pas à prévoir, ce que révélera une situation concrète fatalement plus complexe que toute perspective. Toutefois, il inclut la « possibilité théorique... » etc. » qui ne contredit pas le programme, mais au contraire que sa méthode inclut.

Déjà à la fin 1939, début 1940, dans « Défense du marxisme », polémiquant contre Shachtman et Burnham, Trotsky, partant de l'intervention militaire de l'armée de l'URSS en Finlande et en Pologne, donne à l'hypothèse théorique une première application : tout en pratiquant globalement une politique contre-révolutionnaire à l'échelle de l'Europe et du monde, le Kremlin ne peut occuper durablement une partie de la Finlande et de la Pologne sans y étendre les rapports de production qui existent en URSS, faire appel à une mobilisation contrôlée et ultérieurement réprimée, des masses, pour exproprier la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers.

La guerre en Europe et en Asie va précipiter ce que la première guerre impérialiste avait entamé : la dislocation du régime capitaliste et du système impérialiste mondial, la décomposition de secteurs entiers de la bourgeoisie, la ruine plus ou moins accentuée des appareils d'Etat européens, de cette Europe berceau du régime capitaliste et du système impérialiste mondial. La survie du capitalisme, des Etats bourgeois européens, des milieux impérialistes, dépend étroitement de l'impérialisme américain.

Une nouvelle situation révolutionnaire se noue en Europe et une vague révolutionnaire déferle. En outre, les rapports sociaux de production de l'URSS victorieuse sont antagonistes et exercent un effet

destructeur du mode de production capitaliste. L'URSS exerce une force attractive sur les prolétariats européens à la mesure de sa victoire sur l'hitlérisme. Les effets sont contradictoires ; c'est une puissante impulsion objective à l'action révolutionnaire des masses, mais la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international atteint son maximum. La nature de la bureaucratie du Kremlin n'a pas changé, elle est toujours, et peut-être de façon plus accentuée, conforme à la définition que Trotsky en donnait dans « La Révolution trahie ».

Elle est un obstacle objectif, mais agissant, une force contre-révolutionnaire active d'autant plus efficace que son influence politique sur la classe ouvrière est grande. Dès 1943 elle s'emploie à bloquer, et à tout le moins à déformer, la montée révolutionnaire en Europe, à sauver le système capitaliste, les impérialismes européens en faillite, à reconstruire les Etats bourgeois délabrés, disloqués, en ruines. Elle collabore sur ce plan avec l'impérialisme américain. Y compris dans les pays de l'Europe de l'Est qu'elle occupe, elle tente, en un premier temps, de remettre debout la façade bourgeoise et les rapports sociaux et politiques bourgeois.

Bientôt, la guerre froide aidant, elle y renoncera et alignera les rapports de production de ces pays sur ceux de l'URSS, bien qu'en leur imposant des déformations encore plus brutales, en pillant ces pays, en restaurant une spoliation et une oppression nationales, à la mesure de son caractère réactionnaire. Enfin, les rapports politiques au sein de la classe ouvrière ne dégagent rien de comparable au parti bolchevique et à la III^e Internationale. Si importante (et cela le fut) qu'ait été la proclamation de la IV^e Internationale en 1938, sa reconstitution en 1943, elle n'a aucune prise effective sur la majorité du prolétariat et regroupe seulement une minorité d'avant-garde.

Ainsi se noue une combinaison de circonstances vraiment exceptionnelles. Trotsky précisait : « (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses) ». La guerre balaye l'Europe et l'Asie. La défaite frappe au cœur toutes les vieilles puissances impérialistes d'Europe, tour à tour la France, l'Angleterre dans une large mesure, la Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne, les bourgeoisies secondaires d'Europe, le Japon, subissent d'écrasantes défaites. Seuls des

puissances impérialistes les USA sont vraiment victorieux. Toutes les bourgeoisies en Europe et en Asie font faillite. L'offensive révolutionnaire des masses secoue l'Europe. En Europe de l'Est, en Chine, des pans entiers du système impérialiste s'effondrent. Trotsky ne pouvait prévoir à quel point l'impérialisme pourrirait et se désagrégerait. Il ne pouvait pas plus prévoir les rapports politiques au sein du prolétariat et des masses. Mais il prévoyait que l'impérialisme se désagrégeant, l'action révolutionnaire des masses s'amplifiant, la révolution prolétarienne menaçant, « des partis petits bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'il ne le voulaient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie », afin justement de l'endiguer. Loin de contredire à la nature prolétarienne de la révolution, loin de mettre en cause son unité mondiale dans le temps et dans l'espace, c'est une démonstration de son unité, de son actualité, de sa puissance.

C'est ainsi qu'en Yougoslavie, de façon très déformée, sous la direction du PCY, en rupture avec Moscou, une révolution prolétarienne a eu lieu empruntant la forme d'une guerre révolutionnaire. En Chine, la décomposition de la société et du régime de Tchang Kaï Chek n'a laissé d'autre alternative au PCC que d'aller de l'avant et non d'entrer dans le gouvernement de Tchang ainsi que le voulait Moscou, c'est-à-dire d'agir indépendamment et contre le Kremlin, et de poursuivre jusqu'à son terme la guerre révolutionnaire. La rupture des relations, donc de la subordination immédiate et directe de ces PC à Moscou, due aux conditions de la guerre, a été une condition nécessaire, bien que non suffisante, de l'action du PCY et du PCC.

Une remarque s'impose tout de suite. Alors que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international sont au sommet de leur puissance politique, qu'il semble que l'unité de l'appareil international est indestructible, les conditions de la guerre, la décomposition de secteurs entiers du système impérialiste, la vague révolutionnaire de la fin de la guerre, produisent des cassures, qui n'apparaîtront au grand jour qu'ultérieurement (en 1949, rupture entre Belgrade et Moscou, 1960 rupture entre Moscou et Pékin).

Il faut ajouter la terrible répression entre 1949-1953 que Staline déclenche et poursuit contre une partie de l'appareil stalinien lui-même et dont sont victimes

les membres les plus éminents des PC des pays d'Europe de l'Est placés sous le contrôle du Kremlin. Déjà on peut saisir combien la montée de la révolution, l'extension des rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre est contradictoire à la nature de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international.

La politique de Staline 1947-1953

La coopération contre-révolutionnaire, principalement bureaucratie du Kremlin-impérialisme américain, n'a pas permis d'éviter au système impérialiste mondial d'être profondément entamé, mais la conjonction de l'action politique du Kremlin et de Washington, le soutien économique massif de l'impérialisme US aux bourgeoisies décadentes de l'Europe, ont permis de les sauver du désastre, de reconstruire leur économie, de colmater ou de reconstruire les Etats bourgeois des vieilles puissances impérialistes, et de restructurer le système impérialiste.

Dans le cours même de cette stabilisation ainsi que le spécifient les thèses du 17^e Congrès, l'ancien semblait revivre, et dans une certaine mesure se survivait dans le nouveau qui était loin d'être pleinement dégagé. Alors même que l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin collaboraient étroitement pour endiguer la vague révolutionnaire née de la guerre, la contenir et limiter ses conséquences, sinon la refouler, l'impérialisme américain mettait en place le dispositif de la guerre froide, c'est-à-dire de la pression maximum sur la bureaucratie du Kremlin en vue de rouvrir l'Europe de l'Est, l'URSS, à la pénétration du capital, avec en perspective éventuellement la guerre.

Le maintien des restes des anciennes classes dominantes, des anciens rapports de production et des façades politiques bourgeoises, était incompatible avec la main-mise du Kremlin sur les pays de l'Europe de l'Est.

Ayant, de plus, à faire face à la pression croissante de l'impérialisme américain, le Kremlin achève, en utilisant les moyens militaires et policiers, la Guépéou, et les appareils locaux des PC, l'expropriation du capital et la subordination politique de ces pays. Les thèses du 17^e Congrès précisent :

« La nécessité de résister à la pression de l'impérialisme mondial contraint la bureaucratie stalinienne

à opérer le renversement complet de la bourgeoisie et du cadre bourgeois des relations qu'elle aurait désiré préserver en Hongrie, en Tchécoslovaquie et dans les pays de l'Est, tandis que la Chine de Tchang Kaï Chek s'effondre malgré l'appui que lui apporte Staline. C'est ainsi que l'équilibre mondial qui, en 1944-1945 cherchait, sur une nouvelle base, à se rétablir dans les termes du passé, est définitivement rompu. Ce qui ne signifie pas que toutes les bases de cet équilibre vont d'un coup, disparaître. L'Histoire ne procède jamais ainsi. C'est toujours au sein même des formations sociales, politiques et économiques dépassées, mais qui continuent à se survivre, que les nouvelles tendances prennent forme, qui intègrent nécessairement tous les éléments de l'ancien contenu qui tendent eux-mêmes à se reformer, dans un contenu nouveau ; mais nouveau contenu et nouvelles formes ne peuvent arriver à maturité que sur la ligne d'une brusque rupture, laquelle est préparée par l'accumulation de processus moléculaires. C'est dans les années qui vont de la fin de la guerre de 1947-1953, que Staline épuise toutes les ressources par lesquelles il cherche à retourner au statu quo des années d'avant-guerre. »

Staline utilise à fond l'appareil international du stalinisme. En même temps qu'il jette l'anathème contre Tito, le PCY tente de subordonner la Yougoslavie, déclenche une violente campagne politique contre « le fasciste Tito », il utilise les PC d'Europe, notamment le PCF et le PCI, pour engager d'importants secteurs de la classe ouvrière en de grands et quelquefois violents mouvements. Il tente d'exercer une pression maximum sur les bourgeoisies et les Etats bourgeois, que les PC ont contribué à remettre en selle et à reconstruire, afin de les dissuader de participer à l'Alliance Atlantique, à la guerre froide. En fait, il s'agit, en jouant sur la faiblesse de certaines bourgeoisies européennes sans les renverser, de contraindre l'impérialisme américain à reculer et à desserrer son étreinte, de consentir un compromis.

En outre cette politique, au nom de la guerre menaçante, « justifie » une politique de plus en plus répressive en URSS et en Europe de l'Est, le retour au pur arbitraire, à la pure violence stalinienne.

Staline n'hésite pas à provoquer la guerre de Corée, l'intervention américaine qui menace directement la Chine, et oblige le nouveau régime, à peine en place, à s'engager dans une guerre dangereuse et en tous cas extrêmement coûteuse et lourde à supporter. Cela suffit à démontrer qu'il ne s'agit surtout pas de porter de nouveaux coups au régime capitaliste, au système impérialiste mondial. Mais cette politique stalinienne ne fait, finalement, que nourrir la « guerre froide », que « justifier » l'Alliance Atlantique, le réarmement américain, et jusqu'aux scissions syndicales.

La pression que la guerre froide exercera contribuera à la naissance du pablistisme et à la capitulation devant lui de la direction de la IV^e Internationale. Pablo en conclura que : le monde n'est plus divisé en classes mais en blocs ; que contraintes et forcées au cours de la guerre « inévitable dans les deux à trois ans », qui serait aussi la révolution, de la révolution qui serait aussi la guerre, les bureaucraties parasitaires liquideraient le mode de production capitaliste ; il élaborait la « théorie » des siècles de transition au cours desquels existerait une bureaucratie qui se substituerait au prolétariat qui de parasitaire deviendrait nécessaire et serait donc une nouvelle classe.

Or, justement la remontée de la classe ouvrière, à partir de 1943, l'effondrement de secteurs entiers du système impérialiste, l'expropriation du capital en Europe de l'Est, la révolution yougoslave, la révolution chinoise, la conquête des positions perdues et la conquête de nouvelles positions par les prolétariats occidentaux, préparaient 1953, bien qu'en un premier temps la bureaucratie du Kremlin et son appareil international au maximum de leur puissance semblaient contrôler tout ce mouvement, être plus monolithiques que jamais et renforcés ; de même qu'il semblait que le système impérialiste mondial, que l'impérialisme américain (avec la coopération politique des bureaucraties des partis ouvriers et des syndicats, et de l'appareil international du Kremlin qui reconstruisait, entraînait, soutenait à bout de bras, vivait une nouvelle jeunesse ; que les vieilles puissances impérialistes d'Europe et ultérieurement le Japon retrouvaient vie et santé. En fait, l'impérialisme américain emmagasinait l'ensemble des contradictions du capitalisme pourrissant sans régénérer pour autant les vieilles puissances impérialistes.

La bureaucratie du Kremlin et son appareil international auront à affronter ouvertement la révolution en Europe de l'Est, et à jouer plus ouvertement que jamais leur rôle contre-révolutionnaire en Europe et dans le monde.

1953 : révolutions sociale et politique conjointement à l'ordre du jour

Toujours ainsi que le disent les thèses ce sont les lignes de force qui se dégagent, qui s'affirment. A partir de 1953, et dans les années qui suivent, aucun doute n'est possible : révolution sociale et révolution politique sont étroitement imbriquées, elles sont des parties indissociables de la poursuite de la révolution prolétarienne mondiale. Conquête du pouvoir par le prolétariat des pays capitalistes, conquête du pouvoir par le prolétariat d'Europe de l'Est, reconquête du pouvoir par le prolétariat de l'URSS, forment un processus unique et différencié.

C'est un aspect de la loi du développement inégal et combiné, mais qui tend à se resserrer, à se condenser dans le temps. Mais, il est utile de le rappeler, la révolution politique ne mûrit pas seulement en Europe de l'Est et en URSS : la période des cent fleurs en 1957 en Chine, verra se manifester cette tendance, et elle se manifestera pendant la « révolution culturelle ».

La véritable disposition des forces de classes s'affirme de plus en plus au grand jour. De là ne découle pas que les rapports mondiaux, et les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes sont d'une belle simplicité, de là ne découle pas plus que du même coup les anciennes tendances ont disparu.

Après avoir considéré que, contraintes et forcées, les bureaucraties parasitaires régleraient son compte au capitalisme et à l'impérialisme au cours de la « révolution-guerre, guerre-révolution », les pablistes vont estimer que sous la direction de la bureaucratie du Kremlin l'économie de l'URSS et de l'Europe de l'Est va rattraper et dépasser celle des pays capitalistes européens et celle des USA. Il a suffi du premier sputnik et du premier vol dans l'espace que réalise Gagarine pour que pablistes et petits bourgeois de tous horizons concluent à la supériorité technique de l'URSS sur les USA.

Il suffit que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites tentent d'in-

tégrer leurs économies à la division internationale et au marché mondial selon leur méthode, esquissent et engagent des réformes économiques plus ou moins profondes pour qu'ils concluent que l'URSS se prépare à envahir et à dominer le marché mondial. Ils n'en remettent pas moins en cause l'analyse de Lénine sur l'impérialisme stade suprême du capitalisme, du capitalisme pourrissant.

De la reconstitution d'une division internationale du travail et du marché mondial, sous l'égide et l'impulsion de l'impérialisme américain, d'une relance de l'accumulation impérialiste, d'un développement considérable des moyens de production, ils conclueront à un gigantesque développement des forces productives, au «néo-capitalisme» qui ne «connaîtra plus de crise du type de celle de 1929», mais de simples «récessions».

Ils verront même le rapport de force économique se renverser en faveur de l'Europe capitaliste au sein du système «néo-capitaliste», se constituer un capitalisme européen à partir de la Communauté Economique Européenne auquel il ne manque plus qu'un Etat (néo-bourgeois) commun. Plus question de «révolution-guerre, guerre-révolution». La lutte des classes n'existe plus vraiment sous sa forme classique dans les pays capitalistes avancés. Le terrain est labouré où la semence féconde des «nouvelles avant-gardes» germera, prendra racine, et produira de riches moissons. La lutte des classes n'existe d'ailleurs pas plus en URSS, dans les pays de l'Europe, de l'Est, en Chine, puisque, c'est bien connu, il n'y a pas dans ces pays de classes, mais une bureaucratie à la nature «sociale contradictoire», que la démocratisation et le développement des forces productives résorberont progressivement.

Tout juste faut-il être en garde contre le retour en force des bourgeois et petits-bourgeois qui, ainsi que cela fut le cas en juin 1953, en Allemagne de l'Est, en Hongrie en novembre 1956, ont mélangé leurs flots bourbeux et restaurationnistes à l'eau pure de la démocratisation que Gomulka instaurait en Pologne en cette même année 1956.

Dès lors, s'«explique» l'intervention des troupes «soviétiques» que le Kremlin «alarmé des menaces restaurationnistes» décida. A vrai dire, la lutte des classes est réfugiée dans les pays économiquement arriérés, le «tiers monde», la «zone des tempêtes». Encore n'est-ce

pas la lutte des classes classique : elle oppose, sauf une poignée d'agents de l'impérialisme (du néo-capitalisme faudrait-il dire), ces pays, que les «Etats ouvriers» appuient, aux pays «néo-capitalistes». Mais, fort heureusement, se produisent de prodigieuses mutations : à la suite de la révolution cubaine, Castro devient un marxiste naturel ; Ho Chi Minh et le PCV des tenants de la révolution permanente ; au reste, dans tous ces pays se déroule un «processus de révolution permanente», naturel lui aussi, qui tend à transformer les dirigeants bourgeois ou petits-bourgeois plus ou moins nationalistes, en féroces combattants anti-impérialistes, bien que l'impérialisme soit devenu le «néo-capitalisme», en dirigeants socialistes ; aux méthodes périmées de la lutte des classes se substituent celle de «la lutte armée» et de préférence du «foquisme», voir du terrorisme.

La décomposition du système impérialiste se poursuit

Toute cette quincaille petite-bourgeoise et éclectique a néanmoins une fonction politique qui lui confère son unité : la lutte contre le marxisme, le programme de la IV^e Internationale, au nom du trotskysme et de la IV^e Internationale. Elle se nourrit d'une situation de transition qui s'étend de 1958 à 1968.

L'écrasement de la révolution hongroise, et la venue au pouvoir de de Gaulle, impriment un recul au prolétariat d'Europe, que l'impérialisme mondial tente de mettre à profit. Mais, fondamentalement, les mêmes tendances sont à l'œuvre. Le puissant élan que donne l'économie d'armement, permet une importante accumulation du capital, une importance croissante des moyens de production, la constitution du marché commun, de considérables investissements et mouvements de capitaux. Une énorme inflation de crédits se greffe sur l'économie d'armement, et accentue ce mouvement. Tout fléchissement est rapidement surmonté grâce à l'utilisation renforcée des mêmes moyens. Les Etats bourgeois entretiennent ce prodigieux parasitisme. La dépréciation des monnaies se manifeste dans la hausse générale des prix ainsi qu'un phénomène récurrent, malgré le prix officiel de l'or et une hausse bien inférieure à celle des autres prix de ceux des matières premières. Une

masse énorme de capitaux fictifs s'accumule. Les déséquilibres économiques s'accroissent en pays économiquement arriérés et métropoles impérialistes, entre grandes puissances capitalistes : ainsi les capitaux américains couvrent les deux Amériques, contrôlent le Moyen-Orient, s'investissent de plus en plus massivement au Japon et en Europe sautant allègrement les barrières du Marché Commun. C'est à cette époque que se crée le marché des « euro-dollars ». En conséquence, la tendance à la putréfaction du capitalisme s'affirme et non le développement « tumultueux des forces productives ». Le volant d'entraînement de tout le système est un parasitisme constamment renforcé.

Des parties entières du système impérialiste mondial, les extrémités, continuent à se décomposer ouvertement, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine.

Au cœur du système, les USA, ce sont les fondements, les fondations, qui pourrissent, les organes vitaux que gagne la gangrène ; quant aux vieilles puissances européennes elles continuent à respirer au rythme des USA ; le cœur qui impulse le sang qui les irrigue est américain, et elles sont à la merci de ses défaillances. Les rapports entre les bureaucraties parasitaires, l'économie de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est ont été évoquées plus haut, il n'est pas nécessaire d'y revenir.

Le système impérialiste mondial n'a pas surmonté sa crise, la bureaucratie du Kremlin non plus. C'est le moment où s'affirme « la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ». Par rapport à la classe ouvrière, en Europe, l'impérialisme a repris l'initiative, mais de façon très relative : rien à voir avec les défaites et les écrasements des prolétariats d'Europe et du prolétariat chinois au cours des années 20 et 30.

De grandes luttes de classe éclatent en Europe. L'unité politique de l'impérialisme mondial est plus que jamais fragile. De Gaulle appuiera inconditionnellement les USA au moment de la crise des fusées de Cuba contre la bureaucratie du Kremlin. Il ne tentera pas moins de défendre les intérêts spécifiques de l'impérialisme français. Mais son discours de Phnom Penh sera, au nom des bourgeoisies européennes, de certaines couches de la bourgeoisie US aussi, un avertissement à l'impérialisme US : il ne faut pas accentuer la pression jusqu'à faire éclater la

bureaucratie du Kremlin et celle de Chine ; l'Europe capitaliste est fragile, elle est contre une guerre au cours de laquelle elle ne peut que sombrer ; les USA n'ont pas les moyens politiques d'une guerre contre la Chine ; au total, le système impérialiste n'est pas homogène, une trop grande tension le disloquerait.

L'effondrement du dictateur Batista, la marche et l'accès au pouvoir de Castro à Cuba, l'approfondissement du cours de la révolution et l'expropriation de l'impérialisme viennent démontrer que d'autres sections du système impérialiste peuvent s'effondrer, que c'est possible en d'autres pays d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie. De Gaulle évitera cet écueil en Algérie, en Afrique du Nord, en Afrique Noire, en traitant avec les équipes bourgeoises et en concédant le pouvoir politique. La faiblesse de l'impérialisme mondial continuera à se manifester, en même temps que les entraves à l'action indépendante du prolétariat, dans ce jeu d'équilibre que pratiquent ces équipes petites bourgeoises des pays économiquement sous la dépendance de l'impérialisme, accèdent à l'indépendance politique. De Gaulle a essayé de défendre les intérêts particuliers de l'impérialisme français, d'agir en utilisant comme moyen politique l'ombre des anciennes positions mondiales de l'impérialisme français.

Sa politique mélangeait les rêves de grandeur à un froid réalisme. Il intégrait plus profondément le capitalisme français aux marchés et aux divisions du travail européens et mondiaux. Tandis qu'en Allemagne de l'Ouest, en Angleterre la bourgeoisie tentait de reprendre l'initiative contre les prolétariats de ces pays, De Gaulle tentait de réduire à rien « les partis », d'intégrer les syndicats à l'Etat, c'est-à-dire de les transformer en appendices de l'appareil d'Etat, donc de les détruire. De Gaulle était la pointe avancée de la tentative des bourgeoisies européennes de détruire les positions que les prolétariats de ces pays avaient reconquises, conquises, ou renforcées à la fin de la guerre. Parallèlement l'impérialisme américain fomentait des coups d'Etat en Indonésie, en Grèce, en Amérique Latine, en Afrique, se lançait dans la guerre au Vietnam et la préparation de la guerre contre la Chine.

De Gaulle a échoué. L'impérialisme US a dû modifier sa politique. 1968 a été l'année de clivage entre deux périodes. Depuis, la fragilité des rapports politi-

ques au sein du système impérialiste, la poursuite de son pourrissement, la crise conjointe de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties parasitaires, se sont accentuées. La crise sociale, économique, politique, atteint tous les continents, sinon tous les pays, et non seulement l'Europe, mais elle atteint un point de concentration très élevé dans ce continent décisif du point de vue de la lutte des classes.

Crise du système impérialiste dans son ensemble, crise politique des bourgeoisies, inadéquation de leur système politique de domination de classe, crise économique qui s'avance, contradictions inter-impérialistes croissantes, effondrement de nouveaux secteurs du système impérialiste, rejoignent et nourrissent la crise de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, celle des bureaucraties satellites, et celle moins voyante mais non moins réelle de la bureaucratie chinoise.

Tous ces éléments qui constituent la crise générale conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, évidemment expriment la faillite des rapports sociaux et politiques bourgeois, le caractère parasitaire de la bureaucratie du Kremlin fondamentalement contradictoires aux rapports de production nés de la révolution d'Octobre, lesquels exigent la poursuite de la révolution mondiale. Mais cette crise générale est d'autant plus irréversible, insoluble, et explosive, que le capital et la bureaucratie du Kremlin doivent, faute de les pouvoir détruire, encaisser les conquêtes de la classe ouvrière et des masses exploitées, et sont confrontés à la densité et à la puissance inégalée dans le passé de la classe ouvrière, du prolétariat.

En d'autres termes, les nouveaux développements de la révolution mondiale, les pas que, depuis 1943, le prolétariat a fait sur la voie de la révolution, bien que cette marche ne soit pas rectiligne, ni toujours directe, reste entravée. Est-ce la poussée directe des masses qui provoquera un saut qualitatif de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, la dislocation du système impérialiste, la crise économique générale ? Sont-ce ces données qui pousseront les masses en avant ? Est-ce plutôt la combinaison et l'interaction de la poussée des masses et de ces facteurs ? Le décisif est de comprendre que la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, intervenant sur les rapports entre les classes, en même temps

qu'elle en est l'expression, compte tenu des rapports politiques entre les classes, compte tenu de la densité et de la puissance du prolétariat, de l'ouverture de la révolution en Europe, ne peut que donner un formidable élan à la révolution prolétarienne mondiale qui a commencé en 1917 en Russie.

La cristallisation de la bureaucratie du Kremlin, la transformation de la III^e Internationale en appareil international du Kremlin, n'ont pu empêcher la vague révolutionnaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, elles n'ont pu empêcher le processus de pourrissement en profondeur de l'impérialisme mondial. En ce sens les lois de la lutte des classes étaient plus fortes que tous les appareils bureaucratiques.

L'action politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international se conjuguant à celle des partis sociaux-démocrates et des appareils bureaucratiques des syndicats, déformait et déviait la lutte de classe du prolétariat.

Elle contenait la révolution en Europe à la fin de la guerre, divisait politiquement le prolétariat européen et allemand en deux, empêchait que se construise l'Internationale et les partis révolutionnaires, prolongeait l'agonie du capital en Europe, déformait et dénaturait la lutte anti-impérialiste des masses et des prolétariats des pays économiquement arriérés, donnait la possibilité aux bourgeoisies et petites bourgeoisies de ces pays de jouer un rôle politique dépassant leurs capacités historiques. C'est bien là une « combinaison historique exceptionnelle de circonstances » dont le programme de transition prévoyait la possibilité théorique. Mais saisir ce mouvement exige qu'on le situe en lui donnant son ampleur historique et mondiale, et non seulement à l'échelle de tel ou tel pays, de tel secteur ou tel secteur, bien qu'il soit tout aussi indispensable d'analyser les données et la forme spécifique du processus historique dans chaque pays.

Limites de la « rupture avec la bourgeoisie »

Tout alors s'éclaircit et confirme la méthode et le contenu du programme de transition. Il s'agit de moments d'un processus historique déjà engagé, en cours, et inachevé. Plus encore, non encore tranché, si avancé soit-il.

Que dit cette phrase du programme de transition ? : « ... Des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Plus loin qu'ils ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie ; si loin qu'il aillent, ils n'iront jamais jusqu'au bout. Le bout c'est quoi ? La réalisation de la dictature du prolétariat, la révolution prolétarienne mondiale victorieuse en ces secteurs décisifs que sont les métropoles impérialistes. Aussi bien en Chine, qu'au Vietnam, sans parler des bureaucraties satellites et de la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties en place n'ont pas rompu avec le système impérialiste mondial, au contraire, elles le défendent. Elles font obstacle dans leur pays à l'accès au pouvoir du prolétariat, combattent féroceement tout ce qui peut conduire à la dictature du prolétariat.

En Chine, au Vietnam aujourd'hui, les bureaucrates qui ont pris le pouvoir combattent féroceement contre la venue au pouvoir politique de la classe ouvrière. Elles ont un souci commun : trouver les bases qui leur permettent de pratiquer « la coexistence pacifique ». La coexistence pacifique c'est une politique prolongeant la « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Elle signifie l'opposition la plus résolue à la révolution victorieuse dans les centres impérialistes notamment. Elle recherche les bases d'accord qui ne peuvent provenir que de la lutte contre le prolétariat mondial, y compris contre le prolétariat des pays des bureaucraties considérées qu'il s'agit d'empêcher d'accéder au pouvoir. Le monopole du pouvoir politique est inséparable du maintien des privilèges de ces bureaucraties, si minces que ces privilèges apparaissent. Leur nature petite-bourgeoise implique ce combat.

Castro, et son équipe petite-bourgeoise, ont également été plus loin qu'ils ne voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, bien qu'il existe des différences très importantes entre eux et le PCC ou le PCV. Le PCC et le PCV sont des partis nés de la III^e Internationale, des partis ouvriers au sens général du terme.

En Chine et au Vietnam les structures politiques bourgeoises, les Etats et gouvernements compradors de l'impérialisme se sont volatilisés. A Cuba le parti et l'équipe dirigeante sont au sens strict du

terme petits-bourgeois. L'équipe de Batista a été balayée mais les structures de l'Etat bourgeois ne se sont pas volatilisées.

Le conflit que l'impérialisme américain a ouvert a obligé Castro à faire appel à une mobilisation contrôlée des masses, à disloquer l'Etat, à chevaucher le mouvement des masses, à exproprier la propriété impérialiste et les bourgeois autochtones liés à l'impérialisme. C'est ainsi que le gouvernement Castro peut être considéré comme un gouvernement ouvrier et paysan au sens indiqué dans cette partie du programme de transition. Mais il n'y a pas à Cuba d'Etat ouvrier bureaucratique comme en Chine ou au Vietnam. On pourrait beaucoup plus justement parler d'un Etat bourgeois, dans ses origines, considérablement déformé. D'autre part l'économie de Cuba reste commandée par la réalisation de la plus-value qui est cristallisée dans la production du sucre sur le marché mondial ; que ce soit l'URSS qui achète la plus grande partie de la production ne change rien à ce fait.

La jonction avec l'impérialisme US peut se réaliser beaucoup plus directement encore à Cuba qu'en Chine ou au Vietnam. Depuis déjà bien des années la politique de Castro soutient, au cours de toutes les luttes de classe importantes, l'impérialisme et aussi la bureaucratie du Kremlin, contre les masses : soutien de De Gaulle en mai-juin 1968, soutien au Kremlin contre le peuple et le prolétariat tchécoslovaque, foquisme en Amérique Latine, du gouvernement militaire Velasco au Pérou, du gouvernement de Front Populaire au Chili, etc. Visiblement, actuellement Castro tente de renouer des liens politiques et économiques directs avec les USA. Il voudrait toutefois que ceux-ci ne remettent plus en cause son régime.

Bureaucraties parasitaires, ou couches d'origine directement petite bourgeoise, elles sont amenées à entrer en conflit ouvert avec le prolétariat de leur pays, à s'appuyer sur l'impérialisme et à appuyer inconsciemment contre le prolétariat des secteurs décisifs de la lutte des classes mondiale.

En conséquence, et l'exemple de la bureaucratie yougoslave est probant, à remettre en cause y compris l'acquis prolétarien, les rapports de production, en Chine et au Vietnam, l'expropriation du capital étranger et national à Cuba. Pourtant, et ici aussi l'exemple de la Yougoslavie est significatif, aller jusqu'au bout

exige une véritable guerre civile contre-révolutionnaire, et l'explosion de la bureaucratie petite-bourgeoise dirigeante. Ce sont là des caractéristiques communes à ces bureaucraties, à celle du Kremlin, à celles directement satellites du Kremlin. C'est que malgré les ruptures et les conflits un lien commun unit à la bureaucratie du Kremlin, toutes les autres bureaucraties au pouvoir.

La bureaucratie du Kremlin, pierre angulaire des bureaucraties parasites

Les bureaucraties chinoise, yougoslave, du Vietnam, l'équipe petite-bourgeoise de Castro, sont distinctes les unes des autres, elles ne sont pas identifiables à la bureaucratie du Kremlin. On le sait, le PCY et le PCC ont accédé au pouvoir en contradiction avec la politique du Kremlin. Des circonstances nées de la guerre ont permis à ces partis de couper le lien de dépendance directe, celui de la Guépéou. De violents conflits les opposent, chacun développant sa propre « coexistence pacifique ». Le PCV a également acquis son indépendance politique vis-à-vis du Kremlin et n'est pas soumis au PCC. Chacune de ces bureaucraties s'appuie sur son propre appareil d'Etat qui lui garantit ses privilèges dont les sources sont les rapports de production de son pays.

Le PCC, le PCY, le PCV ou le parti cubain, ne sont donc pas des partis staliens au sens rigoureux du terme, qui signifie subordination, instrument du Kremlin, parti de l'appareil international de la bureaucratie parasite et contre-révolutionnaire de l'URSS, placé sous le contrôle du GPU, dirigé et sélectionné par lui. Ils ont leur indépendance politique. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'utilisent pas les mêmes méthodes, les méthodes « staliennes ».

Pourtant ils restent historiquement dépendants du Kremlin, de la bureaucratie de l'URSS. C'est le rôle, l'action politique du Kremlin sur la lutte des classes mondiale qui est à l'origine des développements déformés de la révolution prolétarienne, qui a sauvé les centres impérialistes européens, dévoyé le mouvement ouvrier, empêché que se construise l'Internationale et les partis révolutionnaires.

C'est de l'Internationale communiste dégénérée que sont nés ces partis. De

même que ce sont ces conditions historiques qui ont conditionné le rôle que Castro a joué et la place qu'il occupe. La chute et la bureaucratie du Kremlin, son élimination sous l'action du prolétariat de l'Europe de l'Est et de l'URSS détruira tout cet équilibre. Ces bureaucraties seront irrémédiablement condamnées quand la révolution politique sera victorieuse en Europe de l'Est et en URSS, bien que la révolution politique dans leur propre pays puisse les balayer avant celle de l'URSS. La révolution sociale en Europe de l'Ouest change tous les rapports mondiaux. Elle entraîne, si celle-ci ne l'accompagne ou ne la précède, la révolution politique en Europe de l'Est, en URSS, en Chine, etc.

Il importe de ne jamais oublier que la bureaucratie du Kremlin, pierre angulaire de toute bureaucratie parasite, est le produit de la réaction bourgeoise au sein de l'Etat ouvrier isolé et arriéré. Sa centralisation en tant que couche sociale lui a permis de durer et de jouer le rôle qu'elle a joué, et qu'elle continue à jouer, contre la révolution prolétarienne cette fois montante. La révolution prolétarienne ne la condamne pas moins.

En fait la révolution prolétarienne doit se poursuivre jusqu'à la réalisation de la dictature du prolétariat dans chaque pays ; son plein accomplissement, la dictature du prolétariat, doit se réaliser dans les pays capitalistes avancés, elle doit renaître en URSS. En Chine, au Vietnam, la révolution prolétarienne n'est pas achevée. Elle doit l'être. En Europe de l'Est la révolution n'est pas moins nécessaire. Ce qui exige la réalisation de la dictature du prolétariat. Ainsi seulement pourront être constitués les Etats-Unis Socialistes d'Europe et la République Universelle des travailleurs.

La fameuse phrase dit encore : « Un gouvernement ouvrier et paysan dans le sens indiqué plus haut... ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

L'ère de la révolution prolétarienne mondiale s'étend sur des délais plus longs que prévus : voilà tout. Quand aux « normes », telles que les avaient mises à jour la révolution russe, s'en écarter relève du cours d'une histoire plus complexe et tourmentée que prévu ! Y revenir est la condition absolument nécessaire de la victoire finale de la révolution prolétarienne et de la construction du socialisme.

La bourgeoisie et son Etat dans les vieilles puissances impérialistes

Avant de conclure sur ce point, deux aspects doivent encore être traités. Dans les pays capitalistes avancés, les vieilles puissances impérialistes, les rapports entre les classes sont très différents de ceux où l'impérialisme a bousculé les vieux rapports sociaux, les vieilles structures politiques, en soumettant l'économie à ses besoins, où a surgi une bourgeoisie compradore sans profondes racines sociales. La bourgeoisie y a une profonde réalité sociale. C'est là où le capitalisme est né, s'est développé organiquement. Les Etats bourgeois ont des racines profondes.

Mais inversement le prolétariat a une puissance gigantesque, une tradition, une culture sans communes mesures avec celles des pays économiquement arriérés. Dès lors que la situation révolutionnaire devient crise révolutionnaire, devient révolution, la lutte des classes est radicale. Il s'agit de savoir qui va vaincre : la bourgeoisie, ou le prolétariat. La lutte ne peut se terminer, quelles que soient ses vicissitudes, ses détours, ses alternances, que par l'écrasement d'une classe par l'autre. L'histoire l'a prouvé ; dans les pays capitalistes avancés les appareils bureaucratiques se rangent invariablement du côté de la bourgeoisie, de la défense de l'ordre et de l'Etat bourgeois et l'histoire aujourd'hui le prouve encore. A l'échelle internationale le Kremlin et son appareil international sont engagés entièrement du côté de la bourgeoisie, de l'impérialisme. C'est beaucoup plus évident encore en Europe : en France, en Italie, en Espagne, etc. La véritable nature bourgeoise des appareils apparaît en pleine lumière, là où se préparent les combats déterminants de la révolution mondiale : il s'agit de la dictature du prolétariat.

Pourtant on ne peut écarter de nouveaux effondrements du système impérialiste dans certains secteurs du monde, créant de nouvelles situations où « des partis petits-bourgeois, y compris staliens, peuvent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie », au sens où cela s'est produit en Chine, à Cuba, au Vietnam.

L'éventualité la plus vraisemblable en Europe est celle d'une dislocation du système impérialiste, d'une crise économique

monstrueuse, influant directement sur la situation en Europe de l'Est. Comment se combinera ce déroulement de la révolution en Europe ? Concrètement il est impossible de le dire : l'imbrication des crises révolutionnaires, des révolutions n'empêche pas que le déroulement de la révolution européenne restera combiné mais inégale. Il est clair que l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin, la révolution politique en URSS, donnera un tout autre cours à la révolution en Europe, que si la bureaucratie du Kremlin parvient à se maintenir plus ou moins longtemps. Il est non moins clair que la révolution en Allemagne sera décisive. Mais on peut avancer des dizaines d'hypothèses.

Quelques données peuvent être dégagées : en l'absence des partis révolutionnaires dirigeants, la révolution en Europe se prolongera, la lutte de classe prendra un aspect chaotique, elle donnera lieu à de puissantes offensives des masses, et aussi à de grands reflux ; du sein de la bourgeoisie, des appareils d'Etat bourgeois, surgiront les forces réactionnaires qui tenteront d'établir de sanglantes dictatures.

La révolution en Europe n'avancera pas sur une voie royale, surtout tant que subsistera l'appareil international du stalinisme. L'OCI l'a maintes fois expliqué : les masses, aux premières phases de la révolution, se dirigeront vers les organisations ouvrières traditionnelles et tendront à les porter au pouvoir. Celles-ci combattront forcément la réalisation d'une telle éventualité. Elles seront contraintes à un certain stade de la crise révolutionnaire d'aller au gouvernement. Tant qu'elles le pourront elles maintiendront des gouvernements de coalition avec les partis bourgeois. Mais il est possible qu'elles soient contraintes de constituer des gouvernements sans représentants des partis bourgeois.

° Certes en Angleterre, dans les pays scandinaves, des gouvernements du Labour Party et de la social-démocratie homogènes ont déjà été formés et ont déjà gouverné. Mais y compris dans ces pays des gouvernements de ces partis qu'une crise révolutionnaire ouvrant la révolution auraient poussé au pouvoir, n'auraient pas exactement le même sens et la même portée.

En France, en Italie, en Espagne, au Portugal, etc., la formation de gouvernements des partis ouvriers sans représen-

tants des partis bourgeois ne peut être envisagé qu'à la suite d'un krach politique de la bourgeoisie, d'une crise révolutionnaire. Dans ces conditions il est vraiment impossible d'écarter l'hypothèse qu'un tel gouvernement soit contraint d'aller plus loin qu'il ne le veut dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, essentiellement sur le plan des mesures économiques. Un tel gouvernement peut aller jusqu'à s'intituler gouvernement des commissaires du peuple, se réclamer des comités, des soviets (Allemagne 1918).

Nous devons nous préparer à de telles éventualités. Mais au contraire de ce qui

s'est passé en Chine, au Vietnam, ces gouvernements défendront l'Etat bourgeois, si disloqué celui-ci soit-il. Toutes les mesures « radicales » qu'il pourrait prendre n'auraient qu'un but, défendre et reconstruire l'Etat bourgeois. Car en Europe c'est le sort du capitalisme et des bureaucraties parasitaires qui se joue.

En Europe, à l'Ouest, à l'Est, il s'agit de la dictature du prolétariat; des Etats-Unis Socialistes d'Europe. La révolution mondiale commencée en 1917 y trouvera sa plénitude. Son acte final se passant aux USA.

FORCE MOTRICE
 DE LA REVOLUTION EUROPEENNE
 TEST DES ORGANISATIONS
 ET PARTIS QUI SE RECLAMENT
 DE LA REVOLUTION EN PORTUGAL

Quatrième partie :

LA REVOLUTION PORTUGAISE : FORCE MOTRICE DE LA REVOLUTION EUROPEENNE; TEST DES ORGANISATIONS ET PARTIS QUI SE RECLAMENT DU SOCIALISME

Crise de la bourgeoisie et révolution au Portugal

Dès les lendemains du 25 avril 1974, du coup d'Etat militaire qui a renversé le régime décomposé de Salazar-Caetano, l'OCI a clairement caractérisé les événements qui se produisaient : la révolution prolétarienne s'ouvrait au Portugal. Le coup d'Etat militaire constituait une tentative de la bourgeoisie portugaise de contrôler une situation explosive, de renverser un système politique dans l'impasse, de le remplacer par une dictature militaire, de rajuster une politique coloniale après une guerre de dix ans qui mobilisait une grande partie des ressources nationales et une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes dans un pays qui compte 9 millions d'habitants. Mais si l'initiative de renverser Caetano est venue du corps des officiers, le prolétariat, les masses exploitées portugaises de la ville et de la campagne, étaient en mouvement. De puissants mouvements grévistes avaient eu lieu au cours des années précédentes, obligeant la bourgeoisie portugaise à des concessions significatives. Les masses en avaient assez de la guerre sans issue. Il fallait en finir y compris du point de vue de la bourgeoisie.

C'est la caste des officiers qui a exécuté le coup d'Etat du 25 avril 1974. Une très grande partie des officiers qui ont joué un rôle majeur au cours de la préparation et de l'exécution du coup d'Etat, venaient de la petite bourgeoisie. Ils avaient été intégrés au corps des officiers en raison des importants besoins en officiers que la conduite de la guerre coloniale faisait surgir. Mais ils ont agi en accord avec les officiers supérieurs et traditionnels de l'armée portugaise, pilier de l'Etat salazariste, et au compte du capital financier portugais.

La crise de la bourgeoisie portugaise était nourrie de la politique coloniale sans issue de Caetano, du poids écrasant de la guerre, et fondamentalement de la menace de plus en plus pressante de puissants mouvements des masses. Le coup d'Etat, en essayant de résoudre la crise, a, au contraire, donné une ouverture par laquelle les masses se sont précipitées, elles ont liquidé le régime fasciste salazariste, forme donnée de l'Etat bourgeois, et du même coup démantelé celui-ci. Les masses arrachaient, on devrait dire s'emparaient, des libertés démocratiques. Organisations ouvrières, politiques et autres, surgissaient.

Les revendications des masses ouvrières et paysannes étaient dressées. La révolution prolétarienne commençait au Portu-

gal. Consécration de ce fait : pour contenir les masses, la caste des officiers devait appeler le PS et le PCP à participer au gouvernement Carlos Palma placé sous la présidence de Spínola.

Dès ces premiers jours, la révolution portugaise a été plus qu'un enjeu : une force motrice de la lutte des classes, de la révolution montante en Europe. L'OCI a non seulement caractérisé la révolution prolétarienne surgissant au Portugal comme telle, mais aussi comme l'ouverture de la révolution européenne. Ainsi qu'en 1917, alors que la révolution russe éclatait et se développait, que les bolchéviks prenaient le pouvoir, toutes les forces sociales, toutes les organisations et les partis sont intervenus directement au Portugal dans le cours de la révolution et combattent dans leur propre pays pour ou contre la révolution portugaise.

Hier et aujourd'hui : chacun choisit son camp

C'était déjà une prise de position très claire que de nier que se soit ouverte au Portugal, le 25 avril 1974, la révolution prolétarienne. Les organisations et partis stalinien, social-démocrates, n'ont pas manqué d'affirmer qu'il s'agissait d'établir au Portugal une démocratie en opposition au « fascisme », sous la direction du corps des officiers, y compris lorsque Spínola était à sa tête, et non de révolution prolétarienne. La majorité du SU a également nié que la révolution prolétarienne ait éclaté au Portugal. Selon Mandel la bourgeoisie portugaise était contrainte de mettre en rapport les structures politiques et le développement capitaliste au Portugal, la croissance des forces productives, la nouvelle structure du capital. Elle devait moderniser le système politique archaïque en regard du développement économique. Le mouvement des masses se situait dans les limites de cet objectif. Le coup d'Etat militaire procédait à ce rajustement. Quant aux mouvements qui se revendiquent du « maoïsme », ils affirmaient qu'au Portugal se déroulait une révolution nationale. Le cours de la révolution, surtout à partir du 11 mars 1975, a obligé tout ce monde à réviser ses positions : personne ne nie plus qu'il s'agisse d'une révolution, certains admettent, et parmi eux la majorité du SU, qu'il s'agit d'une révolution prolétarienne. Cela ne change pas leurs positions fondamentales vis-à-vis de

la révolution portugaise, la nature de leurs interventions politiques, le rôle qu'ils y jouent, directement au Portugal et à l'extérieur.

Ce phénomène est classique. La révolution russe, en son temps, l'a provoqué. Les premiers éclatements de la révolution politique en Europe de l'Est, contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, ont provoqué les mêmes clivages politiques fondamentaux. Le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Allemagne de l'Est en juin 1953, la révolution hongroise des conseils de novembre 1956, ont vu les différents PC prendre position aux côtés du Kremlin. Ils approuvaient la répression sanglante et féroce que la bureaucratie déclenchait. Le Parti communiste chinois adressait au Kremlin une critique « post-postum » lui reprochant d'avoir ouvert la voie à ces mouvements révolutionnaires en mettant en cause la personnalité de Staline, c'est-à-dire en ébranlant l'appareil. Les partis social-démocrates s'alignaient sur la politique de l'impérialisme de leurs pays et des USA : affirmation en paroles que ces révolutions avaient pour but le retour à la démocratie bourgeoise et parlementaire ; en pratique isolement de ces mouvements et mains libres laissées à la bureaucratie du Kremlin pour les écraser.

La position que devait prendre alors le courant politique représenté aujourd'hui par la majorité du SU, les Frank, Maïtan, Mandel, que dirigeait alors Pablo, sous un enrobage « trotskyste », n'était pas moins significative.

Ne mettaient-ils pas au centre du programme de la révolution politique « la démocratisation réelle (sic) des partis communistes », c'est-à-dire de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites !

Pablo estimait que :

« En Pologne, grâce au rôle de directeur qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche, la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation. » Par contre, en Hongrie : « l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire, a provoqué au

contraire, à partir d'un certain moment, ces défauts et ces dangers »... « Au contraire, nous avons vu le gouvernement Nagy, dont une bonne partie étaient des éléments éduqués, dans la confusion et l'opportunisme stalinien, hésiter, abandonner successivement leur position antérieure, élargir la démocratisation dans tous les sens, donner des prétextes au Kremlin sinon l'alarmer effectivement. Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe, sans avoir essayé au contraire de manœuvrer, face au Kremlin, à l'intérieur du camp de classe. »

Ces prises de position d'hier ont les mêmes racines et objectifs que celles d'aujourd'hui. Le mouvement révolutionnaire en Allemagne, la révolution des conseils en Hongrie, avaient une signification décisive. La révolution prolétarienne représentait son cours en Europe de l'Est et en URSS. La classe ouvrière politiquement écrasée sous la botte de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, faisait irruption au travers des fissures des appareils bureaucratiques, qu'elle élargissait. Elle engageait le combat pour les balayer, conquérir le pouvoir en Europe de l'Est, le reconquérir en URSS, prendre ou reprendre le contrôle des rapports de production nés de la révolution d'Octobre 1917. Les premiers mouvements de la révolution politique contre la bureaucratie parasitaire et réactionnaire se produisaient en Allemagne de l'Est et en Hongrie, ils annonçaient que d'autres explosions se préparaient dans toute l'Europe de l'Est et directement en URSS.

Or, la révolution politique en Europe de l'Est et en URSS à l'ordre du jour, cela signifie que la lutte des classes en Europe et dans le monde atteint une ampleur et une profondeur nouvelles, où l'unité de la révolution prolétarienne mondiale se manifeste ouvertement dans le temps et dans l'espace. Non seulement le pouvoir bourgeois est mis en cause, les rapports de propriété bourgeois sont mis en cause, mais la réaction bourgeoise à l'intérieur de l'Etat ouvrier dégénéré, obstacle majeur sur la voie de la révolution mondiale, est attaquée de plein fouet.

La destruction de l'obstacle que la bureaucratie stalinienne et son appareil international constitue sur la voie de la révolution mondiale libérerait le prolétariat mondial de cette mortelle hypothèque. Sa victoire deviendrait quasi cer-

taine. Sa simple remise en cause donne déjà une nouvelle et incomparable impulsion à la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés décisifs pour ce qui concerne le cours et le victoire de la révolution prolétarienne.

Déjà, à l'époque, ce fut une ligne de rupture au sein du Secrétariat international de la IV^e Internationale. Rejoignant le PCI (organisation qui donna naissance ultérieurement à l'OCI), exclu de la IV^e Internationale pour son opposition au « pablisme » — courant liquidateur de la IV^e Internationale auquel appartenaient Frank, Maïtan, Mandel — le SWP appelait à résister au cours liquidateur du SI. Il rompaît avec lui et il jouait un rôle déterminant dans la constitution du Comité international de la IV^e Internationale.

La nouvelle période révolutionnaire qui s'est ouverte en 1968, et que l'OCI a caractérisée comme « la période de la révolution imminente », est précisément celle dont les éléments se dégagent en 1953, ainsi que dans un prologue : fusion de la révolution sociale et de la révolution politique. La révolution portugaise est la première révolution en Europe qui concentre cette nouvelle période. Elle vient de ce fait une force motrice de la révolution européenne — révolution sociale et révolution politique. En ce sens, elle n'a pas moins d'importance par rapport à la révolution prolétarienne mondiale. A son propos on retrouve les mêmes clivages, les mêmes forces politiques qui se sont affrontées et combattues en 1953-1956.

Première étape de la révolution portugaise

La révolution prolétarienne au Portugal a déjà connu deux grandes étapes : du 25 avril 1974 au 11 mars 1975, du 11 mars 1975 à la chute du gouvernement Gonçalves et à la constitution du gouvernement de l'amiral Azevedo. Une troisième étape s'ouvre ensuite.

Bien entendu, des données qui existaient avant le 11 mars 1975, se retrouvent après le 11 mars 1975. Pourtant, ce découpage correspond au développement de la révolution depuis dix-huit mois.

De la formation du gouvernement Carlos Palma, à celle du premier gouvernement Gonçalves, toujours sous la présidence de Spínola, aux autres gouvernements Gonçalves sous la présidence de Costa Gomes, jusqu'au 11 mars 1975, trois

tentatives de coup de force contre la révolution portugaise, appuyées sur le corps des officiers et dirigées par Spínola, ont été faites. Elles se sont préparées à l'ombre du gouvernement auquel participent les dirigeants du PCP et du PSP. A chaque fois, ce fut le mouvement des masses utilisant les organisations ouvrières, syndicats et partis, et les commissions de délégués élus, qui mit en échec ces coups de force. A chaque échec de ces tentatives le processus de la révolution prolétarienne s'est approfondi. L'échec de celui de septembre 1974 contraignait Spínola à démissionner de son poste de président de la République. Ce fut un nouvel ébranlement de l'armée. Le corps des officiers, qui jusqu'alors semblait constituer un bloc, se fissurait. Soldats, marins, aviateurs, sous-officiers, dès les lendemains du 25 avril 1974, fraternisaient avec les masses ouvrières et paysannes. La fermentation révolutionnaire gagnait au même rythme que s'accroissait la méfiance vis-à-vis du corps des officiers que ponctuent les coups de force manqués.

Jusqu'alors, le PCP avait combattu les masses en brisant, ou en tentant de briser les grèves, de paralyser la classe ouvrière et les masses paysannes. Son rôle politique, ainsi que celui du PS, consistait principalement à protéger le corps des officiers et à lui permettre de reconstruire l'Etat bourgeois. Après septembre 1974, le PCP dut accentuer son action contre-révolutionnaire, et le MFA se présenter ainsi que l'incarnation de la légalité révolutionnaire assumant le pouvoir avec l'appui du PCP, du PSP, du PPD. La convocation d'une Assemblée Constituante élue au suffrage universel fut différée et même mise en cause. La loi sur « l'unicité syndicale » qui, en principe, permet le contrôle de l'Etat sur les syndicats ouvriers, impose d'en haut une centrale unique, remet aux patrons le soin de percevoir les cotisations syndicales, etc., fut promulguée avec l'appui total du PCP.

Le PSP, bien que participant au gouvernement, prenait ses distances : pas de condamnation des grèves et des mouvements de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, critique de la loi instituant l'« unicité syndicale », accent mis sur la nécessité de convoquer une Assemblée Constituante élue au suffrage universel ; condamnation des pratiques anti-démocratiques du PCP et de ses organisations annexes telles que le MDP, au sein du mouvement ouvrier et dans l'ensemble du pays,

(tentative de contrôler bureaucratiquement les syndicats, de monopoliser les moyens d'information, de contrôler les rouages de l'appareil d'Etat, de maintenir en place les municipalités occupées sans élections aux lendemains du 25 avril 1974 et nullement représentatives).

Les masses manifestaient leur hostilité à la constitution du mouvement ouvertement salazariste, le CDS, ainsi que vis-à-vis du PPD. Au cours de puissantes manifestations, elles empêchaient les rassemblements de ces partis de se tenir, elles exigeaient le départ du gouvernement des ministres du PPD. C'était une première façon d'exprimer l'exigence de la rupture des organisations et partis ouvriers avec les organisations et partis bourgeois qui n'atteint pas encore le MFA en tant que tel. La tentative de coup d'Etat militaire du 11 mars a pour but de casser ce processus. Mais c'est une tentative affolée et désespérée d'une partie du corps des officiers, sous les pas desquels le terrain se dérobo.

Deuxième étape de la révolution portugaise

L'échec du coup d'Etat du 11 mars ouvre une nouvelle étape de la révolution portugaise. Le coup a échoué en raison de la résistance des masses, de la décomposition de l'armée, les soldats refusent d'obéir aux ordres des officiers putschistes et fraternisent avec les masses, le corps des officiers se disloque. Dès lors le cours de la révolution s'approfondit. Au cours d'un grand meeting qui se tient à Lisbonne, y compris les militants du PCP scandent : « PPD dehors ».

Cunhal est contraint de dire qu'il n'est pas d'accord. Le PCP est obligé d'aller beaucoup plus loin qu'il n'avait été jusqu'à ce moment : l'armée en pleine dislocation, il doit se faire ouvertement et directement l'aile marchante de la contre-révolution, devenir en quelque sorte le corset de fer qui maintient et soutient le corps des officiers. Celui-ci ne peut continuer à exercer le pouvoir que sous le masque du MFA peint aux couleurs de la révolution et du socialisme. Les élections à la Constituante ne peuvent plus être différées, mais un pacte est imposé aux partis qui y participeront : ils doivent reconnaître que le MFA incarne la « légalité révolutionnaire », que lui seul dispose du pouvoir et que l'Assemblée constituante lui est subordonnée.

Pourtant les élections à la Constituante vont exprimer les véritables rapports politiques dans le pays : le MFA n'a aucune assise populaire, il avait appelé au vote nul, sa consigne n'a pratiquement pas été suivie ; derrière le PPD s'est regroupée toute la réaction bourgeoise, mais une partie de ses électeurs lui vient de ce qu'il bénéficie de la couverture du PS et du PCP aux côtés desquels il participe au gouvernement Gonçalves ; le PCP et le PS obtiennent la majorité des suffrages et des sièges de l'Assemblée Constituante, mais la répartition entre eux des voix et des sièges est significative.

Le PCP, dont l'influence un an plus tôt était prépondérante sur les masses ouvrières et paysannes, ne recueille que 14 % des voix, le PS obtient 38 % ; les organisations gauchistes obtiennent très peu de voix ; le MDP, parti succursale du PCP, qui contrôle de nombreuses municipalités, 4 %.

Le renversement de l'influence réciproque du PCP et du PS sur les masses ouvrières et paysannes tient au rôle politique que chacun de ces partis a assumé depuis le 25 avril 1974, et particulièrement au cours des derniers mois qui ont précédé les élections. Le PCP a joué un rôle contre-révolutionnaire de plus en plus ouvert. Au contraire, le PS s'est démarqué de plus en plus nettement de la politique du gouvernement Gonçalves, bien que participant à ce gouvernement (loi syndicale, Constituante). Au sein des masses il a combattu la politique et les méthodes du PCP. Les masses poussent en avant le PS qui leur semble être beaucoup plus apte que le PCP à répondre à leurs aspirations.

Le fait capital est que la majorité des voix s'est portée sur les partis ouvriers qui obtiennent la majorité des députés à la Constituante. En regard de cela le pacte que le MFA a imposé ne pèse pas lourd. La véritable représentation populaire, en se tenant sur le terrain même où jusqu'alors ont dit se situer le PCP et le PS, c'est la Constituante et non le MFA.

Les masses se sont prononcées clairement : majorité aux partis ouvriers. La seule solution conforme à la volonté nettement exprimée des masses est : Constituante souveraine, un gouvernement du PS et du PCP sans représentants du MFA, ni du PPD, responsable devant la Constituante. Le parti ouvrier ayant la plus grande représentativité étant le PS, Soares, dirigeant du PS, doit également diriger le gouvernement. La constitution d'un tel

gouvernement aurait signifié sans équivoque : cette révolution est une révolution prolétarienne. Le pouvoir doit appartenir au prolétariat et non à la hiérarchie militaire, aux corps de l'Etat bourgeois.

Une fantastique impulsion aurait été donnée au développement de la révolution. En tout état de cause, cette Constituante, dont la majorité est constituée de députés des partis ouvriers, devenait un facteur de centralisation politique de la lutte de classe du prolétariat au niveau du gouvernement, du pouvoir. Qui ne voit pas cela peut bien bredouiller des phrases radicales, révolutionnaires, sur le double pouvoir, etc., etc., il va à l'encontre de la marche concrète de la révolution prolétarienne, s'avançant vers le pouvoir des soviets. Le PCP a parfaitement compris ce que nombre de « révolutionnaires » ne semblent pas avoir compris ou voulu comprendre. Immédiatement il a déclenché une violente offensive de division, d'attaques contre le PS, contre la Constituante, pour le pouvoir, tout le pouvoir, au MFA.

Les masses mettent en échec la tentative contre-révolutionnaire

A ce moment, les masses se regroupaient derrière le PS contre le MFA, la politique et les méthodes du PCP, et poussaient le PS en avant, le chargeant du contenu de leurs aspirations. Attaquer les masses exigeait d'attaquer violemment le PS. De la provocation des dirigeants de l'intersyndicale le 1^{er} mai, qui interdisait à Soares d'accéder à la tribune du meeting, et durant la manifestation, à l'affaire « Republica », s'appliquait une même orientation d'attaque contre les masses à travers le PS. Les faits sont assez connus pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y insister longuement ici. En mai-juin-juillet, ce fut l'offensive forcenée de division, pour refouler les masses, du PCP.

L'attaque contre le PS se colorait des teintes de la théorie stalinienne du social-fascisme. Cunhal annonçait la couleur lorsqu'il déclarait :

« Un gouvernement militaire n'est pas à l'horizon », enchaînant immédiatement : « De toute façon, un tel gouvernement ne serait pas incompatible avec l'exercice des libertés au Portugal. C'est en effet le MFA qui a instauré les libertés dans ce pays ; et il les a défendues jusqu'à présent. C'est une calomnie de vouloir assimiler l'extension éventuelle

du rôle du MFA dans le processus qui vit le pays à une dictature militaire. Avec ou sans socialistes, avec ou sans gouvernement militaire, les forces qui essaient de freiner la marche du socialisme échoueront. »

De même il menaçait de destruction la Constituante au cas où elle réclamerait le pouvoir. Il s'agissait de porter au pouvoir, sur les épaules du PCP, un gouvernement militaire, d'aboutir à la dissolution de la Constituante, d'obtenir la capitulation du PS. La constitution du « Conseil de la révolution », composé des militaires du MFA, tentait de confirmer qu'il incarne la « légitimité révolutionnaire » contre la Constituante. Le projet corporatiste du MFA fixait les objectifs que se propose d'atteindre le corps des officiers que le PCP soutient. Qu'il ait pu les atteindre ou non est une autre question. En même temps dans le pays, le PCP, le MDP et la roue de secours des mouvements gauchistes se livraient à de véritables provocations : dans les syndicats, maintien en place par la force, en faisant appel au COPCON, de directions que contrôle le PCP ; maintien de municipalités PCP, MDP, qui ne représentent qu'elles. L'agression et la provocation contre les masses allaient très loin ; ainsi dans le Nord du pays, le PCP, qui au Sud freine l'expropriation des latifundistes, au Nord, au contraire, envoie des ouvriers agricoles en vue d'exproprier les petits et moyens paysans qui travaillent sur des minifundia. Voilà ce que Mandel, Frank, Krivine appellent « le tournant gauche du PCP ». Il s'agit d'une offensive contre-révolutionnaire dans le style de celle menée en 1936-1937 par le parti stalinien espagnol contre les masses ouvrières et paysannes et les partis et organisations qui pouvaient plus ou moins refléter leurs besoins et aspirations.

Cette offensive a échoué. Une fois encore ce sont les masses qui l'ont fait échouer. La position politique du PS, dans le contexte politique du moment au Portugal, ses caractéristiques de parti ouvrier bourgeois, mais parti ouvrier bourgeois parlementaire, le rendaient apte à répondre dans une certaine mesure aux besoins du moment des masses, permettaient aux masses de l'utiliser jusqu'à un certain point. Les masses se sont en quelque sorte saisies du PS. C'est en utilisant le PS qu'elles ont fait face, répondu et finalement fait échouer cette offensive contre elles, contre la révolution. La marche concrète des événements le prouve.

Le PS résistait au coup de force contre « Republica ». Il condamnait le projet corporatiste du MFA. Le 7 juillet il quittait, sous la pression des masses et de sa propre base, le gouvernement de coalition. D'immenses manifestations, à Lisbonne, à Porto, dans toutes les grandes villes, y compris celles considérées comme des fiefs du PCP, rassemblaient des centaines de milliers de manifestants.

Les masses donnaient le contenu qui leur convenait à ces manifestations en scandant : « Le peuple n'est pas avec le MFA » — « De quel gouvernement avons-nous besoin ? Socialiste, socialiste » — « Respectez la volonté populaire. A bas Gonçalves ! »

Partout où des élections syndicales avaient lieu, les listes socialistes et MRPP obtenaient des majorités quelquefois massives. L'exigence d'élections municipales démocratiques s'affirmait contre les municipalités imposées du PCP ou MDP. Derrière le PS, et le poussant, la très grande majorité du prolétariat et des masses paysannes se regroupaient. A ce moment, une masse dépassant considérablement les 38 % de suffrages exprimés aux élections sur les noms des candidats du PS poussait en avant le PS. Les masses défendaient les libertés, les droits qu'elles venaient de reconquérir, les moyens de poursuivre la révolution. L'isolement du PCP et de ses alliés, MDP et gauchistes, croissait de jour en jour.

C'est ce mouvement qui a disloqué le MFA, que par ailleurs déchirent les ambitions personnelles, les rivalités de cliques. C'est le peu de confiance de la bourgeoisie portugaise et des grandes puissances impérialistes en une solution militaire qui leur a fait ménager la possibilité d'une autre solution que représentait le PS. C'est l'impossibilité de mettre en place un gouvernement militaire qui a contraint le PCP à tourner et à abandonner finalement Gonçalves. En tentant d'imposer cette politique, la direction du PCP s'est discréditée auprès des masses et finalement elle s'est ralliée à la formule gouvernementale que la direction du PS préconisait : celle d'une sorte de gouvernement « d'unité nationale ».

Le PCP a forgé les conditions politiques que l'archevêque de Braga a utilisées pour lancer son appel à la croisade anti-communiste. Les masses ne se sont pas engagées sur cette lancée. Y compris lorsque des groupes ont attaqué les permanences du PCP et du MDP, ce n'était pas au nom d'une idéologie réactionnaire mais de la haine contre Cunhal et les siens, qui s'op-

posaient à la volonté des masses en utilisant tous les moyens de la provocation, de la calomnie et de la violence. Ils exigeaient « un gouvernement socialiste ». L'archevêque de Braga a mis rapidement une sourdine à sa campagne. La voix de la révolution couvrait les appels contre-révolutionnaires. Il faut noter que l'appel à la croisade anti-communiste venait fort à propos pour alimenter la campagne de calomnie et de violences du PCP et de ses alliés contre les masses du Nord qualifiées de réactionnaires et fascistes, ainsi que sa campagne contre le PS caractérisé ainsi que le complice de la réaction fasciste. Le danger d'un mouvement fasciste de masse, à ce moment du développement de la révolution, est une pure invention destinée à couvrir la menace réelle d'un gouvernement et d'une dictature militaire de type bonapartiste. Les meetings et contre-manifestations que le PCP et ses alliés ont organisés ont également promptement pris fin. Le PCP risquait de perdre le contrôle de sa base et d'aboutir à des résultats strictement inverses de ceux recherchés.

Troisième étape de la révolution portugaise

La troisième étape de la révolution portugaise a commencé lorsque le PCP a abandonné sa tentative d'imposer un gouvernement militaire et une certaine forme de capitalisme, où il s'est rallié à la formule mise en avant par le PS d'un gouvernement dit « d'unité nationale » et a abandonné Gonçalves. Les rôles se modifiaient avec la mise en place du gouvernement Azevedo.

Le PS assume l'essentiel de la responsabilité du gouvernement. Certes, les militaires du MFA détiennent la plus grande partie des postes ministériels. Mais la responsabilité politique du gouvernement, de sa politique, revient au PS aux yeux des masses. Le PS est contraint d'être, à l'intérieur du prolétariat, l'aile marchante de l'application de cette politique. Il joue, par rapport au gouvernement Azevedo, un rôle similaire à celui que jouait le PCP par rapport au dernier gouvernement Gonçalves. La deuxième étape de la révolution portugaise s'est terminée sur un nouvel échec de la contre-révolution, la révolution se poursuit ; elle n'est pas victorieuse. Désormais le PS est en première ligne. C'est lui qui directement, immédiatement, aux yeux des masses, et contre elles, doit prendre à charge la reconstruction de l'Etat bourgeois, faire régner la loi et

l'ordre bourgeois, leur faire supporter le poids de la crise économique. Il est contraint de le faire d'une façon précise : en tentant de replâtrer le MFA, de rafistoler et de redonner vigueur au corps des officiers. C'est-à-dire en pratiquant une politique opposée à celle pour laquelle les masses l'ont soutenu et poussé en avant, utilisé.

Au cours de la seconde étape de la révolution portugaise, la politique de la direction du PS comportait de grandes ambiguïtés. Le PS combattait le gouvernement Gonçalves et mettait donc en question le MFA, la hiérarchie militaire. Mais il s'en remettait à « l'aile démocratique » du MFA et de la caste des officiers pour mettre en place une solution politique différente. Il se limitait à exiger qu'« il soit tenu compte des résultats des élections à la Constituante », il n'exigeait pas la souveraineté de la Constituante. Il se prononçait pour un « gouvernement d'unité nationale » et non pour un gouvernement sous la direction de Soares, composé des représentants du PCP et du PS, responsable devant la Constituante. Le fait que l'action politique du PS ait permis aux masses de combattre la tentative d'imposer un gouvernement militaire, de l'utiliser à leurs propres fins, n'élimine pas ces données.

Le PS a eu un double mouvement : s'appuyer sur les masses et les contenir tout à la fois. Il suffisait à la direction du PS d'en appeler aux masses pour imposer la souveraineté de la Constituante, et porter au pouvoir un gouvernement PS-PCP responsable devant la Constituante, pour balayer ainsi que fétu de paille le MFA, faire plier le PCP. Les chances et possibilités, les délais dont a bénéficié la politique du PCP venaient des ambiguïtés de la politique du PS.

Pas plus que la résistance du PS à la mise en place d'un gouvernement militaire, ces ambiguïtés ne sont fortuites : elles résultent de ses contradictions foncières. Le PS portugais est un parti social-démocrate, c'est un parti ouvrier bourgeois parlementaire, ainsi que le soulignait Trotsky. Parti ouvrier bourgeois parlementaire, cela signifie que son existence en tant que parti dépend de ses liens avec la classe ouvrière, de ses racines historiques, et d'un cadre politique bourgeois précis : le parlementarisme. Tout parti social-démocrate tend à maintenir ou à restaurer un cadre parlementaire, cadre qui lui est nécessaire. Mais le parlementarisme est un système politique qui comporte de grandes variations.

Et surtout les partis social-démocrates sont fondamentalement des partis ouvriers bourgeois, donc attachés au maintien de l'ordre, de l'Etat bourgeois.

C'est ainsi qu'en France, en mai 1956, le secrétaire général de la SFIO, Guy Mollet, s'est fait le fourrier de de Gaulle, sacrifiant le parlementarisme au maintien de l'ordre bourgeois, et à la reconstruction de son Etat, coopérant à la mise en place d'un système politique bonapartiste, la V^e République. Plus tard il dut rompre avec de Gaulle qui accentuait le caractère bonapartiste de la V^e République. La vieille SFIO n'en était pas moins mortellement frappée.

Après les échecs de Spínola, les bourgeoisies des grandes puissances impérialistes, la bourgeoisie portugaise, ne croyaient pas au succès de la tentative de porter au pouvoir sur les épaules du PCP un gouvernement militaire sous les traits du MFA. Pour elles, il fallait garder au moins une carte en réserve, la tendance au parlementarisme du PSP en a fait le parti le plus apte à jouer ce rôle. C'est dans ces conditions que les masses ont pu pousser en avant le PS, s'en saisir jusqu'à un certain point. Les ambiguïtés de la politique du PS traduisaient, dès cette étape de la révolution portugaise, son attachement à l'ordre et à l'Etat bourgeois quels qu'ils soient, et annonçaient sa politique ultérieure.

Le gouvernement Azevedo n'est pas un gouvernement de dictature militaire. Bien que les officiers détiennent la majorité des ministères, et les plus importants, le support politique du gouvernement, ce sont les partis ouvriers, le PS avant tout, le PCP également, le PPD ayant comme fonction d'affirmer la présence d'une représentation politique directe de la bourgeoisie, en plus de celle des officiers du MFA, dans ce gouvernement. Mais le fait que les officiers détiennent la majorité des portefeuilles et les plus importants est néanmoins significatif ; la reconstruction de l'Etat bourgeois au Portugal passe par le renforcement, la réhomogénéisation de la caste des officiers, et la reconstruction de l'armée bourgeoise en décomposition : c'est cette tâche que le PS portugais a maintenant à assumer. Son attachement au parlementarisme est du coup mis en veilleuse, relégué. Sa tâche de défenseur de l'ordre et de l'Etat bourgeois exige, entre autres choses, que désormais il cesse de faire référence à la Constituante. Ses objectifs principaux et immédiats sont maintenant :

ramener la discipline dans l'armée, contrôler les moyens d'information, imposer aux masses les « sacrifices » que la situation économique exige si l'on veut que capitalistes portugais et étrangers n'expatrient pas leurs capitaux et à plus forte raison investissent ou prêtent au Portugal.

Une fois encore : les masses en action

Remarquable est la réaction des masses ouvrières et paysannes. Elles n'acceptent pas plus cette politique venant de la direction du PS, qu'elles n'ont accepté celle du PCP qui visait à porter au pouvoir un gouvernement militaire, à attenter aux libertés, à les faire « produire, produire », à imposer par tous les moyens sa politique. Elles se détournent du PS qu'elles avaient soutenu massivement en mai-juin-juillet, et la direction de celui-ci s'isole. C'est ainsi que dans les casernes l'échec de la tentative d'instaurer un gouvernement militaire a immédiatement ses prolongements dans l'isolement de la caste des officiers, la ruine de leur autorité, l'organisation indépendante des soldats.

Le PS est incapable de restaurer l'ordre et la discipline qu'à l'étape précédente il a contribué à ruiner. Dans les syndicats, la vague de fond qui portait en tête les listes PS-MRPP s'est retirée. Le PCP a gardé le contrôle des syndicats des métaux qu'il aurait perdu si les élections avaient eu lieu en juillet. C'est qu'il a naturellement modifié son attitude résolument anti-grève et opposée aux augmentations de salaire de l'étape précédente. L'ensemble des métaux a débrayé à l'appel de leur direction syndicale et une puissante manifestation a eu lieu à Lisbonne, pour les 6.000 escudos par mois qui ont été arrachés.

Fait d'une importance considérable : les candidats socialistes aux élections des syndicats des métaux ont également appelé les métaux à débrayer et à manifester pour les 6.000 escudos. Des centaines de groupes ouvriers socialistes de base envoient des textes à la direction du PS, qui protestent contre sa politique actuelle. De très nombreux travailleurs et militants qui avaient rejoint le parti socialiste au cours de l'année qui vient de s'écouler, venant du PCP et d'autres organisations, le quittent et vont à nouveau vers d'autres organisations.

C'est un phénomène caractéristique des réactions des masses au cours de la révolution portugaise : elles ne se figent pas

dans les cadres limités d'un ou de plusieurs partis, elles utilisent, selon les circonstances et les dispositions des organisations politiques, ces organisations. Hier, contre le PCP et les gauchistes et pour la défense de ce qu'elles ont conquis au cours de la première année de la révolution, elles se saisissaient du PS. Aujourd'hui, elles utilisent ce que leur ouvrent comme possibilités de résister à la politique dont le PS est le garant, les organisations gauchistes et le PCP.

Une fois encore est ainsi souligné que le facteur agissant ce sont les masses. Cela rappelle ce que Marx disait du prolétariat dans le Manifeste communiste de sa tendance à s'organiser en classe, « **donc en parti politique** ». La tendance du prolétariat portugais à réagir comme classe lui donne cette cohésion politique qui lui fait dépasser et surmonter les limites de tel ou tel parti politique, pour être ce corps qui est, au sens le plus large, le parti du prolétariat.

Les masses utilisent ce qu'elles peuvent utiliser dans la politique des gauchistes et du PCP aujourd'hui de la même façon qu'elles ont utilisé la politique du PS au cours de la seconde étape de la révolution portugaise. La politique des gauchistes et du PCP n'a pas, pour autant, changé de nature, si elle a changé de forme. Ces organisations, tout comme le PS hier, restent égales à elles-mêmes. Le PCP soutient à sa manière le gouvernement Azevedo sans prendre la responsabilité ouvertement de sa politique. Il le fait en participant à ce gouvernement, en poursuivant une politique de division, en affirmant que la seule solution serait un gouvernement de l'aile qu'il dit de gauche du MFA sous la direction de Gonçalves, mais que le rapport des forces ne permet pas de l'imposer.

L'orientation générale des gauchistes est celle de la division des partis ouvriers, de l'affrontement avec le PS. Le PCP reste un parti stalinien subordonné au Kremlin. Les gauchistes restent des regroupements petits-bourgeois subissant la pression du stalinisme, qui veulent substituer à l'action du prolétariat comme classe celle d'une « avant-garde politisée ».

Leur orientation tout autant que celle du PC consiste à opposer une partie de la classe ouvrière, des masses à l'autre, en l'occurrence à celle que le PS influence. Ils reprennent en les amplifiant les relents de la théorie stalinienne du social-fascisme. Leur recherche de « nouvelles avant-gardes » les fait loucher vers l'aile préten-

due gauche du MFA. Le rôle qu'ils ont joué dans l'action des soldats contre le corps des officiers ne peut masquer ces traits fondamentaux de leur politique, et leur donne son caractère aventuriste. Ils n'ouvrent aucune perspective à la classe ouvrière en ce qui concerne la question centrale, qui commande tout, celle du gouvernement.

Le gouvernement Azevedo est un nouvel épisode dans le cours de la révolution portugaise. Il n'est pas plus stable et durable que les gouvernements qui l'ont précédé, d'autant plus que l'impasse économique devient chaque jour plus étroite, que se pose la question du Mozambique, des rapatriés. Une nouvelle irruption des masses se prépare.

Une fois encore au Portugal, et à l'extérieur, la politique à suivre au cours de cette troisième étape de la révolution portugaise occasionnera des clivages : pour ou contre la révolution portugaise. L'axe d'une politique révolutionnaire est évident : ouvrir une perspective gouvernementale au prolétariat portugais. Qui ne peut être que celle d'un gouvernement de ses principaux partis, le PS et le PCP, sans représentants des organisations et partis bourgeois, que ce soit le PPD ou le MFA, les représentants à un titre ou à un autre de la hiérarchie militaire. Le rôle que joue actuellement le PS en tant que force politique principale qui soutient le gouvernement Azevedo n'est pas plus un obstacle insurmontable à la lutte politique pour un gouvernement du PSP et du PCP sans ministres bourgeois, que ne l'était celui que constituait le rôle tenu par le PCP dans le soutien du dernier gouvernement Gonçalves. D'ailleurs, le PCP soutient également à sa manière le gouvernement Azevedo auquel il participe.

Le PS est soumis à une contradiction intolérable par sa position dans un gouvernement impuissant et voué à l'effondrement. La désaffection croissante des masses à son égard n'est pas plus un signe qu'elles le rejettent en tant que parti ouvrier, que la désaffection des masses vis-à-vis du PCP ne signifiait qu'elles ne le considéraient plus comme un de leurs partis. Tout au contraire. C'est précisément parce qu'elles considèrent que le PS et le PCP restent leurs principaux partis, sans leur être subordonnés, qu'elles peuvent être très dures avec eux.

L'évolution de la sensibilité politique des masses est significative : à nouveau, et en particulier les militants du PCP, les masses s'en prennent au PPD ; elles exigent la rup-

ture entre le PCP, le PS et le PPD, que ce dernier sorte du gouvernement. C'est la démarche qui mène à l'exigence d'un gouvernement de ces seuls partis. L'aggravation de la crise économique, sociale et politique, ne peut qu'accroître ce besoin profond et clarifier cette exigence politique.

C'est pourquoi les mots d'ordre de rupture avec la bourgeoisie, d'un gouvernement du PCP et du PS sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois — le PPD, la hiérarchie militaire — de la Constituante souveraine devant laquelle un tel gouvernement serait responsable, ne cessent pas d'être actuels, bien que l'incapacité de cette Assemblée à s'imposer en raison de la politique du PS hypothèque son crédit auprès des masses.

Congrès ouvrier - paysan

Le moment est venu, en relation avec la lutte pour un gouvernement du PS et du PCP, de combattre pour une forme politique organisatrice et représentative directe des masses ouvrières et paysannes. Dès les premiers jours et semaines de la révolution portugaise se sont formés des organismes à caractère pré-soviétique, les commissions de délégués ouvriers élus.

Ils ont joué un rôle éminent à différentes reprises : pour surmonter le barrage de l'Intersyndicale, que contrôle le PCP, qui s'opposait aux revendications, aux grèves ; dans les initiatives visant à instituer en de nombreuses corporations le contrôle ouvrier ; pour faire face et vaincre les tentatives de coups de force spinolistes ; elles se constituent, se dissolvent ; elles ont, à d'autres moments, cédé le pas aux syndicats ; elles ne sont pas parvenues à se centraliser au plan national et même régional et de ville. Ce type d'organisation des masses n'en est pas moins un type d'organisation pré-soviétique en tant qu'organisme regroupant et représentant les masses en lutte.

Depuis que le gouvernement Azevedo s'est constitué, gauchistes et stalinien ont relancé la formation de commissions ouvrières, de commissions de soldats, de commissions de locataires. Ces commissions ne peuvent être identifiées aux commissions de délégués élus représentatives des masses. Ce sont beaucoup plus des organismes qui regroupent ce que leurs promoteurs appellent « une avant-garde politisée », c'est-à-dire une minorité considérée comme « agissante ».

L'orientation qui leur est imprimée, dans la mesure où elle est une orientation oppo-

sée au Front Unique des organisations et partis ouvriers, où elle bouche toute perspective au plan national, c'est-à-dire gouvernemental, hypothèque leur représentativité. Ce ne sont pas des organismes à caractère pré-soviétique à l'étape actuelle. Elles peuvent cependant, en certaines circonstances, jouer un rôle mobilisateur (cf. les soldats), et on ne peut exclure que, leurs limites sectaires brisées, elles se transforment.

S'appuyant sur la tendance de toute révolution prolétarienne à constituer des organes de type soviétique, à l'exigence que tout le développement ultérieur de la révolution au Portugal dégagera de l'organisation du prolétariat en tant que classe dans toutes ses composantes à tous les échelons de la vie nationale, embryon du pouvoir ouvrier, un mot d'ordre doit être actuellement mis en avant, celui de congrès ouvrier et paysan.

De quoi s'agit-il ? Tous les problèmes et les tâches qui assaillent le prolétariat exigent qu'il s'organise nationalement en tant que classe, en particulier la constitution d'un gouvernement conforme aux aspirations des masses ; porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCP responsable devant la Constituante exige qu'il s'appuie sur les masses ouvrières et paysannes organisées. C'est pour cela qu'il faut que se réunisse le Congrès ouvrier et paysan, le congrès d'unité des organisations ouvrières, partis et syndicats, et des délégués élus des travailleurs des villes et des campagnes et des soldats, source du pouvoir des masses.

Contre le gouvernement Azevedo, pour la rupture des partis ouvriers avec les partis et organisations bourgeois, la hiérarchie militaire — il est nécessaire d'opposer cette politique unitaire aux divagations gauchistes, à la politique de soumission de la classe ouvrière et des masses à la bourgeoisie qui est celle des dirigeants du PCP et du PS, à leurs efforts pour reconstruire l'Etat bourgeois. Il s'agit de partir de conditions politiques déterminées : le PS et le PCP demeurent les partis que les masses ouvrières et paysannes reconnaissent comme leurs partis ; ils ont obtenu la majorité des suffrages et des élus à la Constituante. C'est à partir de là qu'il faut dégager ce qui s'élève de tout le mouvement de la révolution portugaise depuis dix-huit mois : la tendance aux formes d'organisation des masses de type soviétique pour l'accompagnement des tâches politiques de l'heure ; réaliser le Front

Unique des organisations et partis ouvriers pour ouvrir une solution à la question gouvernementale conforme à la forme que, dans les circonstances et les rapports politiques actuels, les masses peuvent saisir, un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des organisations et partis bourgeois.

Point n'est besoin de nourrir pour cela des illusions en ces partis : le fait même qu'ils s'opposent à cette solution gouvernementale est significatif, ils ne l'accepteront qu'à leur corps défendant. Mais c'est ainsi que les masses peuvent, à l'étape actuelle, avancer sur la route de la révolution, répondre à la question décisive : quel gouvernement ? Bien entendu, il est indispensable de développer et de mettre en avant ce que les masses attendent d'un tel gouvernement, les mesures que toute la situation commande, en bref le programme d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Pourtant il serait faux de faire de l'adoption de ce programme la condition a priori du combat pour porter au pouvoir ce gouvernement. La venue au pouvoir d'un gouvernement constitué des seuls partis ouvriers à cette étape de la révolution portugaise exprimerait un bon en avant des masses et en provoquerait de nouveaux : rien ne peut mieux impulser leurs initiatives, les pousser à s'organiser, à en finir avec les organes de l'Etat bourgeois, le

régime capitaliste. Outre que les partis ouvriers en de telles circonstances peuvent être amenés à aller plus loin qu'ils ne le voudraient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, le mot d'ordre de gouvernement du PS et du PCP responsable devant la Constituante joint à celui du congrès ouvrier et paysan organisant sur leur propre plan les masses ouvrières et paysannes sont des jalons sur la route d'un authentique gouvernement ouvrier et paysan, vers la solution de la question de toute révolution : quel gouvernement, quel Etat ?

La révolution portugaise est une force motrice de la révolution européenne, mais, évidemment, le développement de la révolution en Europe agira de façon déterminante sur elle, sur son cours, et conditionnera son issue. Toute cette bataille n'a de sens que dans la perspective d'établir la jonction entre la révolution portugaise, la révolution espagnole, la révolution française... la révolution européenne.

Toutes les forces, organisations, partis politiques, participent, et continuent à participer à la bataille politique pour ou contre la révolution portugaise, au Portugal et à l'extérieur du Portugal, certains en se posant en révolutionnaires de « l'extrême-gauche ». C'est pourquoi elle ne peut manquer d'être âpre et difficile.

Cinquième partie :

ETATS OUVRIERS, GOUVERNEMENTS OUVRIER ET PAYSAN, SOVIETS

Sur la question des Etats ouvriers bureaucratiques

La question centrale de toute révolution est celle du gouvernement, du pouvoir, de l'Etat. Le passage des rapports de production bourgeois, de la propriété privée des moyens de production, aux rapports de production qui mènent au socialisme, la propriété collective des moyens de production et d'échange, ne peut être réalisé que par la voie politique. La nature sociale de l'Etat décide de celle des rapports de production lorsqu'il s'agit de passer de la société bourgeoise à la société socialiste.

Compte tenu des circonstances extraordinaires qui ont résulté du pourrissement du mode de production capitaliste, de l'effondrement de pans entiers du système impérialiste international, du rôle que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international ont joué, et jouent toujours, dans la lutte des classes mondiales, ainsi que de celui des appareils social-démocrates et syndicaux, des Etats ouvriers bureaucratiques se sont formés en Europe de l'Est, en Yougoslavie, en Chine, en Corée du Nord, au Viet-Nam.

La médiation d'un mode de production à un autre n'a pas été assurée par la dictature du prolétariat mais par des appareils bureaucratiques déjà constitués, qui

sont allés plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. De même qu'en URSS où la bureaucratie est née de la dégénérescence de l'Etat ouvrier, à la suite de circonstances précises et déterminées, le fait que ces Etats soient des Etats ouvriers dégénérés ou bureaucratiques dès leur naissance, distord et altère dangereusement les rapports de production. La ligne de la soi-disant « construction du socialisme dans un seul pays » est celle de la défense des privilèges des bureaucraties parasitaires. Elle impose des contradictions, des distorsions, des ruptures, un gaspillage inouï, aux économies planifiées, et donne à la pression économique, militaire, politique, de l'impérialisme sur l'économie et l'ensemble des rapports de ces pays un maximum d'efficacité. Là aussi la solution est politique au niveau du gouvernement, du pouvoir, de l'Etat.

Il est nécessaire de donner quelques explications sur le nouveau terme utilisé dans ce texte pour caractériser les Etats ouvriers de l'Europe de l'Est, de Chine, de Yougoslavie, de Corée du Nord, du Viet-Nam : à la place de « Etats ouvriers déformés », la formule utilisée est « Etats ouvriers bureaucratiques ». Ce n'est qu'une

proposition dont les raisons sont les suivantes : dans les années 1922-1923, Lénine, parlant de l'Etat de l'URSS, le caractérisait ainsi qu'un Etat ouvrier à déformations bureaucratiques. Il est bien évident qu'on ne peut établir une égalité quelconque entre l'Etat ouvrier de l'URSS en 1922 et les Etats ouvriers bureaucratisés dès leur constitution et qui ont été formés aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale et par la suite. En URSS, en 1922, il s'agissait de lutter contre des déformations bureaucratiques. Pendant de longues années il fallait réformer l'Etat ouvrier et non reconstruire un Etat ouvrier : la révolution politique n'était pas nécessaire.

Ce n'est pas le cas des Etats ouvriers bureaucratiques dont il est question. L'Etat ouvrier de l'URSS a dégénéré. Il faudra le reconstruire pierre par pierre après en avoir chassé la bureaucratie parasitaire. A cette fin, la révolution politique est nécessaire. Par contre, les divers Etats ouvriers bureaucratiques sont le produit de processus politiques qui ne sont pas identiques à ceux qui se sont produits en URSS. Ces processus sont d'ailleurs particuliers de pays à pays. Une appréciation globale, donc insuffisante, montre cependant que ces Etats ouvriers résultent d'effondrements de gouvernements, de secteurs entiers du système impérialiste.

Sur le fond de la lutte de classe du prolétariat et des masses exploitées à l'échelle mondiale, dans certains pays un processus de révolution prolétarienne s'est développé plus ou moins puissamment, amplement et profondément. La révolution prolétarienne a été canalisée, coiffée, est restée inachevée et a été refoulée. En d'autres pays les appareils bureaucratiques déjà constitués ont tout simplement occupé le terrain et comblé les vides politiques. Il y a eu un développement combiné : guerre révolutionnaire que des appareils bureaucratiques encadraient et dirigeaient. Cela n'est pas identifiable à des déformations bureaucratiques du type de celles qui existaient à l'intérieur de l'Etat ouvrier en U.R.S.S. en 1922.

Vietnam : 1945, Dien-Bien-Phu

Reprenons l'exemple du Vietnam et de l'Indochine car il est le dernier en date et le plus significatif. Le mouvement des masses s'est frayé la voie au travers du

désastre français de 1940, de l'occupation japonaise, de la défaite du Japon.

Lorsque le 15 août 1945 le Japon capitula, bien que l'acte de reddition ait chargé les troupes japonaises du maintien de l'ordre, un vide politique se créait, la révolution déferlait du Nord au Sud-Vietnam. Le 25 août 1945 un comité exécutif provisoire (Nambo) prenait le pouvoir à Saigon. Le 2 septembre Ho Chi Minh proclamait à Hanoï la République démocratique du Vietnam. Mais la révolution vietnamienne était jugulée dans le cadre des accords de Yalta et Postdam conclus entre la coalition impérialiste victorieuse et la bureaucratie du Kremlin. Ces accords prévoyaient le maintien, ou plutôt le retour, de l'impérialisme français en Indochine. Le vietminh laissait sans coup férir les troupes anglaises chargées d'assurer l'intérim occuper Saigon et chasser le Nambo, et les troupes chinoises au Nord occuper le Tonkin. En octobre, le corps expéditionnaire de Leclerc prenait le relai des forces anglaises et réoccupait, entre octobre 1945 et février 1946, la Cochinchine et le Sud-Annam. En mars 1946, après un premier bombardement de Haiphong, les troupes françaises reprenaient pied au Tonkin. Le même jour, le 6, Ho Chi Minh signait un accord qui intégrait le Vietnam dans l'Union française et « le gouvernement du Vietnam se (déclarait) prêt à accueillir amicalement l'armée française ».

Se situant entièrement sur le terrain de la « coexistence pacifique » stalinienne, Ho Chi Minh et le PCV signaient encore le 14 septembre à Paris un « modus vivendi » qui, notamment, établissait une « République autonome de Cochinchine ».

La suite, logique et normale, est connue : le 23 novembre la flotte française écrasait sous ses obus les quartiers vietnamiens de Haiphong ; le 19 décembre les troupes françaises occupaient à Hanoï le siège du gouvernement de la RDVN qui ne dut son salut qu'à la fuite. La guerre, révolutionnaire du côté vietnamien, de rapine coloniale du côté français, commençait.

Le rapport entre la révolution au Vietnam et la lutte des classes en Europe et dans le monde, ainsi que les limites que les rapports politiques entre l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international lui imposaient sont déjà évidents dès cette phase qui s'étendit de 1940 à 1946. Tout le cours de la guerre révolutionnaire a souligné tout aussi nettement ces rapports. Le PCV était contraint à la guerre révolutionnaire contre l'impéria-

lisme français. Mais la victoire de la révolution chinoise influencera de façon décisive le cours de la guerre révolutionnaire au Vietnam. En 1947 encore, Ho Chi Minh appelait à « une solution négociée dans le cadre de l'Union française ». Ce n'est que plus tard que le PCV reconstitué appelait à la guerre révolutionnaire pour exproprier l'impérialisme français, les propriétaires fonciers, la bourgeoisie compradore.

La première importante défaite française eut lieu à Cao Dang en 1950. Toute la marche des événements au Vietnam et en Indochine qui allait aboutir à Dien-Bien-Phu est indissolublement imbriquée, au cours de cette nouvelle phase, aux développements de la lutte des classes, et aux rapports politiques mondiaux : la mobilisation des masses, les opérations militaires. Au moins du côté français, les effectifs et le matériel engagés dans la bataille de Dien Bien-Phu n'étaient pas considérables, mesurés aux moyens dont l'armée française pouvait disposer.

Moment politique où se situe Dien-Bien-Phu et ses conséquences

S'il s'était agi seulement d'une question militaire, d'hommes et de matériels, l'impérialisme français, bénéficiant de l'appui des USA, aurait eu les moyens de faire face à la situation. Mais cette défaite de l'impérialisme français prend place en mars 1954, sept mois après la grève générale spontanée d'août 1953 en France, sept mois avant que n'éclate la guerre révolutionnaire d'Algérie, alors que l'agitation politique s'étendait de la Tunisie au Maroc, un peu plus d'un an avant les puissants mouvements grévistes de l'été 1955 en France.

Une profonde crise sociale et politique déchirait déjà l'impérialisme français. La deuxième guerre impérialiste avait précipité sa décadence, l'avait réduit à une puissance de troisième ordre, avait disloqué l'Etat bourgeois français ; par contre, la classe ouvrière avait reconquis les positions perdues après juin 1936 et en avait conquis de nouvelles. Et pourtant au lendemain de la guerre l'impérialisme français s'asseyait, ainsi que le quatrième « grand », à la table des « vainqueurs » (bien qu'en bout de table), recouvrait son empire, la tradition de la III^e République revivait dans la IV^e République. La bourgeoisie française vacillait sous ce poids. Les éléments de sa puissance d'hier l'écri-

sait désormais, elle s'y accrochait et cela la déchirait, aggravait sa décadence, et précipitait la crise sociale et politique française.

Dien-Bien-Phu accélérât cette crise sociale et politique. Cette bataille, militairement d'importance secondaire, était en conséquence un événement politique capital, d'autant que la crise française n'était que l'aspect français d'un ensemble de rapports européens et mondiaux marqués par les années de guerre froide, la tension imposée aux rapports entre les classes, alors que la révolution avait été contenue, et non vaincue, en Europe, au lendemain de la guerre, que le prolétariat s'était puissamment renforcé, aboutissait à une nouvelle crise à caractère révolutionnaire.

Tandis qu'en France la crise sociale et politique s'accroissait, le mouvement révolutionnaire des travailleurs de l'Allemagne de l'Est frappait les trois coups de la révolution politique ; en octobre 1956 en Pologne, en novembre 1956 en Hongrie, la révolution politique déferlait. Dien-Bien-Phu s'insérait ainsi qu'une composante active de toute cette phase de la lutte des classes mondiale, et comme ce fut à maintes reprises le cas depuis 1943-1945, la révolution en Europe était prête à déferler. L'ordre européen et mondial précaire que les accords de Yalta et Postdam avaient consacré et devaient protéger, constamment remis en cause et entamé depuis 1945, était menacé de dislocation. Mais ses piliers, l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin, assistés de la bureaucratie chinoise, et de toutes les forces politiques intéressées au maintien des fondements de cet ordre, disposaient encore de moyens suffisants nécessaires à en sauver l'essentiel.

Les accords de Genève de juillet 1954 imposaient la partition du Vietnam à la hauteur du 17^e parallèle, la dislocation de l'Indochine. Militants et forces armées du Vietminh se retiraient au Nord, l'armée française se repliait au Sud, le Laos et le Cambodge devenaient des Etats indépendants. Les dispositions des accords de Genève stipulant que les élections générales auraient lieu deux ans plus tard étaient de simples fioritures diplomatiques. Les accords de Genève de 1954 n'avaient d'autre sens et d'autre contenu que de préparer la relève de l'impérialisme français par l'impérialisme américain, de tenter d'instaurer au Sud un Etat bourgeois compradore face à l'Etat ouvrier bureaucratique né des bouleversements des années 1940-

1945 et de la guerre révolutionnaire de 1947-1954.

Comme nous l'avons déjà vu dans ce rapport, vingt et un ans plus tard l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradores de Thieu, de ceux du Cambodge, et du Laos ne peut pas plus être isolé des rapports politiques mondiaux, et de la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'est ouverte en 1968 que Dien-Bien-Phu, la défaite française, les accords de Genève en 1954 ne pouvaient l'être de la crise en France et en Europe des années 1953-1956. Mais il n'est pas moins indispensable pour expliquer aussi bien la défaite française que la défaite américaine de remonter à la forme, à la spécificité, aux particularités du développement de la lutte des classes au Vietnam et en Indochine depuis plus de quarante ans.

Colonisation française et rapports sociaux

A l'origine il y a la colonisation française elle-même. Le mode de production capitaliste, et ses rapports sociaux, ont été imposés au Vietnam et en Indochine. Ils sont venus de l'extérieur. Ils ont été greffés. Ils n'ont pas procédé d'un développement historique et organique intégrant le pays à la division internationale du travail, au marché mondial, aux rapports de production capitalistes mondiaux. L'impérialisme français les a imposés, et les a développés en fonction de ses besoins propres. De là un développement économique de type colonial, mais ce qui importe plus encore, un bouleversement des rapports sociaux traditionnels.

Les anciennes classes dominantes étaient soit dépossédées et détruites, soit subordonnées aux rapports de production que l'impérialisme français imposait. Une bourgeoisie compradore au sens strict du terme se greffait à l'impérialisme français. La bourgeoisie française exerçait directement l'administration du pays, appuyée sur une très mince couche qui dépendait directement d'elle et surtout sur un corps expéditionnaire permanent. Certes ce n'est pas le seul pays colonial où de tels rapports sociaux et politiques aient été imposés, non seulement parmi ceux subordonnés à l'impérialisme français mais aussi parmi ceux asservis à d'autres impérialismes. Pour se borner à l'empire français, l'Algérie colonisée depuis 1830 représentait un cas ultime : à la suite de sa conquête l'objectif affirmé par la bourgeoisie française

était d'en faire une colonie de peuplement.

Pourtant, dans la plupart des pays coloniaux, la transition entre la domination coloniale directe et la subordination au système impérialiste mondial par la médiation de l'indépendance politique formelle, a pu être réalisée en prenant appui sur la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie locale, les décombres des anciennes classes dominantes, voire de petites équipes militaires formées d'anciens sous-officiers et officiers subalternes de l'armée coloniale.

L'avenir de ces pays n'en est pas garanti pour autant. Ils restent des pays étroitement subordonnés au système impérialiste mondial, leur retard économique ne cesse de s'accroître, ils sont politiquement très instables. Des éléments de décomposition sociale existent en permanence et il suffirait d'une accentuation de la marche à la crise mondiale pour qu'ils se développent en gangrène généralisée.

Vue sur l'histoire de la lutte contre l'impérialisme français

La colonisation est à l'origine de la situation qui a amené à l'effondrement de l'Etat et du gouvernement compradores de Thieu. Elle ne l'explique pas en ligne directe. Il faut y ajouter les conditions spécifiques que sont la constitution de partis et organisations procédant de la III^e Internationale dès les années trente, le PCV, la formation, surtout à Saigon, d'un puissant mouvement trotskyste, qui utilisèrent les maigres possibilités d'expression politique légale que permettait le colonialisme, élection du deuxième collège du conseil municipal de Saigon, et combattirent illégalement.

L'organisation trotskyste surtout implantée en Cochinchine a commencé à être décimée en 1939-1940 lors de la déclaration de guerre, ses dirigeants envoyés à Poulo Condor, alors que les dirigeants stalinien se réfugiaient en Chine et avec l'appui du Kremlin parvenaient à reconstituer au Tonkin pendant la guerre le PCV.

Pourtant le rôle de l'organisation trotskyste a été considérable dans la lutte contre l'impérialisme et la lutte des classes au Vietnam dès les années 30 et il marque les événements ultérieurs de la guerre révolutionnaire.

De 1932 à 1940, tous les terrains de lutte furent utilisés pour propager et défendre une politique qui soudait à la lutte contre l'impérialisme celle pour la révolution prolétarienne, grâce à la constitution et au

développement d'une organisation trotskyste, sous la direction de Tha Thu Tau. Les trotskystes imposèrent aux dirigeants staliniens du PC un front unique, dont « La Lutte » était l'organe. Dès mai 1933, deux candidats de la liste ouvrière, soutenue par « La Lutte » furent élus au conseil municipal de Saigon, qu'ils utilisèrent comme tribune politique. En même temps, le PC d'un côté, les trotskistes de l'autre, continuaient à mener leur action politique, illégale ou semi-légale.

Dès 1935, le PCV s'aligna sur la ligne de Front Populaire que venait d'adopter l'IC sous la direction de Staline et de Dimitrov. Lorsque se constituèrent en France les gouvernements successifs du Front Populaire, le PCV en vint à soutenir l'administration coloniale de l'impérialisme français ; jusqu'à la signature du pacte germano-soviétique, il se prononça même pour la défense nationale et la constitution d'un front national contre le fascisme japonais.

Mais le groupe trotskyste poursuit son action politique, qui unissait combat anti-impérialiste et lutte pour la révolution sociale. En 1937, il parvint à arracher aux dirigeants staliniens la direction du journal « La Lutte ». Aux élections municipales de 1937, une liste ouvrière obtint trois élus dans le deuxième collège de Saigon, dont Tha Thu Tau. Mais en juin 1937, le front unique entre staliniens et trotskystes fut ouvertement rompu par les premiers ; aux élections au collège colonial, deuxième collège, Tha Thu Tau et Tran Van Trach, candidats trotskystes, furent cependant triomphalement élus, avec 80 % des voix : staliniens et gouvernementaux se partageaient les 20 % restants. En 1936, de grandes grèves avaient éclaté à Saigon et dans la Cochinchine. Plus de 600 comités d'action s'étaient formés afin de lutter contre l'impérialisme et pour les revendications sociales.

Dans les années 30, au Vietnam, les organisations bourgeoises ou petites-bourgeoises ne jouent qu'un rôle politique mineur dans la lutte contre l'impérialisme. Ainsi, lorsque le Japon capitulera en 1945, l'administration française démantelée, la révolution utilisera les canaux des organisations traditionnelles et elle prendra un caractère nettement prolétarien et déferlera du nord au sud.

Au Tonkin, la bourgeoisie indigène et les propriétaires fonciers, sous l'égide des troupes d'occupation chinoises, se regroupèrent dans le bloc nationaliste en 1945, qui n'avait aucune racine populaire. C'est

tout à fait artificiellement, pour les besoins de sa politique de collaboration avec l'impérialisme français, de participation à l'Union française, qu'Ho Chi Minh inclut ces organisations bourgeoises dans des gouvernements « d'Union nationale », de « bloc national » formés à Hanoï, allant jusqu'à dissoudre officiellement le PCV le 11 novembre 1945, tandis qu'au sud, après le débarquement du corps expéditionnaire français, l'administration directe française était reconstituée.

Bien que formellement dissout, le PCV parviendra à imposer son monopole politique sur les masses. Les trotskystes, au sud, ont été décimés par la répression, leurs organisations disloquées. En 1945, Tha Thu Tau est une grande figure mais sans organisation solide et efficace. Le Vietminh achève ce que l'impérialisme français avait commencé, il assassine Tha Thu Tau ainsi que les militants trotskystes connus ; la guerre révolutionnaire finira de donner au PCV, qui dispose d'un appareil, de moyens, d'une armée, le monopole du contrôle politique des masses.

Par la suite, les années de guerre révolutionnaire, la victoire de la révolution chinoise, l'obligation de faire de la bourgeoisie compradore politiquement l'ombre portée de l'impérialisme français, accentueront encore cette situation politique.

Echec de la tentative d'édifier un Etat bourgeois au Vietnam et décomposition du système impérialiste

Après les accords de Genève de 1954, la partition du Vietnam et la dislocation de l'Indochine, commenceront les tentatives sérieuses d'édifier un Etat bourgeois sudvietnamien. Mais, sept années de guerre révolutionnaire avaient déjà labouré le sud comme le nord Vietnam. Désagrégée, décomposée, la déjà si faible et dépendante bourgeoisie compradore voit réduites au néant ses assises politiques.

La défaite de l'impérialisme français résulte, en partie, de ces données historiques. Au nord, s'édifiait un Etat ouvrier certes bureaucratique mais qui, par sa simple existence décomposait les tentatives de constituer un Etat bourgeois ayant des assises au sud. L'aspiration passionnée des masses à l'unité et à l'indépendance nationale, exacerbée par l'indépen-

dance au nord, trouvait un pôle dans l'existence de l'Etat ouvrier déformé du nord et passait plus que jamais par la lutte contre la bourgeoisie compradore et les propriétaires fonciers. Seule une dictature féroce, exercée par la lie de la société, appuyée sur les moyens mis à sa disposition par l'impérialisme, pouvait se maintenir au sud. Rapidement, l'impérialisme français passa le relais à l'impérialisme américain.

Le gouvernement et l'administration de Ngo Din Diem eurent raison des bandes pillardes Hao-Hao, Binh-Xuen, Cao-daïstes, qui avaient tour à tour collaboré et combattu l'armée française. L'armée, la police, l'administration ne formaient pas, néanmoins, un Etat. Elles étaient de même nature que les bandes pillardes qu'elles éliminaient. Dès 1956-1958, la guerre révolutionnaire se rallumait d'elle-même au sud Vietnam et Ngo Din Diem ne parvenait pas à la maîtriser, quelle que soit la faiblesse des moyens des maquisards et la férocité de la répression. Il n'est pas nécessaire, ici, de reprendre la suite du développement de ces dix-huit à vingt ans de nouvelles guerres révolutionnaires. L'important est de saisir que pas plus Thieu que Diem ne parvinrent à constituer un véritable Etat sud-vietnamien en dépit de l'intervention américaine qui couvrit pourtant militairement le sud. Bien plus, un double mouvement minait plus encore toute possibilité d'assurer à un tel Etat une existence.

La guerre aboutissait à une décomposition sociale. Toute l'économie, toutes les « classes » dominantes, devenaient, au sens le plus strict, dépendantes de la guerre américaine. Le programme du FNL se voulait et était un programme qui, tout en épousant la guerre révolutionnaire et en la menant, visait au maintien de la société bourgeoise au sud, d'un Etat et d'un gouvernement bourgeois au sud, entretenant des relations directes avec l'impérialisme y compris US, le projet de gouvernement à trois composantes était significatif. Il n'avait et n'a toujours pas de base, pour les mêmes raisons qui ont rendu Diem et Thieu incapables de constituer un Etat bourgeois au sud. Il a suffi d'une pichenette pour que s'effondre le gouvernement et l'Etat bourgeois compradore de Thieu. Les accords de Paris n'en sont pas moins condamnables du point de vue des intérêts des masses. Ils ont été conclus comme une

tentative pour constituer un tel Etat, arc-bouté sur la puissance américaine, édifié sur les cadavres de millions d'hommes et de femmes du Vietnam et d'Indochine, écrasant sous une dalle de plomb des dizaines de millions d'autres hommes et femmes du Vietnam et d'Indochine, dans le cadre de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire.

Une fois encore il faut insister : la décomposition de la bourgeoisie compradore du Vietnam, du Laos, du Cambodge, l'effondrement de l'administration et de l'armée de Thieu, font partie de la crise du système impérialiste mondial. C'est parce que le système impérialiste dans son ensemble, l'impérialisme français, l'impérialisme US, sont eux-mêmes engagés dans un processus de putréfaction que la gangrène décompose en quelque sorte les extrémités. Après la Chine, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, fournissent de nouveaux exemples.

La conception révisionniste du « néo-capitalisme » est incapable de rendre compte de cela. Elle suppose en effet un mode de production qui a dépassé les contradictions du mode de production capitaliste, de l'impérialisme, stade du capitalisme pourrissant, stade suprême du capitalisme. Dans ce cas, l'ensemble du système aurait ouvert une voie de développement aux bourgeoisies des pays économiquement arriérés, et aux rapports sociaux de production « néo-capitalistes » des pays coloniaux ou ex-coloniaux.

A supposer que les bourgeoisies dégénérées dès leur naissance de certains de ces pays n'aient pu être vivifiées, elles auraient été prises en charge et efficacement soutenues par le « néo-capitalisme » donnant un « nouvel et prodigieux essor au développement des forces productives ».

C'est au contraire l'énorme croissance du parasitisme au sein des métropoles impérialistes, notamment les défenses militaires massives, qui ont été le volant d'entraînement de l'économie capitaliste au cours de ces dernières décennies. Dans certains pays économiquement arriérés, en certaines conditions, cela peut aller jusqu'à la décomposition de la société. Mais ces conditions ne suffisent cependant pas. Tant que l'impérialisme français a été capable de maintenir au Vietnam et en Indochine une structure politique prolongement de l'Etat bourgeois français appuyé sur un puissant corps expéditionnaire, il n'y a pas eu d'effondrement. Tant que l'impérialisme américain a été en me-

sure de soutenir à bout de bras le gouvernement et l'Etat compradore de Thieu, si artificiel qu'il fut, il a tenu et on ne pouvait exclure qu'il parvienne à établir une situation comparable à la Corée du Sud.

Nous revenons à la nouvelle période révolutionnaire caractérisée par les thèses du XVII^e Congrès de l'OCI comme celle de la révolution imminente, à son contenu, aux relations qui s'y développent, aussi bien entre les bourgeoisies, et au sein de ces bourgeoisies, entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, entre les classes et à l'intérieur du prolétariat.

Etats ouvriers bureaucratiques, l'Etat ouvrier soviétique

La décomposition du gouvernement et de l'Etat compradores de Thieu, de ceux du Cambodge et du Laos, que l'impérialisme US a tenté d'édifier, résulte de son absence de fondation, de racines sociales, du pourrissement de la bourgeoisie compradore, reliés à la crise d'ensemble de l'impérialisme. Condition non suffisante, elle était une condition nécessaire de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam. Mais l'effondrement de ces gouvernements et de ces Etats s'est réalisé de telle façon que les Etats qui se constituent en Indochine, s'ils se constituent sur le fond de la marche en avant de la révolution prolétarienne mondiale, ne sont pas le produit de la révolution prolétarienne sous ses formes classiques dans ces pays.

Celle-ci a pris la forme très particulière d'une guerre révolutionnaire que le PCV au Vietnam et dans une grande mesure au Laos et au Cambodge a étroitement contrôlée et dirigée en s'appuyant, de 1949 à 1954, sur la Chine et ensuite sur l'appareil de l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord Vietnam. La bureaucratie du Nord Vietnam occupe au sud un terrain où, d'un seul coup, les structures politiques s'effondraient. Elle édifie un Etat projection de celui du nord.

Depuis que le PCV est parvenu à s'assurer le monopole politique du prolétariat vietnamien, celui-ci n'a pas eu d'expression politique indépendante, pas plus que les prolétariats du Cambodge et du Laos n'en ont eue. Cela rappelle ce qui s'était produit en Chine en 1947-1949 et en 1943-1945 en Yougoslavie. Dans ce sens, la révolution prolétarienne en Chine, au Laos, au Cambodge, au Vietnam et en

Yougoslavie reste à faire sous ses formes classiques. Mais qui dit forme, dit contenu.

L'Etat ouvrier bureaucratique tire son caractère ouvrier de ses origines socio-politiques et des nouveaux rapports de production qu'il met en place. Il est cependant l'Etat de la bureaucratie, couche sociale qui, quelles que soient ses origines, est en dernière analyse antagonique au prolétariat, et dont la nature est petite bourgeoise. En tant qu'expression et instrument de la bureaucratie parasitaire, le prolétariat devra détruire l'Etat ouvrier bureaucratique. Même au Vietnam, au Cambodge, au Laos, il ne peut occuper, ainsi que l'on occupe après d'autres, un appartement ou un immeuble, l'Etat déjà construit. Les rapports de production resteraient dans leur essence ce qu'ils sont, encore qu'ils auraient subi d'importantes modifications. Les bases politiques de l'Etat seront clairement différentes, pourtant il faudra reconstruire l'Etat de ses fondements au sommet. A l'Etat ouvrier bureaucratique succédera l'Etat ouvrier soviétique.

Les processus, au cours desquels et par lesquels, ont été constitués au Vietnam, au Cambodge, au Laos, et en Chine des Etats ouvriers bureaucratiques présentent des différences notables. Pourtant, et c'est aussi le cas en Yougoslavie, ils ont été constitués dans le cours et à partir d'un processus national, de guerres révolutionnaires. Ces Etats ouvriers bureaucratiques ont un caractère et des fondements nationaux, indépendants du Kremlin, ce qui n'empêche pas que l'oppression de peuples et de minorités nationales puisse exister à l'intérieur de ces Etats.

Par contre, en Europe de l'Est, les Etats ouvriers bureaucratiques sont des constructions du Kremlin. Ils sont étroitement dépendants de lui. Bien que surgissent entre eux et le Kremlin des tensions et des contradictions quelquefois explosives, ils restent des instruments d'oppression et de spoliation nationales, n'ayant pas ou peu de racines dans le sol national, cela à des degrés divers, mais c'est vrai à l'évidence en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Bulgarie. En Europe de l'Est la libération et l'indépendance nationales sont parmi les tâches que la révolution politique a à réaliser. La destruction radicale de l'Etat ouvrier bureaucratique s'impose d'autant plus qu'il est un corps étranger. Là aussi l'Etat ouvrier ne peut être vraiment et

pleinement un Etat ouvrier que s'il est l'Etat ouvrier soviétique.

En Corée du Nord, l'Etat ouvrier bureaucratique a été constitué à l'origine sous le contrôle du Kremlin. Des problèmes particuliers se posent, dont ceux de l'unité du pays : liquider l'Etat ouvrier bureaucratique au Nord, l'Etat bourgeois compradore au Sud, établir l'indépendance et l'unité nationales, exproprier le capital exigera sans aucun doute le renversement conjoint de l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord et de l'Etat bourgeois compradore au Sud, la constitution de l'Etat ouvrier soviétique de Corée.

A Cuba, l'Etat ouvrier reste à construire et il ne peut l'être que sous la forme soviétique.

Ainsi, si l'Etat ouvrier soviétique est à reconstruire en URSS, il est purement et simplement à construire dans tous ces pays où il n'a jamais existé. Et on ne peut parler, à propos de ces Etats, d'Etats ouvriers déformés. Ainsi, était-il plus juste de les caractériser d'Etats ouvriers bureaucratiques. Par contre, la caractérisation d'Etat ouvrier bureaucratique dégénéré en ce qui concerne l'Etat de l'URSS doit être maintenue. En URSS, le prolétariat a pris le pouvoir en 1917. Le pouvoir soviétique, la dictature du prolétariat y ont existé. Le prolétariat a été chassé du pouvoir. La bureaucratie monopolise le pouvoir, détruit les Soviets, constitue ses propres organismes dont l'épine dorsale est le NKVD et le parti de la bureaucratie victorieuse, le PCUS. La classe ouvrière devra reconstituer les Soviets, établir le pouvoir soviétique, la dictature du prolétariat.

Les soviets

Alors que se concentre la nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968, dite de « l'imminence de la révolution », il importe de réaffirmer que la forme enfin trouvée du pouvoir ouvrier, ce sont les soviets, les conseils d'ouvriers, de paysans, de soldats, nationalement centralisés qui se constituent en Etat. Bien entendu, les soviets ne naissent pas ainsi qu'un Etat constitué. Ce sont d'abord des organes qui unifient dans leur diversité politique les masses exploitées de la ville et de la campagne, leur représentation, syndicats et partis. Ce sont des organes unitaires de

masses qui ne rejettent pas mais intègrent les organisations du prolétariat et des masses en général. Ils organisent les masses en vue de l'action politique et ce sont également des parlements ouvriers, des parlements révolutionnaires. Il est utile de rappeler ce que Trotsky écrivait à propos de l'URSS :

« La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie politique... La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages montreront quels partis sont soviétiques. »

Nous sommes loin de ces fameux soi-disant comités « apartidaires ». Pour prendre et exercer le pouvoir, les soviets doivent être l'organisation vivante des masses exploitées avec leurs tendances, leurs courants, leur mouvance, leur vie politique intense ; pour ce, organisations et partis sont indispensables.

Toute période révolutionnaire a vu se manifester la tendance à la constitution de comités, de soviets.

« Personne n'a proposé jusqu'à maintenant aucune autre forme d'organisation et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme a priori. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches qui sont entraînées dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction des soviets sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot d'ordre des soviets est le couronnement du programme des revendications transitoires. » (Programme de transition.)

La où commence et se développe un processus de révolution politique, le phénomène prend rapidement corps : en juin 1953, en Allemagne de l'Est, se constituaient des comités ouvriers ; en Pologne, en octobre 1956, des comités se constituaient également ; la révolution hongroise des conseils a été le plus loin sur cette voie ; en Tchécoslovaquie, les formes soviétiques étaient en gestation ; elles ont surgi à nouveau en Pologne en décem-

bre 1970 et janvier 1971 dans les ports de la Baltique et également dans de nombreuses entreprises du pays.

Mais ce n'est pas que dans les pays où le capital a été exproprié que des formes pré-soviétiques ou soviétiques ont vu le jour ou s'annonçaient au cours de ces dernières années : l'Assemblée Populaire de Bolivie a été surnommée le premier soviét d'Amérique Latine ; les « cordons » au Chili étaient une forme pré-soviétique ; au Portugal, les commissions des délégués élus ont un caractère pré-soviétique évident.

L'émergence de formes soviétiques ne doit rien au hasard. Ainsi s'exprime un besoin fondamental des masses engagées en un processus révolutionnaire : la nécessité de l'unité et de la démocratie prolétarienne qui n'est pas un luxe, un superflu.

Libertés démocratiques, démocratie ouvrière, sont des éléments indispensables aux masses en lutte, à leur constitution comme classe pour soi. Ces revendications ne sourdent pas par hasard dans tous les pays où le capital a été exproprié : depuis la Chine au cours de la période des Cent Fleurs, jusqu'aux processus de révolution politique en Europe de l'Est, sans omettre le combat de nombreux intellectuels d'URSS pour les libertés. C'est seulement si elles s'exercent pleinement que les plus larges masses peuvent établir leur pouvoir, prendre en charge leur destin, contrôler les rapports de production, supprimer les contradictions et harmoniser le développement des forces productives en fonction de leurs besoins, dépasser le quotidien et un horizon local et national étroits, gérer la société et tous ses rapports ; ce qui est l'objectif immédiat de la révolution prolétarienne et une nécessité historique pour aller vers le socialisme.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » n'est pas qu'une formule brillante, ou plutôt, elle est brillante car elle synthétise le contenu de la révolution prolétarienne : unité et libertés démocratiques sont politiquement indissociables dans le cadre des soviets.

Depuis cinquante ans, le stalinisme et ses dérivés ont foulé, écrasé les libertés démocratiques en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, en Indochine, défiguré et détruit le cadre de la démocratie et de l'unité prolétarienne, les soviets, ou ont veillé à ce qu'ils ne se constituent pas.

Les rapports de production, l'ensemble des rapports sociaux, qui sont nés de la révolution d'Octobre, leurs prolongements en Europe de l'Est, l'instauration des rapports sociaux de même nature en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam, au Cambodge, au Laos, sont, dans ces conditions, sous la gestion des bureaucraties parasitaires, ravagés de contradictions destructives.

La solution de ces contradictions exige le plein développement de la principale force productive, active, consciente, le prolétariat, sa pleine participation, l'épanouissement de ses ressources, de ses moyens, c'est-à-dire la démocratie prolétarienne dans le cadre des soviets. C'est pourquoi la question des libertés démocratiques a tant d'importance en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam, au Cambodge, au Laos, aujourd'hui. Une fois encore, le cadre de leur développement, de leur épanouissement, ce sont les soviets.

La question des soviets n'a pas moins d'importance dans les pays capitalistes économiquement développés où la bourgeoisie et son Etat ont de profondes racines, où le prolétariat a de riches traditions politiques, où les forces productives ont connu un puissant développement, où existe une longue tradition de démocratie bourgeoise.

Déraciner la bourgeoisie, abattre son Etat nécessite la participation totale des plus larges masses. Il est non moins indispensable, non de nier les libertés démocratiques, mais au contraire, de les défendre contre la bourgeoisie qui est obligée de les mettre en cause, de tenter de les détruire. Les soviets sont là aussi le cadre du plein épanouissement des libertés démocratiques pour les masses exploitées. L'Etat ouvrier soviétique est indispensable à la transformation des rapports sociaux de production et de tous les autres rapports, étant donné le haut niveau de développement des forces productives qu'il s'agit de libérer des rapports bourgeois dans lesquels elles étouffent et régressent.

La nécessité des formes d'organisation et de démocratie soviétiques s'impose également, dans les pays subordonnés indirectement ou directement aux puissances impérialistes, et qui pourtant font partie du système impérialiste. La forme soviétique est la forme qui peut unir autour du prolétariat, la petite bourgeoisie des villes, la paysannerie. Elle ne s'oppose

pas aux tâches démocratiques bourgeoises, aux tâches nationales, elle les prend en main et les réalise, en instituant la dictature du prolétariat.

La question des soviets se pose, et se posera ultérieurement d'autant plus que s'est ouverte la nouvelle période de la révolution mondiale, dite de « l'imminence de la révolution », et que le tournant dans la situation mondiale commence à la concrétiser. Dans la mesure où cette période concentre les problèmes de la révolution, pose en termes pressants le dilemme « socialisme ou barbarie », où la dimension et la profondeur de l'affrontement entre le prolétariat et la bourgeoisie impose un alignement sur les forces de classe fondamentales prolétariat et bourgeoisie, où s'approche le dénouement historique de l'ère de la révolution prolétarienne, elle fait appel, elle met en mouvement les forces, les réserves les plus profondes, du prolétariat mondial, et particulièrement là où il est le plus développé et puissant, ainsi que celles de toutes les masses exploitées. Le cadre d'organisation, le plus adapté de mobilisation, d'action, du prolétariat, en tant que classe, dans son unité et sa diversité, ce sont les soviets.

« Partir de la conscience des masses » dans la question du gouvernement

La victoire de la révolution prolétarienne dans chaque pays, la constitution des Etats Unis Socialistes d'Europe, la République ouvrière universelle, tels sont les enjeux de la nouvelle période de la révolution prolétarienne. Pour cela, il faut que s'établisse dans chaque pays, la dictature du prolétariat.

L'important est de savoir par quelle voie le prolétariat peut y parvenir. Pendant la période ultra-gauchiste de l'Internationale Communiste entre 1929 et 1933, l'appareil stalinien lançait constamment le mot d'ordre « les soviets partout », dans tous les pays, à n'importe quel moment. Au nom des « soviets » les PC combattaient contre la réalisation du Front Unique des organisations et partis ouvriers. Ils opposaient les « soviets », réalisant soi-disant le front unique à la base, au front unique au sommet impossible puisque la social-démocratie c'était le « social-fascisme ». En fait, le Front Unique à la base était de toute

façon également impossible : peut-on réaliser avec les militants d'un parti « social-fasciste » le Front Unique ?

L'expérience immédiate confirme l'expérience historique : lorsque se noue une situation révolutionnaire, qu'une crise révolutionnaire éclate, que s'ouvre la révolution, les masses en mouvement chargent leurs organisations traditionnelles, de réaliser leurs aspirations, et les charge donc d'un contenu que ces organisations n'ont pas. C'est ainsi que selon les circonstances, la disposition des forces politiques du mouvement ouvrier, l'unité du mouvement ouvrier, et la lutte pour un gouvernement représentatif du mouvement ouvrier, sont inévitablement à l'ordre du jour.

Toute révolution pose la question du gouvernement. Il faut y répondre et y répondre selon la ligne du développement de l'action et de la conscience des masses selon la méthode du Programme de Transition.

« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de LA CONSCIENCE ACTUELLE (souligné par nous) de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

La « conscience actuelle » du prolétariat, au début de toute période révolutionnaire, s'exprime notamment dans ses rapports avec ses organisations traditionnelles : de là l'importance décisive du mot d'ordre d'un gouvernement des organisations et partis ouvriers sans représentants des organisations et partis bourgeois.

Les organisations fidèles au Programme de Transition combattent pour le Front Unique des organisations et partis ouvriers dans les pays où il existe plusieurs organisations et partis ouvriers, et le point le plus élevé du Front Unique ne peut être que le gouvernement de ces partis ouvriers. Là où un seul parti ouvrier existe, pour le gouvernement de ce parti. Elles ne mettent a priori aucune condition pour lutter pour un tel gouvernement. L'expérience politique a montré que des partis ouvriers social-démocrates,

en Angleterre, le Labour Party, peuvent accéder seuls au pouvoir sans qu'une crise révolutionnaire soit ouverte. C'est toujours cependant le résultat et la manifestation d'une poussée politique du prolétariat.

En période de crise révolutionnaire, la venue au pouvoir d'un gouvernement des partis ouvriers, ou du parti ouvrier a une toute autre signification et portée. D'un tel gouvernement, que les masses considèrent comme leur gouvernement, elles attendent qu'il prenne des mesures radicales contre le capital.

« D'avril à septembre 1917, les bolchéviks réclamèrent que les socialistes révolutionnaires et les menchéviks rompent avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition les bolchéviks promettaient aux menchéviks et aux socialistes révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie. Ils se refusaient cependant catégoriquement, tant à entrer dans le gouvernement des menchéviks et des socialistes révolutionnaires qu'à porter la moindre responsabilité politique de son activité. Si les menchéviks et les socialistes révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets (libéraux) et avec l'impérialisme étranger, le « gouvernement ouvrier et paysan » créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais c'est précisément pour cette raison que les sommets de la démocratie petite-bourgeoise s'opposaient de toutes leurs forces à l'instauration de leur propre gouvernement. »

Gouvernement ouvrier et paysan

Dans tous les pays capitalistes avancés, l'expérience historique confirme que les dirigeants des partis ouvriers refusent obstinément, en période de révolution, d'instaurer leur propre gouvernement sans représentants des organisations et partis bourgeois, et qu'ils ne le font qu'à leur corps défendant.

En effet, la venue au pouvoir d'un tel gouvernement serait un très grand pas en avant des masses sur la voie de la révolution. La preuve est faite : les masses peuvent porter au pouvoir un gouvernement qu'elles considèrent comme leur gouverne-

ment. Un tel gouvernement peut, en s'appuyant sur les masses s'attaquer aux institutions bourgeoises, à l'Etat bourgeois, commencer à exproprier le capital, satisfaire les revendications, commencer à organiser la production sous contrôle ouvrier sur de nouvelles bases.

Les masses veulent aller de l'avant et n'attendent pas que le gouvernement agisse. Telle est la tendance, telles sont les aspirations des masses.

Trotsky met entre guillemets l'expression « gouvernement ouvrier et paysan » en parlant de ce genre de gouvernement. Plus loin le Programme spécifie :

« Nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».

En d'autres termes ce qui donne au gouvernement la caractéristique de gouvernement ouvrier et paysan ce n'est pas seulement sa composition, c'est le programme qu'il applique, programme de transition vers la dictature du prolétariat. Sans en faire une condition a priori, avant qu'un gouvernement des seuls partis ouvriers accède au pouvoir, dès avant « nous développons une agitation inlassable » sur le programme d'un gouvernement ouvrier et paysan, et bien plus après qu'il ait accédé au pouvoir.

Des gouvernements constitués des seuls partis ouvriers ou du parti ouvrier, même en période révolutionnaire peuvent être des types particuliers de gouvernement bourgeois. Ils peuvent aussi être contraints d'aller plus loin qu'ils ne l'auraient voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

En Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, à Cuba, les gouvernements qui prirent le pouvoir avaient ou ont le caractère de gouvernements ouvriers et paysans pour autant qu'ils se sont avancés ou qu'ils s'avancent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

On ne peut écarter l'hypothèse que placés devant la dislocation du système impérialiste, la crise politique de telle ou telle bourgeoisie parvenue au stade où l'appareil d'Etat se fissure et se disloque, devant le déferlement de la révolution prolétarienne, des gouvernements des partis ouvriers portés au pouvoir par le mouvement des masses et contraints de l'assumer soient, y compris en Europe, obligés de s'avancer sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

Nous retrouvons ici les conclusions de la troisième partie de ce rapport, les liens qui unissent les partis ouvriers, ces partis ouvriers-bourgeois, des pays capitalistes développés, sont autrement directs et solides que ceux qui unissent ce type de parti des pays arriérés à la bourgeoisie, y compris ceux que les PC ont noués directement.

La révolution prolétarienne en Europe portera des coups irrémédiables au système capitaliste dans son ensemble et à la bureaucratie du Kremlin, pierre angulaire de tous les Etats ouvriers bureaucratiques en Europe et dans le monde. La bureaucratie du Kremlin, son appareil international et toutes les bureaucraties parasitaires, défendront jusqu'à la limite de leurs moyens l'ordre bourgeois en Europe. Les pas que pourront faire de semblables gouvernements sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie sont limités, ils sont beaucoup trop profondément intégrés à la société bourgeoise. Leur action politique sera concentrée sur la défense des institutions et de l'Etat bourgeois, de sa reconstruction s'il est démantelé.

Les relations sociales et politiques, la nature des organisations et partis ouvriers traditionnels de ces pays, leurs liens nationaux et internationaux, le caractère « décisif » de la révolution en Europe, font que même si des « gouvernements ouvriers et paysans » dans le sens indiqué plus haut s'établissaient en fait, ils ne représenteraient qu'un « court épisode sur la voie de la dictature du prolétariat ».

Dès le début de la nouvelle période révolutionnaire la nécessité de combattre sur la ligne des gouvernements des partis ouvriers sans représentants des organisations et partis bourgeois, des gouvernements ouvriers et paysans, a été confirmée. Le mot d'ordre du GRP à Saïgon concrétisait pour le Vietnam cette orientation et s'opposait à celui du gouvernement à trois composantes. En Europe la maturation des conditions objectives et subjectives n'en est pas au même point dans tous les pays. On ne peut de ce point de vue, mettre sur le même plan l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Espagne, et à plus forte raison le Portugal. Les questions se présentent de façon différente en Europe de l'Est et en Europe de l'Ouest. Là aussi des différences importantes existent de pays à pays, pour ne pas parler de l'URSS. L'unité de la révolution européenne ne signifie pas identité de pays à pays.

De toute évidence au Portugal s'impose la nécessité du combat politique pour le gouvernement des partis ouvriers sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan. Mais ce n'est pas moins vrai en France et en Italie dès avant que la crise révolutionnaire s'ouvre et que la révolution déferle. En Grèce également. En Espagne cette orientation n'est pas moins indispensable même si les premiers mots d'ordre sont « A bas l'Etat franquiste, à bas la monarchie, vive la République Espagnole, Constituante souveraine ». Dès l'effondrement de l'Etat franquiste la question gouvernementale sera dominante.

Ce n'est évidemment pas un hasard. Sous une forme ou sous une autre cette ligne s'imposera dans tous les pays du monde.

En Europe de l'Est et en URSS, la ligne du Gouvernement Ouvrier et Paysan trouvera également sa concrétisation. Dès que la crise révolutionnaire s'ouvre toutes les forces politiques qui se dégagent, rompent avec la bureaucratie sur le terrain du socialisme, s'opposent à elle, s'organisent politiquement en d'anciennes organisations ou partis qui ressurgissent ou créent de nouvelles organisations et partis, doivent s'unir, lutter pour former ensemble un gouvernement dont la tâche première est de balayer la bureaucratie. Cette ligne est celle du Gouvernement Ouvrier et Paysan dans les termes où il se pose dans ces pays.

A nouveau sur les soviets

Précisément parce que le combat politique pour le gouvernement des partis ouvriers, sur la ligne du Gouvernement Ouvrier et Paysan, épouse le mouvement de mobilisation des masses, part de leurs conditions et de leur conscience actuelles pour les amener à la conquête du pouvoir par le prolétariat, à la dictature du prolétariat, il est indissolublement uni à l'action politique pour les soviets.

Cependant l'action politique pour les soviets ne saurait se situer en dehors des problèmes politiques concrets qui confrontent le prolétariat et les masses exploitées.

Les soviets peuvent surgir spontanément, d'eux-mêmes, à un niveau élevé de tension révolutionnaire. A certains moments il peut être nécessaire non seulement de mener l'agitation pour les soviets, les comités d'ouvriers, de paysans, de soldats, mais de prendre l'initiative de constituer

des soviets, des comités d'ouvriers, de paysans, de soldats, des couches exploitées en général. Il se peut que des formes plus ou moins développées de type soviétique se constituent, disparaissent, renaissent, et ne parviennent pas à se centraliser. Ce sont là des situations concrètes qu'il s'agit de saisir lorsqu'elles se présentent.

Mais aussi bien l'agitation pour les soviets, que l'initiative d'en former, que leur centralisation, ne peuvent être réalisées en dehors des tâches politiques concrètes. Ainsi en Espagne c'est impossible sans le combat sur les mots d'ordre de « A bas l'Etat franquiste, à bas la royauté, vive la République Espagnole, Cortes Constituantes », la lutte pour les libertés démocratiques, l'indépendance de classe du prolétariat, « à bas le syndicat corporatiste ».

Ainsi au Portugal, c'est impossible sans la lutte contre les coups d'Etat, le corps des officiers essence de l'Etat bourgeois, pour la Constituante souveraine, pour le gouvernement PS-PCP sans ministre bourgeois ; les libertés démocratiques, l'indépendance de la centrale syndicale, la réforme agraire, etc. Au centre se trouve inéluctablement placée la question clé : celle du gouvernement.

Au Portugal, en Espagne, en France, en Italie, la lutte pour les soviets, est impossible sans le combat pour le Front Unique Ouvrier dont ils sont la plus haute expres-

sion. Dans chaque cas il faut trouver la forme concrète.

En Angleterre, en Allemagne occidentale, il faut attendre que la vie dégage les formes et les voies. En tout cas le mouvement passe aujourd'hui par les syndicats, le SPD, le Labour Party.

L'expérience démontre qu'en Europe de l'Est les organismes à caractère soviétique surgissent rapidement. L'exigence des libertés démocratiques, la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique, nourrit la formation d'organismes de type soviétique et leur développement.

Mais dans aucun pays du monde la formation et la centralisation des soviets, des comités ne suffisent. Par leur centralisation les soviets apparaissent ainsi qu'un double pouvoir. Dès lors se pose inéluctablement le problème d'un gouvernement émanation des soviets, responsable devant eux, du pouvoir soviétique. Comment s'opèrent les transitions dépend des situations données qui ne peuvent être résolues à l'avance ? La solution dépend en fin de compte de la lutte à l'intérieur des soviets qui ne « sont liés à aucun programme a priori... où... toutes les tendances politiques du prolétariat luttent pour la direction sur la base de la plus large démocratie ».

En dernière analyse, l'issue dépend de la construction du parti révolutionnaire au cours de tout ce processus politique qui amène les soviets à l'instauration de la dictature du prolétariat.

La révolution portugaise est un événement mondial. Elle marque le commencement de la révolution prolétarienne au Portugal - l'Etat bourgeois était directement remis en cause dans ses fondements par le développement de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

La révolution portugaise est un événement mondial. Elle marque le commencement de la révolution prolétarienne au Portugal - l'Etat bourgeois était directement remis en cause dans ses fondements par le développement de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Toutes les organisations, tous les courants du mouvement ouvrier sont impliqués aux problèmes que pose le cours de la révolution portugaise. Su-

Document préparatoire au XX^e Congrès de l'O.C.I.

CRISE ET RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

INTRODUCTION

La révolution portugaise est l'expression politiquement la plus élevée de la nouvelle période de la lutte des classes dont les traits se sont affirmés essentiellement depuis 1968, en même temps qu'elle en constitue une composante vitale. L'irruption sur la scène politique, dès la chute de la plus vieille dictature d'Europe, des masses s'attaquant à toutes les institutions du régime cinquante-naire de Salazar et de Caetano, a marqué le commencement de la révolution prolétarienne au Portugal : l'Etat bourgeois était directement remis en cause dans ses fondements par le développement de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

La révolution prolétarienne au Portugal met la révolution prolétarienne à l'ordre du jour en Europe. Elle constitue non seulement un axe qui indique le sens dans lequel vont s'orienter les luttes de la classe ouvrière mondiale et particulièrement des prolétariats d'Europe : elle constitue aussi une force politique qui nourrit le mouvement de ces

prolétariats vers la révolution. Alors que tous les éléments d'une crise révolutionnaire ouverte se réunissent en Espagne, n'attendant que d'un élément conjoncturel leur nécessaire mise à feu ; alors que s'approfondit, dans les principaux pays capitalistes, la crise de domination de la bourgeoisie ; alors que la bureaucratie stalinienne prise en étau entre les forces de classe fondamentales s'achemine elle aussi vers des crises explosives, le développement de la révolution portugaise concentre les problèmes de la marche à la révolution en Europe et est un élément moteur de cette marche.

Aussi, est-il naturel que depuis dix-huit mois le développement de la lutte des classes au Portugal occupe une place centrale dans les préoccupations des éléments les plus conscients du prolétariat mondial.

Toutes les organisations, tous les courants du mouvement ouvrier sont confrontés aux problèmes que soulève le cours de la révolution portugaise. Au-

cune ne peut éviter ce test, ne peut esquiver une prise de position.

En 1936-1937, la révolution espagnole a joué un rôle similaire. La flamme de la révolution éclairait avec une netteté incomparable les positions qui s'opposaient au sein du mouvement ouvrier. Dès le 27 juillet 1936, Léon Trotsky écrivait dans une lettre au Secrétariat International du mouvement pour la IV^e Internationale « *la question du Front Populaire est maintenant posée avec une clarté absolue devant tous les travailleurs* ». Parce que la révolution les posait en termes cruciaux et immédiats pour l'avenir du prolétariat espagnol — et du prolétariat mondial — tous les problèmes de principe, de stratégie, de tactique révolutionnaires exigeaient des réponses sans équivoque. Les clivages qui se faisaient alors allaient être fondamentaux dans la constitution même de la IV^e Internationale.

Mais l'analogie ne doit pas faire oublier les différences essentielles. La montée révolutionnaire de 1936, qui trouvait son point culminant en Espagne, s'inscrivait dans une période de la lutte des classes marquée par les plus terribles défaites du prolétariat dont étaient responsables les directions du mouvement ouvrier et, au premier chef, la direction stalinienne de l'Internationale Communiste dégénérée, asservie aux intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin. Le commencement de la révolution prolétarienne au Portugal annonce l'aube d'une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale en même temps qu'elle est elle-même le produit des modifications profondes des rapports entre les classes et des rapports au sein de la classe ouvrière mondiale, amorcés par la montée révolutionnaire du prolétariat qui marqua l'issue du second conflit impérialiste mondial.

Mais le développement de la lutte des classes ne relève pas d'une fatalité mécanique. La contre-attaque du prolétariat, menée dans des conditions politiques extrêmement difficiles après l'écrasement de la classe ouvrière allemande

et de ses organisations, et culminant, après la grève générale de juin 1936 en France, dans la révolution espagnole, ouvrait de nouvelles perspectives. Sous la direction de Léon Trotsky, les organisations qui combattaient pour la IV^e Internationale et qui venaient de tenir en juillet 1936 la « *première conférence internationale pour la IV^e Internationale* » engageaient toutes leurs forces dans la bataille. Et cette bataille était, à l'échelle internationale, une bataille centralisée.

Les organisations qui agissaient pour la formation d'une nouvelle Internationale, pour la IV^e Internationale, étaient alors pour la plupart d'entre elles numériquement faibles. Elles devaient faire face au déchaînement contre-révolutionnaire du stalinisme au sein du mouvement ouvrier. Leurs cadres étaient souvent inexpérimentés. Ces organisations étaient parfois déchirées, des scissions se produisaient même à l'échelon national. Pourtant la direction internationale agissait comme un véritable centre politique, pas seulement comme un cadre administratif ou organisationnel. Par rapport aux problèmes vitaux de la révolution et de la contre-révolution, la politique trotskyste était *une*, c'était par rapport à une orientation définie à l'échelle internationale et inscrite dans la lutte, dans chaque pays, pour la construction de sections de la nouvelle Internationale, que se sélectionnaient les forces qui composeraient la IV^e Internationale, et que s'en traçaient les frontières.

En 1974-75, la situation, de ce point de vue, est tout autre. Toute une gamme d'organisations et de tendances se réclame du trotskysme — parfois sans se réclamer même formellement du programme de fondation de la IV^e Internationale. Les positions les plus contradictoires s'affirment sur les problèmes centraux de la révolution et de la contre-révolution. Des organisations, qui prétendent parler et agir au nom du trotskysme, développent une orientation et

une pratique foncièrement contraires aux enseignements les plus élémentaires de Léon Trotsky.

Le « Secrétariat Unifié » — dont les diverses composantes politiques mènent un combat ouvert sur les questions les plus importantes posées par le développement actuel de la lutte des classes — prétendait qu'il assurait, en termes d'organisation, la continuation de la IV^e Internationale. Il est incapable de s'affirmer même au niveau de simples proclamations, comme un centre international face à ce problème-clé de la lutte des classes internationale que constitue la révolution portugaise.

Les organisations et tendances qui combattent sur la base du programme de transition, qui luttent pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ne peuvent prétendre pour leur part qu'elles ont constitué, un centre international dont l'autorité politique lui permettrait d'intervenir comme une direction internationale.

Cette réalité confirme la conclusion politique qui était à la base de la constitution du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale : les coups que le révisionnisme a portés à la IV^e Internationale à partir de la crise de 1950-53 ont abouti à la destruction de la IV^e Internationale comme organisation mondiale centralisée sur la base du programme de transition. Le révisionnisme n'a pu détruire la IV^e Internationale comme programme : sa continuité politique a été préservée à travers la lutte, à l'échelle internationale et nationale, des organisations trotskystes qui ont défendu le pro-

gramme et les acquis du mouvement trotskyste.

Reconstruire un centre dirigeant international sur la base du programme de transition, fonctionnant suivant les principes du centralisme démocratique, tel est le contenu politique de la reconstruction de la IV^e Internationale. Résoudre la crise de la direction révolutionnaire à quoi se résume la crise de l'humanité, telle est la tâche de la IV^e Internationale, le contenu de notre époque, époque de la révolution socialiste. Ces deux déterminations ne sont pas séparables.

Il y a dix ans déjà, l'O.C.I. définissait en ces termes la crise de IV^e Internationale et la nécessité de la reconstruire :

« La reconstruction de la IV^e Internationale ne peut pas résulter d'une proclamation du Comité International par lequel celui-ci s'affirmerait direction internationale. Elle ne peut être que le fruit d'une longue lutte théorique et politique qui détruira la fiction du « Secrétariat International » et éliminera jusqu'à la dernière trace de « pabliste » au sein des organisations qui se réclament de la IV^e Internationale. Elle ne pourra aboutir à la restructuration d'une organisation mondiale centralisée qu'à la suite de discussions théoriques et politiques approfondies, fatalement longues parce que devant aboutir à une très grande homogénéité théorique et politique, parce que devant apporter des réponses à de très nombreux problèmes qui se sont posés au cours de ces vingt dernières années et que n'a pas permis de résoudre la crise de l'Internationale. »

(S. Just, « La Vérité », sept. 1965.)

LA FONDATION DE LA IV^e INTERNATIONALE ET SON PROGRAMME

La constitution du prolétariat comme classe, c'est-à-dire le processus de son organisation à travers ses luttes contre la bourgeoisie, est inséparable de son organisation internationale. C'est la

situation sociale du prolétariat, le développement même du capitalisme qui sont les bases objectives de l'internationalisme prolétarien. En dernière analyse l'Internationale est l'expression néces-

saire du mouvement politique organisé du prolétariat dans chaque pays : le parti de classe est international. D'ailleurs, dès le « Manifeste Communiste », l'internationalisme est défini comme l'un des deux traits fondamentaux qui distinguent les communistes des autres tendances du mouvement ouvrier.

Internationale dans son contenu, la lutte du prolétariat est nationale dans sa forme. C'est dans la lutte contre « sa » bourgeoisie que s'affirme l'internationalisme prolétarien et ce n'est qu'en partant de l'unité mondiale de la lutte des classes qu'un combat effectif peut être livré contre la bourgeoisie de chaque pays. Parce que la constitution de l'organisation internationale nécessaire au prolétariat pour vaincre est inséparable de son mouvement d'ensemble, la construction de l'Internationale ne peut être dissociée de la lutte pour la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays. Mais l'Internationale n'est pas que la somme de ses sections ou la projection mécanique de la forme d'organisation nationale : expression politique la plus élevée de l'unité internationale de la lutte des classes, de l'unité contradictoire entre la forme et le contenu du mouvement historique du prolétariat, elle a une réalité spécifique.

La continuité entre la première, la deuxième, la troisième et la quatrième internationale n'est pas une sorte de fil idéal qui courrait à travers les différentes étapes de l'histoire du mouvement ouvrier : c'est une réalité tangible affirmée dans l'activité organisée du prolétariat et dans la permanence de la généralisation théorique de son expérience, dont l'affirmation la plus haute se concrétise en termes de programme.

Les Internationales ouvrières ne sont pas nées de décisions arbitraires, mais en relation avec de grands événements de la lutte des classes : pour ne se référer qu'à la dégénérescence de l'Internationale Communiste et à la nécessité de lutter pour une nouvelle Internationale, c'est la défaite du prolétariat allemand en 1933 et le rôle que cette dernière y a joué qui scelle son sort, qui

conduit à « son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois ».

C'est donc en relation avec les développements de la lutte des classes que se comprend la fondation de la IV^e Internationale. Comme l'expose d'ailleurs le programme de transition, la IV^e Internationale est surgie de grands événements de la lutte des classes, des plus grandes défaites du prolétariat. Mais il est nécessaire d'éviter une interprétation unilatérale de cette affirmation. Ces défaites rendent nécessaire la poursuite du combat pour le parti mondial de classe, par la lutte pour une nouvelle Internationale, la IV^e Internationale. Mais celle-ci plonge ses racines dans la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution d'Octobre, que le stalinisme a pu trahir mais dont il n'a pu détruire l'ensemble des conquêtes ; sa continuité avec l'œuvre révolutionnaire de la III^e Internationale s'exprime dans le fait que les forces qui combatteront pour la IV^e Internationale se sont rassemblées comme opposition bolchévik-léniniste, dans le cadre de la III^e Internationale.

LA IV^e INTERNATIONALE ET LA LUTTE DES CLASSES

C'est dans l'ère des guerres et des révolutions que naît la IV^e Internationale sur une base théorique et politique qui intègre la généralisation des luttes du prolétariat, de ses victoires comme de ses défaites.

Comme le soulignait le rapport présenté par l'O.C.I. à la conférence constitutive du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, en juillet 1972 :

« La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne peut se situer au-dessus et en dehors de la lutte des classes mondiale. Elle est partie constituante de cette lutte des classes et la concentre. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler que la IV^e Internationale a ses racines, à l'origine du mouvement ouvrier, dans les I^{er}, II^e et III^e Inter-

nationales. Elle n'est pas surgie toute armée de la tête d'un demiurge. Ce fut une bataille de classe, ô combien dure et sanglante ! — et non un combat d'idéologues qui assumait la continuité du bolchévisme. La lutte contre l'opposition de gauche et ensuite la IV^e Internationale était un aspect de la lutte contre le prolétariat, au compte en dernière analyse de la bourgeoisie, menée par la bureaucratie stalinienne et qui allait dans le sens de la destruction des conquêtes du prolétariat, les rapports de production nés de la révolution d'Octobre. Elle allait de la déportation de millions de travailleurs à la destruction du parti bolchévik et de la III^e Internationale, jusqu'aux défaites infligées en Chine, en Allemagne, en France, en Espagne, au prolétariat mondial qui aboutirent à la Seconde Guerre mondiale, en passant par la liquidation physique de centaines de milliers de trotskystes et de Trotsky lui-même. La lutte de l'Opposition de Gauche et ensuite de la IV^e Internationale fusionne avec la défense des conquêtes du prolétariat, contre la dégénérescence de l'Etat ouvrier en U.R.S.S., du parti bolchévik, de la III^e Internationale, avec la défense du prolétariat mondial contre le stalinisme. »

Ce n'est qu'à partir de la compréhension de ce qu'est la relation entre la IV^e Internationale et le mouvement d'ensemble du prolétariat (elle en est une partie constituante, mais pas n'importe quelle partie constituante : elle en est l'expression organisée la plus consciente) que l'on peut aborder le problème spécifique de l'histoire politique de la IV^e Internationale de manière matérialiste.

C'est cette méthode qui permet d'éclairer la question du programme sur lequel a été fondée la IV^e Internationale et qui en est indissociable « la signification du programme c'est la signification du parti... Mais qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion réside dans la compréhension

commune des événements, des tâches et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. » (Trotsky, dans une discussion sur le « programme de transition ».)

Pour les marxistes, le mot « programme » a un sens précis. Ce n'est ni une collection de mots d'ordre dans laquelle il suffirait de piocher au gré des circonstances, ni une plate-forme politique conjoncturelle. C'est la définition des tâches de l'avant-garde prolétarienne, fondée sur l'analyse des tendances essentielles de notre époque, celle de l'agonie du capitalisme. Le programme de transition concentre en termes théoriques l'expérience accumulée par un siècle de combats de la classe ouvrière pour son émancipation en même temps qu'il constitue une généralisation de l'analyse de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Il est en ce sens le seul programme achevé du prolétariat depuis « le Manifeste Communiste », écrit alors que le capitalisme n'avait pas épuisé ses possibilités historiques. Il constitue un aboutissement qui intègre les éléments programmatiques dégagés par les marxistes à travers l'expérience de la lutte de classe du prolétariat (Manifeste Communiste, clarification sur la question de l'Etat à partir de la Commune, critique du programme de Gotha, éléments de caractère programmatique contenus dans les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, thèses sur la révolution permanente, caractérisation du stalinisme).

Aussi, lorsque nous affirmons la validité intégrale du contenu et de la méthode du programme de transition ne s'agit-il pas d'une référence abstraite à un document intemporel, mais bien de la « stratégie concrète de la prise du pouvoir par les masses sur la base de mots d'ordre et de formes d'organisation dirigés vers ce but à l'initiative de l'avant-garde », comme il était dit dans un document édité par l'O.C.I. en 1970, (*Quelques enseignements de notre histoire*).

Dire que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolu-

tionnaire, c'est résumer, concentrer toute une analyse du développement historique. L'axe du programme de transition c'est que, comme conséquence de l'ensemble du développement du capitalisme et de la lutte du prolétariat dans ces conditions (« les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils »), ce sont les conditions « subjectives » (la constitution de la direction révolutionnaire du prolétariat) qui sont la clé des conditions objectives nécessaires au renversement du capitalisme.

DEFENSE DU PROGRAMME, DEFENSE DU MARXISME...

L'histoire, bien évidemment, n'est pas restée immobile depuis 1938. Au contraire, c'est son déroulement depuis lors — c'est-à-dire le développement de la lutte des classes — qui a pleinement confirmé la validité du programme de fondation de la IV^e Internationale. Remettre en cause ce programme signifie qu'il ne correspond plus à la réalité objective : que l'on n'est plus dans la même période historique que celle où s'est faite son élaboration, celle de l'agonie du capitalisme et — comme le dit le sous-titre du programme — de « *la mobilisation des masses autour de revendications transitoires, comme préparation à la prise du pouvoir* », mais dans une autre époque, celle qui serait marquée par un nouvel essor historique du capitalisme ou dont le trait principal serait, le prolétariat étant carent ou dépassé, l'affirmation d'une « révolution bureaucratique », ces deux conceptions pouvant d'ailleurs se combiner.

Cette remise en cause du rôle historique du prolétariat et de l'analyse léniniste de l'impérialisme est à la racine — ou constitue la conséquence — de tout abandon du programme de transition. A travers la défense du programme de transition c'est donc de la défense du marxisme sous la forme concrète de la défense des acquis théoriques et politiques de la lutte du prolétariat, généralisés en principes, en stratégie, en mots d'ordre par le marxisme, qu'il s'agit. La

méthode qui conduit aux revendications transitoires est inséparable de la définition de la période historique à laquelle correspond le programme, de la compréhension du développement d'ensemble du mouvement du prolétariat et, en ce sens, c'est le programme dans son ensemble qui est la « *trame théorique du parti qui se construit* ». (*Quelques enseignements de notre histoire.*)

Dans cette mesure, affirmer que le programme de fondation de la IV^e Internationale reste la base nécessaire de la reconstruction de la IV^e Internationale, comme organisation mondiale centralisée, n'est en rien l'exigence d'une référence abstraite à une « œuvre classique » : c'est la traduction concrète — concrète parce qu'enrichie par tout le développement historique, par les enseignements de la lutte du prolétariat — du fait que « *sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas d'action révolutionnaire* ». C'est la défense du marxisme, du matérialisme dialectique, au niveau le plus élevé, celui de la fusion de la théorie et de la pratique dans la construction du parti révolutionnaire dont l'expression achevée ne peut être que l'Internationale.

La question du programme avait autant d'importance en 1938 qu'elle en a aujourd'hui. C'était le programme qui donnait sa pleine légitimité historique à la fondation de la IV^e Internationale, si les conditions de cette fondation, celle dépendant de la phase de la lutte des classes dans laquelle elle prenait place (celle des « plus grandes défaites ») en dictait les formes. C'est en ce sens que la proclamation de la IV^e Internationale en 1938, si elle pouvait apparaître comme un acte « formel », était en fait tout le contraire : la conclusion politique nécessaire, au niveau de l'activité consciente et organisée du contenu même du programme de transition, la mesure d'organisation politique correspondant à la préservation de la continuité du mouvement organisé. Comme le souligne encore le document de l'O.C.I. de 1970, « *l'existence même de la IV^e Internationale était le gage, l'uni-*

que gage que l'expérience historique du prolétariat ne se dissolve pas en une idéologie, par définition étrangère au marxisme. Indépendamment des hommes qui, à un moment donné, furent porteurs de ces idées et succombèrent à la pression de la classe ennemie, la IV^e Internationale, toujours vivante, fut à même d'offrir aux militants conscients le cadre de leur combat pour qu'ils redonnent son sens au programme de la révolution prolétarienne mondiale ».

Et s'il était besoin d'une justification, elle a été donnée sans équivoque par le combat de la IV^e Internationale et de ses sections pendant la Seconde Guerre mondiale alors que disparaissaient les formations centristes qui avaient combattu la IV^e Internationale et qui lui avaient opposé la nécessité de se « construire d'abord », sur le terrain de la lutte des classes nationale, avant d'aborder le problème de l'Internationale.

Trotsky n'a jamais identifié la constitution de la IV^e Internationale avec sa construction comme parti mondial de la révolution socialiste. La fondation de la IV^e Internationale ne résolvait pas la question de la direction révolutionnaire. Grâce à son programme et à son existence organisée, la IV^e Internationale constituait l'instrument indispensable à cette solution : elle n'était pas, par elle-même, en dehors de la lutte des classes et de son intervention dans cette lutte, la solution.

Dans l'un des derniers documents rédigés par Léon Trotsky, le manifeste

de la conférence d'alarme de mai 1940, toute sa dimension historique est donnée au processus de construction de l'Internationale :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on désigne ainsi une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, d'insurrections, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit se baser sur cette perspective. L'histoire lui donnera assez d'occasions et de possibilités pour l'éprouver, lui permettra d'accumuler une expérience, d'arriver à maturité. Plus tôt se rassembleront les rangs de l'avant-garde et plus brève sera l'époque des sanglantes convulsions, plus réduites seront les destructions que subira notre planète. Mais en aucun cas le grand problème historique ne sera résolu sans qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des délais est d'une immense importance mais elle ne modifie pas la perspective historique générale ni l'orientation de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela précisément réside la tâche de IV^e Internationale. »

LA REORGANISATION DE LA IV^e INTERNATIONALE APRES LA GUERRE

Quand la IV^e Internationale se reconstitue à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la contradiction qui existait entre la nécessité de la IV^e Internationale et sa construction n'est pas résolue. Cette « cohésion qui réside dans la compréhension commune des événements »

dont parlait Trotsky, elle s'est affirmée internationalement par l'intervention dans la lutte des classes des sections de la IV^e Internationale : toutes ont combattu sur la ligne de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, sur la base de l'internationalisme

prolétarien. Le cadre d'organisation « normal » qui se rétablit correspond à une réalité politique : la IV^e Internationale existe et lutte. Mais, fondée sur le programme de mobilisation des masses pour la révolution prolétarienne, la IV^e Internationale est née dans une période de recul, en réaction contre la dégénérescence théorique et politique du mouvement ouvrier. Les liens qui l'unissent à la classe ouvrière restent faibles, ses sections, dans la plupart des cas, ne peuvent prétendre que leurs rapports avec la classe ouvrière de leur pays les qualifient véritablement comme des partis.

Il ne pouvait fondamentalement en être autrement. Comme l'explique le projet de rapport sur la situation internationale pour le XX^e Congrès de l'O.C.I., la vague révolutionnaire qui déferle à partir de 1943 et qui marque le début d'une nouvelle période de la lutte des classes va, en même temps et contradictoirement, pour un moment donner son maximum à la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Les sections de la IV^e Internationale ne peuvent, d'un coup, indépendamment de l'expérience même des masses à laquelle il faut participer et qu'il faut nourrir, modifier qualitativement leurs rapports avec la classe. Elles restent extrêmement sensibles, du fait de leur faiblesse politique et du caractère encore tenu de leurs liens avec la classe ouvrière, aux pressions des forces hostiles à la révolution prolétarienne, pressions qui ironiquement se renforçant lorsqu'une apparente stabilité sera rétablie dans les pays capitalistes avancés et que là où se poursuivent des combats révolutionnaires de grande ampleur (Chine, Indochine), ils restent sous la direction de partis liés à la bureaucratie stalinienne.

Est-ce à dire que la crise de la IV^e Internationale était fatale et qu'elle devait obligatoirement perdre la forme que nous avons connue ? Nullement. Mais la IV^e Internationale ne pouvait résister aux forces qui poussaient à sa dislocation que par un bilan politique sérieux de sa propre activité, par une

intense élaboration théorique et politique liée à l'intervention dans la lutte des classes. Trotsky parle de l'activité organisée de l'avant-garde révolutionnaire comme formant une « chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques, organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache ». Il fallait déterminer, en fonction d'une analyse correcte de la situation objective et de celle de la IV^e Internationale et de ses organisations, les maillons de cette chaîne qu'il était alors possible de forger. En fait, les mesures organisationnelles prises étaient contraires aux besoins d'une homogénéisation politique de l'Internationale et l'élaboration politique de la direction de l'Internationale dérapait vite en direction d'une dangereuse « idéologisation » du marxisme.

Les échecs des cadres responsables du fonctionnement de la direction internationale — du Secrétariat International — qui préparent les conditions de leur faillite (c'est-à-dire de leur capitulation politique), sont multiples. La sélection, dans un pays, de la direction d'une organisation révolutionnaire est un processus long et complexe, inséparable de l'enracinement de cette organisation dans le mouvement ouvrier et de son intervention dans la lutte des classes.

La sélection d'une direction internationale l'est nécessairement encore plus et elle est inséparable de l'affirmation de ceux qui la composent dans la construction de sections de l'Internationale, car ignorer la « forme nationale » de la lutte internationale du prolétariat c'est aussi renoncer à son contenu. L'autorité politique de Léon Trotsky ne tenait pas qu'à l'universalité de son génie politique : son rôle incontesté de dirigeant international tenait à ce qu'il incarnait la continuité avec l'expérience du bolchévisme, qu'il avait été l'un des dirigeants qui avaient conduit la révolution prolétarienne à la victoire, en même temps qu'il était un « produit », un « acquis » du mouvement révolution-

naire, au sens où il employait lui-même ces termes pour Lénine (1).

La IV^e Internationale a été cruellement frappée par l'assassinat de Trotsky, affaiblie par la perte de nombre de ses cadres au cours de la guerre. L'équipe qui a la lourde charge de réorganiser l'Internationale n'a pu, compte tenu de ce qu'est la IV^e Internationale et son histoire, être le produit d'une sélection qui lui confère — indépendamment des qualifications intellectuelles — les bases d'une autorité politique comparable à Trotsky. Ce n'est donc en rien un problème psychologique de « modestie » que celui de la compréhension des limites et des formes que doit prendre l'activité du Secrétariat International ; c'est un problème politique relié à la compréhension des rapports entre la IV^e Internationale et le mouvement général du prolétariat, à l'assimilation du marxisme. Or le Secrétariat International substituait à l'autorité politique une conception d'appareil, s'érigait en direction omnipotente, intervenant dans tous les aspects de la vie des sections, au lieu de combattre politiquement pour permettre la centralisation politique de l'Internationale face aux problèmes majeurs de la lutte des classes. Elle agissait comme si elle avait été l'exécutif d'un « parti mondial » déjà construit et hyper-centralisé. Non seulement cette pratique de la direction de l'Internationale, principalement impulsée par Pablo, était en dernière analyse désorganisatrice parce que contraire aux rapports politiques réels existant dans l'Internationale, mais opposée aux enseignements de Lénine et de Trotsky. Le centralisme démocratique n'est pas une recette disciplinaire opérant en dehors du temps et de l'espace. C'est une méthode de construction de l'organisation révolutionnaire correspondant aux nécessités de la lutte du prolétariat dont les formes d'application ne sont pas indépendantes du degré de cohésion politique de l'organisation. Et une organisation internationale n'est pas, répétons-le, ni la simple somme des sections nationales ni « l'agrandissement » à l'échelle mondiale de la structure orga-

nisationnelle d'un parti : un comité exécutif international n'est pas identifiable, dans ses fonctions, au comité central d'un parti. (2)

UNE FAUSSE CONCEPTION DE LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE

La conception d'appareil de la direction internationale menait à une conception d'appareil de la construction de l'Internationale. Elle n'a pas, par elle-même, abouti au révisionnisme mais, à l'étape suivante, ces méthodes erronées se sont révélées un excellent « conducteur » du révisionnisme. Cette conception d'appareil procède d'ailleurs de conceptions politiques fausses, idéalistes dans leurs fondements, qui séparaient la construction des partis révolutionnaires et de l'Internationale de la lutte des classes. L'artifice d'une direction omnipotente s'appuyait nécessairement sur la conception selon laquelle la IV^e Internationale n'était plus à construire mais était déjà construite et aurait donc connu une modification qualitative sans que ses rapports avec le prolétariat mondial aient été essentiellement modifiés. La direction de l'Internationale devenait ainsi la direction préalablement constituée du prolétariat. A la formation de la direction révolutionnaire comme produit ultime de l'action révolutionnaire du prolétariat lui-même, incluant comme sa composante la plus élevée, et en définitive décisive, la lutte consciente et organisée pour la construction d'un parti révolutionnaire, se substituait la conception d'une direction révolutionnaire « potentielle », constituée en dehors et au-dessus de la lutte des classes, d'une « direction de rechange » attendant du cours des événements qu'elle soit reconnue comme telle...

Le Secrétariat International n'opérait pas dans le vide. Les faiblesses de l'Internationale s'exprimaient dans chaque section. Elles se cristallisaient avant tout dans la tendance à ne considérer l'Internationale que comme un organisme de liaison, à la rigueur d'échanges ; non

comme le cadre d'une centralisation politique. En d'autres termes, c'était une tendance à nier l'unité qui existait entre l'action de construction des sections nationales et le processus de construction de l'Internationale en tant que telle : la construction de l'Internationale était de fait subordonnée à la construction de fortes sections, conditionnée par le fait que puisse se constituer dans un cadre national un parti révolutionnaire dirigeant qui serait la base d'une Internationale effective. C'était là la voie de la renonciation à l'internationalisme prolétarien, de l'abandon des conséquences politiques de l'unité mondiale de la lutte des classes : c'était dans la pratique considérer que la question de la « crise de la direction révolutionnaire » pouvait trouver une solution nationale, conception que, dans les conditions de la crise et de la dislocation de l'Internationale, la direction Healy de la S.L.L. devait pousser jusqu'à la caricature.

Dans de nombreux documents, l'O.C.I. a montré comment « *la défense réelle du programme et donc de la IV^e Internationale fondée par Trotsky en 1938* » — qui commandait alors l'activité du Secrétariat International — « *n'était pas exempte d'équivoques* » (Thèses du XVII^e Congrès de l'O.C.I., 9^e thèse). Nous ne reviendrons ici que brièvement sur quelques exemples de ces « équivoques » théoriques et politiques qui préparent la voie au révisionnisme.

Le manifeste de la conférence internationale d'avril 1946 déclare « *la politique mondiale pour la période qui s'ouvre devant nous est caractérisée par cette contradiction fondamentale qui existe entre l'impérialisme dans son ensemble et l'Union soviétique* ».

Ce glissement vers la conception selon laquelle ce n'est plus l'antagonisme entre les classes décisives, bourgeoisie et prolétariat, qui est fondamental, mais la contradiction entre l'impérialisme et l'Union soviétique est accentué au II^e Congrès mondial, en 1948. Dans le document principal qui y est adopté, on peut en effet lire :

« *L'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. domine de loin la scène internationale, mais il n'éclipse pas totalement les antagonismes secondaires et l'importance d'autres facteurs dans le développement politique dans d'autres parties du monde... La polarisation sur le terrain des rapports internationaux entre l'U.R.S.S. et ses satellites d'une part, et le camp des pays capitalistes, sous l'égide de l'impérialisme américain, d'autre part, se développe parallèlement à une accentuation des antagonismes de classe et à une polarisation accrue au sein de plusieurs pays capitalistes.* »

C'est déjà la division du monde en « blocs », substituée à l'unité mondiale de la lutte des classes, conception dont on sait l'importance dans le système idéologique que Pablo et ceux qui le suivront dresseront contre la IV^e Internationale et son programme, qui s'introduit dans des documents dont la ligne générale est pourtant une tentative de défense des acquis théoriques du trotskysme. Ce qui est en germe ici c'est la rupture avec la méthode même du matérialisme dialectique : « *la contradiction entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme* » dont parle le texte de 1946 n'est pas saisie comme une détermination spécifique de l'antagonisme entre les classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, qui trouve son expression en U.R.S.S. dans le conflit entre la bureaucratie (agence bourgeoise au sein de l'Etat ouvrier) et les conquêtes d'Octobre, mais est érigée comme un phénomène en soi au-dessus de la lutte des classes (ou parallèlement à elle).

La route est ainsi théoriquement ouverte aux thèses pablistes qui feront de cette « contradiction », exprimée en « forces matérielles et techniques », l'essence des conflits auxquels l'humanité est confrontée. La crise de l'humanité se jouant en définitive dans l'issue d'un conflit entre « deux camps » dont l'un est dirigé par la bureaucratie du Kremlin. L'activité consciente du prolétariat et la formation de sa direction révolutionnaire étant ainsi reléguées au magasin des accessoires.

LA IV^e INTERNATIONALE, REALITE POLITIQUE VIVANTE

Il ne s'agit pas d'un processus intellectuel, d'un simple développement idéologique. Certes, comme nous l'avons noté, en dernière analyse, à la racine théorique des conceptions qui frayent la voie au révisionnisme pabliste, il y a l'abandon de la méthode du matérialisme dialectique. Trotsky le rappelait dans « *Défense du Marxisme* » : « *Le concret est une combinaison d'abstractions non pas une combinaison subjective ou arbitraire mais une combinaison qui correspond aux lois du mouvement d'un phénomène donné.* » Au lieu de partir, pour prendre les termes de Marx de la totalité concrète de la réalité comme « *synthèse de multiples déterminations, donc unité de la réalité* », le passage de la résolution du II^e Congrès mondial que nous avons cité abandonne la contradiction fondamentale de notre époque, celle entre la bourgeoisie et le prolétariat, pour prendre comme point de départ, en l'isolant et en l'érigant en clé de voûte de la réalité sociale, une détermination particulière, celle de « *l'évolution des rapports internationaux* », transformée en abstraction opposée à la lutte des classes internationale réduite à un élément supplémentaire (« *parallèle* »). L'abandon de la méthode ne pouvait à la longue que remettre en cause la fidélité, même formelle au programme de la IV^e Internationale.

Mais la méthode n'est pas séparable du contenu par lequel elle s'affirme. L'erreur de méthode s'opère par rapport au moment de la lutte des classes internationale qui suit la Seconde Guerre mondiale (le fait que la vague révolutionnaire ait été contenue et que la combinaison du rôle des appareils contre-révolutionnaires, principalement du stalinisme, avec les capacités qui restent celles de l'impérialisme américain, permettent — sur la base d'un gigantesque parasitisme de la production capitaliste — une restructuration du marché mondial, une consolidation temporaire des Etats bourgeois d'Europe par rapport

aux relations au sein du mouvement ouvrier (la puissance politique du stalinisme).

Et ce processus ne s'accomplit pas dans le vide mais comme expression des contradictions politiques qui affectent un mouvement vivant, dont les problèmes « internes » ne sont pas séparables de ceux qui confrontent le prolétariat mondial. En définitive, c'est comme expression de la lutte des classes ou plus précisément de cette détermination spécifique de la lutte des classes qu'est la construction du parti révolutionnaire que doivent être saisis les problèmes théoriques alors débattus dans le cadre de la IV^e Internationale. Car, même partiellement faussé par la politique d'organisation du Secrétariat International, la IV^e Internationale reconstituée constituée de 1943-45 jusqu'à la crise de 1950-53 un cadre politique réel, défini par une activité pratique et théorique fondée — malgré ses faiblesses — sur le programme de la IV^e Internationale, sur la continuité vivante de la IV^e Internationale comme organisation internationalement centralisée et inscrite dans la lutte des classes.

Aussi, si dans ce cadre mûrissent les éléments qui se cristalliseront en une tendance anti-trotskyiste, liquidatrice de la IV^e Internationale, c'est aussi dans ce cadre (et dans ce cadre seulement) que peuvent être et que seront abordés, quelles que soient les limitations, à partir du marxisme et en fonction des tâches stratégiques du prolétariat, les problèmes théoriques et politique, surgis comme conséquence du développement de la lutte des classes.

Si, à un moment où, comme le déclarait le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale dans une lettre au Secrétariat Unifié, en date du 28 mai 1973, existe la possibilité « *de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience internationale considérablement enrichie, le débat qui a entraîné la scission de la IV^e Internationale fondée en 1938, reconstituée en 1943-46* », il est nécessaire de revenir précisément sur cette période de recons-

titution de la IV^e Internationale, c'est pour des raisons politiques.

L'une des conséquences de la crise de la IV^e Internationale, a été la prolifération de « *groupes et cliques sectaires... qui se nourrissent de miettes tombées de la table de la IV^e Internationale* » (Programme de Transition) et qui politiquement participent de plus en plus au gauchisme décomposé de la petite bourgeoisie en désarroi. Le dénominateur commun de ces cliques c'est leur opposition à la IV^e Internationale. Comme bien souvent, ils tiennent encore à se draper dans des références trompeuses au trotskysme, ils n'osent pas proclamer que Trotsky « avait tort » en 1938. Mais niant la continuité de la IV^e Internationale, ils font de sa fondation un acte purement formel. Ils se refusent à voir dans la constitution de la IV^e Internationale une détermination objective, orga-

nisée, agissante, de la lutte consciente pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire et en fait, nient son existence, en ramenant son histoire à une histoire idéologique.

La IV^e Internationale née comme partie intégrante du mouvement ouvrier est une composante de la lutte des classes : elle en est aussi un enjeu. L'organisation révolutionnaire, partie constituante de la lutte des classes et qui la concentre, est nécessairement un foyer où convergent toutes les contradictions de cette lutte.

Le révisionnisme liquidateur ne s'est pas seulement attaqué aux fondations programmatiques de la IV^e Internationale. Il s'est attaqué à son organisation, à l'échelle internationale et dans chaque pays, il s'est attaqué aux acquis de la lutte menée par la IV^e Internationale depuis sa fondation.

LA CRISE DE LA IV^e INTERNATIONALE LE PABLISME, UN COURANT LIQUIDATEUR

La manière dont s'est déroulée la crise de la IV^e Internationale de 1950 à 1953, son mécanisme, sont rigoureusement établis. L'ensemble des documents et résolutions de cette période établissent sans équivoque que l'interprétation qu'en ont donnée la section française de la IV^e Internationale et les organisations qui, avec elle, ont constitué le Comtié International à la suite de la lettre ouverte du Comité national du S.W.P., correspond à la vérité historique. C'est bien pourquoi les éléments qui avec Pablo ont joué un rôle central dans la tentative de liquider la IV^e Internationale, comme Mandel et Frank et qui, aujourd'hui veulent brouiller les cartes ne s'y réfèrent que de manière embrouillée e' embarrassée.

Dans la préparation du III^e Congrès de la IV^e Internationale, prévu pour 1951, le secrétaire de l'Internationale, Michel Pablo, met en avant des positions que la majorité de la section fran-

çaise, le P.C.I., jugera étrangères et opposées au programme de la IV^e Internationale, positions qui apparaîtront dans les thèses adoptées par le 9^e plenum (novembre 1950) et dont Pablo développera pleinement le contenu dans un texte intitulé « Où allons-nous ? » (janvier 1951). Lors du III^e Congrès mondial (août 1951), les documents essentiels présentés au vote, bien qu'ils contiennent des éléments contradictoires, reprennent les conclusions de Pablo auquel s'est rallié l'ensemble du secrétariat international ; seuls les délégués de la majorité du P.C.I. votent contre ses documents.

La lutte se poursuivra, aboutissant en juillet 1952 à l'exclusion bureaucratique de la section française, alors qu'elle s'était déclarée prête à appliquer la discipline de l'Internationale, mais réclama le droit légitime de poursuivre la lutte politique pour les positions qu'elle estimait correcte. Comme le remarquait le

Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale dans une lettre au Secrétariat Unifié, en date du 10 octobre 1973, au sujet de la violence des polémiques « *il est évidemment impossible de ne pas admettre que le premier et le plus important des actes qui expliquent la violence des polémiques est celui par lequel la majorité du P.C.I., d'où est issue l'O.C.I., a été exclue de l'Internationale en raison du fait, entre autres, qu'elle a défendu les « 10 thèses » présentées à la discussion internationale par le camarade Germain. Faut-il également rappeler que bien que la majorité se soit à l'époque engagée formellement à appliquer la ligne de la majorité de l'Internationale, qualifiée par nous de « pabliste », c'est le refus du Comité Exécutif International à garantir le droit aux opposants de constituer une tendance internationale qui a conduit à la scission ?* »

Nous réaffirmons que la reconstruction de la IV^e Internationale comme organisation centralisée, fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique sur la base du programme de transition, exige que l'Internationale se défasse complètement d'un courant politique étranger et ennemi du trotskysme : courant qu'il est correct de nommer « pabliste » puisque c'est de l'ancien secrétaire de l'Internationale, Michel Pablo, qu'il détient sa base idéologique.

UN REVISIONNISME RADICAL

Le programme de la IV^e Internationale — et par conséquent la IV^e Internationale elle-même, sa continuité politique — c'est cela qui était au centre de la lutte politique commencée en 1950 au sein de la IV^e Internationale contre le courant liquidateur anti-trotskyiste de Pablo. C'est pour assurer la défense de ce programme et de son expression organisée, la IV^e Internationale, contre les coups destructeurs d'un courant révisionniste anti-trotskyiste que devait combattre la majorité de la section française.

C'est au nom des mêmes nécessités, des mêmes objectifs que se constitua en novembre 1953 le Comité International de la IV^e Internationale, à la suite de la lettre ouverte du Comité national du S.W.P. qui déclarait notamment :

« *En résumé : l'abîme qui sépare le révisionnisme pabliste du trotskysme est si profond qu'aucun compromis n'est possible politiquement ni organisationnellement. La fraction Pablo a démontré sa volonté de ne pas permettre que des décisions démocratiques reflétant réellement l'opinion de la majorité soient prises... Jusqu'à maintenant, la fraction pabliste a remporté certains succès grâce à ses manœuvres machiavéliques et sans principe. Mais le point de transformation qualitative a été atteint. Les questions politiques en jeu ont fait irruption à travers les manœuvres et la lutte est maintenant une épreuve de force... L'heure est venue pour la majorité trotskyste de la IV^e Internationale d'affirmer sa volonté contre l'usurpation d'autorité de Pablo.* »

On sait que le point de départ de la construction que Pablo et ses partisans opposent au programme de la IV^e Internationale, c'est l'affirmation que la Troisième Guerre mondiale va inévitablement éclater dans de très courts délais. Mais les questions politiques à travers lesquelles le révisionnisme pabliste s'exprime ne doivent pas être confondues avec l'essence de ce révisionnisme. Celui-ci s'exprime clairement dans la conception que Pablo a de cette guerre qui vient, « *guerre civile internationale* », elle sera la « *guerre-révolution* », c'est-à-dire la forme originale, non prévue, du renversement du capitalisme à l'échelle internationale. Renversement qui ne sera donc pas le résultat de la révolution prolétarienne, car la notion de « *guerre-révolution* » élimine comme facteurs décisifs de la transformation de la société la conscience et l'organisation de la classe ouvrière, auxquelles se substitue comme direction révolutionnaire de fac-

to, la bureaucratie stalinienne. A travers toutes ses variations, le pablisme restera fidèle à cet abandon du rôle décisif de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière, donc à la conception marxiste du prolétariat et de la lutte des classes.

L'axe de ce révisionnisme radical était donné dans « *Où allons-nous ?* » :

« La réalité sociale objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

Les thèses du III^e Congrès mondial reprennent cette conception :

« Les conditions objectives déterminent à la longue le caractère et la dynamique du mouvement des masses qui, porté à un certain niveau, peut avoir raison de tous les obstacles subjectifs dans la voie de la révolution. Cette conception continue d'être à la base de notre optimisme envers le P.C. »

Ainsi, les « conditions objectives » qui se ramènent à l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A., la lutte des classes étant réduite à un rôle annexe (Pablo expliquait également dans « *Où allons-nous ?* » « *le vrai rapport des forces entre l'impérialisme et les forces qui lui sont opposées ne se mesure pas simplement sur le plan des ressources matérielles et techniques réciproques, mais aussi sur le plan des rapports sociaux, des rapports de classe... L'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui combattent cet impérialisme* ») suffisent à l'accomplissement des tâches de la révolution socialiste. Malgré elle, la bureaucratie stalinienne devenait l'instrument de la révolution, elle s'imposait comme le

substitut à la direction révolutionnaire du prolétariat.

Les thèses du III^e Congrès mondial concrétisaient cette « analyse » dans une orientation :

« Il s'agit maintenant d'achever de consolider et d'amplifier ce processus (il s'agit de "l'insertion du trotskysme dans le mouvement réel des masses") en vue de livrer avec succès les batailles décisives en perspective, d'aider au maximum, de notre mieux le processus objectif révolutionnaire dans un monde qui s'écroule. »

Ce qui s'écroule ici ce sont les principes les plus fondamentaux du marxisme. Pour que du processus objectif se dégagent toutes les conséquences révolutionnaires, il n'est plus nécessaire que soit surmontée « *la contradiction entre la maturité des conditions objectives et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde* ». Le processus objectif révolutionnaire se suffit à lui-même, il n'est besoin que de l'aider de notre mieux. Cette « aide » c'était « l'entrisme sui generis » qui n'était pas une tactique, reprenant dans des conditions nouvelles celle élaborée par Léon Trotsky en 1934, mais une stratégie de liquidation de la IV^e Internationale, de dissolution de ses forces organisées.

Ainsi, le courant pabliste ne se présente en rien comme un courant qui, restant déterminé par sa volonté d'appliquer les principes sur lesquels la IV^e Internationale avait été fondée, aurait commis des « erreurs ». Il est un courant révisionniste ; son révisionnisme qui remet en cause les fondements du programme de la IV^e Internationale est un révisionnisme liquidateur : son action est une action destructrice de la IV^e Internationale, de ses organisations, de ses acquis théoriques et politiques.

L'activité du Secrétariat International avait été marquée par son schématisme, le caractère formel de sa défense des principes qui menait à leur abandon, par ses méthodes empreintes d'une conception d'appareil. Mais ces fausses concep-

tions d'appareil étaient mises en œuvre au compte de la IV^e Internationale. Le Secrétariat International tentait d'en être le centre organisateur, bien que ses méthodes fausses fussent contraires à cet objectif. Avec le passage du Secrétariat International sur les positions anti-trotskyistes de Pablo, sa fonction politique change : il se mue en centre liquidateur de la IV^e Internationale.

UNE POLITIQUE LIQUIDATRICE

Cette activité liquidatrice, destructrice au sens strict du terme, commence à se manifester dans l'application de « l'entrisme sui generis ». Elle se développe dans la tentative ouverte de destruction de la section française. Elle se manifestera aussi par le soutien apporté aux liquidateurs, Cochran dans le S.W.P., Lawrence dans la section anglaise. Ses conséquences sont à long terme et là où les sections de l'Internationale ne trouveront pas en elles-mêmes des ressources politiques pour résister au cours liquidateur, c'est le résultat d'années de travail au compte du trotskysme qui sera dévasté (Allemagne, Italie, Belgique).

La rupture avec le programme de la IV^e Internationale n'allait pas tarder à trouver sa consécration dans la lutte des classes. C'est dans le cours même de la lutte des classes, face aux problèmes qui surgissent de l'activité du prolétariat que le Secrétariat International se manifeste pleinement comme un centre liquidateur. L'insurrection ouvrière de Berlin-Est en juin 1953 est la première expression ouverte de la révolution politique. Le courant pabliste s'aligne en fait sur la bureaucratie du Kremlin.

Comme le constate la lettre ouverte du Comité National du S.W.P. que nous avons déjà citée :

« Au mois de juin dernier, en Allemagne orientale, les travailleurs se sont dressés contre le gouvernement stalinien au cours de l'une des plus grandes manifestations de l'histoire de l'Allemagne. Ce fut le premier soulèvement de masse contre

le stalinisme depuis qu'il a usurpé le pouvoir en U.R.S.S. Comment réagit Pablo devant cet événement historique ? Au lieu d'exprimer clairement les aspirations politiques révolutionnaires des insurgés d'Allemagne orientale, Pablo couvrit les satrapes staliniens contre-révolutionnaires qui mobilisaient les troupes russes pour écraser le soulèvement... Au lieu de demander le retrait des troupes soviétiques — la seule force qui soutenait le gouvernement stalinien — Pablo semait l'illusion que des « concessions » encore plus amples et plus réelles viendraient des gauleiters du Kremlin. Moscou aurait-elle pu espérer recevoir un plus grand secours au moment même où elle s'employait à une falsification monstrueuse de la signification profonde de ces événements en présentant les travailleurs révoltés comme des « fascistes » et des « agents de l'impérialisme américain » et où elle déchainait contre eux une répression sauvage. »

Le projet de rapport sur la situation internationale, préparatoire au XX^e Congrès de l'O.C.I. et qui est publié dans ce numéro de « La Vérité » revient sur certains des traits distinctifs de la situation mondiale au moment de la crise de la IV^e Internationale. Cette crise ne peut en être abstraite. La IV^e Internationale et sa crise en constituent un élément. Mais encore une fois pas un simple reflet. La crise de la IV^e Internationale n'est pas séparable des rapports politiques au sein du mouvement ouvrier. Le pabliste ne s'explique pas indépendamment de la puissance politique de la bureaucratie stalinienne ; mais il n'est pas la conséquence automatique de la pression du stalinisme. L'organisation révolutionnaire — la lutte organisée pour la construction du parti révolutionnaire — forme une réalité spécifique. La IV^e Internationale formait le cadre international de cette lutte, avec sa vie propre. C'est à l'issue d'une lutte politique, dont les conditions étaient

fournies par la situation objective, les relations politiques au sein du prolétariat international, la place de la IV^e Internationale, les résultats de sa propre histoire, lutte dont les conséquences n'étaient pas pré-déterminées, que le révisionnisme liquidateur a porté des coups destructeurs à la IV^e Internationale.

Le révisionnisme s'est appuyé sur la situation objective, ou plutôt sur certains traits de cette situation et en les interprétant avec une méthode étrangère au marxisme. Il a repris à son compte la division jdanovienne de la division du monde en « blocs », niant l'unité internationale de la lutte des classes, étayant sa position en isolant du développement d'ensemble l'apparente et très relative stabilisation des régimes capitalistes dans les pays avancés et le fait que l'appareil stalinien semblait au zénith de sa puissance.

Mais l'une des caractéristiques les plus générales du stade de l'impérialisme, de « l'époque des guerres et des révolutions » c'est que le développement politique y est marqué par des tournants brusques. Ainsi, la période qui au niveau des apparences semblait commandée par « l'opposition U.S.A.-U.R.S.S. », par la « guerre froide » se révèle être celle où se noue la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne : l'insurrection prolétarienne de Berlin-Est, la grève générale en France en août 1953, la défaite de l'impérialisme français au Vietnam en dessinent la trame. Avec juin 53 commence à se réaliser la perspective, tracée par Trotsky dès 1936, de la révolution politique.

La menace mortelle de la révolution prolétarienne se présente désormais pour la bureaucratie, non seulement sous la forme de l'extension de la révolution sociale, mais directement sous la forme de la révolution politique contre sa dictature contre-révolutionnaire. La grève générale d'août 1953 manifeste, à l'échelle des masses, une modification qui commence dans les rapports entre la classe et les appareils. Dans cette période commencent à se

traduire, au niveau de l'activité du prolétariat mondial, des relations politiques en son sein, les conséquences des rapports entre les classes établis par la remontée du prolétariat mondial depuis 1943.

Ce changement est contraignant pour toute organisation, pour tout courant politique, mais encore une fois pas de manière automatique. Il fournit les bases du regroupement des forces trotskystes opposées à la liquidation de la IV^e Internationale, à la formation du Comité International, mais seulement dans la mesure où ces forces avaient manifesté leur volonté de résistance politique à la liquidation et combattaient dans la lutte des classes.

Ces conditions s'imposent aussi au courant révisionniste, mais elles n'altèrent pas le contenu de son révisionnisme. Elles le contraignent à révéler pleinement son caractère liquidateur. Dans la mesure où le révisionnisme, ayant rompu avec la méthode et le programme marxiste ne procède plus à partir du mouvement historique du prolétariat mais que, pour dire les choses brièvement, il subordonne « les lois de l'histoire » aux appareils, les tournants brusques de notre époque le contraindront bien des fois à des adaptations qui prennent la forme de volte-face : mais le fil conducteur de ces variations demeurera la remise en cause du rôle historique de la classe ouvrière l'abandon du caractère décisif de sa conscience et de son organisation.

LES CONSEQUENCES DE LA CRISE

La compréhension du contenu liquidateur et anti-trotskyiste du pablisme est pour l'O.C.I. l'une des bases nécessaires à la reconstruction de la IV^e Internationale. Mais il faut aussi établir la fonction de ce courant politique : il s'est forgé directement comme l'expression, dans les rangs mêmes de la IV^e Internationale, de la longue domination sur le mouvement ouvrier d'appareils contre-révolutionnaires. Il est par conséquent amené à tenir — et son attitu-

de en juin 1953 en est la première manifestation ouverte — un rôle de « flanc-garde » des appareils. Mais cette subordination aux appareils bureaucratiques signifie, en dernière analyse, que c'est avec la bourgeoisie dont procèdent ces appareils qu'il noue des liens politiques. Il tend à établir en permanence avec la bourgeoisie, à travers les sommets bureaucratiques du mouvement ouvrier et les expressions politiques de la petite-bourgeoisie, ses propres liens de dépendance. Tout centrisme, puisque précisément la marque du centrisme c'est l'inachèvement de la rupture avec la bourgeoisie et son Etat, engendre la recherche de ce type de liens.

Mais si l'on peut employer le terme de « centrisme » dans le cas du pablistisme, c'est avec une spécification bien précise. C'est un centrisme qui procède de la dégénérescence politique, de la trahison du trotskysme, dont le sens du développement est entièrement réactionnaire.

Il reste, par rapport à la crise de la IV^e Internationale en 1950-1953, une question à clarifier car elle est essentielle par rapport à la discussion internationale qui peut aujourd'hui prendre place. C'est celle de la nature de cette crise.

Auparavant la IV^e Internationale avait déjà connu des crises où des courants importants avaient rompu avec son programme (la tendance Burnham-Shachtman aux Etats-Unis, les « droitiers » en France, par exemple). Mais dans la crise de 1950-1953 c'est l'écrasante majorité de la direction de l'Internationale qui reprend à son compte les positions révisionnistes de Pablo, qui utilise sa position comme un moyen de liquidation et qui, à une première étape, compte-tenu des faiblesses et des confusions politiques et s'aidant par l'introduction de références formelles au programme et d'éléments contradictoires dans des documents définis fondamentalement par leur caractère pabliste, parvient à faire approuver son orientation et ses mesures bureaucratiques par une majorité de l'Internationale.

Aussi les conséquences de cette crise ne peuvent-elles être ramenées à une simple scission : la IV^e Internationale se séparant d'avec un courant étranger à ses principes et à son programme. Il faut prendre la pleine mesure des coups dévastateurs portés alors par le révisionnisme liquidateur à la IV^e Internationale. Il est parvenu à disloquer la IV^e Internationale, il l'a détruite comme organisation mondialement centralisée sur la base du programme de transition. Ce n'est pas là une constatation faite « pour mémoire » et qui n'aurait qu'une valeur historique. Elle éclaire la période présente. La dislocation de la IV^e Internationale a affecté toutes ses sections, elle a marqué tout le développement des organisations qui ont cherché à défendre son programme. Et si l'on tient compte de la réalité effective de la IV^e Internationale comme facteur de la lutte des classes, il n'est pas possible d'ignorer le fait que sa destruction comme centre international constitue également un élément objectif.

Ce n'est qu'ainsi que l'on peut donner toute sa dimension au problème de la reconstruction de la IV^e Internationale.

CRISE ET CONTINUITÉ DE LA IV^e INTERNATIONALE

Plus de vingt ans nous séparent de la fondation du Comité International. On ne saurait évidemment mettre cette période « entre parenthèses », même si, dans les limites de ce texte, il n'est possible que de dégager, sous l'angle du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et en relation avec les discussions actuelles, quelques-uns des problèmes majeurs que cette période a posés.

La formation du Comité International matérialisait en termes d'organisation la continuité politique de la IV^e Internationale. Elle exprimait le fait que ce n'était pas la IV^e Internationale qui avait fait faillite mais la majorité du Secrétariat International rompant avec

les principes du marxisme. C'était du développement de la IV^e Internationale, sur la base de son programme que se dégageaient les forces opposées au pablisme liquidateur. La nécessité qu'impliquait la constitution du Comité International et la perspective qui seule pouvait fonder son action, c'était la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le refus d'accepter l'autorité arbitraire et les mesures liquidatrices de la fraction pabliste était une mesure nécessaire. Mais ce n'était pas une mesure suffisante : la constitution du Comité International ne mettait pas fin à la crise de la IV^e Internationale. Elle n'abolissait pas les causes politiques de cette crise et n'en mettait pas à nu les racines théoriques. Elle ne dissipait pas, à l'échelle de l'Internationale, les confusions et les équivoques qui avaient permis à Pablo de s'assurer une majorité y compris pour obtenir l'exclusion de la section française. Et dans cette mesure, la déclaration constitutive du Comité International proclamant la déchéance du « *S.I. des usurpateurs pablistes* » n'empêchait pas que des organisations, des éléments, qui n'avaient pas quitté le terrain du trotskysme restent organisationnellement reliés au S.I., correctement défini dans cette déclaration comme un organisme consacrant son activité « *à la révision du trotskysme, à la liquidation de l'Internationale et à la destruction de ses cadres.* »

La crise de la IV^e Internationale se poursuivait, s'approfondissait. Les organisations rassemblées dans le Comité International n'étaient pas immunisées contre ses effets.

LA SIGNIFICATION DU COMITE INTERNATIONAL

« Liquidier les liquidateurs » impliquait une difficile lutte internationale dévolant jusque dans ses fondements la fiction du Secrétariat International, aboutissant à l'élimination de toute trace de pablisme au sein des organisations de la IV^e Internationale. Une telle lutte

n'était possible que si le Comité International assumait toutes les charges d'impulsion théorique et politique de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, notamment en établissant un bilan rigoureux de l'activité de la IV^e Internationale, en dégageant les racines du pablisme à travers ce bilan, en liant organiquement l'activité de construction des sections de la IV^e Internationale dans chaque pays à la lutte pour la reconstitution de la IV^e Internationale.

Mais, pour l'essentiel l'élaboration théorique du Comité International ne dépassait guère le niveau atteint par la section française dans sa lutte contre le pablisme de 1950 à 1952 et celle-ci, extrêmement affaiblie après la scission et la période d'isolement où les coups des liquidateurs s'étaient concentrés contre elle, était incapable de jouer un rôle moteur dans le Comité International. L'activité internationale commune restait réduite.

Dans ces conditions, la résistance du Comité International n'était pas sans être affectée par un formalisme analogue à celui qui marquait la défense du programme de la IV^e Internationale par le S.I. de 1945 à 1950. La situation se figeait dans l'opposition de deux « directions internationales », le S.I. et le C.I., dressées l'une contre l'autre, voire dans l'opposition de deux « internationales trotskystes ». Et ainsi, le « trotskysme orthodoxe » dont se réclamait le Comité International (un terme contestable, mais c'est le contenu qui prime et il était compris par là la fidélité aux bases sur laquelle la IV^e Internationale avait été édifiée) apparaissait simplement comme une qualité supplémentaire qui aurait manqué à l'autre branche du mouvement trotskyste international.

La reconstitution d'un centre international tendait à n'être plus vue comme le résultat d'une lutte théorique et politique, incluant le combat contre le révisionnisme, et dans laquelle les organisations trotskystes se développaient à travers leur intervention politique dans

la lutte des classes (où l'approfondissement de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, les tendances à l'affirmation de nouveaux rapports entre les masses et les appareils élargissaient leurs possibilités), mais comme le résultat d'une négociation entre les deux « directions ».

A la racine de ces faiblesses, de ces équivoques, il y avait une incompréhension de la profondeur de la crise de la IV^e Internationale. Et, aggravée considérablement par la dislocation de l'Internationale, la tendance à ne pas considérer l'Internationale et la lutte pour sa construction comme une dimension essentielle de la construction et de l'activité de chaque section, mais comme un couronnement de cette construction et de cette activité.

Certes, rien n'était simple et il serait peu sérieux de prétendre aujourd'hui que quelque organisation que ce soit ait été exempte de toute confusion. Pour sa part, l'O.C.I., comme élément de sa propre construction et comme contribution à la clarification nécessaire pour la reconstruction de la IV^e Internationale, est revenue sur sa propre activité et sur ses erreurs politiques (3).

Mais les faiblesses et les équivoques qui ont finalement abouti à la dislocation du Comité International ne doivent pas faire oublier la signification positive de l'existence du Comité International ni le caractère politiquement irrévocable de la séparation qui s'est faite alors entre des organisations trotskystes et les liquidateurs. Car ainsi que le constatent les Thèses du XVII^e Congrès de l'O.C.I. :

« A partir de 1950-1953, les deux courants se sont consolidés : le courant liquidateur et le courant trotskyste de la IV^e Internationale. Entre ces deux courants, toute une série de nuances intermédiaires se font et se défont. Le combat pour la IV^e Internationale est néanmoins circonscrit entre ces deux courants. »

VARIATIONS ET PERMANENCE DU RÉVISIONNISME

Le courant révisionniste s'est effectivement consolidé : l'idéologie révisionniste s'est développée autour du noyau qu'avait forgé Pablo. Comme nous l'avons signalé, il est impossible de suivre à la trace les variations de ce courant, les multiples expressions correspondant à des situations différentes de cette idéologie contraire aux principes et aux enseignements du trotskysme.

Cette tâche a été en partie remplie par l'OCI qui n'a pas cessé de mener la polémique contre Pablo et ses continuateurs (4). Il suffit ici de quelques remarques générales.

La ligne brisée que suit le développement du révisionnisme ne tient pas principalement à la versatilité de ses idéologues, mais aux caractéristiques de la période où il se situe. Quand le révisionnisme « classique » se constitua dans les rangs de la II^e Internationale, il érigea certains aspects d'une phase du développement historique du capitalisme en traits essentiels et permanents. Mais le courant révisionniste né dans la IV^e Internationale se situe dans la période de décadence et de pourrissement de l'impérialisme. Les éléments qu'il abstrait pour en faire des tendances à long terme fondant une politique sont rapidement et soudainement remis en question. En ce sens, le révisionnisme est sans cesse pris à contrepied par la marche concrète de la lutte des classes et son impressionnisme, son adaptation aux modes idéologiques passagères de la petite-bourgeoisie le conduisent nécessairement à des contorsions multiples.

Mais l'axe autour duquel tournent les expressions variées du révisionnisme reste orienté par des prises de position fondamentales dont le contenu ne varie pas. Et, en dépit de la manière décousue et changeante dont les différents thèmes qui forment la base idéologique du révisionnisme liquidateur sont présentés, en fonction des nécessités du moment, ils forment un sys-

tème idéologique opposé au programme de la IV^e Internationale, à la méthode du marxisme. On peut en résumer ainsi les traits principaux.

Tout d'abord, la remise en cause de l'analyse léniniste de l'impérialisme, donc du caractère de notre époque comme celle de la révolution prolétarienne où la crise de l'humanité se ramène à la crise de la direction révolutionnaire (le capitalisme est capable de connaître une nouvelle ère de développement, il surgit un néo-capitalisme ; la restructuration du marché mondial et de la division internationale du travail, la nouvelle période d'accumulation du capital, la croissance de la production ne sont pas saisies comme dépendant d'un accroissement gigantesque du parasitisme du mode de production capitaliste, nourri en particulier par l'économie d'armements). C'est également la remise en cause de l'unité diversifiée mais organique de la lutte de classes, au compte d'un « découpage » de la « réalité sociale objective » chère à Pablo, en secteurs : celui des pays capitalistes avancés, celui des pays coloniaux et semi-coloniaux (haussé pendant un temps à la dignité d'épicentre), celui des états ouvriers. Ainsi sont niés les fondements de la théorie de la révolution permanente.

Cette négation de l'unité internationale de la lutte des classes conduisait à la remise en cause de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution — et donc de la nécessité de son indépendance politique. Comme le soulignaient les thèses adoptées par le XVII^e Congrès de l'O.C.I. :

« L'abandon de ce qui fonde la nécessité de l'Internationale prolétarienne (aujourd'hui la IV^e Internationale) à savoir l'unité mondiale de la lutte des classes fait disparaître le prolétariat. Les trois secteurs visent, en niant la mission historique du prolétariat, à légitimer :

1^o Dans les pays coloniaux le rôle hégémonique de la paysannerie ;

2^o En U.R.S.S. et dans les pays

ayant échappé au contrôle de l'impérialisme le rôle hégémonique de la bureaucratie ;

3^o Dans les pays industrialisés à conférer à la « petite-bourgeoisie radicalisée » ce rôle hégémonique. »

En ce qui concernait l'U.R.S.S. et les différents états ouvriers bureaucratiques et le problème de la révolution politique, le révisionisme liquidateur prenait comme point de départ l'abandon de la position de Trotsky sur la bureaucratie. Il substituait par un tour de passe-passe à la double nature de l'état ouvrier (état bourgeois sans bourgeoisie), l' conception d'une double nature de la bureaucratie, alors que celle-ci est l'agence de la bourgeoisie au sein de l'état ouvrier, sa « courroie de transmission » comme dit Trotsky, qu'elle constitue une couche sociale foncièrement contre-révolutionnaire.

Cette position amenait les plus éminents représentants de la majorité actuelle du Secrétariat Unifié à considérer une fraction « progressive » de la bureaucratie comme la direction légitime et efficace de la « révolution politique » (qui n'était plus alors qu'une réforme des formes de pouvoir de la bureaucratie).

La réunification de 1963 à laquelle se rallièrent le S.W.P. ainsi que d'autres organisations qui composaient alors le Comité International ne pouvait apporter de solution à ces problèmes et donc fournir une base stable et saine à un regroupement des forces authentiquement trotskystes dans la mesure où elle s'effectuait sans que soient discutées les causes de la scission de 1950-1953, sans que soient dégagées les racines du pablisme. Sans que cette discussion soit menée jusqu'à son terme, il n'était pas possible de surmonter la crise de la IV^e Internationale par une solution d'organisation, fondée sur une déclaration de principes généraux et sur un accord conjoncturel entre différentes organisations sur des problèmes particuliers.

Il est inexact de considérer que c'est la question de la nature de l'Etat cubain qui ait amené l'O.C.I. à refuser de par-

ticiper à la réunification de 1963. Y compris par rapport à Cuba même, plus importante que la question de la nature de l'Etat (qui n'est certes pas sans importance et qui est d'ailleurs en cours de discussion au sein des organisations affiliées au Comité d'Organisation) était celle de la révolution cubaine, de son développement dont précisément le programme de transition rendait compte. La question de la nature de l'état — c'est-à-dire en quelque sorte de la définition des « résultats » de la révolution cubaine, à un moment de son développement bien qu'elle constitue un problème politique des plus sérieux et qu'elle pose des questions méthodologiques qui n'ont rien de secondaire — aurait fort bien pu, et pourrait être aujourd'hui, discutée dans une organisation internationale unifiée.

Non, la position de l'O.C.I. était que dans la mesure où n'existaient pas les bases politiques permettant l'élimination des rangs de la IV^e Internationale des positions révisionnistes contraires au programme et aux principes, la réunification ne pourrait se solder que par une aggravation de la confusion, un approfondissement de la crise de la IV^e Internationale, une dispersion accrue des forces qui se réclamaient du trotskysme.

Cet approfondissement de la crise allait également se traduire au sein des organisations qui avaient maintenus le Comité International. Non selon une ligne droite, mais avec des reculs et des hésitations, la ligne que la direction de la S.L.L. devait adopter la conduisait à renoncer pratiquement et politiquement à la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle allait pousser jusqu'à l'extrême une conception « nationale » du trotskysme : c'était de la construction d'un parti révolutionnaire dirigeant en Angleterre que devait procéder la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette conception qui devait conduire la direction de la S.L.L. à briser le Comité International devait également l'amener à tourner le dos aux enseignements du trotskysme sur le ter-

rain de la lutte des classes dans son propre pays, à chercher des « raccourcis » à la construction du parti révolutionnaire qui l'éloignent de plus en plus du marxisme en même temps qu'ils l'isolent au sein de la classe ouvrière anglaise.

Pendant ces deux décennies où s'est amplifiée et approfondie la crise de la IV^e Internationale, de grands événements se sont produits dans la lutte des classes. Ils ont constitué un processus de maturation des traits qui commençaient à se dégager en 1953, lors des premières manifestations de ce que l'O.C.I. a défini comme la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. En même temps que se poursuivait la crise de la IV^e Internationale, s'élargissaient à l'échelle du mouvement ouvrier mondial les conditions politiques de sa reconstruction comme une tâche organiquement unie à celle de sa construction comme direction révolutionnaire du prolétariat. Les phénomènes de dispersion, d'éparpillement, de liquidation se sont accompagnés du renforcement politique d'organisations qui restent déterminées par leur fidélité au programme de transition. La continuité, au niveau de la lutte pour la IV^e Internationale a été assurée. Mais la IV^e Internationale reste à reconstruire.

C'est cette réalité dont le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale prenait la pleine mesure dans sa conférence constitutive en juillet 1972 :

« ... Il n'y a pas de centre dirigeant, il faut reconstruire le centre dirigeant sur les principes du centralisme démocratique ; tel est le contenu de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La II^e Session de la pré-Conférence propose, en conséquence, la constitution du COMITE D'ORGANISATION POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE, qui se fixe pour tâche de reconstruire le centre dirigeant de la IV^e Internationale.

nale.

Adhérent à ce Comité d'Organisation, les organisations, groupes qui proclament leur volonté de combattre sur le programme de la IV^e Internationale, pour reconstruire le centre dirigeant dont ils admettent que celui-ci n'est pas encore existant.

C'est ainsi que le Comité d'Organisation constituera en premier lieu le cadre de discussion international le plus large. Il se fixe de convoquer une nouvelle Conférence sur l'ordre du jour inscrit dans la résolution générale.

Mais le Comité d'Organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la IV^e Internationale. Cette tâche doit s'ordonner sur les perspectives révolutionnaires de la lutte de classe internationale et dans chaque pays, et leur traduction dans

la crise du mouvement ouvrier international qui dégagera du stalinisme, de la social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, des courants, fractions et groupes recherchant le chemin de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat. Ces groupes et organisations engagés dans la lutte des classes qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, instrument indispensable à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du Socialisme, sont invités à la Conférence et à sa préparation, avec l'accord du Comité d'Organisation.

C'est seulement ainsi que sera assumée la continuité de la IV^e Internationale, et sa reconstruction engagée. »

LA PERIODE PRESENTE DE LA LUTTE DES CLASSES ET LES TACHES DE RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Trotsky remarquait dans « *L'Internationale Communiste après Lénine* » que « la politique envisagée comme force historique de masse retarde toujours sur l'économie. » Il faut entendre par là qu'il y a toujours un décalage entre les fondements objectifs d'une époque historique — ou même d'une période de la lutte des classes — et leur expression dans l'ensemble des processus sociaux, dans l'activité de millions d'hommes. Le rapport sur la situation internationale préparatoire au XX^e Congrès de l'O.C.I. caractérise la période de la lutte des classes qui s'est pleinement affirmée depuis 1968 et dont le point de départ est dans les positions conquises par le prolétariat mondial à partir de 1943, comme une période où toutes les tendances de l'ère impérialiste atteignent

leur pleine maturité. C'est une période marquée par une tendance de la lutte des classes à retrouver ses formes « pures », fondamentales, par la tendance de la classe ouvrière internationale à se regrouper sur de nouveaux axes.

C'est pourquoi, comme le souligne ce rapport « *expression consciente du processus inconscient le programme et l'action politique à partir du programme, sont indispensables pour donner à cette période son plein développement, c'est-à-dire la victoire de la révolution mondiale* ».

L'épanouissement de la nouvelle période de la lutte des classes ne pouvait qu'exacerber la crise non résolue de la IV^e Internationale. Elle contraignait chaque organisation, chaque courant à pousser jusqu'au bout les conséquen-

ces de ses positions. Les divergences se précisaient par rapport aux problèmes qui confrontaient le prolétariat, qui s'exprimaient dans la crise du mouvement ouvrier encore dominé par le stalinisme et le réformisme. Et, dans cette mesure, les lignes divergentes s'opposaient sur le terrain des questions les plus cruciales de la révolution prolétarienne, la question du pouvoir, celle des formes et des conditions de la mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir.

Les problèmes du front unique ouvrier, du gouvernement ouvrier et paysan, des soviets — et par conséquent du parti révolutionnaire et de l'Internationale — étaient au centre du débat. Au premier plan, abordée sous des angles divers et à partir de problèmes différents, le problème de l'indépendance politique du prolétariat — dont l'expression théorique achevée est constituée par le programme de la IV^e Internationale et dont la forme supérieure d'organisation est dans la construction de la IV^e Internationale comme direction révolutionnaire du prolétariat — était constamment posé en relation avec les expressions les plus élevées du mouvement du prolétariat vers sa constitution en classe dominante.

C'est ainsi que l'abandon de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, de la part de la direction de la S.L.L., se manifestait en particulier dans son incompréhension du processus de la révolution bolivienne, son attitude réactionnaire à l'égard de l'Assemblée populaire, organisme pré-soviétique à travers lequel s'affirmait l'hégémonie du prolétariat dans la révolution.

A partir de 1969 se développait au sein des organisations affiliées au Secrétariat Unifié une discussion qui, à travers les deux congrès mondiaux tenus dans les cinq dernières années, aboutissait à la cristallisation de désaccords de principe, stratégiques et tactiques sur presque tous les problèmes débattus.

Simultanément et contradictoirement à cette exacerbation de la crise de la IV^e Internationale et participant d'une

même unité, s'affirmaient des éléments de regroupement et de renforcement des forces trotskystes attachées au programme de la IV^e Internationale. Les tendances profondes de la période présente de la lutte des classes nourrissaient une remise en cause des rapports existants entre les appareils bureaucratiques et les masses. Le degré d'activité du prolétariat, la multiplication de situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires, la concentration des problèmes de la révolution prolétarienne mondiale dans les pays capitalistes avancés conduisent à une situation où, comme le notait une résolution d'avril 1973 du Bureau International du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, se dégagent et se dégageront de plus en plus « *courants, fractions, tendances, cherchant plus ou moins confusément à exprimer les processus révolutionnaires de la classe ouvrière, tendant à se dégager de la tutelle traîtresse des appareils, et cela non seulement dans les organisations politiques et syndicales contrôlées par l'appareil du Kremlin mais aussi dans les organisations social-démocrates... Le champ d'activité en direction des grandes organisations, groupements, fractions, tendances ayant rompu avec le réformisme et avec le stalinisme ira s'élargissant* ».

C'est dans ce contexte que le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale s'est adressé au Secrétariat Unifié, en lui proposant d'ouvrir la discussion — la forme concrète étant la participation du C.O., comme observateur au X^e Congrès mondial. La réponse négative du Secrétariat Unifié ne change rien au fond de l'affaire.

Le Comité d'organisation partait de la constatation que « *pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique, signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience internationale considérablement enrichie, le débat qui a entraîné la scission de la IV^e Internationale proclamée en 1938, reconstituée en*

1945-1946 » et il ajoutait « la IV^e Internationale a été poussée à l'impasse par le pablisme. C'est le sentiment de cette impasse qui ouvre inéluctablement la voie à la discussion et à l'analyse de toutes les questions à la base des divergences qui ont dépassé les frontières des organisations se réclamant de la IV^e Internationale. Ceci témoigne de la nécessité d'examiner à nouveau tout le champ du mouvement ouvrier international, de tenir compte des modifications survenues, d'apprécier justement les nouveaux groupements et, dans ce cadre, de procéder à un examen des divergences ayant surgi dans la IV^e Internationale en 1950-1953 et qui, depuis, se sont considérablement élargies. »

Le développement de la discussion au sein du Secrétariat Unifié a confirmé le bien-fondé de cette appréciation.

LA DISCUSSION AU SEIN DU SECRETARIAT UNIFIE

Le point de départ de la cristallisation des divergences au sein des organisations du Secrétariat Unifié, c'est la résolution sur l'Amérique latine, présentée au IX^e Congrès Mondial. Une forte minorité avec laquelle le S.W.P. est en solidarité politique votait contre cette résolution qui faisait de la « guérilla » la stratégie révolutionnaire correspondant aux nécessités de la lutte en Amérique latine. Le contenu de cette discussion était clairement circonscrit par l'un des paragraphes de la résolution de la majorité du S.U. :

« En fait, dans la plupart des pays, la variante la plus probable est que, pour une période assez longue, les paysans devront porter le poids principal de la lutte, et la petite bourgeoisie radicalisée fournira en grande partie les cadres du mouvement. »

Ce n'est donc pas de la lutte armée en soi qu'il s'agit, ni du fait que dans un pays économiquement arriéré, les gueïllas basés sur la paysannerie pauvre puissent être un élément de la lutte révolutionnaire. Il s'agit de l'hégémonie

du prolétariat dans le processus révolutionnaire d'un pays arriéré. Ce qui est en cause, c'est l'application de la théorie de la révolution permanente dans les pays coloniaux et semi-coloniaux et donc l'unité mondiale de la lutte des classes. La direction qui se substitue à celle du prolétariat, dans l'accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises, c'est « la petite bourgeoisie radicalisée ».

Que cette discussion ne soit pas conjoncturelle, secondaire, mais qu'au contraire elle touche aux principes qui fondent la IV^e Internationale, son développement suffirait à le prouver. Elle se poursuit jusqu'au X^e Congrès Mondial du Secrétariat Unifié tenu en février 1974. Une résolution sur la lutte armée en Amérique latine est mise en avant par la majorité du Secrétariat Unifié. Son rapporteur déclare qu'il existe « une faiblesse programmatique générale de l'Internationale sur ce terrain très important, celui de l'insertion et du choix des formes de la lutte armée dans notre stratégie révolutionnaire ».

Cette discussion a commencé et s'est poursuivie dans un contexte précis. Elle a débuté alors que le « foquisme » avait conduit à de nombreux échecs en Amérique latine, que le cours réactionnaire de la politique de la direction castriste s'accroissait ; elle s'est poursuivie alors que la mobilisation du prolétariat dans plusieurs pays d'Amérique latine, utilisant les moyens éprouvés de la lutte de masse prolétarienne et ouvrant la voie à la constitution d'organismes de caractère soviétique était l'expression majeure dans ce continent de la réalité concrète de la nouvelle période de la lutte des classes. La puissante mobilisation du prolétariat argentin à partir du mouvement de Cordoba, la montée politique du prolétariat chilien que la bourgeoisie chilienne est incapable de contenir et qui n'est bloqué que par le verrou contre-révolutionnaire de l'Union populaire, la révolution bolivienne aboutissant à la constitution de l'Assemblée populaire en sont de formidables témoignages.

La révolution bolivienne a connu un échec ; livré à ses bourreaux par l'Union populaire du prolétariat chilien est écrasé, ses organisations détruites. Et pourtant deux ans plus tard, le prolétariat d'Amérique latine, en particulier en Argentine, reprend sa marche en avant tandis que la chute du gouvernement Velasco indique que mûrissent également au Pérou les conditions d'une situation révolutionnaire. Et c'est dans ce contexte, qu'avec acharnement, après avoir apporté un soutien honteux aux terroristes de l'E.R.P., la majorité du S.U. continue à vouloir confier l'avenir de la révolution en Amérique latine à la « petite bourgeoisie radicalisée ».

Mais la réalité de l'unité internationale de la lutte des classes s'impose y compris à ceux qui la nient. Il n'est pas possible de maintenir dans un « cadre continental » l'orientation des « actions exemplaires » et celle de la place privilégiée attribuée à la « petite bourgeoisie radicalisée ».

D'autres divergences non moins fondamentales opposaient les deux courants qui coexistaient au sein du Secrétariat Unifié : sur la définition de l'Union de la gauche en France comme un Front populaire de collaboration de classes alors que la majorité de la section française du Secrétariat Unifié (l'actuelle L.C.R.) y voyait une « *alternative réformiste globale* » ; sur l'appréciation des Accords de Paris salués par la majorité du S.U. comme une victoire, tandis que la minorité en soulignait le caractère de barrage dressé contre la réalisation des aspirations des masses du Vietnam. Cette discussion se prolongeait en un débat sur la nature du parti communiste vietnamien présenté par Pierre Rousset comme le parti révolutionnaire du prolétariat vietnamien.

La discussion connaît un approfondissement à partir du moment où elle aborde ce que l'on pourrait appeler la « théorie généralisée » du rôle décisif de la « petite-bourgeoisie radicalisée », c'est-à-dire la conception des « nouvelles avant-gardes » et qu'elle se centre sur le développement de la lutte des classes

en Europe. La majorité du Secrétariat Unifié adopte comme document préparatoire à son X^e Congrès un document intitulé « *Thèses sur la construction de partis révolutionnaires en Europe capitaliste* », document qui, sans modifications substantielles, sera adopté par le X^e Congrès mondial.

Le titre même de ce document — et encore plus son contenu — introduit une coupure radicale entre la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe et celle des pays où le capital a été exproprié mais où le prolétariat est dépossédé du pouvoir politique par une bureaucratie usurpatrice. Il reprend donc la division du monde en un « monde stalinien » et en un « monde capitaliste » chère à Pablo. Dans cette mesure il nie l'unité internationale de la lutte des classes telle qu'elle s'exprime en Europe et sa prétention à fonder une stratégie « continentale » s'effondre. Ce n'est pas un déterminisme géographique qui préside à la nécessité d'une perspective commune pour les prolétariats d'Europe, mais les liens historiques que le développement du capitalisme et celui du mouvement ouvrier ont tissé entre eux. Et, à notre époque, le mot d'ordre nécessaire à l'unité de combat des prolétariats d'Europe, le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe trouve toute sa portée révolutionnaire, précisément dans le fait qu'il unit révolution politique et **révolution sociale par rapport à une** tâche commune. Mais cette perspective est absurde, si elle est située dans le cadre de l'acceptation de la division de l'Europe. Que pourrait-elle signifier, par exemple pour la classe ouvrière allemande, si elle s'accompagnait de la perpétuation de la division de l'Allemagne ?

Ensuite ce texte définit, pour tous les pays situés dans cette zone arbitrairement découpée, une stratégie de construction du parti révolutionnaire à partir de la conquête de l'hégémonie sur « la nouvelle avant-garde ». Cette nouvelle avant-garde, dont le rapport ne définit ni les frontières de classe, ni les contours politiques, présente donc la particularité de se sélectionner en dehors

du mouvement ouvrier organisé et des différenciations qui s'y creusent, et pour l'essentiel en dehors de la classe ouvrière. C'est en fait le gauchisme, dont le centre de gravité est dans la petite-bourgeoisie, qui est présenté comme le milieu dont l'organisation révolutionnaire doit s'assurer le contrôle pour se « retourner » ensuite vers la classe (« *les marxistes révolutionnaires luttant pour l'hégémonie politique au sein de la nouvelle avant-garde ne peuvent rejeter l'ensemble de cette extrême-gauche comme ultra-gauchiste... Ils s'efforcent de devenir le principal pôle de regroupement de l'extrême-gauche.* »

Les marxistes partent des intérêts de classe du prolétariat, de la situation objective. C'est le sens des revendications transitoires qui « *partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière conduisent invariablement à une seule solution : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* »

La démarche des « Thèses » est inverse : elles réalisent le tour de force de définir une stratégie de construction du parti révolutionnaire sans définir une politique pour toute la classe. A la méthode de la mobilisation des masses à partir de la place du prolétariat dans la société capitaliste, de sa mobilisation comme classe qui ne peut s'opérer indépendamment des organisations qui le constituent comme classe, se substitue en fait celle de « l'action exemplaire » extérieure au prolétariat. C'est en définitive d'autres forces que la classe ouvrière que les tenants des thèses attendent le développement de leurs organisations.

LE TEST DE LA REVOLUTION PORTUGAISE

Comme on le sait, cette orientation ne devait pas tarder à être confrontée, au Portugal, à la réalité de la révolution prolétarienne.

Les documents de l'O.C.I. — dont le rapport sur la situation internationale préparatoire au XX^e Congrès — ont lar-

gement analysé les problèmes de la révolution portugaise, ont défini l'orientation, les mots d'ordre dont nous sommes convaincus qu'ils correspondent aux besoins politiques de la lutte du prolétariat portugais. Ils ont caractérisé les différentes positions politiques en présence. De plus, le débat au sein des organisations affiliées au Secrétariat Unifié sur le Portugal est devenu public, les éléments de fait comme les positions des uns et des autres sont largement connus. Aussi n'est-il pas besoin de revenir sur le déroulement des événements, ni même sur les positions prises par la majorité du Secrétariat Unifié.

Il suffit de les caractériser. L'orientation illustrée par les *THESES SUR LA CONSTRUCTION DE PARTIS REVOLUTIONNAIRES EN EUROPE CAPITALISTE* a certes subi un cinglant démenti : comme conséquence des développements révolutionnaires et de la radicalisation du prolétariat il n'est pas apparu de « nouvelle avant-garde à caractère de masse », mais les masses ont afflué dans les partis traditionnels, ont commencé à reconstituer leurs organisations syndicales en même temps qu'elles commençaient à construire des organismes de caractère soviétique, les commissions ouvrières de délégués élus. Mais surtout cette orientation révisionniste a nettement révélé son caractère anti-prolétarien. Elle a conduit la majorité du S.U. et ses partisans au Portugal à s'opposer à chaque étape au mouvement des masses qui ignorait leur schémas sur le rôle dévolu à la « petite bourgeoisie radicalisée ». Ils se sont au contraire aligné sur les représentants gauchistes de la petite bourgeoisie en désarroi dans un soutien (critique, bien évidemment) au M.F.A., se plaçant ainsi à la remorque du P.C.P., que « La Gauche », publication qui n'est pas sans rapports avec Ernest Mandel, voyait allègrement boitiller « *avec un pied dans le camp du réformisme et l'autre dans le camp de la révolution* ».

Que ce soit sur la « loi syndicale » subordonnant les syndicats au gouvernement provisoire, sur la signification

des élections à l'Assemblée Constituante, sur le droit de la rédaction socialiste de « Republica » à conserver le contrôle de son journal, sur la souveraineté de l'Assemblée Constituante ; par rapport aux manœuvres du M.F.A. comme par rapport à la mobilisation ouvrière contre un gouvernement militaire, utilisant le cadre d'organisation du P.S., il n'est pas un problème important sur lequel ce courant n'ait pris une position contraire aux intérêts et aux aspirations des masses travailleuses portugaises. On peut pratiquement lire en « négatif » dans l'application de cette politique ce que devrait être une politique de classe.

Cette politique et cette pratique ne pouvaient naturellement se mener sans soulever des questions théoriques extrêmement importantes. Dans ses contorsions à l'égard des différents tronçons du M.F.A., la majorité du S.U. a renoncé à utiliser des critères de classe, c'est-à-dire à partir de la nature du M.F.A. comme expression politique de la caste militaire d'une armée impérialiste. Les formulations qu'elle emploie à l'égard du P.C.P. sont celles que l'on pourrait utiliser à l'égard d'une organisation centriste. Le stalinisme s'est évanoui, le rôle de l'appareil du P.C.P. comme rouage de l'appareil international du Kremlin, défini par sa subordination aux intérêts contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne est nié. La majorité du S.U. a rompu avec toute la tradition du marxisme en ce qui concerne la place de la défense des libertés démocratiques dans la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste. Enfin, elle a abandonné tous les enseignements de l'Internationale Communiste et de Trotsky aussi bien sur les Soviets que sur le front unique des organisations et partis ouvriers et sur le problème d'un gouvernement des partis de la classe ouvrière, sans représentants de la bourgeoisie.

La discussion au sein des organisations affiliées au S.U. a connu un tournant en fonction des problèmes soulevés par la révolution portugaise. Les désaccords se sont affirmés publiquement en termes d'orientation et d'intervention dans

la lutte des classes. La discussion s'est approfondie en abordant les problèmes que nous avons brièvement énumérés.

Dans le cours de cette discussion, le S.W.P. en particulier, et la fraction minoritaire avec laquelle il est en solidarité politique (la fraction Lénine-Trotsky) a développé des positions qui, par rapport aux problèmes de principe essentiels rejoignent celles qui ont été défendues par l'O.C.I. Cela ne signifie pas qu'il y aurait identité de vues entre le S.W.P. et l'O.C.I. y compris sur les problèmes de la révolution portugaise. Une discussion sérieuse serait nécessaire pour clarifier bien des problèmes d'appréciation de la situation, de tactique et même de stratégie. Mais il existe une base programmatique commune pour les aborder et il n'y aurait, du moins l'O.C.I. pour sa part le considère, aucun obstacle à ce qu'ils soient abordés dans une organisation internationale commune.

Cela ne signifie pas non plus que l'ensemble des problèmes posés par la crise de la IV^e Internationale puissent être résolus uniquement par une discussion sur la révolution portugaise bien qu'à cette étape d'un débat que nul ne peut éviter, les questions en litige se retrouvent dans les orientations qui se sont affirmées dans le cours de la révolution portugaise, ce test auquel nulle organisation qui se réclame de la révolution socialiste ne peut se dérober.

Et l'O.C.I. constate que par rapport aux questions vitales de la révolution telles qu'elles sont posées avec acuité par l'activité révolutionnaire du prolétariat portugais, le S.W.P. s'est situé sur le terrain de la défense des acquis du marxisme concentrés dans le programme de transition face à la majorité du S.U. L'O.C.I. considère comme un élément positif que la direction de la Fraction internationale Lénine-Trotsky ait adopté une résolution unanime sur « les questions clé de la révolution portugaise » qui déclare notamment :

« ... La seule instance politiquement représentative choisie par les travailleurs et les masses au Portugal est l'Assemblée Constituante dans laquelle les partis ouvriers détiennent la majorité absolue. La lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan ne peut être menée sans défendre la souveraineté populaire et la démocratie, et concrètement sans défendre l'Assemblée Constituante contre les tentatives du Parti Communiste, de la Junte militaire et des dirigeants du P.S. de miner son autorité, de limiter ou de détruire sa souveraineté.

La lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan se centralise à présent sur l'Assemblée Constituante. Les questions les plus aiguës sont la défense de l'Assemblée Constituante, l'exigence que l'Assemblée Constituante représente les intérêts des masses travailleuses qui l'ont élue, la répudiation par les partis ouvriers du « pacte-programme » qui a codifié leur capitulation devant la Junte militaire. En signant cet accord avec le régime militaire, les dirigeants des partis ouvriers de masse ont trahi leur responsabilité qui était de représenter les travailleurs qui les ont soutenus.

Dans l'Assemblée Constituante le Parti Socialiste se trouve dans la position la plus contradictoire, puisqu'il se présente comme le représentant de la majorité des travailleurs tout en ayant été mandaté par la majorité de la population. De plus, les dirigeants du Parti Socialiste sont entrés en conflit avec le gouvernement militaire, ostensiblement pour la défense de la souveraineté populaire et des droits démocratiques des masses. Mais ils continuent à se soumettre aux décrets des dirigeants militaires. Les dirigeants du Parti Socialiste sont aussi

moins capables de contrôler leur base et plus dépendants de leur popularité électorale que le P.C.

Des organes embryonnaires du pouvoir ouvrier naîtront des luttes de masse unies de la classe ouvrière, comme cela a été le cas dans tous les mouvements révolutionnaires précédents. Au Portugal, la voie ne peut être dégagée pour de telles luttes sans que l'on commence à contester le droit que le régime militaire s'est octroyé à lui-même de gouverner. L'acceptation de cette prétention n'est pas seulement la plus grande force dans le maintien de la subordination des travailleurs à une direction bourgeoise ; c'est aussi l'obstacle principal à la réalisation d'actions de Front Unique.

Concrètement, la défense de la souveraineté de l'Assemblée Constituante contre le gouvernement militaire implique la revendication adressée aux partis Socialiste et Communiste, comme représentants de l'écrasante majorité des travailleurs portugais et de la majorité du peuple portugais, de constituer un gouvernement en exerçant la majorité dont ils disposent à l'Assemblée Constituante et en appelant les masses et les soldats à se mobiliser pour le soutenir. Ce sont également les forces principales au sein de l'Intersyndicale, qui devrait demeurer indépendante de tout gouvernement, même un gouvernement ouvrier et paysan, comme défenseur direct des revendications des travailleurs.

Adresser cette revendication aux deux partis de masse de la classe ouvrière est un élément essentiel du processus par lequel on peut mettre en avant une alternative gouvernementale socialiste au régime militaire et révéler leur incapacité à réaliser une telle alternative » (5).

COMMENT SE POSE LA QUESTION DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

La reconstruction de la IV^e Internationale ne sera pas affaire de proclamations. Elle relève de ce « *processus d'une durée extrêmement longue* » dont parlait Trotsky en 1935, à propos de la crise de la direction prolétarienne. La tâche à accomplir, c'est la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est-à-dire la reconstruction du centre dirigeant que constituait la IV^e Internationale après sa fondation et dont nous constatons qu'il a été détruit. Mais le programme de la IV^e Internationale vérifié par plus de trente ans de luttes de classes est celui sur lequel doit se bâtir l'Internationale révolutionnaire du prolétariat et ses sections, les partis révolutionnaires, instruments indispensables de l'émancipation du prolétariat. Reconstruction de la IV^e Internationale comme centre dirigeant, construction de l'Internationale comme solution de la crise historique de la direction révolutionnaire sont des processus organiquement liés.

Il est nécessaire d'entreprendre la reconstruction de la IV^e Internationale comme une organisation mondialement centralisée sur la base de son programme de transition mais la réalisation de cette tâche implique le développement de la lutte pour la construction de la IV^e Internationale sur tous les terrains politiques de la lutte des classes mondiale, le renforcement de ses sections, l'intégration à ses rangs de forces nouvelles issues de la crise du mouvement ouvrier et gagnées à son programme.

Il faut revenir à ce qu'écrivait Trotsky en 1940 :

« La question des rythmes et des délais est d'une immense importance mais elle ne modifie pas la perspective historique générale, l'orientation de notre politique. La conclusion est simple, il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela précisément

réside la tâche de la IV^e Internationale. »

« *Les rythmes et les délais ont une importance immense* » et ils ont compté dans les formes, de toute façon complexes et contradictoires, de la lutte pour construire la direction révolutionnaire. Ils ont fait que, dans des conditions données que nous avons évoquées, la IV^e Internationale a été disloquée par le révisionnisme liquidateur. Mais ils ne modifient pas la perspective : la tâche centrale reste celle de la solution de la crise de la direction révolutionnaire, c'est-à-dire la construction de la IV^e Internationale. Et résoudre la crise de la direction révolutionnaire n'est pas un processus séparable du mouvement d'ensemble du prolétariat : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes à travers la construction de leur parti de classe, c'est-à-dire de l'Internationale et de ses sections.

Aussi, la reconstruction de la IV^e Internationale est une exigence qui ne prend sa pleine dimension que par rapport à tout le mouvement ouvrier. « *Il n'est pas douteux que la crise que traverse la IV^e Internationale et celle du mouvement ouvrier dominé par le stalinisme et le réformisme sont un seul et même problème* » notaient les Thèses du XVII^e Congrès de l'O.C.I. La question de l'Internationale — qui ne peut recevoir de réponse que sur la base de la IV^e Internationale et de son programme — est une question qui concerne le mouvement ouvrier dans son ensemble, et c'est donc comme une tâche du mouvement ouvrier lui-même, correspondant aux nécessités de l'organisation du prolétariat comme classe, que les trotskystes doivent formuler la nécessité de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Comme il l'a été brièvement rappelé au début de ce document de mouvement historique du prolétariat, de son organisation comme classe que surgit le

besoin de l'Internationale. C'est en dernière instance au niveau de l'expression consciente et organisée de l'unité mondiale du combat du prolétariat, c'est-à-dire dans le cadre du parti international que l'indépendance de classe peut être sauvegardée. Cette nécessité, toute l'expérience historique du prolétariat, de ses premiers efforts d'organisation à l'époque des guerres et des révolutions, l'enseigne et la vérifie. Mais précisément à notre époque, celle de la décadence et du pourrissement de l'impérialisme et de la mobilisation du prolétariat pour la prise du pouvoir, tous les problèmes qu'a soulevés dans son développement historique l'activité du prolétariat se retrouvent posés sous une forme concentrée.

Trotsky soulignait, dans l'un de ses derniers écrits, que la préservation de cette forme élémentaire de l'organisation du prolétariat qu'étaient les syndicats dépendait, *en dernière analyse*, du fait qu'ils soient dirigés par des révolutionnaires. Risquer une analogie ici n'est pas confondre des expressions différentes de la lutte du prolétariat. On peut dire qu'en ce qui concerne la forme d'organisation la plus élaborée procédant de la constitution du prolétariat en classe, l'Internationale, il est encore plus évident que seul un centre dirigeant international — c'est-à-dire fondé sur le programme de la révolution socialiste — est à même d'assumer le combat pour sa construction. La construction de l'organisation internationale de classe s'identifie historiquement à celle de la IV^e Internationale. Mais cela signifie également que la construction de la IV^e Internationale comme direction révolutionnaire s'intègre à la reconstruction du mouvement de la classe sur de nouveaux axes, que la question de l'Internationale est donc posée comme une tâche au-delà des groupements qui se réclament de la IV^e Internationale.

Aujourd'hui, alors que s'approfondit la crise de l'impérialisme et de toutes les forces dont l'existence est liée à la perpétuation de sa domination, en particulier la bureaucratie du Kremlin, au moment donc où l'accentuation de la lutte

des classes mine les fondements des anciennes relations entre les masses, leurs organisations traditionnelles, les appareils, que se multiplient les déchirements, les crises, l'apparition d'organisations et de tendances s'orientant confusément vers la recherche d'une solution révolutionnaire, le besoin de la centralisation internationale du combat de classe est ressenti comme un besoin politique, pratique, immédiat, par des milliers et des milliers de militants dans chaque pays qui tendent à exprimer les aspirations politiques de courants de masse en gestation dans le prolétariat international.

Les organisations trotskystes ne sont pas désarmées pour faire face à ses développements. La méthode qui correspond aux exigences de la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est celle de Trotsky dans son combat pour la formation de la IV^e Internationale. La nécessité d'une nouvelle Internationale s'imposait en fonction des problèmes confrontant l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est le passage définitif de l'Internationale Communiste stalinisée « du côté de l'ordre bourgeois » qui conduit l'Opposition de Gauche internationale à se constituer en mouvement pour la IV^e Internationale, à faire de la constitution de la IV^e Internationale l'axe de son activité en cherchant à associer à sa formation, à chaque étape, le plus largement possible, les courants du mouvement ouvrier qui font mouvement vers des solutions révolutionnaires.

« Actuellement, ni la II^e, ni la III^e Internationale n'agissent en tant qu'organismes internationaux. Elles ne sont plus que des obstacles sur la voie du prolétariat. Il faut créer une organisation révolutionnaire qui réponde au caractère de la nouvelle époque historique et à ses tâches. Il faut verser du vin nouveau dans des outres nouvelles. Il faut construire un parti révolutionnaire dans chaque pays et une nouvelle Internationale » déclare le « Manifeste des communistes internationalistes » de mars 1934.

D'ailleurs, ce qu'on a appelé le « tournant français », c'est-à-dire « l'entris-

me » au sein des partis sociaux-démocrates, ne constituait pas une commodité tactique, mais ne prend sa véritable signification que par rapport à cette méthode de construction de l'Internationale. C'est le fait que, pour un temps, la disposition des partis de la II^e Internationale sur l'échiquier politique était telle qu'ils constituaient un cadre d'organisation dans lequel se jouait l'issue de l'évolution contradictoire vers le programme révolutionnaire de courants essentiels de l'avant-garde ouvrière qu'il s'agissait de gagner comme éléments constituants de la IV^e Internationale, qui donne tout son sens à cette tactique.

Aujourd'hui, bien des conditions sont différentes, les données de la lutte des classes sont autres, les constructeurs de la IV^e Internationale disposent d'un programme vérifié au feu de la lutte des classes et d'une riche expérience. Mais la méthode reste la même : poser les jalons de l'Internationale, c'est déterminer, à chaque moment, les mesures politiques et d'organisation permettant aux militants qui se dégagent du réformisme et du stalinisme de rejoindre le programme de la IV^e Internationale à partir de l'intervention des révolutionnaires organisés sur la base de ce programme. L'insistance que Trotsky mettait à souligner que l'Internationale ne saurait être une construction monolithique, à rappeler la nécessité de la souplesse tactique alliée à la rigueur sur les principes, reste dans les conditions concrètes d'aujourd'hui aussi actuelle, car elle ne relevait nullement de considérations « pédagogiques ». Son insistance relevait du contenu de construction de l'Internationale : c'était une tâche inséparable de la réorganisation du mouvement ouvrier.

Il faut préciser. La construction de la IV^e Internationale c'est la construction de l'instrument indispensable à la victoire du prolétariat, c'est-à-dire à sa constitution en classe dominante, processus qui ne peut trouver son achèvement qu'à l'échelle mondiale. En ce sens, la IV^e Internationale sera pleinement l'Internationale du mouvement ouvrier, fondée sans équivoque sur l'indépendance

de classe du prolétariat — qui ne trouve sa formulation complète que dans le programme de transition qui donne son « sens » à l'Internationale — mais nécessairement diverse et dont les différentes sections ne seront pas des détachements identiques et interchangeable.

On ne peut naturellement prévoir les formes et les moments de la construction de la IV^e Internationale. Son développement est inséparable de la marche de la classe ouvrière internationale à la révolution prolétarienne. Cette marche ne saurait être linéaire : elle intègre nécessairement les contradictions nées de la longue domination du réformisme et du stalinisme dans le mouvement ouvrier. La démarche même des courants qui s'orientent vers une rupture avec les appareils contre-révolutionnaires est marquée par le poids de ces appareils et par les conséquences de la crise de la IV^e Internationale. Obligatoirement, la reconstruction de la IV^e Internationale elle-même empruntera bien des chemins.

Mais l'expérience historique généralisée, la théorie, permet de dégager l'objectif, la perspective. L'unité de la lutte des classes n'est pas seulement unifiée dans l'espace, elle l'est aussi dans le temps. Dire que la IV^e Internationale se hisse sur les épaules de ses devancières, c'est dire qu'elle doit intégrer tous les acquis de l'expérience du prolétariat. On a souvent défini la Première Internationale comme « l'internationale de l'anticipation » parce qu'elle contenait embryonnairement les formes d'organisation et les problèmes qu'allait développer l'activité du prolétariat. Elle avait vocation d'organiser, de centraliser, à l'échelle internationale, le mouvement ouvrier dans ses expressions diverses, mais sur la base nettement délimitée de l'indépendance de classe du prolétariat, de la séparation d'avec la bourgeoisie et toutes ses expressions politiques. Ce qu'elle a ébauché à l'aube du mouvement ouvrier devra nécessairement se retrouver, sous une forme achevée, dans l'Internationale de la révolution socialiste.

L'œuvre positive de la II^e Internationale, on le sait, a été dans le développement du mouvement ouvrier, de ses partis et de ses syndicats, comme mouvement de masse. Jusqu'à la faillite de sa direction, jusqu'à l'écroulement historique d'août 1914, elle fut le cadre d'organisation de toutes les tendances du mouvement ouvrier, l'expression organique de celui-ci. C'est en son sein, à travers les véritables débats qui marquent son histoire, que se forment les courants qui seront à l'origine de la III^e Internationale. Sans la II^e Internationale, il n'y aurait pas eu le parti bolchévique qui ne fut pas un phénomène « russe », mais le produit le plus élaboré du mouvement ouvrier international.

La faillite de la II^e Internationale introduit un élément nouveau et de caractère décisif : elle exprime la constitution, au sommet du mouvement ouvrier d'un appareil bureaucratique contre-révolutionnaire défini par sa fonction d'agence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers (les « lieutenants ouvriers » de la classe capitaliste dont parle Lénine). Elle définit les partis sociaux-démocrates comme des partis ouvriers-bourgeois.

Le combat pour l'indépendance de classe du prolétariat, condition de son unité, exige la rupture avec les directions subordonnées à l'impérialisme et donc la construction de nouveaux partis, d'une nouvelle Internationale. La III^e Internationale fut la première tentative de résoudre le problème de la direction révolutionnaire, dans la période des guerres et des révolutions. Son essor est lié à l'impact de la révolution d'Octobre, à la montée révolutionnaire généralisée, mais la qualité politique de sa direction est directement dépendante du parti bolchévique. La dégénérescence du parti bolchévique et de l'Etat ouvrier issu de la première révolution prolétarienne victorieuse, entraîne rapidement la dégénérescence de la III^e Internationale elle-même, avant que de véritables partis communistes aient pu se former dans son cadre, avant qu'elle est pleinement élaborée la stratégie révolutionnaire de

la lutte pour le pouvoir. Mais les apports, non seulement du parti bolchévique mais aussi des premières années de l'Internationale Communiste sont irremplaçables. Ils sont à la base de la critique faite par Lénine Trotsky du projet de programme soumis au VI^e Congrès de 1928 et qui marque le passage sur les positions du « socialisme dans un seul pays ». Sous la direction de Lénine et de Trotsky pourtant, l'Internationale Communiste avait eu le temps de montrer dans la pratique que sa construction comme direction révolutionnaire du prolétariat mondial impliquait la restructuration du mouvement ouvrier tout entier. Il fallait gagner les masses et cela ne pouvait se faire sans qu'elles se rassemblent dans l'action contre le capitalisme, bien que des secteurs importants du prolétariat mondial — dans de nombreux pays, la majorité de la classe ouvrière même — demeuraient sous le contrôle des partis sociaux-démocrates. La stratégie du Front Unique répondait à ce problème.

La IV^e Internationale est la continuation du bolchévisme, de la III^e Internationale Communiste. Mais son développement ne sera pas une répétition de l'expérience de la III^e Internationale. Et si sa construction rejoint en dernière analyse la reconstruction du mouvement ouvrier, elle intégrera nécessairement les acquis positifs des étapes précédentes du mouvement ouvrier.

Ce qui fonde la lutte pour la construction de l'Internationale révolutionnaire et de ses partis, c'est le mouvement historique du prolétariat pour se constituer en classe dominante — qui inclut répétons-le, comme sa composante la plus vitale, parce que consciente, l'action organisée des révolutionnaires —. Sinon, elle ne serait qu'utopie. Ce n'est pas une vague abstraction. Ce mouvement, il s'exprime dans la mobilisation des masses contre l'exploitation, dans leurs combats politiques, utilisant tous les terrains de la lutte des classes, contre l'Etat de la bourgeoisie, contre son gouvernement.

Cette mobilisation, en ce moment, a atteint l'un de ses sommets au Portugal, où les masses ont, par « leur mouvement pratique », ouvert la voie à la révolution prolétarienne en Europe. Mais comment cette mobilisation révolutionnaire s'est-elle traduite à cette étape ? Par le développement rapide, tumultueux, des organisations ouvrières traditionnelles reconstituées après le 25 avril 1974, le Parti Socialiste et le Parti Communiste portugais, et ce pourtant dans un pays où le mouvement ouvrier n'avait pas connu d'activité légale depuis un demi-siècle. Par le fait aussi que ces masses qui avaient commencé à édifier des organismes de type soviétique ont, dans leur écrasante majorité, voté pour ces partis lors des élections à l'Assemblée Constituante, leur donnant en fait le mandat de prendre le pouvoir. La loi générale de toutes les mobilisations révolutionnaires, de toutes les révolutions s'est vérifiée ; à une première étape, les masses affluent vers les anciennes organisations, renouent avec le point le plus élevé de leur passé.

Mais ce mouvement c'est celui de la révolution : le prolétariat charge ces organisations qu'il considère comme siennes d'un contenu qu'elles n'ont pas, il exige d'elles qu'elles répondent à ses aspirations, qu'elles engagent la lutte contre la bourgeoisie et contre son Etat.

Ce qui s'intensifie dans ce mouvement, c'est la contradiction entre les exigences et le contenu du mouvement des masses et les objectifs des appareils soumis à la bourgeoisie. Ce sont les conditions mêmes d'un processus de rupture — qui ne sera pas une simple explosion, mais un processus complexe et contradictoire — qui mûrissent et qui s'expriment dans les différenciations et les crises qui déchirent le mouvement ouvrier. C'est le terrain de la construction de la IV^e Internationale.

Le même problème peut être abordé sous un autre angle. Le programme de fondation de la IV^e Internationale définit la tâche stratégique de la prochaine période comme étant de « surmonter la contradiction entre la maturité des

conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde ».

Surmonter cette contradiction c'est précisément construire la IV^e Internationale. Mais la voie de cette solution, c'est la mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir à travers les revendications transitoires qui conduisent « invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat ». Aussi, la reconstruction de la IV^e Internationale est inséparable de la formulation d'une politique exprimant les aspirations du prolétariat et les nécessités de sa lutte, ouvrant la voie à sa mobilisation comme classe et assurant, par l'action pour cette politique, l'organisation de ses éléments les plus avancés. C'est pourquoi la discussion sur les problèmes stratégiques et tactiques, sur le Front unique ouvrier, sur le gouvernement ouvrier et paysan, sur la traduction concrète de ces mots d'ordre dans chaque pays, est d'une telle importance. Cette politique est la trame même de la construction du parti révolutionnaire, de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Evidemment, la reconstruction de la IV^e Internationale ne peut être abstraite de l'histoire de la IV^e Internationale elle-même, des résultats de sa crise. L'O.C.I. l'a souligné à maintes reprises, la IV^e Internationale qui concentre les problèmes de la lutte des classes en est aussi une composante, ayant sa propre spécificité. On ne peut aborder les problèmes de la IV^e Internationale sans tenir compte des données que constituent l'absence d'un centre international, l'existence de courants internationaux et d'organisations qui se réclament du trotskysme. Cette référence commune — qu'elle soit dans tous les cas fondée ou non —, l'origine historique commune, délimitent un cadre particulier de discussion. Toutefois, ce débat ne peut être séparé de ceux qui se développeront nécessairement à l'échelle du mouvement ouvrier tout entier. La révolution portugaise, par exemple, qui forme l'un des axes principaux aujourd'hui de la

clarification entre organisations qui se réclament de la IV^e Internationale est. en même temps, l'occasion de délimitations, de regroupements à l'échelle du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Les objectifs et les motifs de l'O.C.I. et du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale sont clairs. Nous sommes convaincus qu'aujourd'hui des pas importants peuvent être faits pour surmonter la crise de la IV^e Internationale. Les propositions répétées que nous avons faites au Secrétariat Unifié ne relèvent en rien de manœuvres à courtes vues ou de l'illusion que des arrangements diplomatiques pourraient constituer une solution. Nous réaffirmons ce que plus de vingt ans d'expérience ont démontré : il ne peut y avoir de reconstruction de la IV^e Internationale comme organisation mondialement centralisée sur la base du programme de transition et fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique, que pour autant que le révisionnisme soit totalement éliminé des rangs de la IV^e Internationale.

Aucune procédure administrative ne peut régler ce problème. Il faut faire place à la discussion et il est nécessaire qu'elle se mène jusqu'au bout. Elle ne pourra qu'englober tous les problèmes qui ont été à la racine de la crise destructrice de 1950-53. Il ne s'agit pas d'établir un bilan historique dans un sens académique : il s'agit de régler les questions qui restent au premier plan de la définition d'une politique révolutionnaire et qui sont l'expression, au niveau de la clarification théorique et politique, des problèmes réels surgissant de la lutte de millions d'hommes.

Les problèmes théoriques et pratiques de l'activité révolutionnaire — les problèmes de la IV^e Internationale — se centralisent nécessairement, à chaque étape de la lutte des classes, par rapport à des événements décisifs de la lutte des classes qui constituent un test pour toutes les organisations, tous les courants du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, la révolution prolétarienne au Portugal, préface et élément moteur de la révolution en Europe, constitue un tel test. En 1953, le commencement de la révolution politique lors de l'insurrection de Berlin-Est avait délimité, face à la classe ouvrière internationale, le courant qui défendait le programme de la IV^e Internationale et les liquidateurs de ce programme. Le commencement de la révolution prolétarienne en Europe n'a pas une importance moindre.

A partir des problèmes posés avec intensité par le développement de la révolution portugaise, les conditions d'une véritable discussion se dégagent.

Avec les autres organisations et groupes affiliés au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, l'O.C.I. y participera pleinement et elle conçoit son Congrès lui-même comme une contribution à cette discussion.

(1) Voir l'article de Léon Trotsky « *Classe, parti, direction* », publié in *La Révolution espagnole*. Ed. de Minuit.

(2) Alors que la réunion qui avait fondé la 4^e Internationale en 1938 avait été définie comme une « conférence internationale », la réunion internationale des délégués des sections en 1948 fut baptisée « Congrès mondial » et adopta, à la place des statuts de 1938 volontairement brefs, fixant un cadre général, de nouveaux statuts, cinq fois plus longs et consacrant un centralisme extrême.

(3) Voir en particulier « *Quelques enseignements de notre histoire* » et les thèses adoptées par le 17^e Congrès de l'O.C.I.

(4) Voir « *Défense du trotskysme* » et « *Trotskysme contre révisionnisme liquidateur* », de Stéphane Just.

(5) *Intercontinental Press* du 20 octobre 1975.

TABLE DES MATIERES

p. 1 — FRANCE : NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS, LE FRONT UNIQUE OUVRIER : QUESTION CLE.

par Marc Lacaze.

PREPARATION DU XX^e CONGRES DE L'OCI RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES.

Première partie. — TOURNANT DANS LA SITUATION MONDIALE.

Page 17 : introduction.

- « 18 : Accentuation de la crise de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires.
- « 19 : Ancienne et nouvelle saintes alliances contre-révolutionnaires.
- « 21 : Après 1968 : objectifs de l'impérialisme US au Vietnam.
- « 22 : Effondrement du gouvernement et de l'Etat de Thieu.
- « 23 : Vers l'unité du Vietnam et de l'Indochine.
- « 24 : Défaite de l'impérialisme US ; répercussions en Asie, en Afrique, en Amérique Latine.
- « 25 : Une caractérisation en 6 points.
- « 27 : Vers la dislocation du marché mondial.
- « 29 : La marche à la crise, facteur politique agissant.
- « 29 : La marche à la crise et les bureaucraties parasitaires.
- « 30 : Une situation révolutionnaire d'une dimension sans précédent.

Deuxième partie. — LA NOUVELLE PERIODE DE LA REVOLUTION, « L'IMMINENCE DE LA REVOLUTION », ET LE TOURNANT DANS LA SITUATION MONDIALE.

Page 33 : Les Thèses du 17^e Congrès de l'OCI.

- « 34 : L'impérialisme et les bureaucraties se battent.

- « 35 : Helsinki et ses suites.
- « 36 : Les Thèses du 17^e Congrès et la bureaucratie du Kremlin.
- « 37 : Impasse économique du Kremlin et ses satellites.
- « 38 : Contradictions économiques en URSS et crise économique capitaliste.
- « 39 : L'impérialisme US réagit.
- « 40 : L'ancien et le nouveau : zigzags et compromis.
- « 42 : Trotsky et les conditions de la révolution prolétarienne.
- « 43 : Puissance du prolétariat mondial.

Troisième partie. — CIRCONSTANCES EXTRAORDINAIRES DU COURS DE LA REVOLUTION MONDIALE DEPUIS 1943.

Page 46 : Obstacles à la révolution prolétarienne.

- « 47 : Une hypothèse théorique.
- « 48 : 1917 : premier acte de la révolution prolétarienne mondiale.
- « 49 : La courbe de la révolution : 1917-1943.
- « 52 : 1943 : vague révolutionnaire mondiale.
- « 53 : « Des circonstances exceptionnelles ».
- « 55 : La politique de Staline : 1947-53.
- « 56 : 1953 : révolutions sociale et politique conjointement à l'ordre du jour.
- « 57 : La décomposition du système impérialiste se poursuit.
- « 59 : Limites de la « rupture avec la bourgeoisie ».
- « 61 : La bureaucratie du Kremlin, pierre angulaire des bureaucraties parasitaires.
- « 61 : La bourgeoisie et son Etat dans les vieilles puissances impérialistes.

Quatrième partie. — LA REVOLUTION PORTUGAISE : FORCE MOTRICE DE LA REVOLUTION EUROPEENNE ; TEST DES ORGANISATIONS ET PARTIS QUI SE RECLAMENT DU SOCIALISME.

Page 64 : Crise de la bourgeoisie et révolution au Portugal.

- « 65 : Hier et aujourd'hui : chacun choisit son camp.

- « 66 : Première étape de la révolution portugaise.
- « 67 : Deuxième étape de la révolution portugaise.
- « 68 : Les masses mettent en échec la tentative contre-révolutionnaire.
- « 70 : Troisième étape de la révolution portugaise.
- « 71 : Une fois encore : les masses en action.
- « 73 : Congrès ouvrier et paysan.

Cinquième partie. — ETATS OUVRIERS, GOUVERNEMENTS OUVRIERS ET PAYSANS, SOVIETS.

Page 75 : Sur la question des Etats ouvriers bureaucratiques.

- « 76 : Vietnam : 1945, Dien Bien Phu.
- « 77 : Moment politique où se situe Dien Bien Phu et ses conséquences.
- « 78 : Colonisation française et rapports sociaux.
- « 78 : Vue sur l'histoire de la lutte contre l'impérialisme français.
- « 79 : Echec de la tentative d'édifier un Etat bourgeois au Vietnam et décomposition du système impérialiste.
- « 81 : Etats ouvriers bureaucratiques, l'Etat ouvrier soviétique.
- « 82 : Les soviets.
- « 84 : « Partir de la conscience des masses » dans la question du gouvernement.
- « 85 : Gouvernement ouvrier et paysan.
- « 86 : A nouveau sur les soviets.

DOCUMENT PREPARATOIRE AU XX^e CONGRES DE L'OCI CRISE ET RECONSTRUCTION DE LA 4^e INTERNATIONALE

Page 89 : Introduction.

- « 91 : La fondation de la 4^e Internationale et son programme.
- « 95 : La réorganisation de la 4^e Internationale après la guerre.
- « 100 : La crise de la 4^e Internationale ; le pablisme, un courant liquidateur.
- « 110 : La période présente de la lutte des classes et les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale.
- « 117 : Comment se pose la question de la reconstruction de la IV^e Internationale ?

**Un militant ouvrier
ne peut se passer chaque semaine
de lire**

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Le numéro : 2 F.

6 mois (24 n ^{os})	60 F
pli clos	100 F
1 an (48 n ^{os})	120 F
pli clos	200 F
Etranger (un an : 48 n ^{os})	160 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP PARIS 21.831.73.

ABONNEZ-VOUS SANS TARDER A

LA VERITE

CCP Michel RENAUDIE, n° 30 040 74 - 45 La Source

(Voir tarifs page 2 de la couverture)

ABONNEZ-VOUS A ARGUMENTS

TARIFS D'ABONNEMENT

ABONNEMENT 7 N° « ARGUMENTS »

**CATEGORIES C ET D, SURVEILLANTS, MA,
ETUDIANTS, ETC. : 30 F**

TITULAIRES CATEGORIES A ET B, ETC. : 40 F

SOUTIEN : 60 F

**L'ABONNEMENT PEUT ETRE PRIS A TOUT MOMENT
DANS L'ANNEE. IL DONNE DROIT AUX 7 NUMEROS
D' « ARGUMENTS » QUI PARAITRONT EN 1975.**

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

**FREDERIC CASTAING,
15, RUE DU LUNAIN, 75014 PARIS.**

MONTANT DE L'ABONNEMENT

**AU NOM DE DANIEL ETIEMBLE,
33, RUE DU Dr HEULIN, 75017 PARIS
OU C.C.P. DANIEL ETIEMBLE, 3094151 LA SOURCE.**

Numéros disponibles :

N° 1 : Ecole laïque et révolution socialiste.

N° 2 : Syndicalisme et communisme dans l'enseignement.

MILITANTS !

Votre seule librairie :

LA S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 31.697-97 LA SOURCE 45

VOUS Y TROUVEREZ :

- Le plus grand choix d'ouvrages sur le mouvement ouvrier.
- Les dernières nouveautés de l'édition dans le domaine social, économique et politique.
- Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis dans les plus courts délais.

Expédition en province dès réception du chèque correspondant à la commande.

Remise spéciale importante sur les manuels universitaires.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à
l'administration.

CCP Michel Renaudie, n° 30 040 74 - 45 La Source
Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT
Imprimerie ABEXPRESS - PARIS



Prix du numéro : 6 F